1979 LA MEMOIRE DU SIECLE

IRAN, LA REVOLUTION ISLAMIQUE

CHAPOUR HAGHIGHAT



EDITIONS COMPLEXE

1979 LA MEMOIRE DU SIECLE

IRAN, LA REVOLUTION ISLAMIQUE

CHAPOUR HAGHIGHAT

Avec un témoignage de Paul Balta

EDITIONS COMPLEXE

Du même auteur

Iran, la révolution inachevée et *L'Ordre américain* (Anthropos, 1980).

SOMMAIRE

L'EFFONDREMENT DE LA MONARCHIE

Le 11 février 1979, tard dans la nuit, après deux jours d'émeutes et de violents combats, la population insurgée, appuyée par des unités de l'armée favorables à Khomeiny et des groupes de guérilleros, investit entièrement Téhéran et s'empare des points stratégiques de la capitale. Les forces royalistes sont repoussées et contraintes de se rendre. Les casernes, les commissariats, les prisons, le siège de la SAVAK, le palais du Premier ministre, le parlement, le quartier général du haut commandement de la loi martiale tombent les uns après les autres. L'appareil impérial, vieux de 2.500 ans, s'effondre sous les coups d'une foule en délire. La révolution a triomphé.

Comment en est-on arrivé là ? Quels sont : s événements qui ont conduit au renversement de l'une des plus « inébranlables » dictatures du monde ?

L'empire du silence

Deux ans avant la révolution, au début de l'année 1977, il n'existe aucune force d'opposition organisée en Iran. Un appareil répressif soutenu par un redoutable réseau de services secrets et des forces de l'ordre omniprésentes a su, tant bien que mal, étouffer toute velléité contestataire. Un ordre social imposant garantit à l'Etat une apparence de calme. L'intensité de la répression décourage toute résistance. Certes, protestations universitaires et grèves ouvrières surgissent sporadiquement, malgré les arrestations et les intimidations, mais elles sont vite circonscrites et réprimées. Tandis que sur le plan extérieur, l'Iran est assujetti économiquement, politiquement et militairement à l'Occident, surtout aux Etats-Unis, à l'intérieur, la corruption et le népotisme de la famille royale et des favoris de la cour rongent l'administration et l'appareil étatique.

Depuis le coup d'Etat d'août 1953, fomenté par la CIA, et la chute du gouvernement de Mossadegh, le régime impérial a cherché, en usant de tous les moyens possibles, à consolider son pouvoir. Bien qu'une démocratie parlementaire de façade soit maintenue, la suprématie de la cour sur toute la vie politique et sociale est écrasante. Le Chah contrôle les partis et le *Majless* (Parlement) ; la justice est sous sa coupe ; la censure est sévère, la presse muselée. Et surtout, la police politique secrète, mise en place depuis 1957, la SAVAK *(Sâzmân-e Ettelâ'ât Va Amniat-e Keshvar)*, sème la terreur parmi la population.

En 1963, un plan de « réformes sociales », baptisé *« Révolution blanche »*, est élaboré par le Chah, sous la pression de l'administration Kennedy. Ces réformes attaquent de front le monde traditionnel, au profit de la nouvelle bourgeoisie, et provoquent la colère des religieux et des commerçants du Bazar, qui s'élèvent en particulier contre la redistribution des terres (dont un tiers est détenu par les religieux) et l'émancipation des femmes. La tension est également grande parmi les intellectuels et les étudiants qui, pour leur

part, protestent contre la répression et réclament des mesures de libéralisation politique. Tous ces mécontentements conduisent, en juin 1963, à de sanglantes émeutes, auxquelles prennent part aussi bien les forces conservatrices que les libéraux.

Peu de temps après, à l'instigation du département d'Etat, le *Majless* approuve une loi garantissant l'immunité diplomatique du personnel militaire américain résidant en Iran. Cette loi est aussitôt dénoncée par l'opposition, qui y voit un retour à la « capitulation », abolie en 1928.

L'ayatollah Khomeiny est une figure marquante de ce courant de contestation. Conservateur sur le plan religieux, par ses positions radicales en politique, il gagne la sympathie d'une partie des mouvements qui s'insurgent contre l'arbitraire du régime en place. Un an plus tard, en 1964, il est expulsé vers la Turquie, et se réfugie en Irak, où il passera de longues années d'exil.

L'élimination des forces d'opposition traditionnelles conduit à la fin des années 1960 et au début des années 1970 à l'émergence d'une guérilla urbaine qui remet en question l'attentisme du Front National mossadeghiste et du Parti Toudeh (pro-communiste). Durant cette période, une lutte armée clandestine assez active se développe, dirigée par les Fedayins et les Moudjahedines du peuple (les premiers de tendance marxiste, les seconds se réclamant d'un Islam progressiste). Mais ce mouvement de guérilla est rapidement écrasé par une répression brutale. S'il n'a pas réellement inquiété le système, il a du moins réussi, au prix de nombreuses victimes, à briser un long silence et à affecter le mythe d'« *invincibilité* » du régime. A la fin des années 1970, ces groupes de guérilleros sont épuisés et meurtris, divisés de surcroît en tendances idéologiques contradictoires. C'est seulement au moment des révoltes populaires qu'ils parviendront à se regrouper. Ils contribueront alors au déclenchement des grèves et participeront à des actions militaires au cours des journées décisives de la fin du règne.

Les intellectuels et les droits de l'homme

A partir du début de 1977, on peut observer les signes annonciateurs d'un grave et profond mouvement social. La prise de position de la nouvelle administration démocrate américaine en faveur du respect des droits de l'homme a eu une répercussion incontestable sur les milieux politiques de tous les pays vassaux dont la survie dépendait essentiellement de la force. Les déclarations fracassantes du candidat, puis président Carter (élu le 2 novembre 1976) ont suscité un immense espoir auprès des intellectuels et des universitaires iraniens.

En janvier 1977, des incidents éclatent à l'université. Les étudiants se mobilisent pour expulser les forces de l'ordre et les membres de la SAVAK qui, depuis 1972, assurent la surveillance des campus. Un peu plus tard, en mars, un célèbre essayiste et sociologue iranien, Ali Asghar Hadj Seyyed Djavadi, publie une lettre ouverte au Chah de plus de 200 pages où il expose la situation de l'Iran. Le ton est courtois, respectueux mais assez critique. Tirée à plusieurs milliers d'exemplaires et diffusée clandestinement, cette lettre ne provoque aucune réaction de la part du pouvoir. Son auteur n'est ni inquiété, ni arrêté. Cet événement inattendu a un grand retentissement auprès des Iraniens, qui l'accueillent avec une satisfaction mêlée d'étonnement.

Au bout de quelques mois, plusieurs groupements ou associations, tels que le Comité de défense des prisonniers politiques, le Comité des droits de l'homme, la Fédération des juristes, l'Union des écrivains, etc., voient le jour ou se reconstituent. Ils exigent le respect des libertés fondamentales, multiplient les pétitions, les lettres ouvertes, et diffusent des publications clandestines.

En juin 1977, quarante intellectuels et écrivains protestent contre l'absence de liberté d'expression et demandent

l'autorisation officielle de rouvrir l'Union des écrivains iraniens, dont le fonctionnement a été paralysé depuis 1968. Par la suite, ils organisent des soirées culturelles, au cours desquelles des hommes de lettres récitent des poèmes et lisent des textes ; les discussions débouchent souvent sur des débats politiques. Cette soudaine bouffée de liberté soulève un grand enthousiasme et les participants à ces réunions se verront de plus en plus nombreux (parfois plus de 15.000).

Un mois plus tard, un groupe de juristes progressistes fonde l'Association des juristes et signe une pétition où il revendique l'indépendance des organes judiciaires et la suppression des tribunaux militaires.

Les hommes politiques commencent aussi à s'organiser. En juin, trois dirigeants du Front National, Karim Sandjabi, Darioush Forouhar et Chapour Bakhtiar, réapparaissent au grand jour, après de longues années de clandestinité. Dans une lettre adressée au souverain, ils déplorent la gravité de la situation économique et sociale, et invitent le Chah à revenir aux principes de la Constitution de 1906. Les libéraux nationalistes, les mossadeghistes et les radicaux réorganisent leurs partis. Le Mouvement de Libération de l'Iran (MLI), de tendance nationaliste et religieuse, est relancé par Mehdi Bazargan ; le Front National (FN) rassemble ses forces et se renouvelle sous la direction de Karim Sandjabi et un mouvement radical est créé par Rahmatollah Moghadam Marâghei.

En réponse à la prolifération des organisations libérales et à l'extension des demandes humanitaires, le pouvoir, pressé par Washington et peut-être désireux d'améliorer son image aux yeux de l'opinion internationale, évite d'utiliser la répression directe et accepte de prendre quelques mesures de libéralisation politique. Mais, par ailleurs, il n'hésite pas à s'appuyer sur des bandes de nervis et des milices privées d'extrême-droite qui sèment la peur parmi les intellectuels libéraux, mettant à sac leur domicile, faisant irruption dans les débats et les discussions publiques afin d'y provoquer des bagarres...

La crise économique

A cette époque, l'appareil étatique est secoué par une crise profonde. Non seulement il est assailli par les exigences des libéraux, mais il doit aussi faire face à un sujet de préoccupation encore plus urgent : la brusque dégradation de la situation économique.

L'arrivée massive des pétrodollars après le quadruplement du prix du brut en 1973-1974 a été à l'origine d'une hausse vertigineuse du coût de la vie. L'injection brutale de capitaux dans l'économie nationale a accru la demande et provoqué un recours abusif aux importations. Celles-ci, qui s'élevaient pour toute la période du IVe plan gouvernemental (de 1969 à 1973) à environ 3 milliards de dollars, grimpaient jusqu'à 11,8 milliards de dollars pour la seule année fiscale 1974-1975. L'accroissement des importations a eu pour conséquence inéluctable la stagnation des secteurs productifs et la chute de la croissance industrielle qui, à leur tour, ont entraîné la détérioration du marché de l'emploi. La hausse du prix des produits importés, consécutive, entre autres, à l'augmentation du coût des matières premières (de 20% en 1975), était encore aggravée par la lenteur de l'acheminement des marchandises, l'insuffisance des ports et les attentes sur les routes. On aboutissait ainsi, sur le marché intérieur, à une flambée des prix de 50 à 60%, surtout pour les produits de première nécessité. Ainsi, de 1975 à 1977, le coût de la vie a crû de 200%.

Pour endiguer l'inflation, le gouvernement adopte une attitude souvent agressive et vexatoire envers les commerçants, ce qui n'est pas de nature à réduire l'impopularité du régime. Les prix sont sévèrement contrôlés. Les petits boutiquiers, accusés d'être responsables de l'augmentation du coût de la vie, sont déférés devant des tribunaux d'exception. Plusieurs milliers de bazaris sont condamnés à des amendes ou à des peines de prison.

La politique du pouvoir en matière de logement est analogue. La spéculation immobilière a accru le coût de la construction et le montant des loyers. En raison de la dégradation de la situation du logement, une large fraction de la population pauvre est refoulée vers la périphérie de la capitale, dans les zones insalubres où des milliers d'émigrés des campagnes s'entassent depuis quelques années. En 1977, le gouvernement accentue sa pression pour «*déloger*» la population des terrains déclarés non constructibles. Tout au long de cette année, des affrontements ont lieu entre les forces de police et les habitants, dans les quartiers périphériques de Téhéran (Afsarieh au sud-est, Ismaïlâbâd au sud-ouest, Madjidieh, Chemiran-Now et Chamsâbâd au nord-est) et dans la ville de Rey (proche de Téhéran). Ces heurts font plusieurs morts, des dizaines de blessés et dégénèrent parfois en véritables émeutes.

Tous ces accrochages ont sérieusement élargi le mécontentement populaire, d'autant que le régime s'attaquait là à une masse de déshérités souvent dociles et jusqu'ici totalement absents de la scène de contestation politique.

Tandis que la mévente du pétrole (– 11% en 1975 et – 6% en 1977) affectait les revenus de l'Etat, obligé de rogner sur les dépenses sociales, le montant des commandes d'armement s'alourdissait d'année en année : de 5 milliards de dollars pour toute la période qui s'étend de 1953 à 1973, il passe à 20 milliards de dollars entre 1973 et 1978.

Le désordre économique, la détérioration du climat social, s'ajoutant aux revendications politiques, conduisent, le 6 août 1977, à un changement gouvernemental. A la demande du Chah, le Premier ministre, Amir Abbas Hoveida, depuis douze ans à la tête d'un gouvernement partisan du «*laissez-faire*» et de l'«*enrichissez-vous*», cède la place à Djamchid Amouzegar et à une équipe de technocrates qui vont tenter de réduire le gaspillage, limiter la corruption et revoir en baisse les dépenses de développement et les sommes allouées aux grands projets économiques.

L'amorce des révoltes populaires

Du 14 au 16 novembre 1977, le Chah rencontre le président Carter à la Maison Blanche. Il n'est plus question des droits de l'homme. Les concessions économiques faites par le souverain iranien (gel des prix du pétrole pendant un an, achat de centrales nucléaires) relèguent au second plan toutes les considérations humanitaires. A la fin de décembre, Carter, en visite à Téhéran lors d'une tournée au Proche-Orient, déclare que le Chah partage entièrement ses vues sur la question des droits de l'homme.

A ce moment, on assiste à un tournant majeur dans l'orientation de la lutte politique, marqué par le déclenchement des révoltes populaires. L'arrestation de l'ayatollah Tâleghâni en juillet 1977 avait déjà irrité les milieux religieux. En octobre, lors de rassemblements organisés à l'université de Téhéran (à l'initiative des étudiants musulmans), à Rey et à Qom, les manifestants avaient demandé la libération des chefs religieux incarcérés et, pour la première fois, avaient réclamé le retour de l'ayatollah Khomeiny. Mais ces manifestations n'avaient eu qu'une ampleur limitée et n'avaient donné lieu à aucun incident grave.

Un événement banal va mettre le feu aux poudres et déclencher une vague d'agitation populaire qui va se propager dans tout le pays au cours de l'année 1978. Le 7 janvier 1978, le quotidien pro-gouvernemental, *Ettelâ'ât*, publie un article injurieux envers l'ayatollah Khomeiny. Le lendemain, 10.000 élèves de l'école de théologie de Qom descendent dans la rue pour protester contre la publication de cet article. La contestation dure deux jours. La tension monte. La police tire, faisant de nombreux morts et blessés. C'est le début d'un cycle de violence qui conduira un an plus tard à la fin du règne.

La commémoration rituelle des martyrs de Qom est célébrée 40 jours après (selon les règles du deuil chiite) dans plusieurs villes. Les 18 et 19 février, à Tabriz (capitale de l'Azer-

baïdjan et foyer historique des mouvements de libération en Iran, surtout au moment de la révolution constitutionnelle), une immense manifestation de masse se transforme pendant 36 heures en un véritable soulèvement populaire. Les banques, les cinémas, les magasins de luxe sont saccagés et incendiés. Le siège du parti unique (le *Rastakhiz*), le palais de la jeunesse (foyer d'orientation idéologique des jeunes) sont attaqués. La violence n'est pas aveugle : la population s'en prend sélectivement à tous les symboles du régime, à la façade moderniste d'un système qu'elle juge corrompu et immoral. Débordée, la police se retire et fait appel à l'armée. La révolte est noyée dans le sang. Le bilan est lourd : au moins 100 morts et plusieurs centaines de blessés.

L'entrée en scène des religieux

Le soulèvement de Tabriz a un grand écho auprès de la population iranienne et marque un changement brutal et significatif dans le contenu et la forme de la contestation. Face à l'ampleur de la colère populaire, les timides revendications humanitaires des libéraux paraissent dérisoires. Les intellectuels laïcs et les politiciens nationalistes modérés, qui détenaient jusque-là l'initiative des mouvements contestataires et se battaient sur la question des droits de l'homme, sont dépassés par l'arrivée des masses dans le combat politique et cèdent progressivement les commandes aux religieux qui, eux, ne cessent d'accroître leur audience dans la population.

Le Front National, la gauche et les centristes commencent à admettre qu'il est plus aisé et plus efficace de rassembler la population en laissant agir les religieux, quitte à récupérer le mouvement par la suite. Les points de rencontre entre l'opposition laïque et le clergé ne manquent d'ailleurs pas. Tous les deux dénoncent le despotisme et la corrup-

tion. Ils ont été victimes, l'un comme l'autre, de la répression. En outre, l'anti-occidentalisme des religieux rejoint l'anti-impérialisme des uns et le nationalisme des autres.

Dès les premiers mois de 1978, tout le monde est d'avis qu'il faut laisser faire les mollahs. L'attitude maladroite du Chah, qui tout en faisant des promesses de libéralisation se livre à une répression policière féroce, accélère ce changement de direction de l'opposition.

Quarante jours après les massacres de Tabriz, les cérémonies à la mémoire des victimes sont l'occasion de nouvelles agitations dans les principales villes de l'Iran (Téhéran, Qom, Ispahan, Abadan, Ahwaz, Qasvin, Kachan, Babol). Les 29 et 30 mars, à Yazd, des affrontements violents entre la population et l'armée font plusieurs dizaines de tués. L'atmosphère est tendue. L'armée s'active ; elle a reçu des instructions très fermes. Face au refus du régime de tenir compte du mécontentement exprimé, la révolte gagne de proche en proche tout le pays. L'accumulation des victimes n'est pas propice à l'apaisement des passions.

Au début du mois de mai, les troubles reprennent à Téhéran, Chiraz, Babol, Kachan, Kerman, Tabriz, Kazeroun, Ispahan, Djahrom et Mashhad. Les 9 et 10 mai, à Qom, les manifestations commémorant les massacres de Yazd entraînent à nouveau la mort de plusieurs dizaines de personnes. Le 17 juin (40 jours après les manifestations de Qom), une journée de deuil national est décrétée et les Bazars de toutes les grandes villes sont fermés.

A la fin de juillet, les révoltes sont presque quotidiennes. A l'issue de trois journées de heurts sanglants à Mashhad (du 22 au 25 juillet), on dénombre 150 à 200 morts et plusieurs centaines de blessés. Une vingtaine de villes sont secouées par des émeutes. Le 10 août, des insurrections à Ispahan conduisent à de violents accrochages avec les forces de l'ordre. Cinémas, bars, compagnies d'aviation, hôtels, grands magasins, établissements gouvernementaux sont à nouveau dévastés. La loi martiale est promulguée à Ispahan et deux jours plus tard à Nadjafâbâd et à Homâyounshahr.

Le 19 août, 400 personnes périssent dans l'incendie volontaire d'un cinéma populaire à Abadan. L'opposition voit dans cet acte criminel une provocation du pouvoir. Pour un temps, celui-ci laisse délibérément régner le désordre afin d'effrayer la grande bourgeoisie intérieure et de montrer à ses alliés occidentaux, en particulier aux Etats-Unis, qu'une libéralisation peut mener à un bouleversement social irréversible. Cependant, devant l'extension des mouvements de masse, le régime éprouve réellement des difficultés à contrôler la situation.

Le 27 août, le gouvernement Amouzegar démissionne; il est remplacé par une nouvelle équipe, dirigée par Djafar Charif Emami, autre dignitaire de la cour qui, pour désamorcer les mécontentements, accorde quelques concessions: il promet la libération des prisonniers politiques, assouplit la censure en accordant la liberté de discussion à la presse et au Parlement, et augmente substantiellement les salaires.

Pendant ce temps, l'opposition est divisée quant à l'opportunité de la poursuite des émeutes et aux objectifs futurs du mouvement. Alors que les partisans de Khomeiny réclament l'abolition de la monarchie et refusent tout compromis avec l'appareil en place, le clergé chiite modéré de Qom, avec à sa tête l'ayatollah Chariat Madari, partage l'avis des libéraux et des dirigeants du Front National: ils estiment le départ du Chah impossible et jugent plus raisonnable de s'en tenir au strict respect de la Constitution. *«Il faut demander et obtenir que le roi règne sans gouverner»* proclame Chariat Madari.

Mais l'intransigeance de Khomeiny, qui exprime avec véhémence ce que le peuple souhaite au fond de lui-même, accroît sa popularité et isole les fractions modérées de l'opposition, favorables à une conciliation avec la monarchie.

Le mois du Ramadan renforce les liens entre le clergé khomeiniste et la population. L'euphorie révolutionnaire, stimulée par l'exaltation des cérémonies religieuses, pousse la foule en avant. Le 4 septembre, à l'occasion de l'*Eïd-e*

fetr, jour de fête marquant la fin du jeûne, plusieurs centaines de milliers de personnes organisent des prières collectives dans les rues de Téhéran, réclament le retour de Khomeiny et entament une campagne de fraternisation avec les militaires : *«Frères soldats, ne tirez pas sur vos frères.»*

Le 7, la foule conspue le Chah, demande la chute de la monarchie et plébiscite Khomeiny. Cette journée de rassemblement populaire, qui réunit près d'un million de manifestants à Téhéran, révèle la force des religieux prokhomeinistes et marginalise le clergé modéré, ainsi que les membres du Front National. Khomeiny devient désormais le symbole du refus et de la résistance à la dictature.

Le Vendredi noir. L'apogée de la terreur

Le pouvoir est secoué par l'approfondissement de la crise et par la montée des vagues révolutionnaires. La tentative de fraternisation lancée en direction des soldats effraie particulièrement le palais et les chefs de l'armée et les met dans une redoutable impasse. Dans la nuit du 7 au 8 septembre, la loi martiale est promulguée à Téhéran et dans onze autres villes. Toute manifestation, tout attroupement est interdit sur la voie publique.

Le lendemain, c'est le Vendredi noir. Mille cinq cents à deux mille jeunes, assis près de la place Jaleh se retrouvent soudain en présence de troupes qui, après un avertissement, tirent sur la foule, faisant plusieurs dizaines de morts. Ce drame déclenche des affrontements sporadiques dans tous les quartiers sud-est de la capitale. Une bataille de rue s'engage où la population affronte les blindés. Des barricades rudimentaires sont élevées. Les insurgés brûlent des

pneus, lancent des cocktails Molotov, des pierres, incendient des autobus. Ces combats tournent au carnage : plusieurs milliers de morts. Cette journée était la plus meurtrière qu'ait connue l'Iran depuis les massacres de juin 1963.

Le Chah annule son voyage en Roumanie et en RDA et l'armée procède à l'arrestation massive de religieux et de dirigeants du Front National. Cet épisode tragique rallie les modérés et les partisans de la conciliation aux thèses des plus durs et scelle dans le sang l'union de toutes les forces d'opposition disparates, qui se rangent sous la bannière de Khomeiny.

Le Vendredi noir consacre la victoire de l'imam. La férocité du régime n'a pas découragé le peuple, elle a au contraire attisé sa colère. Le 9 septembre, de son lieu d'exil, à Nadjaf, Khomeiny qualifie le Chah de criminel et lance un appel à la résistance. Une semaine plus tard, la cérémonie de deuil organisée en l'honneur des victimes du Vendredi noir rassemble la population au cimetière de *Behecht-e Zahra*, où sont inhumés les martyrs. Une journée de grève pacifique est observée dans tout l'Iran.

A la fin d'octobre, le gouvernement dissout le *Rastakhiz* (parti unique) qui, depuis sa mise en place en 1975, a été un instrument de soumission des masses à la monarchie, s'est trouvé mêlé à des scandales financiers et a servi de tremplin à l'ambition personnelle des courtisans du roi.

Le mouvement s'oriente désormais vers une nouvelle phase : la contestation se développe sur les lieux de travail. Des grèves sont déclenchées progressivement dans les administrations et les secteurs industriels et paralysent l'activité économique du pays. Au départ, elles affectent les transports publics, les banques, les douanes, la raffinerie de Téhéran, le complexe pétrochimique de Bandar-Chapour, l'aciérie d'Ispahan, l'usine de machines-outils de Tabriz, puis elles s'étendent à toutes les branches de la production. Le 18 octobre 1978, la plus grande raffinerie d'Iran, celle d'Abadan, cesse ses activités. Le gouvernement tente, sans succès, d'éviter la catastrophe économique.

En dépit de la loi martiale, les manifestations et les agitations dans la rue continuent. Les 28 et 29 octobre, des heurts ont lieu avec les forces de l'armée dans plus de 30 villes.

Le 6 novembre, après deux journées d'émeutes qui ravagent Téhéran, le Chah décide de durcir encore le ton et d'instaurer un gouvernement militaire composé de sept généraux, un amiral et trois civils. Il nomme au poste de Premier ministre le général Gholâm Rezâ Azari, chef d'état-major de l'armée.

Pourtant, conscient de la gravité de la situation, le Chah cherche la voie d'un compromis pour isoler les extrémistes. L'ancien chef de la SAVAK et des hauts fonctionnaires accusés de corruption sont arrêtés. Dans un discours radiodiffusé, le souverain déclare : *« Je prête serment que les erreurs du passé ne se renouvelleront pas (...). J'ai entendu votre message révolutionnaire. »* Alors que dans la rue, la violence continue et que l'armée tire sur la population (le 21 novembre à Chiraz, le 1er décembre à Téhéran), le Chah multiplie les contacts pour former un gouvernement de coalition.

Le 3 décembre, au début du *Moharram* (mois de deuil chiite) s'amorce une nouvelle série de troubles dans tout le pays. Peu de temps avant, Khomeiny avait invité la population à verser son sang *« pour protéger l'Islam et renverser le tyran. »* Les processions religieuses se transforment en batailles de rue. Le soir, après le couvre-feu, les manifestants prennent place sur les toits et les terrasses des maisons en scandant *« A bas le Chah »*, *« Allah akbar »* (Dieu est le plus grand). Lors de la célébration de *Tassoua* et d'*Achoura* (jours de la commémoration rituelle de la mort de l'imam Hossein à Karbala), deux millions de personnes manifestent et demandent le départ du Chah.

Des grèves en chaîne continuent à ébranler sérieusement l'économie nationale. Le 26 décembre, les exportations pétrolières sont interrompues et le régime est mis au pied du mur. A la fin de décembre, il est clair que le gouvernement militaire, malgré son extrême rigueur, n'a pas réussi à réta-

blir le calme ni à remettre en marche l'administration et la machine économique du pays.

Fin de règne

Le Chah est cependant parvenu à gagner une personnalité connue de l'opposition, qu'il va charger de former un gouvernement d'« union nationale ». Le 31 décembre 1978, le général Azari présente sa démission au souverain, qui nomme Chapour Bakhtiar Premier ministre.

Mais la formation de ce gouvernement ne peut tempérer les révoltes. Traité de *« collabo »*, accusé de chercher à maintenir une monarchie désuète, Bakhtiar tente malgré tout de lancer une série de mesures sociales, promet le rétablissement des libertés et la levée progressive de la loi martiale, et persuade le Chah de partir à l'étranger. La SAVAK est dissoute, la censure sur la presse est levée, les militaires reçoivent de strictes consignes de modération.

Mais la marge de manœuvre de Bakhtiar reste limitée. Politiquement isolé, assisté par une équipe faible, rejeté par ses propres amis du Front National qui lui reprochent d'avoir fait cavalier seul, suscitant aussi la méfiance de généraux nostalgiques qui voient d'un mauvais œil toute tentative de libéralisation alors qu'ils sont débordés et harcelés de toute part, dénoncé par les chefs religieux pour ses prises de position manifestement laïques et même anticléricales, à un moment où personne n'osait défier le pouvoir des religieux, il a peu de chances de tenir longtemps.

Le 16 janvier 1979, le Chah quitte l'Iran pour l'Egypte. Conformément à l'article 42 de la Constitution, un Conseil de régence composé du Premier ministre, des présidents des deux Chambres, des commandants en chef des forces armées, du ministre de la Cour et de quatre personnalités politiques, est mis en place. Le départ du Chah est consi-

déré par les Iraniens comme une abdication et provoque la liesse populaire.

A partir de ce moment, les mots d'ordre lancés par le clergé khomeiniste changent brusquement. La fin du règne étant tenue pour acquise, les religieux s'efforcent de mobiliser la population en vue de l'instauration d'une république islamique. Les communiqués émanant de l'état-major de Khomeiny à Neauphle-le-Château (où il s'est installé depuis le 6 octobre 1978) vont dans le même sens. Les intellectuels progressistes, qui s'interrogent sur la nature de cette république et la place que Khomeiny entend occuper dans la société, ne cachent pas leur inquiétude.

Devant les débats idéologiques lancés par les forces de gauche, le malaise des religieux est grand. Ils tentent de faire croire à un *«complot communiste»*. Les groupements progressistes objectent qu'au nom de la lutte contre le communisme, on finira par enlever la parole à toutes les formations laïques. Le 22 janvier, une manifestation indépendante regroupant les organisations de gauche et rassemblant 10.000 personnes est attaquée par des bandes islamiques et des activistes musulmans aux cris de *«Il n'y a pas d'autre parti que le parti de Dieu.»* Khomeiny lance alors un appel où il demande à toutes les formations d'*«abandonner leur idéologie pour rejoindre l'Islam.»*

Le retour de Khomeiny

L'éloignement du Chah n'a pas fait tomber la tension. Face à l'ampleur des manifestations, aux grèves du secteur

public et à la paralysie de l'économie, le gouvernement Bakhtiar se montre impuissant. En outre, il ne parvient pas à contrôler efficacement l'armée. Les provocations des groupes para-militaires et des «durs» de l'armée à Ahwaz déclenchent le 17 janvier des incidents graves, faisant plusieurs dizaines de victimes, ce qui porte un coup sévère à la crédibilité de Bakhtiar. Deux jours après, le 19 janvier, lors de la célébration de l'*Arbaïn* (40ème jour de la mort de Hossein), 4 à 5 millions de personnes à Téhéran, Chiraz, Ispahan, Dezfoul, Tabriz, réclament la démission de Bakhtiar et du Conseil de régence et l'instauration de la République islamique.

Le 1er février 1979, Khomeiny fait un retour triomphal en Iran. Il est accueilli par une foule immense, de plusieurs millions de personnes, massée sur la route qui mène de l'aéroport de Mehrabad au cimetière de Behecht-e Zahra. Dans le discours qu'il y prononce, il condamne le gouvernement «*illégal*» de Bakhtiar : «*Je frapperai l'actuel gouvernement à la figure (...). Je ferai passer tous ces gens en justice, devant les tribunaux que je formerai.*» Symbole de la résistance à un régime honni, il est devenu, à la suite de multiples plébiscites, l'homme central de la révolution. Sans lui, rien ne peut être décidé pour l'avenir.

Le 5 février, il désigne au poste de Premier ministre Mehdi Bazargan — proche de la bourgeoisie du Bazar et des religieux, connu pour ses longues années de lutte contre le Chah — et menace de «*vengeance divine*» ceux qui agiraient contre cette décision. Dans le texte de nomination de Bazargan, il décrète : «*Les fonctionnaires, l'armée, tous les citoyens collaboreront entièrement à votre gouvernement provisoire pour atteindre le but sacré de la révolution et restaurer l'ordre dans le pays.*» Le 9, Bazargan présente son gouvernement et définit ses objectifs : obtenir la transmission du pouvoir, organiser un référendum sur la question du changement de régime, préparer l'élection de l'Assemblée constituante et du Parlement. Il demande à la police, l'armée et la gendarmerie de le soutenir.

La passation du pouvoir

Durant cette période, deux forces antagonistes tiennent entre leurs mains l'avenir de la nation : les religieux et les militaires. Bien qu'ils s'opposent en public, dans les coulisses, ils sont à la recherche d'un terrain d'entente. Cette tentative de compromis a été instamment conseillée par Washington qui, durant tout le déroulement des événements, n'a jamais perdu le contact avec le haut commandement militaire iranien.

Au début de février, la Maison Blanche, consciente de l'inefficacité du gouvernement Bakhtiar, met en œuvre tous les moyens pour éviter une rupture institutionnelle brutale et sauvegarder, autant que possible, l'unité de l'armée. Les conseillers du président Carter ont réussi à persuader celui-ci que les principes de base d'un pouvoir religieux ne sont pas forcément éloignés de l'idéologie du « monde libre » et qu'un intégrisme musulman doublé d'une surenchère nationaliste serait même le meilleur rempart contre l'influence soviétique.

La Maison Blanche tente alors de faire accepter aux généraux iraniens l'idée d'une république islamique et de les inciter à prendre contact avec Bazargan. Le 7 février, un discours du chef d'état-major de l'armée, le général Gharabâghi, s'adressant aux élèves officiers, révèle déjà un changement de ton. Il insiste sur l'unité de l'armée, déconseille aux militaires de se mêler de la politique et leur rappelle que leur premier devoir est de préserver l'intégrité nationale et territoriale (*Keyhân*, 8 février 1979). Le 9 février, une réunion secrète rassemble des représentants de l'imam et des chefs militaires. Bazargan déclare alors que les forces de l'armée veulent *« la même chose que nous »*, à part certains éléments *« sadiques et vindicatifs. »* Ainsi, à la veille du combat de Téhéran, qui va venir couper court aux négociations pacifiques entre les religieux et l'armée, tout était sur le point d'être mis en place pour que s'effectue en douceur la passation du pouvoir.

Ce même jour (le 9 février), tard dans la soirée, les soldats de la garde impériale, les *Djavidan* (Immortels), humiliés par le départ du souverain et ulcérés par l'attitude de certaines unités d'*Homafar* (officiers de l'armée de l'air), qui ont fait acte d'allégeance à Khomeiny et ont participé le 8 février à une manifestation de soutien à Bazargan, se lancent dans une expédition punitive et donnent l'assaut à la base de l'armée de l'air de Douchan-Tapeh, située dans le quartier Farahâbâd au sud de Téhéran.

Les combats durent toute la nuit. Pour se défendre, les *Homafar* quittent leurs casernes, prennent position sur les toits et derrière des barricades improvisées par les habitants du quartier. Les Fedayins et les Moudjahedines arrivent en masse à leur secours. La résistance des *Homafar*, appuyés par la population, fait reculer la garde impériale, qui se replie après avoir subi de nombreuses pertes.

Cet affrontement sera le point de départ d'une insurrection qui va durer deux jours et s'étendre à toute la capitale. Les dépôts d'armes sont pris d'assaut. Des milliers de fusils automatiques et de mitrailleuses sont distribués à la population qui s'empare des centres stratégiques de la ville les uns après les autres. Ces actions armées et les initiatives des forces de gauche inquiètent les milieux religieux, qui ne souhaitent pas qu'elles prennent les commandes et interviennent dans la direction du mouvement. Paniqué, débordé par les événements, ne pouvant canaliser ni contrôler les révoltes armées, le clergé multiplie les appels à la modération.

Alors que le peuple insurgé s'est rendu quasiment maître de Téhéran, a envahi les bâtiments publics, les commissariats et les casernes, le porte-parole de Khomeiny déclare : *« Notre chef a seulement donné l'ordre au peuple de se préparer au combat. Il n'a pas décrété la guerre sainte et c'est pourquoi nous avons demandé de regrouper les armes, avant de les redistribuer quand l'heure sera venue(...) »* (*Le Monde*, 13 février 1979).

L'épreuve de force engagée par les *Djavidan* a compromis les négociations secrètes qui devaient conduire à la

transmission pacifique du pouvoir et préserver l'intégrité de l'armée. L'état-major est divisé entre les irréductibles et les modérés. La dislocation des unités, la désertion des appelés rendent les troupes difficiles à contrôler. L'accélération brutale et inattendue des événements pousse les chefs militaires à consentir le plus rapidement possible à une transition pour empêcher la désagrégation irréversible des forces armées.

Dans l'après-midi du 11 février, un conseil suprême de l'armée, réuni d'urgence, annonce sa neutralité totale et ordonne aux soldats de regagner leurs casernes *« pour prévenir l'anarchie et le bain de sang »*. Le soir même, dans une allocution télévisée, Bazargan déclare : *« Le chef d'état-major, dans un entretien personnel, a affirmé sa collaboration avec mon gouvernement. »* Il demande aux citoyens d'accueillir les *« frères soldats et officiers »* (*Âyandegân*, 12 février 1979).

Le lendemain, le pouvoir est entièrement aux mains du gouvernement provisoire islamique. La monarchie est abolie. Bakhtiar s'est effacé et Bazargan s'installe dans le palais du Premier ministre. Le nouveau gouvernement s'empresse de récupérer les armes pour qu'elles ne servent pas à des fins « extrémistes ». Dans un communiqué radiodiffusé, Khomeiny enjoint à la population d'empêcher que *« les armes tombent aux mains des ennemis de l'Islam. »*

Un mois après la chute du régime impérial, dans une allocution prononcée à Qom, l'ayatollah Khomeiny tenait à rappeler les objectifs de la révolution : *« La révolution en Iran n'avait pas pour but le renversement du régime monarchique, mais bien de poser les fondements d'une république d'inspiration divine »* (*Agence Pars*, 23 mai 1979, discours radiodiffusé).

LA REVOLUTION ET LES CLASSES SOCIALES

Après le renversement du régime impérial, l'instauration d'une république islamique à forte orientation théocratique était-elle la seule issue possible ? Certes, la montée du pouvoir clérical en Iran est due en partie à des circonstances « favorables » et aux multiples événements qui se sont produits pendant et après la chute de la monarchie ; mais elle est surtout le résultat d'une longue évolution historique, liée aussi bien à la faillite économique et sociale du régime précédent qu'à la faiblesse des organisations démocratiques, au désarroi des éléments progressistes et à la carence du prolétariat.

Les différentes fractions de la population qui ont activement participé à la lutte contre l'appareil monarchique, n'appartiennent pas à la même classe sociale et ne sont pas mues par les mêmes aspirations politiques. Toutes les couches de la société se sont coalisées contre un système répressif et corrompu : les intellectuels, les étudiants, les commerçants du Bazar, les fonctionnaires, les travailleurs et

les religieux. Aussi est-il difficile d'analyser la révolution iranienne en termes de lutte des classes. Néanmoins, on peut en dégager quelques traits fondamentaux.

Tout d'abord, les mouvements de contestation sont nés spécifiquement dans les grandes villes et dans les zones urbaines, et la paysannerie n'a joué qu'un rôle secondaire dans le déroulement des événements. En second lieu, la révolution est marquée par son caractère spontané, du moins au départ; elle n'a pas été animée par un groupement ou un courant politique organisé, s'appuyant sur un programme déterminé et prêt à faire face aux problèmes futurs. Enfin, sur tous les points, le mouvement a été rapidement dominé par des représentants de la bourgeoisie traditionnelle et de la petite bourgeoisie, parmi lesquelles se situe le clergé, lui-même hétérogène et disparate. En ce sens, les combats impitoyables auxquels vont se livrer les dirigeants du nouveau régime témoignent plutôt d'une lutte pour le pouvoir entre différentes fractions de la bourgeoisie elle-même que d'un véritable affrontement entre des classes sociales antagonistes.

Bien que le clergé ait été le premier acteur de la révolution, il était pratiquement absent des mouvements de contestation jusqu'à la deuxième moitié de 1977. Il n'a joué aucun rôle lors des agitations à l'université et n'a pas pris part aux actions engagées par des intellectuels issus de la nouvelle classe moyenne — professeurs, juristes, poètes et écrivains — qui cherchaient à dénoncer la répression et la violation des droits démocratiques. Cependant, ces vagues de protestation ont eu une répercussion rapide parmi les bazaris et les religieux, traditionnellement hostiles à l'ordre impérial et réduits au silence depuis plusieurs décennies.

La véritable activité du clergé a commencé au début de l'année 1978, lorsque dans différentes villes, se sont multipliées les insurrections populaires, auxquelles ont participé la petite bourgeoisie (artisans, boutiquiers, employés et petits fonctionnaires) et la masse des pauvres (chômeurs et sous-prolétariat urbain). La révolte de la classe populaire a très vite dépassé les actions contestataires de la bourgeoisie

libérale et, au fur et à mesure qu'elle s'étendait, elle a permis aux religieux de gagner du terrain, de s'immiscer dans la direction de la lutte ainsi que dans l'encadrement de la population, et, en fin de compte, de récupérer le mouvement. Les anciennes associations religieuses se sont réveillées et de nouvelles ont été créées. Les activités dans les mosquées se sont développées et les mots d'ordre des mollahs destinés à renforcer la couleur islamique des manifestations et des rassemblements populaires se sont propagés dans tout le pays.

Pourquoi les religieux sont-ils parvenus à dominer le mouvement révolutionnaire? On peut exposer schématiquement quelques raisons principales.

La misère et la religiosité

Le développement du capitalisme sauvage en Iran avait exclu du monde de la production et du nouveau système d'accumulation un secteur important de la population et l'avait enfermé dans son univers traditionnel. La disparité économique pesait lourdement sur les classes démunies qui, frustrées et écartées de la société, étaient réduites à des conditions de vie insupportables.

Plus la pauvreté s'étendait dans les zones urbaines, plus l'influence des religieux grandissait. Ainsi, ceux qui appartenaient aux catégories sociales les plus défavorisées — les émigrés de la campagne, les habitants des bidonvilles et les ouvriers pauvres — ont été les premiers à se rallier aux mots d'ordre des mollahs. Comme en Amérique latine (par exemple au Nicaragua et au Brésil), l'oppression et l'inégalité ont poussé une large partie de la population à trouver refuge dans l'Eglise et la religion. Face au despotisme, à la montée de l'individualisme et de l'égoïsme, la classe opprimée aspirait à plus de justice sociale, de fraternité et de solidarité. C'est à travers l'Islam que cette masse défavorisée a

découvert le moyen d'exprimer son identité sociale et culturelle. L'Islam, en tant que «culture des pauvres», est devenu un instrument de lutte contre l'oppression et ceci a conféré aux mollahs un rôle social important.

A cela s'ajoute le pouvoir charismatique de Khomeiny lui-même, sa propre personnalité et la sympathie dont il jouissait parmi la population, en raison de son long passé d'opposant au régime impérial. Bénéficiant du vide politique et d'une publicité bien orchestrée, il a pu devenir le personnage central et le «guide» de la révolution.

La faiblesse de la bourgeoisie libérale

La bourgeoisie iranienne ne forme pas un tout cohérent et n'est pas attachée à une idéologie ou à une croyance qui la représenterait dans son ensemble.

La grande bourgeoisie monopoliste, en raison de sa dépendance économique et sociale à l'égard du monde extérieur, rejette les idées nationalistes et méprise la démocratie, qui risque fort de menacer son existence ; elle affiche même parfois des tendances fascisantes.

C'est à l'intérieur de la moyenne bourgeoisie que l'on trouve des velléités libérales et que s'expriment des sentiments nationalistes. Celle-ci se méfie autant des orientations antidémocratiques de la grande bourgeoisie que de la «radicalisation» de la base. Favorable à la paix sociale et à l'harmonie générale, elle aspire à une collaboration entre les classes antagonistes et accepte de faire certaines concessions ou d'établir des compromis avec la masse défavorisée. Etant donné sa place dans la société, elle opte pour une position modérée en politique comme en économie. Si

dans l'histoire récente de l'Iran, il lui est arrivé à plusieurs occasions de s'élever contre la grande bourgeoisie monopoliste qui, inféodée au monde extérieur, avait un comportement déloyal, faussant les règles de la concurrence, depuis la révolution, elle n'a pas non plus hésité à réagir violemment contre les exigences populaires et les révoltes des ouvriers, qui menaçaient tout autant ses intérêts. Ainsi, lorsqu'elle est face à un appareil fascisant, cette bourgeoisie libérale milite pour les droits démocratiques, sans être pour autant favorable à une démocratie « sans bornes », dont elle cherche à endiguer les excès.

Le terme de bourgeoisie libérale diffère ici, par certains aspects, de ce que l'on entend par ce mot en Occident. Née du mouvement nationaliste des années 1950, de tendance laïque (Front National) ou franchement islamique (Mouvement de Libération de l'Iran), elle n'épouse pas totalement les thèses du libéralisme économique et, lorsqu'il s'agit de limiter les intérêts des étrangers, elle est favorable à une certaine intervention de l'Etat dans l'économie nationale, surtout dans les secteurs vitaux détournés au profit du marché extérieur. En revanche, elle est opposée à toute ingérence gouvernementale dans le marché intérieur et à tout ce qui peut entraver les initiatives privées.

Cependant, sur le plan politique, les libéraux ne possèdent pas d'organisations bien structurées. Attachés à un Etat de droit et aux libertés des citoyens, ils ont été constamment refoulés et mis à l'écart. En Iran comme dans les autres pays du tiers-monde, le capitalisme, transplanté dans un ordre féodal, a pu se passer plus ou moins aisément de la démocratie et a empêché la bourgeoisie de se constituer en classe autonome. L'économie de dépendance a fait obstacle à l'expansion du secteur national et n'a pas non plus permis le développement organique des institutions politiques qui lui sont propres : un parlementarisme authentique, des élections libres et des partis politiques.

Bien que les libéraux aient été les premiers à protester contre l'appareil répressif du régime précédent, ils n'ont pourtant jamais songé à mettre en cause la structure même

de l'Etat impérial. Ils plaçaient leur seul espoir dans une réforme politique qui assouplirait les rouages étatiques et réduirait les prérogatives exorbitantes du Chah, de façon à procéder à une meilleure redistribution des revenus pétroliers dans la classe moyenne et à amoindrir le poids de l'impérialisme, au bénéfice de la bourgeoisie nationale.

Pendant la montée des insurrections, les libéraux ont longtemps hésité à s'engager sur la voie d'une révolution totale. C'est cette réticence à soutenir pleinement les aspirations des classes démunies qui a attiré les forces populaires vers le camp des religieux. En outre, les déshérités n'ont jamais saisi, ni historiquement, ni socialement, le sens de ce que les libéraux appelaient les droits démocratiques. L'inégalité et l'exclusion dont ils étaient victimes étaient davantage liées à une injustice économique qu'à une répression politique directe ou à une violation des libertés individuelles. Eloignés sur le plan culturel et social de la bourgeoisie libérale, ils avaient peu de raisons pour reconnaître en elle leur représentant légitime sur la scène politique.

D'autre part, les libéraux ont misé sur l'hypothèse qu'une fois au pouvoir, les autorités religieuses, incompétentes, seraient dans l'incapacité de gérer les affaires de l'Etat et leur céderaient la place. C'est pourquoi ils n'ont pas hésité à abandonner au clergé la tâche de mobiliser les masses, d'autant plus facilement qu'à cette époque, nul ne devinait quelles étaient les ambitions des religieux. Si certains redoutaient qu'ils s'érigent de plus en plus en gardiens de l'ordre moral de la société, rares étaient ceux qui pressentaient leur volonté d'intervenir directement dans les affaires économiques et sociales.

La carence du prolétariat

L'alliance de la classe moyenne et du prolétariat a été déterminante dans la victoire des mouvements insurrection-

nels, mais la classe ouvrière ne représentait pas pour autant la force dominante de la révolution. Elle n'est apparue que tardivement sur le terrain de lutte, à partir de juillet 1978, alors que la révolte s'était déjà étendue à presque toutes les grandes villes et que les manifestations de rue se succédaient. Toutefois, son action a causé la paralysie générale de la production et a donné le coup de grâce au régime impérial. Et c'est cette période de grève générale, en particulier dans l'industrie pétrolière, les complexes pétrochimiques, les transports routiers, l'électricité et les chemins de fer, qui a porté à son paroxysme la crise de l'Etat.

Il est évident que l'ampleur de l'agitation ouvrière a atténué l'orientation islamique que le clergé tentait de conférer au mouvement, d'autant plus que l'influence de ce dernier était presque nulle dans les usines et les unités de production. Mais, en contrepartie, elle a permis le renforcement des réseaux mis sur pied par les mollahs et les bazaris, qui soutenaient financièrement les grévistes, et supervisaient des comités d'aide et d'assistance publique, chargés de fournir à la population nourriture et pétrole.

Faute de syndicats et d'organisations ouvrières représentatives, les travailleurs n'ont pas été en mesure de participer à la direction du mouvement révolutionnaire. La répression et le contrôle dont ils étaient victimes sous le régime précédent expliquent pour une grande part leur faiblesse et leur fragilité. En outre, toute action globale et homogène du monde du travail était rendue difficile en raison, certes, de la formation récente de la classe ouvrière, qui provient en majorité de la conversion rapide de la paysannerie en prolétariat industriel, mais aussi des disparités existant entre les salariés ; en effet, les plus qualifiés, ceux qui travaillent dans la pétrochimie et le pétrole, jouissent d'avantages sociaux considérables et de salaires convenables, tandis que les non qualifiés, surtout dans l'industrie de la construction et les mines, ne bénéficient pas — ou rarement — d'une protection sociale et ont de faibles revenus.

Ainsi, la révolution iranienne n'était pas inspirée par une seule tendance politique et idéologique. Si les couches populaires les plus antagonistes et les plus variées ont formé un front uni pour abolir le régime impérial, cette coalition n'a pas tardé à éclater en mille morceaux après la chute du Chah. Dans cette phase post-révolutionnaire, les conflits de classe, auxquels se sont ajoutées les divisions ethniques, religieuses et culturelles, ont pris un caractère plus tranché. Des divergences d'idéologie et d'intérêt ont fait surgir des dissensions entre les différents groupes sociaux.

Certains pensaient que la révolution avait uniquement pour but la disparition du pouvoir monarchique et que, ceci obtenu, les activités révolutionnaires n'avaient plus lieu d'être prolongées. Ils espéraient normaliser rapidement la situation et se seraient contentés de procéder à un changement politique et à un simple transfert du pouvoir, sans toucher réellement à la structure de la société. D'autres, par contre, voulaient transformer profondément les rapports sociaux et abolir les disparités les plus criantes. D'autres encore, souhaitaient restaurer un ordre moral et prônaient le retour au passé et à la tradition islamique. Mais dans l'ensemble, nombreux étaient ceux qui aspiraient à l'instauration d'un régime démocratique, propre à établir plus de justice et à garantir aussi bien les droits civiques que les libertés ethniques, culturelles et religieuses.

L'HEGEMONIE DU CLERGE

D'une démocratie factice à l'éviction des libéraux

En nommant Bazargan au poste de Premier ministre, l'ayatollah Khomeiny laissait provisoirement les commandes du pays à la bourgeoisie libérale (Front National et Mouvement de Libération de l'Iran), cela pour des raisons pratiques et tactiques. A cette époque, le clergé ne disposait pas encore d'organes et d'institutions politiques propres. En dépit de son rôle prépondérant dans les instances révolutionnaires et de sa grande influence dans le mouvement populaire, il ne possédait ni parti, ni formation politique bien reconnue — le Parti de la République Islamique (PRI) est né seulement après la révolution.

En outre, la constitution d'un gouvernement monolithique, composé en majorité de religieux, était alors impensa-

ble, car elle comportait le risque de disloquer l'union et de dissuader une grande partie de la population de suivre Khomeiny. Les clivages à l'intérieur du clergé lui-même étaient aussi l'une des raisons de ce retrait provisoire. En effet, pour des raisons d'ailleurs différentes, certains ayatollahs, tels Taleghani et Chariat Madari, s'opposaient fermement à l'intervention des religieux dans les affaires de l'Etat.

Au lendemain de la révolution, les premiers objectifs du gouvernement libéral furent de maintenir tant bien que mal la structure de l'Etat impérial, de restaurer l'ordre et la sécurité, d'écarter les organisations marxistes et de procéder à la normalisation rapide de la situation, indispensable à la relance économique du pays. Favorables au maintien des forces de l'ordre traditionnelles, les libéraux étaient opposés aux épurations dans l'administration, la police et l'armée, et ils ont cherché à dissoudre les institutions issues de la révolution. Leur entreprise allait vite être compromise par les interventions répétées et délibérées du clergé dans les affaires publiques et l'économie, et par la multiplication des centres de décision.

De février 1979 jusqu'au début août de la même année, la société iranienne (à l'exception des minorités ethniques soumises à la répression aussitôt après la révolution) connaît une certaine démocratie, certes limitée, mais sans précédent. L'absence de pouvoir central fort et l'incapacité du nouveau régime à endiguer les poussées populaires font régner un climat d'« anarchie » à la faveur duquel toutes les couches de la société jouissent d'une relative liberté. Cette période, quoique de courte durée, est propice à certaines expériences, dont presque toutes les classes sociales sont bénéficiaires.

Les organisations politiques se multiplient et diffusent librement leurs brochures et leurs journaux. L'université devient un centre de débats permanents, un lieu de rassemblement et de mobilisation de divers courants progressistes. Les associations libres — les *shora* — se généralisent dans les usines, les quartiers et les administrations. Les ouvriers exercent leur contrôle sur la production et participent à la vie

de l'entreprise ; ils élisent leurs dirigeants et s'opposent à tout licenciement. Les luttes paysannes, en retard sur la révolution, s'intensifient dès la chute de la monarchie. Des paysans occupent collectivement les terres dans les provinces du Guilan, du Mazandaran, du Kurdistan et du Fars.

Mais les aspirations populaires se heurtent très tôt à la fermeté du gouvernement Bazargan, qui tente de stopper cette « anarchie » en prenant, dès le premier mois de la période post-révolutionnaire, des mesures coercitives et autoritaires qui provoquent la colère de la population.

Les plus gravement touchées sont les minorités ethniques. La réponse à leurs revendications est brutale et inattendue. Elle se solde en mars et avril 1979 par de violents affrontements au Kurdistan, la répression des Turkmènes à Gonabad, et à la fin de mai, par de sanglants combats dans la ville de Khorramshahr, au Khouzistan. Face aux révoltes des paysans, la réaction des dirigeants est presque identique. Dans certaines régions, les agents gouvernementaux et les *Pasdaran* (Gardiens de la révolution) défendent ouvertement les grands propriétaires et expulsent les paysans des terres qu'ils ont occupées.

Le régime ne cache pas non plus son mépris envers les libertés syndicales et les nouvelles organisations de travailleurs. L'interdiction de faire grève et surtout les mesures qui sont adoptées trois mois seulement après la révolution pour limiter les actions politiques à l'intérieur des usines font monter la tension dans le monde du travail.

Au mois de juillet 1979, en dépit de ses promesses, l'ayatollah Khomeiny rejette l'idée de l'élection d'une large assemblée constituante représentative de l'ensemble de la population, chargée d'élaborer le texte de la Constitution ; il se prononce pour une assemblée restreinte d'experts islamiques *(majless-e khebregan)*. L'élection a lieu le 3 août. Elle est boycottée par les formations de gauche, le Front National et les minorités kurdes et arabes. En effet, les candidats ont été soigneusement sélectionnés et sont pour la quasi-totalité des religieux proches du PRI.

Ce virage manifestement antidémocratique accentue les dissensions non seulement dans le pays, mais aussi au sein de l'équipe dirigeante, entre les libéraux et le clergé ; c'est un pas décisif des religieux dans la course au pouvoir.

La lutte pour le pouvoir

Les religieux khomeinistes se rendent compte, en effet, que le partage du pouvoir avec la bourgeoisie libérale est difficile, voire impossible. Hostile à l'instauration d'une dictature théocratique, celle-ci n'a cessé de dénoncer leur mainmise sur les rouages économiques du pays et sur les administrations. Les libéraux avaient également très vite manifesté leur désapprobation envers les tribunaux islamiques, les arrestations et les persécutions permanentes, les procès expéditifs d'agents de l'ancien régime et les exécutions sommaires.

Depuis la révolution, le clergé intégriste — avec d'ailleurs la complicité de ces mêmes libéraux — était presque parvenu à écarter les formations de gauche, qui avaient largement participé à la chute du régime impérial, et à réprimer durement les rébellions kurdes et arabes. Il était maintenant temps pour lui d'évincer ceux qui, par leurs convictions « libérales », faisaient en permanence obstacle à son projet d'islamisation de la société et s'élevaient contre la prépondérance de la religion dans l'Etat.

Au cours de l'automne 1979, l'ère de relative démocratie touche à sa fin. Les mesures répressives se sont multipliées. La presse a subi des coups de plus en plus durs avec la promulgation de nouvelles lois qui limitaient la liberté d'expression. Les manifestations de rue ont été interdites. Après une brève tentative d'administration par la base et l'élection de conseils ouvriers, l'organisation par le haut a repris ses droits.

La situation sociale était, il est vrai, particulièrement préoccupante. Le désordre et l'incertitude inquiétaient réellement les autorités religieuses. L'irrédentisme kurde com-

promettait constamment la stabilisation et la légitimation de l'Etat islamique. Les grèves et la contestation continuaient dans les usines. Les groupements de gauche, malgré la répression, gagnaient du terrain.

C'est dans ce climat qu'est survenue l'occupation de l'ambassade américaine par les «étudiants islamiques» (le 4 novembre 1979). Cet événement — prémédité ou non — a été une véritable aubaine pour les religieux proches de Khomeiny. Il leur a permis d'affaiblir la position des libéraux et de neutraliser les opposants de gauche. En outre, il a renforcé l'unité populaire — qui ne cessait de s'effriter — et a été d'un grand secours pour faire passer un projet de Constitution de plus en plus controversé, qui visait à instaurer la domination suprême du *«velâyat faghih»* (régence des religieux) sur toutes les instances de la vie du pays.

L'affaire des otages a été perçue par la population comme un prolongement de la lutte contre l'appareil monarchique, qui était lié politiquement et économiquement à l'Occident et surtout aux USA ; elle a renforcé l'idée qu'une véritable reconstruction de la société ne pourrait se faire sans une certaine mise en cause du système impérialiste et sans une rupture avec les structures héritées du passé.

Si, sur le plan extérieur, les vagues anti-impérialistes visaient les intérêts américains en Iran, à l'intérieur du pays, elles étaient dirigées contre ceux qui étaient directement favorables à un compromis avec l'Occident. Pendant les neuf mois qui s'étaient écoulés depuis la révolution, le gouvernement Bazargan n'avait rien entrepris pour soustraire l'économie iranienne à l'emprise du marché capitaliste. Au contraire, les nouveaux dirigeants avaient cherché, dès leur arrivée au pouvoir, à normaliser les relations avec les pays occidentaux et à rétablir un échange inégal qui, dans l'immédiat, leur paraissait nécessaire à la remise en marche de l'économie nationale. Aucune mesure n'avait été prise pour juguler le désordre économique, endiguer la montée du chômage et remédier à la stagnation de l'appareil productif. L'occupation de l'ambassade offrira donc aux classes popu-

laires l'occasion de rappeler leurs revendications, qui — volontairement ou non — avaient été négligées, sinon combattues, par le nouveau régime, de dénoncer l'immobilisme des dirigeants en place et d'exiger des réformes en profondeur.

Face à cette montée de la tension, le clergé intégriste s'est lancé dans une surenchère complètement démagogique. D'une part, en se rangeant dans le camp des « radicaux » et en propageant un discours « égalitariste », il jetait le discrédit sur le gouvernement Bazargan, rendu responsable de la détérioration économique et sociale, alors que, depuis la révolution, le clergé avait lui-même largement pris part à la gestion du pays et que son influence était grande dans le Conseil de la Révolution, qui ratifiait toutes les décisions importantes de l'Etat. D'autre part, si cette prise d'otages relançait les espoirs révolutionnaires, les chefs religieux s'efforçaient de discréditer toute contestation allant au delà d'un anti-impérialisme verbal et de la simple demande d'extradition du Chah.

Les forces de gauche, bien que soucieuses de ne pas céder au conservatisme du gouvernement, se sont gardées d'entrer dans une confrontation directe avec les autorités. Dès le début de l'affaire, elles ont soutenu l'initiative « anti-impérialiste » des religieux et, mettant une sourdine à leurs griefs envers le régime islamique, elles ont cessé pour un temps de se révolter contre l'intolérance et le mépris dont elles étaient victimes. Elles espéraient que cette « radicalisation » du clergé au détriment des libéraux pourrait déboucher sur un projet de société réellement révolutionnaire et aboutir à des mesures concrètes pour que soit mis un terme aux relations économiques avec les pays impérialistes.

Ce soutien mitigé sera par la suite à l'origine de divisions et de discordes dans leurs rangs : ceux qui ont rapidement manifesté un certain scepticisme quant aux intentions des religieux intégristes et ont compris leurs manœuvres s'opposeront à ceux qui, ayant davantage mis l'accent sur la lutte anti-impérialiste que sur leur opposition à l'ordre islamique, ont préféré, dans l'immédiat, suivre Khomeiny.

Après le départ de Bazargan (le 6 novembre 1979), le poste de Premier ministre restera vacant et les affaires courantes seront expédiées par le Conseil de la Révolution. Les hauts dignitaires religieux auront ainsi les mains libres pour étendre leur contrôle dans tous les rouages de l'Etat.

Le texte de la Constitution, adopté le 15 novembre par l'Assemblée des experts et approuvé par référendum au début de décembre, a été la source d'une contestation généralisée. La participation au scrutin ne dépassait pas 50 % du corps électoral; des heurts sanglants se sont produits entre les minorités ethniques et les forces de l'ordre en Azerbaïdjan et au Kurdistan.

Lors de l'élection présidentielle en janvier 1980, la victoire de Bani Sadr, liée en partie à l'étroitesse des choix politiques, à la division et au désarroi au sein du PRI, incapable de désigner un candidat d'envergure nationale, a créé un regain d'espoir chez la bourgeoisie libérale et a prolongé la dualité du pouvoir entre le clergé et les libéraux.

Soit pour contrecarrer l'ingérence des religieux dans les affaires publiques, soit pour jeter les bases de son propre pouvoir, soit encore par conviction, Bani Sadr s'est réfugié dans le camp des libéraux dès les premiers jours de sa présidence, défendant leurs thèses et cédant à leurs exigences. Ancien membre du Front National, sa conception politique ne différait pas essentiellement de celle de Mehdi Bazargan. Malgré ses critiques parfois virulentes à l'égard des tendances «réformistes» de ce dernier, incompatibles, selon lui, avec une conduite révolutionnaire, Bani Sadr n'a pas hésité par la suite à s'engager sur la même voie.

Dès son accession aux commandes du pays, son premier souci a été de centraliser le pouvoir et de rétablir l'ordre public. Soucieux de restaurer rapidement les forces traditionnelles (armée, police, gendarmerie), il s'est opposé vigoureusement au maintien des organisations issues de la révolution (Comités, *Pasdaran*).

Sur le plan social, il a fait preuve d'un certain conservatisme. Il s'est refusé à remettre en cause, même à l'apogée de son pouvoir, les mesures adoptées par le gouvernement

précédent, qui visaient à limiter les droits syndicaux et l'activité politique des ouvriers. Plutôt partisan de l'abandon des *shora*, dont l'existence était tolérée par la Constitution, il ne s'est jamais opposé et s'est même montré favorable à l'épuration dans les usines.

Il s'est souvent comporté de façon autoritaire avec les formations progressistes et, à l'instar de son *«père spirituel»*, les a menacées d'un *«châtiment exemplaire»* si elles ne respectaient pas la Constitution. Ses maigres tentatives d'ouverture à l'égard du peuple kurde ont été sans grande portée. Il s'est d'ailleurs vite ressaisi pour condamner sévèrement les insurgés kurdes et a avalisé la répression en cours, destinée à «purifier» le Kurdistan.

Dans le domaine économique, son projet ne visait pas à modifier les anciens rapports de production et à mettre fin à la domination des pays occidentaux ; au contraire, il a, lui aussi, encouragé la reprise rapide des relations économiques et commerciales avec l'Occident, sur les mêmes bases que par le passé, bien qu'il ait préconisé une coopération et des échanges avec le Japon et les pays européens plutôt qu'avec les Etats-Unis.

Pour justifier sa sympathie pour le « monde libre », il a plus d'une fois agité l'épouvantail du «danger communiste» et de la menace de l'«impérialisme soviétique». Cette conduite inquiétait même les religieux proches du PRI qui y voyaient une manœuvre de diversion destinée à saper leur propagande anti-impérialiste.

Certes, en raison des contraintes constitutionnelles qui limitaient son autorité et de l'érosion constante de son pouvoir, il est difficile de le tenir pour entièrement responsable des erreurs et des déviations du régime islamique, d'autant plus qu'il s'est opposé, non sans un certain courage, aux agissements des mollahs, à l'arbitraire des tribunaux islamiques, aux manquements à la liberté et aux tentatives totalitaires des «religieux fascistes», en dénonçant leur incompétence en politique et en économie. Cependant, en dépit de ces protestations, il n'avait nullement l'intention de toucher aux fondements constitutionnels de l'appareil islamique,

mais seulement d'y apporter quelques réformes conformes à ses propres goûts.

Dès le mois de mars 1980, à l'occasion de la nouvelle année persane et dans la foulée des agitations anti-américaines, Khomeiny — tandis qu'il ordonnait la réhabilitation d'anciens agents de la SAVAK et leur réintégration dans l'administration — sommait les autorités de procéder à l'« islamisation » de l'enseignement supérieur, d'écarter les étudiants *«suspects»* et d'exclure les enseignants *«sympathisants de l'Est ou de l'Ouest»*.

Un mois plus tard, conformément à cette ordonnance et de concert avec le Conseil de la Révolution, Bani Sadr lançait la *« révolution culturelle islamique »* et demandait la fermeture des bureaux de toutes les organisations politiques à l'université, en menaçant de faire appel à la population pour chasser les *« infidèles »* s'ils résistaient et n'obéissaient pas aux ordres. Il en résultera quatre jours d'affrontements sanglants entre les *hesbollahi* (membres du « parti d'Allah ») et les étudiants de gauche, et un lourd bilan : plusieurs dizaines de morts.

La montée du clergé

Le succès électoral du PRI aux élections législatives des mois de mars et mai 1980 réduisait considérablement le rôle du président et compromettait ses initiatives. Désormais, le PRI devenait la principale force politique du pays, faisant du Parlement un lieu de décision et de contrôle qui prenait le pas sur l'exécutif. Les religieux investissaient ainsi l'appareil de l'Etat. Fiers de leur victoire et enhardis par leur légitimité institutionnelle, ils ont cherché à élargir leur mainmise sur l'économie et la gestion du pays.

Cette élection a, incontestablement, marqué la fin d'un pluralisme politique, d'ailleurs précaire et fragile. En s'appuyant sur la petite bourgeoisie, le sous-prolétariat urbain, les chômeurs et les couches démunies — groupes parmi lesquels étaient recrutés les membres des organisa-

tions et des milices islamiques —, le PRI n'a cessé de terroriser et d'exclure de la scène politique toutes les catégories *« indésirables »* qui menaçaient ses desseins.

Durant toute cette période, les activités du *lumpenproletariat* et d'éléments troubles du *Hezbollah*, armés de gourdins et de couteaux, ont augmenté considérablement. Les manifestations ont perdu leur caractère spontané. De plus, ayant la haute main sur les Comités et sur les organisations des *Pasdaran,* dont Bazargan et Bani Sadr réprouvaient l'existence, les religieux intégristes disposaient, à côté de l'armée régulière et de la police, de forces parallèles en mesure de garantir l'ordre islamique.

L'enlisement de l'affaire des otages, l'échec du commando américain aéroporté à Tabas (24-25 avril 1980) et l'embargo économique des pays occidentaux contre l'Iran ont entretenu à une cadence régulière les agitations anti-américaines et ont permis d'éroder considérablement le pouvoir des libéraux.

Mais s'il est vrai que la bourgeoisie libérale était à ce moment-là de plus en plus affaiblie et tenue à l'écart du gouvernement et des instances dirigeantes du pays, son influence demeurait néanmoins diffuse au sein de l'administration et dans les rouages de l'économie. Cela constituait un barrage sérieux à la démarche des religieux intégristes. La nouvelle classe moyenne (cadres supérieurs, officiers, fonctionnaires, professeurs, avocats, médecins, techniciens), moderniste, habituée à un mode de vie et à des mœurs incompatibles avec la rigueur islamique, restait bien placée dans l'appareil administratif. Malgré de multiples tentatives de purge et de limogeage, son emprise était encore grande dans les ministères, les établissements publics, l'armée et l'université. Bien que dispersée et non organisée, elle constituait néanmoins un obstacle à la propagation de l'idéologie islamique.

Quelques mois après les élections législatives, le gouvernement Radjaï — dont la nomination a été le point de départ de querelles entre le PRI et le président — cherchait à écarter tous les partisans de Bani Sadr et procédait à

l'« assainissement » de l'administration publique, de la presse et des usines afin d'y placer des agents *« véritablement maktabi »* (pieux et intègres) et *« à cent pour cent dans la ligne de l'imam »*.

On a pu alors observer dans l'armée, la police, les établissements publics, un afflux de religieux chargés de superviser le fonctionnement des divers services, mais surtout de sanctionner les éléments de gauche et de contrecarrer toute velléité libérale. Sous la houlette du PRI, les associations islamiques se sont infiltrées dans les entreprises ou les administrations pour s'opposer aussi bien aux organisations ouvrières indépendantes qu'aux cadres dirigeants et aux technocrates proches des libéraux, nommés pour la plupart par le gouvernement Bazargan.

La dualité qui régnait au sein du pouvoir s'étendait ainsi à toutes les sphères de la vie publique. La confusion était à son comble. De surcroît, à la lutte des tendances, et au désordre dans le fonctionnement de l'appareil étatique s'ajoutaient la crise financière de l'Etat, les attentats et les sabotages contre les installations pétrolières et les multiples complots à l'intérieur de l'armée.

Telle était la situation lorsque en septembre 1980, les troupes irakiennes ont envahi le sud de l'Iran. Le déclenchement des hostilités est incontestablement un des événements de première importance qui ont renforcé le nouvel ordre islamique et ont consolidé les religieux au pouvoir. Il leur a donné la possibilité d'accroître leur rôle dans les administrations, les écoles et les universités, et d'amplifier les vagues d'épuration et de répression grâce au décrêt instaurant une législation spéciale. La contestation a été sévèrement sanctionnée, les manifestations non islamiques ont été interdites, de même que les grèves, et les « agitateurs » déférés devant des tribunaux militaires.

Le sursaut de nationalisme et de patriotisme qu'a engendré l'agression irakienne a renforcé la solidarité et la cohésion populaires. Il a tempéré les exigences démocratiques et modéré les revendications socio-économiques.

Le conflit a aussi favorisé la domination militaire du PRI dans le pays. Les *Pasdaran* et les milices islamiques, mieux organisés et débarrassés de leurs éléments «*douteux*», ont acquis une place prépondérante sur le champ de bataille. L'institutionalisation des organisations «révolutionnaires», ayant désormais une administration autonome et un budget indépendant, avait de quoi irriter encore plus ceux qui espéraient leur disparition.

L'armée, qui abritait des officiers appartenant à la bourgeoisie moderniste et occidentalisée, était accusée d'être le foyer d'une «*contrerévolution potentielle*» et elle demeurait suspecte aux yeux des religieux. Les nouveaux corps recrutés parmi les classes populaires, les mollahs, les paysans, les ouvriers et les chômeurs leur paraissaient plus sûrs que l'ancien appareil militaire, susceptible de pencher en dernier recours vers les libéraux. C'est pourquoi ils se sont aussitôt prononcés en faveur de la «*résistance populaire*», contrairement au président Bani Sadr qui insistait davantage sur la compétence des officiers que sur leur idéologie et qui aurait préféré laisser à l'armée seule la responsabilité de la défense du pays.

Le malaise de la bourgeoisie

Le conflit irano-irakien s'est rapidement transformé en guerre d'usure, ce qui a fait rebondir la lutte pour le pouvoir.

Dès le début de l'année 1981, le clivage entre le chef de l'Etat et le PRI atteignait un degré critique. Les appels de Bani Sadr en faveur de la liberté et son opposition à la «*dictature des mollahs*» drainaient une grande partie des mécontents de tous bords.

L'enchaînement des événements qui allaient se succéder rapidement et conduire à la destitution du président était la manifestation d'un conflit social qui devait éclater tôt au tard. Une catégorie croissante de la bourgeoisie était arrivée à la conclusion qu'elle ne pourrait rien obtenir du gouverne-

ment de l'imam, qu'il lui fallait dès à présent prendre ses distances et préparer l'avènement d'une autre société, plus favorable à ses objectifs et à ses intérêts. En effet, il y avait de multiples raisons à l'origine de ce revirement.

L'absence de pouvoir central fort, résultant des contradictions de l'équipe dirigeante, retardait la restauration de l'ordre. Les agitations *«anti-impérialistes»* compromettaient sérieusement la stabilisation du pays et, par conséquent, la relance de l'économie. En outre, la guerre avec l'Irak accentuait la désagrégation de la société et permettait au régime — incapable de juguler la crise politique et d'entreprendre un projet économique durable — de dissimuler son incompétence et son immobilisme.

Par ailleurs, la détérioration de la situation économique inquiétait aussi bien la bourgeoisie d'affaires que les commerçants du Bazar, touchés par la stagnation des secteurs productifs, la chute de la consommation, le contrôle des prix et l'intervention étatique dans la distribution. La nouvelle classe moyenne était également frappée, aussi bien sur le plan social (restriction des libertés, vexations, intimidations, limogeages) que sur le plan économique (baisses importantes des hauts salaires, rareté et cherté de certains produits de luxe). En outre, les appels permanents du clergé khomeiniste en faveur de l'*«égalité islamique»* entretenaient un climat de *«haine des riches»* qui visait la bourgeoisie aisée dans son ensemble.

Supportant de plus en plus mal le pouvoir des mollahs et n'ayant pas non plus intérêt à rejoindre l'opposition monarchiste, cette catégorie de la bourgeoisie cherchait vainement une alternative plus «confortable» que celle offerte par les nostalgiques de l'ancien régime. C'est à ce moment qu'elle s'est résignée à conclure une alliance tactique avec l'aile modérée de la gauche et les Moudjahedines. La disgrâce de Bani Sadr sera la conséquence de cette alliance, à laquelle se sont également joints des opposants issus de tous les horizons.

La résistance des Moudjahedines aux tentatives d'hégémonie du clergé intégriste, leur long passé de lutte ainsi que

leur idéologie politique — qui s'inspire de l'Islam et met l'accent sur un certain radicalisme dans le domaine social et économique — avaient, au lendemain de la révolution, séduit une partie des étudiants et de la jeunesse appartenant à la petite bourgeoisie intellectuelle de tendance islamique et attiré quelques membres de la classe moyenne traditionnelle et du clergé, peut-être même une fraction de la classe ouvrière.

Tandis que les Moudjahedines progressaient et que leur action rencontrait un écho favorable dans la population, la gauche marxiste, durement secouée par les vagues de répression, incapable d'opter pour un choix réaliste et d'offrir un projet cohérent et surtout, divisée sur la question de la nature *« anti-impérialiste »* du régime, perdra toute prise sur les luttes politiques en cours et finira par se désagréger.

Cependant, les Moudjahedines, rompus à la guérilla urbaine et habitués aux actions armées ponctuelles, n'avaient pas la capacité de mobiliser de façon suffisante la classe défavorisée et le prolétariat. Ces derniers, malgré la frustration, ou bien demeuraient solidaires du gouvernement de l'imam, en raison de leur proximité culturelle et religieuse, ou bien profitaient de la révolte de la bourgeoisie et du climat d'incertitude pour exprimer leur mécontentement d'une manière indépendante et dispersée, ou encore sombraient dans l'indifférence, vu l'absence d'un mouvement réellement attaché à la défense de leur cause.

Le rapprochement des Moudjahedines avec Bani Sadr, l'armée et les représentants de la bourgeoisie libérale — forces qui auparavant s'étaient alliées objectivement au gouvernement de Khomeiny pour réprimer et éliminer les forces progressistes — ne mettait pas fin à leurs divergences de conception politique et idéologique. Les points de vue étaient irréconciliables, notamment sur quelques questions auxquelles tenaient particulièrement les Moudjahedines, telles que la décentralisation du pouvoir, la démocratie des *shora* et la participation populaire. Mais la nécessité immédiate d'une coalition devait dissiper pour un temps les contradictions.

Les formations marxistes particulièrement hostiles à Khomeiny *(Fedayins minoritaires, Komaleh, Peykar)* ont dénoncé cette alliance. En effet, ils se sentaient peu concernés par les conflits qui opposaient les dirigeants, dans lesquels ils ne voyaient qu'une lutte entre deux pôles de la classe moyenne, l'une plutôt traditionaliste, sectaire et populiste, l'autre plutôt moderniste, réformiste et libérale.

La violente réaction du clergé en réponse aux émeutes qui eurent lieu à la fin de juin 1981, au moment de la destitution de Bani Sadr, témoignera de sa détermination à éliminer définitivement les ennemis de la République islamique.

L'attentat meurtrier qui a été perpétré le 28 juin 1981 contre le siège du PRI et a fait 74 victimes parmi le haut clergé chiite, et celui qui a coûté la vie, une semaine plus tard, au nouveau président de la République, M. Radjaï, et à son Premier ministre ont servi les intérêts de ceux qui voulaient justifier aux yeux de l'opinion la férocité de la répression en cours et l'escalade de la terreur. Des milliers d'arrestations, de perquisitions et des centaines d'exécutions sommaires ont eu lieu, surtout dans les rangs des Moudjahedines, du Peykar, des Fedayins minoritaires et des militants kurdes. Les formations d'opposition ont été disloquées, pourchassées et d'importantes réserves d'armes et de munitions ont été saisies. Le régime était alors persuadé qu'il ne pourrait durer longtemps s'il ne procédait pas à l'anéantissement total de ses adversaires.

La déchéance de Bani Sadr constituait la dernière bataille du clergé contre ses ennemis politiques. C'était aussi la défaite de la bourgeoisie libérale dans son ensemble et le déclin de toutes les formations laïques. Désormais, la prépondérance des religieux dans les rouages étatiques était absolue. Ils dominaient non seulement le Parlement et le Conseil de surveillance *(shorâ-ye negahbân)* mais aussi les organes exécutifs, le gouvernement et le Conseil supérieur de la magistrature.

Un équilibre précaire

A la fin de décembre 1982, dans un communiqué en huit points, l'ayatollah Khomeiny mettait en cause les abus de pouvoir et les excès commis par les Gardiens de la révolution et les Comités — arrestations arbitraires, confiscation de biens et atteintes à la vie privée ; il chargeait les autorités de l'Etat, qui en fait étaient elles-mêmes les metteurs en scène de la terreur, de rétablir la justice et de punir les exactions. A vrai dire, la portée de ces ordonnances en ce qui concerne le respect des libertés était limitée, d'autant que la clémence de l'imam ne s'appliquait nullement aux opposants au régime. Quelques fonctionnaires, des procureurs locaux, des juges islamiques ont été sanctionnés ou limogés.

En réalité, les prescriptions de Khomeiny renfermaient d'autres intentions : elles dessinaient la nouvelle orientation économique du régime qui, après une longue période de démagogie « révolutionnaire », en venait à découvrir les vertus du libéralisme. Soucieux de rétablir la confiance et de réduire les inquiétudes des bazaris, des cadres, des technocrates, des industriels et des hommes d'affaires — détenteurs de la richesse et du savoir sans le concours desquels il paraissait impossible de faire redémarrer la machine économique —, les dirigeants voulaient montrer qu'ils avaient désormais la ferme intention de protéger la vie privée, les biens et les personnes. Ils entendaient faire comprendre à la bourgeoisie que son éviction des commandes du pays ne signifiait en rien une menace pour sa position sociale et de rassurer ceux qui, tout en étant politiquement neutres, étaient pris de panique devant le climat de terreur.

Après avoir écarté les modérés et les libéraux sous prétexte qu'ils étaient hostiles à la « radicalisation » de la révolution, les autorités iraniennes préféraient choisir la voie de la « raison » et prenaient conscience de la nécessité de mettre un terme aux excès révolutionnaires qui menaçaient désormais leur propre existence.

Les nouvelles directives économiques

La politique économique qui est dorénavant prônée se confond étrangement avec celle de la bourgeoisie libérale, tant décriée depuis la révolution.

1) On observe un infléchissement des idéaux égalitaires au profit de l'idée de charité et d'aide matérielle conjoncturelle aux *mostazafines* (déshérités). Même les plus «progressistes» parmi l'équipe dirigeante n'admettent désormais la notion de progrès social que sous certaines conditions : ne plus parler d'égalité mais juste du minimum d'équité, qui peut rendre possible la coexistence des riches et des pauvres. Tous partagent l'avis que l'égalité n'existe que devant Dieu. Le seul conflit social reconnu est celui entre les croyants et les non-croyants.

2) Le recul de la politique *«maktabi»* (selon laquelle la piété est la première qualité requise pour être recruté dans les emplois publics, l'administration et l'Etat) laisse place à la recherche de la compétence, du savoir-faire et du mérite. L'incitation au retour des spécialistes et des intellectuels iraniens vivant à l'étranger va dans le même sens. L'accent est mis toutefois sur la neutralité politique.

Ce revirement a été clairement exprimé par l'hodjatoleslam H. Rafsandjani, président du *Majless* : *« Si un spécialiste n'est pas dangereux, s'il assume son devoir et ne crée pas de perturbations, nous ne mettrons jamais à sa place un maktabi, incapable d'assumer ce rôle. C'est une injustice. Par conséquent, la spécialité, la connaissance, la science et le savoir représentent pour nous des valeurs et nous les respectons comme telles»* (*Ettelâ'ât*, 30 juillet 1983).

3) La subordination du secteur privé à l'intérêt général, aux impératifs de l'Etat et au service public — idée chère aux radicaux — n'est plus à l'ordre du jour. Par contre, on s'efforce d'encourager le développement d'un secteur privé indépendant, animé uniquement par la recherche du profit et de l'accumulation, et l'on tente de limiter les nationalisations, surtout dans les branches déficitaires. Cette tendance est particulièrement visible dans le programme du gouver-

nement, qui cherche à stimuler le marché libre et les investissements privés, et à restituer les biens industriels précédemment confisqués.

L'ayatollah Montazeri, successeur présumé de Khomeiny et chef de file de la *«ligne de l'imam»*, ne cache pas ses inclinations néo-libérales. En août 1983, lors d'une rencontre avec le ministre du Plan et du Budget, il déclarait : *«Il faut faire en sorte que le secteur privé soit encouragé à investir et à faire un effort pour accroître le niveau de la production car l'expérience a montré que si l'appareil productif est uniquement sous le contrôle du gouvernement et de coopératives, il n'y a pas de stimulation suffisante pour que toutes les possibilités et tous les talents soient exploités et, par conséquent, le niveau de production n'augmente pas. (...) L'Etat doit adopter une politique telle que le producteur intérieur sache que la production lui est bénéfique (...)»* (*Agence Pars*, 1er août 1983).

4) Les échanges avec les pays capitalistes sont restaurés et se fondent sur les mêmes principes qu'avant la révolution. Certes, les dirigeants actuels n'en portent pas l'entière responsabilité. Ce retour à un alignement sur le marché occidental a également pour cause la faillite économique du régime impérial, le retard accumulé à la suite d'une longue dépendance, le choc subi lors de la révolution, le sous-développement de l'agriculture et le besoin vital du pays d'importer la technologie occidentale. Par ailleurs, la prolongation de la guerre et la détérioration de la base sociale du régime ne permettent pas d'imposer longtemps la pénurie et l'austérité et obligent les autorités à se tourner par commodité vers le monde extérieur.

Les dissensions

Il est vrai toutefois que l'ensemble de cette orientation ne fait pas l'unanimité au sein de l'équipe dirigeante. Les dissensions politiques et religieuses sont grandes sur presque

tous les sujets importants qui préoccupent le pays : la poursuite de la guerre, la réforme agraire, le commerce extérieur, la loi du travail, le contrôle des prix, les coopératives agricoles et industrielles. Différents groupes rivaux, des bandes et des clans s'opposent au sein du Parlement, entre le Parlement et le gouvernement, et entre ces derniers et le Conseil de surveillance *(shorâ-ye negahbân)*.

Cependant, contrairement à ce que l'on croit couramment, ces divisions ne proviennent pas de l'opposition de deux fractions distinctes du clergé : les radicaux qui souhaiteraient à tout prix des réformes et les conservateurs qui s'y opposeraient obstinément. Le monde du clergé échappe à la raison politique. Le rationnel et l'irrationnel s'y combinent ; l'idéalisme et le réalisme s'y rejoignent. Le conservatisme y est un courant diffus qui n'a pas de contours précis et qui varie seulement par degrés.

Sur ce point, la dichotomie souvent évoquée entre le *Hodjatieh* — groupe religieux ultra-conservateur, antibahaï et anticommuniste qui entrave constamment la mise en application des réformes sociales — et l'*Emamieh*, partisan de la *« ligne de l'imam »*, n'exprime que partiellement la réalité. Pour être plus clair, il n'existe pas actuellement en Iran de clergé progressiste.

Les ultras qui dominent le Conseil de surveillance ont pu, il est vrai, en se référant aux stricts préceptes islamiques, bloquer plusieurs textes de loi adoptés par le Parlement, mais ces textes eux-mêmes sont largement teintés de conservatisme. Par exemple, le projet de nationalisation du commerce extérieur, qui à deux reprises a été rejeté par le Conseil de surveillance (à la fin de 1981 et en juin 1982), laissait en fait une large marge de manœuvre à certaines catégories d'importateurs privés et de bazaris. De même, les lois définissant le statut des terres et la réforme agraire, adoptées par le *Majless* et invalidées par le même Conseil, ne visaient nullement une répartition effective et généralisée des terres agricoles ; elles se bornaient à limiter la dimension de certains domaines très étendus que possédaient les grands propriétaires fonciers.

Il faut noter que les quelques réformes essentielles qui ont été soumises depuis longtemps déjà à la discussion au *Majless* ont rarement été proposées par le haut clergé, mais plutôt par les représentants au Parlement de la petite bourgeoisie et du bas clergé.

Rares sont les religieux qui rejettent entièrement les vertus de la libre entreprise et de la propriété privée. Le clivage au sein de l'équipe dirigeante provient en fait de deux sources majeures.

Tout d'abord, elle est divisée sur le rôle de l'Etat dans l'économie ; les uns sont pour un libéralisme contrôlé, une nationalisation partielle des moyens de production et la limitation du secteur privé, les autres s'opposent à toute ingérence de l'Etat en ce domaine.

Ensuite, les divergences portent sur la compatibilité des préceptes religieux et de l'économie moderne. Certains pensent que l'élargissement de l'ordre islamique à l'économie et les interprétations trop rigoristes et traditionalistes des sources religieuses peuvent avoir des conséquences négatives pour la vie économique du pays et créer de graves tensions sociales. Les autres considèrent que la religion doit dominer tous les autres impératifs.

Si en matière de droit, civil ou pénal, les deux groupes partagent presque les mêmes appréciations, pour les lois concernant les banques, les investissements et les intérêts, les « modérés » préfèrent édulcorer la rigueur islamique et réduire les entraves à la bonne marche de l'économie. La « libéralisation » économique et sociale mise en route il y a un an révèle que le courant le plus modéré et le plus réaliste en ce qui concerne l'application des principes islamiques tend à l'emporter sur les ultra-conservateurs. Cependant, sur la question économique, il obéit autant que ces derniers aux inclinations droitières du libéralisme classique.

En quête de stabilité

En mai 1983, fort de l'appui des ultras, ce même courant a œuvré au démantèlement du parti pro-soviétique Toudeh

— ses dirigeants ainsi que deux mille de ses membres ont été arrêtés — et a procédé à l'expulsion de diplomates soviétiques, cela pour couper court aux spéculations sur les intentions des communistes et leur éventuelle connivence avec le pouvoir islamique. Preuve était faite que, contrairement aux idées répandues dans certains milieux occidentaux, le parti Toudeh ne présentait aucun danger pour l'avenir de l'Iran.

« Dans leur propagande contre l'Iran, les Occidentaux ne cessaient d'affirmer que le parti Toudeh était un danger, que l'Iran allait devenir communiste et tomberait dans le giron de l'URSS (...) et nous disions en permanence que ce n'était pas ainsi. » (*Ettelâ'ât*, 30 juillet 1983, discours prononcé par l'ayatollah Rafsandjani).

On ne connaît pas véritablement le contenu des révélations de Vladimir Kouzichkine — diplomate soviétique réfugié en Grande-Bretagne en 1982 — sur les activités du KGB en Iran. Même si elle avait une certaine réalité, on a généralement exagéré l'ampleur de l'infiltration du parti Toudeh au sein des forces armées, des Gardiens de la révolution et de l'administration. Une chose est sûre : en raison de son allégeance tactique au régime islamique et de son passé douteux, ce parti n'avait qu'une faible influence sur l'opinion. Les arrestations n'ont suscité ni indignation ni contestation de la part de la population.

Il est vrai que l'existence paradoxale de ce parti, malgré sa docilité envers le pouvoir en place, inquiétait grandement les religieux intégristes. Cependant, sa dissolution visait moins à éliminer une source de contradiction politique intérieure qu'à obéir aux impératifs de la politique internationale. Elle répondait en partie à la détérioration des relations avec l'URSS, surtout depuis que ce pays avait repris son aide militaire à l'Irak et se montrait hostile à la poursuite de la guerre. De plus, cette tension avec Moscou non seulement rassurait la bourgeoisie iranienne, mais permettait aussi de se ménager la confiance du « monde libre » et de redonner à l'Iran la crédibilité qui lui manquait.

Cette recherche d'apaisement et de crédibilité est d'autant plus indispensable au pouvoir islamique qu'il a du mal à maîtriser les difficultés économiques et à empêcher la détérioration du climat social.

L'appareil productif marche au ralenti et souvent à perte. Les plans de développement à court ou à long terme entrepris par le gouvernement répondent mal aux besoins immédiats de l'économie et révèlent plutôt le souci du régime d'afficher son désir de durer. De surcroît, les blocages bureaucratiques créés par les institutions parallèles, par exemple la *« Croisade de la reconstruction » (Djahâd Sâzandegui)* qui concurrence les ministères du plan, du logement et de l'agriculture, réduisent l'efficacité des mesures gouvernementales.

La crise financière de l'Etat provoquée par le cumul des déficits dans les entreprises nationalisées, le besoin croissant d'importer des biens de consommation courante et surtout de l'armement ont conduit le gouvernement à reconsidérer sa politique pétrolière et, à partir du deuxième semestre de 1982, à doubler la production, qui a atteint près de 3 millions de barils par jour au cours de l'année 1983.

Les conséquences économiques et sociales du conflit avec l'Irak, le nombre élevé de chômeurs (3 à 5 millions, auquel s'ajoutent 1,5 millions d'Iraniens déplacés en raison de la guerre), l'augmentation du prix des produits de première nécessité, qui varie entre 30 et 60 %, inquiètent l'équipe au pouvoir, consciente du danger que représente le prolongement du marasme économique.

Le relatif « succès » politique du régime, qui a réussi tant bien que mal à mater les opposants de gauche ou de droite, à réduire l'irrédentisme des minorités ethniques et à repousser les forces irakiennes (récupération de presque toutes les zones occupées au Khouzistan et libération de Khorramshahr en mai 1982, pénétration en territoire irakien en juillet de la même année), ainsi que le changement de ton des pays occidentaux, surtout des Etats-Unis, désormais persuadés de la durabilité de la République islamique, incitent les autorités iraniennes à chercher une certaine décrispation

du climat politique. En outre, la désignation d'une assemblée d'experts chargée de désigner le successeur de Khomeiny modère l'inquiétude des religieux quant au risque de déstabilisation qu'entraînerait la mort de l'imam. Malgré tout, la vigilance des dirigeants n'est nullement endormie et ils sont toujours convaincus de la nécessité d'une pratique coercitive et policière.

De toute évidence, la répression et l'endoctrinement idéologique permettent de maintenir le pouvoir en place et de lui garantir une relative stabilité; mais ces moyens ne semblent pas les plus efficaces pour assurer sa pérennité. La volonté des religieux intégristes d'accaparer entièrement le pouvoir, leur mépris des aspirations populaires et les excès de la «justice islamique» ne laissent aux opposants d'autre possibilité d'expression qu'une résistance violente, et cela pour longtemps.

L'EFFRITEMENT DE L'ASSISE POPULAIRE

Le pouvoir islamique s'installe pour durer, sans avoir réellement répondu aux espoirs soulevés par la révolution. Rien à présent ne peut véritablement l'ébranler, quoiqu'il existe une certaine inquiétude quant à son avenir après la mort de Khomeiny et que l'issue incertaine de la guerre avec l'Irak soit un sujet de préoccupation.

Sans avoir désarmé entièrement ses adversaires, les exécutions et les arrestations ont permis de créer une relative stabilité et ont empêché la décomposition du régime. Les opposants de tous bords, les royalistes, les forces de gauche et les libéraux ont été pourchassés sans distinction. Les révoltes des minorités ethniques ont été jugulées avec autant de férocité que de cynisme.

Les éléments progressistes ont subi de lourdes pertes ; rongés par le sectarisme et les divisions internes, ils connaissent une désagrégation et un recul considérables, ce qui n'est pas pour favoriser la formation d'un front uni, capable

de menacer sérieusement les fondements de la République islamique.

L'évolution politique de l'Iran dans les années récentes a montré que le despotisme s'installe plus durablement que la démocratie, éphémère et fragile. Les révoltes populaires ont fait basculer un dictateur, mais la culture qui produit la dictature est restée intacte. La multiplicité des ethnies, l'absence de tradition démocratique, le sous-développement et l'importance géopolitique de l'Iran ont facilité, à chaque tournant historique, la reconstitution d'un appareil centralisé et imposant.

Le pouvoir islamique, bénéficiant de l'appui de forces réelles et disposant d'institutions de soutien bien enracinées dans la population, possède encore des atouts supplémentaires pour assurer sa permanence. Issu des mouvements populaires, fort de son idéologie « révolutionnaire » — mélange de conservatisme, de populisme et de tiers-mondisme —, muni des indispensables instruments de contrôle social et de réserves financières considérables, il possède une capacité de résistance plus grande que les anciennes dictatures pour faire face aux contestations et aux révoltes internes.

Certes, un des outils majeurs de l'Etat clérical est idéologique. Il s'appuie sur la religiosité des plus démunis de la société et sur leur ignorance politique. Si dans sa propagande il met désormais moins en avant ses inclinations « réformistes », il sait encore tirer profit des sentiments religieux. L'utilisation continuelle des traditions, rites, cérémonies de deuil est encore efficace pour mobiliser la population dans la rue et attiser les passions, au nom de la défense de l'islam.

Cependant, c'est l'élargissement de l'appareil coercitif et du système de surveillance qui est le plus sûr garant de son existence. La restructuration des services de renseignements — qui n'ont pas dédaigné l'aide et les conseils d'anciens membres de la SAVAK —, l'extension des *shora* islamiques et des associations gouvernementales dans les écoles, les universités, l'administration et l'armée assurent

efficacement l'encadrement de la société. Les réseaux des mosquées surveillent le comportement politique et moral des citoyens et recrutent des agents « désirables » pour le service public.

En outre, les revenus pétroliers servent à compenser la faillite économique, à assurer le fonctionnement de l'Etat, à garantir la formation d'une nouvelle élite islamique, arrogante et ambitieuse. Ainsi, l'octroi d'avantages financiers, de fonds et d'aides multiples, destinés en premier lieu aux partisans du régime, consolide une classe d'appui sans laquelle le système en place aurait beaucoup de peine à imposer pleinement son autorité.

A l'évidence, le pouvoir islamique n'est pas formé seulement d'un groupe isolé, sans assise populaire, et contrairement à ce que prétendent certaines formations de l'opposition, l'élimination physique des dirigeants et quelques émeutes ne suffiraient pas à l'abattre. Cependant, sa base sociale est considérablement rétrécie et fragilisée. La bourgeoisie libérale et la nouvelle classe moyenne occidentalisée, frappées par la répression et les épurations, ont très vite tourné le dos au gouvernement de l'imam ; le mécontentement s'étend désormais, bien que de façon inégale, à d'autres fractions de la population, qui, auparavant, soutenaient activement la République islamique. Une résistance passive s'exprime ici et là, comme elle le peut, en l'absence de toute liberté.

Nous nous proposons d'analyser ici l'évolution des principaux groupes qui ont joué un rôle de premier plan dans la révolution iranienne.

Le sous-prolétariat urbain : la défiance

Une masse diffuse, située au bas de l'échelle de la vie urbaine et partiellement intégrée au système économique,

constitue la principale classe d'appui du clergé. Pourtant, bien que les individus qui la composent aient des convictions culturelles et religieuses identiques et des intérêts communs, cette masse n'est ni homogène, ni structurée. Elle est formée par des populations d'origines sociales variées : des pauvres originaires de la ville, des émigrés récents ou anciens venant des zones rurales et des membres de la petite bourgeoisie réduite à la pauvreté.

La détérioration du secteur agricole, la faillite de la « révolution blanche » du Chah et la paupérisation progressive des campagnes ont provoqué l'exode rural massif des années 1960 et surtout 1970. Les villageois pauvres, dépossédés de leurs terres, les paysans ruinés, contraints à migrer vers les grands centres urbains (Téhéran, Mashhad, Chiraz et Tabriz), ont grossi considérablement le nombre des déshérités de la ville, habitués depuis toujours à vivre dans les bas quartiers, victimes d'un chômage chronique, et soumis à des frustrations continuelles.

Depuis deux décennies, cette population, surexploitée, en majorité analphabète ou ayant peu d'instruction, a constitué sur le marché du travail l'armée de réserve nécessaire à l'industrialisation du pays — alors rapide. Sa présence a pesé lourdement sur l'évolution des salaires et les conditions de travail de l'ensemble de la classe ouvrière, en encourageant le développement d'un secteur d'emploi parallèle (travaux temporaires, journaliers, horaires). La précarité de leur emploi, l'instabilité de leur situation contraignaient ces déshérités à vendre leur force de travail à n'importe quel prix, et en poussaient certains au vol, au trafic de l'opium, à la mendicité et au vagabondage.

Rejetés périodiquement hors du système de production, victimes d'une inégalité croissante, en butte au mépris et à l'indifférence du régime impérial, ils trouvaient refuge dans les mosquées et les associations islamiques qui leur offraient assistance et références culturelles, et les rattachaient à la tradition et à l'ordre communautaire ancestral.

Depuis l'instauration de la République islamique, les déshérités, en dépit de leur soutien constant à la révolution,

n'ont tiré de celle-ci qu'un maigre profit et leur sort ne s'est guère amélioré. Certains d'entre eux, par intérêt ou sentiment religieux, sont restés dans le sillage de l'appareil islamique et constituent la masse la plus mobilisable du régime : ou bien ils sont intégrés dans les réseaux de *Pasdaran* et les Comités, ou bien ils vivent aux dépens des mosquées où ils sont nourris, et bénéficient d'aides matérielles diverses.

C'est parmi ce groupe que sont recrutés les *hesbollahi*, qui forment un milieu louche où se sont infiltrés des truands de tous bords, des escrocs, des voleurs, des clochards, des hommes habiles à manier le gourdin et le couteau. Maîtres de la rue, ils sont présents dans presque toutes les manifestations religieuses. Depuis la révolution, ils fomentent de multiples provocations et procèdent au harcèlement des forces de gauche, des démocrates et des laïcs, souvent avec la complicité ouverte ou camouflée des *Pasdaran*.

Les avantages matériels et l'aide pécuniaire dont dispose cette partie de la population pauvre sont insuffisants pour qu'elle soit délivrée des conditions d'existence auxquelles elle est accoutumée. Au contraire, elle est maintenue dans une situation précaire de dépendance, afin d'être toujours disponible pour les cérémonies religieuses, les deuils et les manifestations.

Ces individus auraient pu, dans d'autres circonstances, servir n'importe quelle politique populiste fascisante, laïque ou non, de gauche ou de droite. Dans un pays où presque personne n'a réellement connu les droits démocratiques, où les organisations progressistes sont inexistantes, ils sont susceptibles de devenir les instruments de toutes sortes de manœuvres politiques visant à détourner le cours des mouvements sociaux à des fins inavouables. Produits du sous-développement et de la misère, de l'analphabétisme et de l'ignorance, les *hesbollahi* agissent moins par croyance ou par conviction que par soumission à la volonté de ceux qui, par intérêt, sont hostiles à toute expérience démocratique.

Ces « bandes noires » ne sont pas une invention du régime islamique. Elles ont toujours existé et ont même servi en d'autres temps à d'autres régimes. Rappelons-nous

le coup d'Etat de 1953 qui fit tomber Mossadegh. Obéissant à l'ordre établi, complices de leur propre exploitation, elles ont rarement contesté le système en place. Cependant, lors des périodes de confusion et de perturbation sociale, elles sont capables de porter le coup de grâce à un régime déjà en voie de disparition et de s'insérer dans un courant révolutionnaire, quitte à se mettre aussitôt après à la disposition de ceux qui répondent le mieux à leurs intérêts immédiats.

En fait, cette fraction du sous-prolétariat n'en constitue nullement la majorité. Une grande partie des démunis ne retire aucun bénéfice du pouvoir. Touchés par la guerre, la détérioration de la situation de l'emploi et la hausse continuelle du prix des produits de première nécessité, ils sont la proie de désillusions et de frustrations de toute sorte.

Leur comportement diffère nettement de celui du premier groupe. Bien qu'ils demeurent encore loyaux à l'égard des religieux, ils sont peu enclins à leur obéir sur tous les points et ne sont désormais plus aussi mobilisables qu'auparavant. Tout en étant respectueux de la tradition islamique, ils désapprouvent ceux qui agissent abusivement en son nom. La révolution n'ayant apporté que peu de changements dans leur situation, ils perdent leur confiance envers le nouveau pouvoir.

Celui-ci est pris au piège de sa conduite démagogique : d'une part, pour mobiliser les *mostazafine* et maintenir une présence continuelle de la population dans la rue, il n'a cessé de faire des promesses alléchantes ; mais d'autre part, il s'est montré incapable de les satisfaire et d'offrir une réponse cohérente aux espoirs qu'il a suscités.

Certes, son attitude à l'égard des déshérités n'a pas été totalement négative et certaines mesures comme la protection financière, les programmes de construction de logements dans les zones pauvres et les distributions de biens leur ont été d'un grand secours. En particulier, les décisions en matière alimentaire — cartes de ravitaillement, indexation des prix et contrôle de la répartition des denrées — ont rétabli une certaine équité. Cependant, ces mesures conjoncturelles n'ont pas résolu en profondeur les difficultés.

La politique du logement n'a pas pu endiguer la spéculation qui, après un bref arrêt au lendemain de la révolution, a repris son cours de plus belle. La prise en charge matérielle est également limitée : les diverses aides et assistances ne couvrent pas toute la population et n'entament pas les inégalités.

Dans les quartiers pauvres, le chômage touche 50 à 70 % de la population active. Parmi les ménages qui ont déjà un emploi, dans 80 à 90 % des cas, seul un membre de la famille travaille, alors que le nombre moyen d'enfants dans ces quartiers varie entre 4 et 6 et que le salaire journalier moyen ne dépasse pas environ 80 francs : somme tout à fait insuffisante pour subvenir aux dépenses courantes d'une famille, même si les prix sont indexés. La sous-alimentation persiste et si l'alcool est prohibé, l'opium est encore un recours pour apaiser les malheurs.

Depuis la révolution, cette situation a empiré, en raison de l'accentuation de l'exode rural. La population de Téhéran s'est, en effet, accrue de près de deux millions d'habitants, attirés surtout par les promesses ou par la perspective de bénéficier d'une assistance quelconque. Ce flux migratoire a creusé davantage les inégalités et a aggravé les difficultés de logement.

Il est vrai que la « politisation » de ces nouveaux arrivants, qui n'ont pas participé directement à la révolution, permet de renouveler le support du régime et de grossir l'« armée islamique » et les couches « manipulables ». Cependant, les dirigeants commencent à redouter les conséquences économiques et politiques qu'engendre cet afflux de migrants.

Leurs efforts pour inciter au retour à la campagne ont été insuffisants et, faute de mesures d'accompagnement, ils n'ont pas abouti aux résultats escomptés : par exemple, rien n'a été entrepris pour créer des emplois dans les campagnes ni pour revaloriser et rentabiliser suffisamment le travail agricole. L'échec a plutôt été renforcé par la politique anti-inflationniste qui visait à maintenir les denrées alimentaires à des prix artificiellement bas et par les hésitations et les divi-

sions au sein de l'équipe dirigeante, au sujet de la mise en œuvre de la réforme agraire, principale revendication des paysans.

Une constatation s'impose : même si dans l'immédiat le sous-prolétariat, malgré son scepticisme, n'est pas manifestement réfractaire à la République islamique, celle-ci perd progressivement de son influence dans cette population. Pour l'instant, en l'absence d'alternative sociale et politique, les mécontentements et les plaintes s'expriment par le biais des mosquées, ce qui laisse encore au clergé la possibilité de les canaliser et de les tempérer.

Alors que, dans l'ensemble, la bourgeoisie se rallie au camp de l'opposition, parmi les pauvres règne l'incertitude. C'est sur cette masse importante et imposante, qui refuse de faire confiance aux représentants de la bourgeoisie, que repose l'avenir du régime islamique. Mais la séduire est de plus en plus difficile et le temps de l'enthousiasme est révolu.

Le Bazar : le désenchantement

La structure de la communauté urbaine est presque entièrement subordonnée au Bazar. Système organisé, où la morale dominante est conservatrice, le Bazar règne traditionnellement sur presque toutes les sphères de la vie économique et sociale.

Etroitement lié au circuit de production, il contrôle 75% du commerce intérieur et près de 40% des importations. Il est en relation permanente avec le monde rural où il veille à la commercialisation des produits agricoles et de leurs dérivés. Il est omniprésent dans le secteur privé, aussi bien dans les ateliers classiques (textiles, tapis, vêtements, objets artisanaux) que dans l'industrie moderne où il détient des parts importantes et contribue aux investissements.

Son influence dans le domaine social n'est pas non plus négligeable. Il est rattaché à un ensemble complexe d'institutions qui maintiennent et reproduisent la vie traditionnelle : d'une part, les mosquées et le clergé, avec lequel il partage des intérêts culturels et économiques, de l'autre, les organisations charitables : elles collectent les fonds et les impôts versés par les bazaris pour assister les classes populaires, et constituent un système compensatoire, modérant les effets de l'exploitation.

Si l'hostilité traditionnelle du clergé envers l'Etat avait surtout pour cause la rivalité d'influence et de pouvoir sur la vie publique, le Bazar a toujours contesté l'appareil étatique pour ses interventions dans le domaine économique et pour sa soumission au marché extérieur. L'autorégulation du Bazar, structuré en « senf » (corporations) et en instances indépendantes qui fixent les prix, les modalités d'ouverture d'un commerce, règlent les litiges internes, a toujours été pour le gouvernement un obstacle au contrôle du marché traditionnel.

Depuis la naissance de la bourgeoisie commerçante à la fin du XIXe siècle, presque tous les mouvements sociaux d'ampleur nationale qui ont marqué la vie politique dans l'histoire récente de l'Iran ont eu pour point de départ la mise en cause de grands intérêts commerciaux et ont été financés, appuyés et organisés par le Bazar. Ces soulèvements populaires étaient déclenchés lorsqu'un obstacle quelconque s'opposait à l'enrichissement des grands bazaris.

Ceci pouvait se présenter de deux façons : soit les intérêts de la bourgeoisie nationale entraient en concurrence avec ceux des ressortissants des pays étrangers (affaire du tabac en 1891 et du pétrole en 1951) ; soit cette bourgeoisie commerçante se rebellait contre l'arbitraire de l'Etat et les abus des pouvoirs publics en matière économique. Par exemple, le contrôle draconien du prix du sucre en 1906 a enflammé le mécontentement des grands bazaris et du clergé ; les réactions en chaîne ont abouti à la révolution constitutionnelle. De même, le harcèlement et la répression des commerçants

par le régime impérial, lors de la crise économique des années 1975-1977, a renforcé l'agitation sociale, engendré des grèves et la fermeture du Bazar, et poussé les commerçants à prendre fait et cause pour la révolution.

L'expansion du mode de vie et de production modernes, et l'implantation du système monétaire et commercial international en Iran ont abouti progressivement à la marginalisation du secteur traditionnel et à la décentralisation du Bazar. L'urbanisation et l'extension des villes ont élargi le champ de la commercialisation et de la distribution hors du Bazar. De même, l'artisanat a été gravement touché par la naissance de l'industrie moderne et surtout par l'importation de produits manufacturés fabriqués à l'étranger.

A l'évidence, le développement industriel et l'injection des revenus pétroliers dans l'économie nationale, ainsi que l'accroissement considérable de l'exode rural ont favorisé un essor du commerce dont les bazaris étaient dans l'ensemble largement bénéficiaires. Mais le partage du marché avec le secteur moderne, dominé par une grande bourgeoisie d'affaires liée à la Cour et bien implantée dans l'export-import, mettait en péril leur position sur le marché intérieur.

De surcroît, le régime impérial, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques, cherchait a tout prix à entraver l'autonomie du Bazar. Le détournement des crédits vers le commerce moderne (supermarchés, grands magasins) et les mesures pour contraindre les bazaris à se soumettre aux chambres de métiers et de commerce, dirigées par des hommes d'affaires modernes et des technocrates de la Cour, ont à coup sûr affaibli le pouvoir du Bazar et accru sa marginalisation — sans toutefois conduire à sa disparition. S'il a survécu, c'est parce qu'il correspondait aux besoins d'une immense couche de la population, celle qui a résisté à la « modernisation » — ou en a été écartée — et chez laquelle il existe une forte poussée démographique.

Le Bazar n'est pas une communauté uniforme et homogène. Il inclut toutes les classes sociales, des plus riches aux

plus pauvres. Même si sa cohésion est assurée par un attachement à la culture traditionnelle — ce qui est son trait dominant —, sa structure interne est stratifiée en fonction de la richesse et des possibilités d'accès de ses membres aux moyens de production. Schématiquement, on peut distinguer la grande et la moyenne bourgeoisie marchande (qui représentent environ 15 à 30 % de l'ensemble), les petits commerçants et artisans (plus de 50 %) et le prolétariat du Bazar : employés, porteurs et apprentis. De plus, des milliers de vendeurs ambulants de quartiers y sont rattachés et leur existence en dépend.

La grande bourgeoisie marchande joue le rôle de classe dominante, contrôle le commerce de gros et jouit d'une immense influence auprès du clergé conservateur auquel elle est liée aussi bien par des rapports de parenté et de mariage que par des intérêts communs. Sa puissance économique s'étend à l'ensemble du circuit de distribution et du marché financier. La fonction d'un riche bazari dépasse parfois le cadre restreint du commerce. Il peut également être un grand propriétaire foncier ou posséder des immeubles, des hôtels et des maisons — et avoir, par conséquent, une responsabilité dans la crise du logement et la spéculation sur les terrains urbains.

Cette grande bourgeoisie commerçante a tiré de la révolution des avantages non négligeables : la concurrence de la bourgeoisie moderne a été éliminée, le système commercial traditionnel réactivé et de nombreuses opérations financières ont été orientées vers le Bazar.

Au lendemain de la révolution, elle a trouvé naturel et logique d'accaparer rapidement les places abandonnées par les hommes d'affaires et les technocrates du régime impérial, et elle n'a pas hésité, à l'instar de ces derniers, à considérer l'Etat comme une source de profit personnel et un lieu de pillage idéal.

Rassemblée derrière les libéraux, elle a cherché à obtenir un plus grand pouvoir de décision et un rôle actif dans la gestion du pays. Elle ne cachait pas son hostilité à l'ingérence excessive des mollahs dans les affaires et souhaitait la

normalisation rapide de la société, la fin de l'anarchie et de la confusion, et l'instauration d'un régime fort et centralisé susceptible de relancer l'économie libérale. Mais ses aspirations se sont rapidement heurtées aux ambitions de certains milieux religieux.

Pourtant, la mise à l'écart du gouvernement libéral n'avait pas pour objectif de menacer la position sociale de la bourgeoisie dans son ensemble, ni *a fortiori* celle des grands bazaris. Il est vrai que leurs intérêts étaient partiellement touchés par le ralentissement de la production, l'économie de guerre, la confusion de la politique « maktabi », mais les bases du processus d'accumulation et de spéculation demeuraient encore intactes.

En dépit de ses sympathies pour l'opposition, surtout depuis la destitution de Bani Sadr, force est de constater que la bourgeoisie du Bazar cherche plutôt à adopter un profil neutre et à s'adapter le mieux possible à la situation. Certains bazaris influents, bénéficiant de relations privilégiées avec le régime, ont su s'infiltrer dans les organes gouvernementaux qui s'occupent de la distribution des produits et de la taxation des prix, tandis que parallèlement, ils sont mêlés à divers trafics sur le marché noir. D'autres tentent d'agir auprès du clergé conservateur qui domine le Parlement et le Conseil de surveillance pour rendre caduques les mesures qui entravent leur liberté d'action.

Cependant, dans l'ensemble, la crainte et le doute en ce qui concerne l'avenir demeurent. Les mesures de « libéralisation » destinées à promouvoir le secteur privé et à rassurer les nantis n'ont pas totalement dissipé les inquiétudes ni rétabli la confiance. Incertains quant au lendemain, les grands bazaris sont peu enclins à investir dans les secteurs productifs et préfèrent s'orienter vers des spéculations immédiates. Certes, ils seraient prêts à accepter la dictature des religieux pourvu qu'elle garantisse une « paix sociale » permettant le bon fonctionnement de l'industrie et du commerce ; mais, précisément, ils ne voient pas le régime islamique, du moins sous sa forme actuelle, en mesure d'assurer un calme durable.

L'autre partie du Bazar, qui dépasse largement en nombre le premier groupe, comprend les petits commerçants et artisans. Ce sont eux qui durant la dernière période du régime impérial, ont été tenus pour responsables de la flambée des prix et constamment harcelés par les agents gouvernementaux. Durement frappés par le développement de l'industrie et du commerce modernes et par les importations d'objets fabriqués à l'étranger, qui conduisaient à la disparition de l'artisanat traditionnel (forgerons, teinturiers, couturiers, charpentiers, etc.), ces bazaris avaient ces dernières années resserré leurs liens avec la morale islamique de l'austérité et de l'endurance et n'éprouvaient que dégoût et aversion envers le système monarchique, inféodé à l'étranger, esclave de l'argent et générateur de la corruption.

C'est parmi cette catégorie de bazaris que le régime islamique trouve généralement son « homme idéal » : un boutiquier intègre, honnête, *maktabi,* attaché aux rites et aux normes pratiques de la religion, régulier dans le paiement des redevances islamiques, disposé à servir les mollahs et souvent présent dans les mosquées. Austère et habitué à une vie frugale, il évite les distractions et l'oisiveté, réagit contre tout changement et est réfractaire au modernisme, le jugeant dégradant et immoral. Il ne cache pas sa méfiance et ne ménage pas ses critiques envers les usuriers riches et les grands commerçants, les accusant de faire fortune grâce à des trafics et des stockages illicites.

Ces boutiquiers modestes, ainsi que d'autres groupes sociaux n'appartenant pas au Bazar, tels que les employés, les petits fonctionnaires de l'administration et des services publics, les enseignants des écoles et une partie des étudiants, forment la petite bourgeoisie traditionnelle. Depuis la révolution, elle est dans l'attente d'une réforme sociale et milite pour l'égalité et la « *justice islamique* ».

Anti-royalistes, anti-impérialistes et activistes, certains possèdent des positions importantes — bien qu'affaiblies depuis la montée des ultra-conservateurs — dans l'appareil étatique (au *Majless,* dans la « *Croisade de la reconstruction* » et les *Pasdaran*) et s'opposent à l'orientation conser-

vatrice du gouvernement. D'autres ont déjà rompu les liens avec le pouvoir, généralement pour se rallier aux formations de gauche.

Cependant, la majorité d'entre eux restent sans attaches et bien qu'ils aient au départ défendu la République islamique avec une certaine vigueur, ils s'inquiètent à présent de la confusion et des contradictions des dirigeants. Cette partie hésitante de la petite bourgeoisie, qui tend à perdre progressivement tous les espoirs qu'elle fondait sur le régime, peut, à la moindre occasion, se retourner contre lui et rejoindre le camp de l'opposition, en particulier les Moudjahedines.

Au monde des bazaris, il faut ajouter d'innombrables marchands de rue et vendeurs ambulants, en majorité d'origine rurale. Leur lieu d'exercice est situé hors du Bazar ; pourtant, ils n'en sont pas détachés et contribuent largement à son extension. Ils assurent la circulation d'objets et de produits à bon marché (ustensiles ménagers, vêtements, fruits et légumes,...) du Bazar vers les quartiers pauvres.

Ce sont les commerçants les plus démunis, sans organisation en « senf » ni protection sociale ; ils ne possèdent qu'un faible capital à investir et leur revenu moyen varie entre 500 et 1.200 francs par mois. Leurs conditions d'existence demeurent fortement subordonnées au Bazar avec lequel ils cherchent à maintenir des relations de connaissance, d'amitié et d'intérêt, où ils s'approvisionnent en produits, souvent à crédit, et où ils trouvent des possibilités d'arrangements financiers et d'emprunts occasionnels. Ainsi, cette proximité et cette dépendance sont fondées plus sur une nécessité que sur des liens culturels traditionnels.

L'accroissement accéléré du nombre de marchands ambulants, dû à l'augmentation du chômage urbain, a nettement réduit, ces dernières années, leurs marges de bénéfice et leur capacité d'achat. Victimes de l'insécurité et de la fluctuation du marché, ces commerçants pauvres vivent dans une angoisse permanente qui risque à la longue d'être explosive.

Le clergé : la division

En Iran, le clergé est une force politique incomparable. Comprenant 150.000 à 200.000 membres, il a toujours exercé une influence non négligeable sur la vie publique. Mais depuis l'avènement de la République islamique, ses fonctions sociales se sont considérablement élargies. Il joue désormais un rôle prépondérant dans le contrôle et l'encadrement de la population, dirige les administrations, les entreprises et les banques, règle les litiges judiciaires, supervise des réseaux d'aide et d'assistance dans les quartiers pauvres et de plus, il a la haute main sur la collecte et la distribution de vivres et de biens de consommation organisées par les innombrables mosquées réparties dans tout le pays.

Les religieux ne forment pas une classe ni un groupe social uniforme et ne partagent pas toujours les mêmes intérêts. Même si pour consolider leur acquis ils tentent actuellement de préserver leur cohésion, du moins en apparence, il n'empêche qu'il existe en leur sein de nombreuses sources de conflits et de divisions internes qui entretiennent des tensions constantes. Il n'est pas impossible que ces divisions conduisent, dans l'avenir, à un éclatement capable de briser leur domination et d'emporter la République islamique. Khomeiny lui-même n'a pas caché son inquiétude à cet égard. En juillet 1983, dans un discours adressé aux membres de l'Assemblée des experts, il déclarait : « *La défaite du clergé, c'est la défaite de l'Islam (...). Si dans une corporation arrivent des discordes, elles ne contaminent pas les autres catégories professionnelles. Si les camionneurs sont divisés, cela ne contaminera pas le Bazar. Mais si dans vos rangs se produisent des désaccords, ceux-ci se propageront dans le Bazar et dans les rues, parce que vous êtes les guides de la population et qu'elle vous regarde. Automatiquement, un groupe va vous suivre et un autre suivra celui qui s'oppose à vous* » (Discours radiodiffusé le 20 juillet 1983).

Pour Khomeiny, la république islamique est authentiquement la république du clergé, qui seul peut être le garant

des lois divines, guider et orienter le peuple, et préserver l'Islam. La moindre faille dans son camp risque de conduire à la déchéance de la république et de l'Islam.

Un des principaux facteurs de division du clergé réside dans le clivage sociologique entre le bas clergé et le haut clergé. Les ambitions de l'un se distinguent nettement des aspirations de l'autre. Le bas clergé, en majorité d'origine paysanne, rassemble 90 % des religieux. Proche des pauvres et de la petite bourgeoisie urbaine, il est moraliste et appelle à plus d'égalité et de justice sociale. Généralement solidaire de Khomeiny, il a des représentants au Parlement et parmi les *Pasdaran*. Cependant, son engagement politique est confus. Ayant des intérêts dans les deux camps, il hésite entre la bourgeoisie traditionnelle, dont fait partie le haut clergé, et les classes populaires, cédant parfois à l'un et parfois à l'autre.

En revanche, le haut clergé, dans l'ensemble conservateur, est proche de la grande bourgeoisie du Bazar et de la classe moyenne traditionnelle. Il forme une caste fermée qui regroupe les élites religieuses : les hodjatoleslams, les ayatollahs, etc., liées les unes aux autres par des rapports de parenté et reproduisant leur position sociale et leur richesse de génération en génération. Il n'est pas rare que les grands ayatollahs aient pour ascendants des chefs religieux qui ont joui d'une notoriété et d'une influence comparables.

Malgré les liens intimes qui rapprochent ses membres, cette fraction dominante du clergé n'est pas unanime sur toutes les questions. La décentralisation de l'appareil clérical et l'indépendance de chaque « *marja'-e taqlid* » (source d'imitation), qui dispose de son propre réseau de disciples et de fidèles et de ses propres mosquées, n'ont jamais permis historiquement de créer une hiérarchisation rigide et inflexible de la haute autorité chiite, susceptible de mettre un terme aux dissensions. Celles-ci se sont multipliées, surtout depuis l'instauration de la République islamique, qui tente de centraliser le monde du clergé et de lui imposer le pouvoir suprême du *faghih*.

Ces dissensions sont d'abord d'ordre strictement religieux, entre ceux qui sont hostiles au principe du *velâyat-e faghih*, c'est-à-dire à la concentration du pouvoir religieux entre les mains d'un seul leader charismatique et ceux qui lui sont favorables. Ensuite, elles relèvent de la politique : certains s'inquiètent du détournement de la religion à des fins politiques, tandis que d'autres militent pour une intervention directe du clergé dans les affaires de l'Etat et dans l'économie.

Ces derniers, activistes et politiciens, qui se rangent volontiers, par conviction ou par intérêt, dans la « ligne de l'imam », ne sont pas non plus épargnés par les querelles internes. Leur principale formation est le Parti de la République Islamique qui, fondé dans les semaines qui ont suivi la révolution, est lui-même le résultat de la coalition d'éléments disparates, tels que d'anciens membres des sociétés islamiques des années 1950-1960 (Peuples islamiques réunis, Parti des nations islamiques, etc.), certains partisans du *Hodjatieh*, des disciples de l'ayatollah Kachani — qui en s'éloignant de Mossadegh en 1953 avait favorisé l'échec du mouvement nationaliste —, des groupuscules islamiques des universités et des étudiants des centres religieux de Qom. Bien qu'ils se rallient tous à quelques mots d'ordre : s'appuyer sur les principes « *inaliénables* » de l'Islam, réunir la communauté des croyants et s'opposer à l'impérialisme, ils obéissent néanmoins à des idéologies confuses et contradictoires, où à l'activisme religieux se mêle aussi bien le conservatisme que les idées socialisantes de l'Islam.

Les principaux sujets de discorde au sein du clergé politicien portent en particulier sur les orientations économiques et sociales du gouvernement. Non que quiconque cherche à récuser le libéralisme ou l'économie marchande. La fortune et la propriété privée sont sacrées, les lois du profit intouchables. Les différences viennent du rôle que chacun attribue à l'Etat : certains privilégient un libéralisme sauvage, sans aucune entrave gouvernementale, d'autres pen-

chent vers un libéralisme contrôlé et surveillé par l'Etat. Les premiers rejettent l'extension du secteur public et une trop grande ingérence de l'Etat dans l'économie ; les seconds sont pour la centralisation de l'appareil productif, pour une réforme agraire limitée et pour la nationalisation partielle du commerce extérieur.

On retrouve ces mêmes divergences en politique étrangère. Les partisans d'une plus grande souplesse dans les relations avec les pays occidentaux considèrent qu'un militantisme anti-occidental renforce l'isolement de l'Iran et que l'opposition à l'URSS doit dominer les autres considérations, tandis que les neutralistes se rangent du côté des pays non alignés et sont favorables à des échanges et des coopérations réciproques aussi bien avec l'Est qu'avec l'Ouest.

Les uns sont apparemment plus radicaux que les autres, mais il serait erroné de croire qu'ils le sont dans tous les domaines. Le radicalisme en économie et en politique est un terme qui s'applique mal au clergé. Ceux qui se déclarent plus volontiers partisans d'une répartition des terres et d'une redistribution de la richesse demeurent néanmoins conservateurs en ce qui concerne le travail féminin, la liberté syndicale et l'éducation.

Schématiquement, on peut distinguer trois courants à l'intérieur du clergé qui gouverne la République islamique : les réformistes, les pragmatiques et les ultras.

— Les réformistes, qui ont abandonné leur phraséologie révolutionnaire, militent encore pour un changement social en faveur des déshérités et pour la limitation des grosses fortunes. Ils sont actuellement en perte de vitesse au profit des autres tendances. On les trouve parmi les cadres supérieurs des *Pasdaran* ainsi qu'au Parlement.

— Les pragmatiques, réalistes et modérés en matière économique, pensent que l'application du rigorisme islamique à l'économie (banques, investissements) risque de retarder la remise en marche de l'appareil économique et le bon fonctionnement des lois du marché. Dans le domaine social, sans être hostiles à l'instauration d'un nouvel ordre moral et à l'« islamisation » de la justice, ils appellent à une

certaine modération. Ils ont des positions solides au Parlement et au gouvernement.

— Quant aux ultra-conservateurs, ils jugent moins les mesures gouvernementales d'après leur contenu et l'intérêt qu'elles présentent pour le pays que d'après leur compatibilité avec les préceptes islamiques. En économie, ils prônent une réduction du poids gouvernemental et une extension du secteur privé. Ce groupe a investi les organes supérieurs du pouvoir : le Conseil de surveillance, qui a un droit de veto sur les lois décidées par le Parlement, et l'Assemblée des Experts chargée de désigner le successeur de l'imam.

C'est parmi ce dernier courant qu'on trouve des membres du *Hodjatieh*. Née dans les années trente, cette organisation, qui dès l'origine avait pour but de lutter contre les bahaïs et les communistes, était particulièrement active sous le régime impérial. Accusée de complicité et de collaboration avec les agents de la SAVAK, elle n'a pas une très bonne réputation dans le milieu politique. L'avertissement indirect que lui a lancé l'imam en juillet 1983 l'a contrainte à fermer ses bureaux et à mettre un terme à son activité. Le comportement du *Hodjatieh* à l'égard du régime est actuellement assez confus. Une bonne partie de ses cadres sont disséminés dans l'appareil dirigeant, les tribunaux islamiques, le Conseil de surveillance et les Bureaux de la prière du vendredi. D'autres récusent l'activisme politique de l'imam, mais préfèrent, dans l'immédiat, mettre une sourdine à leurs critiques.

Les militants du *Hodjatieh* se distinguent des autres religieux au pouvoir moins par le conservatisme économique que par des principes purement idéologiques. Le clergé, prétendent-ils, ne peut occuper aucune fonction politique puisqu'il est impossible de créer un gouvernement juste avant l'apparition de l'*« imam caché »*. Ainsi, cette association s'oppose *a priori* à toute réforme et à tout changement radical de la société. Les inégalités et la dégradation sociale et morale précipiteront la venue de l'*« imam caché »* ; il est donc vain d'intervenir dans l'ordre des choses. Principe radicalement opposé aux idées de Khomeiny, pour qui le

clergé a un rôle primordial à jouer dans l'instauration d'un « *gouvernement juste* ».

Les clivages à l'intérieur du clergé pourraient devenir plus manifestes après la mort de Khomeiny, surtout lorsque le moment sera venu de choisir un « *guide suprême* ». La question de savoir si l'autorité politique du « *faghih* » doit l'emporter sur sa notoriété et ses connaissances islamiques risque de réveiller des passions.

L'ayatollah Montazeri, successeur présumé de Khomeiny, qui s'est vu transférer une partie des pouvoirs de l'imam, est contesté dès à présent en raison de qualités politiques et religieuses médiocres. Néanmoins, il convient parfaitement à une fraction des religieux qui espèrent profiter de ses faiblesses pour avoir les mains libres dans le gouvernement du pays.

Cependant, si sa nomination est confirmée, il devra combattre sur deux fronts : d'abord faire face aux grands ayatollahs, comme Golpayegani et Marashi qui, parmi les fidèles de Khomeiny, ont une compétence et une réputation religieuses supérieures aux siennes ; ensuite tenir tête aux autres « *marja'-e taqlid* », comme Ghomi et Chariat Madari, qui jouissent d'une influence considérable dans le pays et s'opposent au concept de « *velâyat-e faghih* ».

Bien que l'Assemblée des experts chargée de désigner un guide ou à défaut un « *Conseil de guidance* » *(shorâ-ye velâyat)* composé de trois à cinq ayatollahs, soit constituée par des religieux très proches de Khomeiny, il n'empêche qu'elle n'est pas non plus à l'abri des conflits internes. En cas de désaccord majeur ou en l'absence d'une personnalité qui s'impose à tous, il est possible que pour peser sur la décision, certains religieux, surtout ceux du PRI, se lancent dans une entreprise de mobilisation populaire. Une disposition comprise dans la Constitution prévoit en effet que le choix de cette assemblée peut être annulé au cas où le peuple a une option différente. Mais une telle entreprise risquerait de conduire à un nouveau bouleversement de la société iranienne.

Même si le régime islamique survit à la secousse que créera la mort de Khomeiny, les luttes de clans et les dissensions resteront un danger permanent pour son avenir. C'est d'ailleurs sur quoi misent la majorité de ses adversaires qui, loin de compter sur l'union et la cohésion dans leurs propres rangs, placent leurs espoirs dans la désintégration et la décomposition internes du pouvoir en place.

Ces dissensions ne sont pas les seuls facteurs qui menacent la République islamique. La détérioration de l'économie nationale est un écueil encore plus inquiétant ; elle ne laisse pas indifférente l'équipe dirigeante, consciente du fait que la défection des classes populaires et l'effritement de sa base sociale trouvent leur origine plutôt sur le terrain économique que politique. Aussi est-elle moins soucieuse de mettre fin aux persécutions envers ses opposants que de juguler le plus rapidement possible la récession économique et de remettre en marche, à tout prix, l'appareil productif. Sur ce point, elle ne cache pas ses craintes et cherche en permanence à rassurer la classe moyenne, à réduire les inquiétudes des hommes d'affaires, à encourager le secteur privé et à relancer les investissements.

Néanmoins, la marge de manœuvre d'une telle libéralisation est bien limitée. Le régime islamique est actuellement face à un dilemme : pour normaliser la situation économique et sociale, il faudrait tempérer l'ordre islamique omniprésent, qui paralyse tous les rouages de la société. Or, si les effets économiques de la libéralisation sont recherchés, ses conséquences sociales effraient le clergé. En effet, la moindre ouverture politique peut conduire à l'explosion totale de l'appareil islamique. D'où la fuite en avant dans une répression qui ne fait qu'accroître le malaise et l'emprise bureaucratique sur la société.

LA POLITIQUE SOCIALE

La classe ouvrière et le pouvoir islamique

D'éphémères conquêtes

Les mouvements révolutionnaires et le bouleversement de la société iranienne ont largement contribué à l'évolution politique de la classe ouvrière en lui permettant de prendre conscience de sa position sociale et de sa place dans la vie économique du pays.

Certes, faute d'une coordination d'ensemble et d'une structure centralisée, les grèves générales — qui à la fin de l'année 1978 et au début de 1979 ont paralysé totalement l'appareil impérial — n'ont pas conduit à l'émergence d'une organisation syndicale à l'échelle nationale. Aussitôt après la révolution, le mouvement s'est éparpillé et disloqué.

Néanmoins, les comités de grève et les sections ouvrières locales ont conservé une grande combativité.

Créés spontanément dans chaque entreprise pendant la lutte antimonarchique, ces comités ont, par la suite, constitué progressivement l'ébauche d'une formation syndicale au niveau local, se fixant comme tâche prioritaire de régler les problèmes urgents : réintégration des ouvriers licenciés, élimination des agents de la SAVAK, remise en marche des usines afin de sauver les emplois. Ces structures rudimentaires ont donné naissance aux conseils ouvriers *(shorâ)*, qui ont réclamé un droit de regard sur les activités de l'entreprise, aussi bien sur le rythme de la production et sur la distribution que sur la situation financière[1]. Loin de mettre en cause les rapports de production capitalistes, ils se bornaient en réalité à exiger une participation effective des travailleurs à la gestion de l'entreprise.

Durant l'année qui a suivi la révolution, les expériences autogestionnaires se sont développées presque partout, quoique de façon inégale suivant les branches industrielles. Elles ont lieu surtout dans les secteurs de pointe (pétrole, sidérurgie, pétrochimie), où prédomine une main-d'œuvre ultra-spécialisée, mais également dans les branches traditionnelles (textile, cuivre, etc.).

Le vide créé dans la plupart des entreprises privées et publiques par la fuite ou le départ forcé des patrons et des membres de la direction, accusés de complicité avec le régime précédent, a incité les travailleurs à prendre eux-mêmes en main la conduite de la production et à renforcer leur contrôle sur les entreprises. Ils se sont mis à intervenir dans presque toutes les décisions importantes relatives à la gestion, l'embauche, les commandes, les stockages et la distribution.

Cependant, ces tentatives d'auto-organisation n'ont pas toujours été couronnées de succès. Si elles ont obtenu des résultats positifs dans les petites unités de production, dans les grandes entreprises, elles ont la plupart du temps tourné court. Les rivalités idéologiques et politiques entre d'une part les ouvriers et de l'autre les techniciens et les ingénieurs

— dans l'ensemble proches de la bourgeoisie libérale — ont entraîné la désertion de ces derniers, sans le concours desquels il était difficile d'assurer le fonctionnement normal de l'appareil productif. Cela n'a toutefois pas été une règle générale : par exemple, dans l'importante entreprise textile *(Tchit-e Jahân)* de Karadj, près de Téhéran, un compromis entre les ingénieurs et les ouvriers a pu sauver l'usine, du moins pour un temps.

Mais c'est surtout l'hostilité et la résistance du nouveau régime face au développement du contrôle ouvrier et à la prolifération des *shorâ* qui ont précipité l'échec des expériences autogestionnaires.

Dès le lendemain de la révolution, une des principales préoccupations du pouvoir islamique est d'empêcher la formation d'organisations ouvrières indépendantes. Le gouvernement « libéral » de Bazargan s'élève fermement contre l'ingérence des travailleurs dans les affaires des entreprises. Il est convaincu que cette intervention ne peut avoir que des conséquences nuisibles sur la situation économique, en créant un climat d'anarchie et d'indécision. Il considère que le redressement de l'économie nationale réclame un redémarrage rapide des activités productives et, par conséquent, une certaine soumission de la classe ouvrière.

Pour les nouveaux dirigeants, un ouvrier bénéficie déjà d'un luxe : son travail, et c'est un privilège que peut lui envier la multitude des déshérités et des sans-emploi. Dans la situation présente, ses exigences paraissent donc déplacées et excessives et ne revêtent aucun caractère urgent. Au contraire, elles risquent d'aggraver le désordre social et économique. Un seul moyen de remédier à ce désordre : faire régner le calme dans les usines.

En mai 1979, donc à peine trois mois après la révolution, Khomeiny lui-même déclare que « *ceux qui incitent les ouvriers à continuer à faire grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime* ». En août 1979, les dispositifs adoptés par les autorités pour limiter les activités politiques dans les entreprises confirment cette orientation. Ainsi, il est décidé d'élargir la compétence des tribu-

naux islamiques à toute activité pouvant porter atteinte à la production agricole ou industrielle. « *Toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, perturbe* (l'activité) *à l'intérieur des ateliers ou des usines et incite les travailleurs à la grève ou à la fermeture de ces ateliers et usines porte atteinte aux intérêts publics et à l'indépendance économique. Elle sera tenue pour contre-révolutionnaire et sera passible d'une peine de 2 à 15 ans de prison* »[2].

Tout au long de l'année 1979, l'agitation dans les usines montre clairement que la classe ouvrière a l'intention de revendiquer sa part du pouvoir et de jouer pleinement son rôle dans la reconstruction du pays.

Certes, les grèves portaient essentiellement sur le temps et les conditions de travail, les salaires, mais elles visaient aussi la modification des rapports de force à l'intérieur de l'entreprise, le droit syndical, la liberté de réunion, de discussion et la possibilité de disposer d'instances représentatives et indépendantes. Ces luttes de nature proprement politique étaient particulièrement vives dans les secteurs nationalisés où les prérogatives des *shorâ* empiétaient souvent sur le pouvoir des membres de la direction — qui, pour la plupart, avaient été directement nommés par le gouvernement « libéral ».

Celui-ci n'a pas été long à riposter aux « excès » de la base par des moyens autoritaires. L'arrestation et le limogeage des leaders syndicaux ont coïncidé avec les vagues de répression qui se sont abattues sur tout le pays dès le mois d'août 1979 : harcèlement des groupements de gauche, fermeture de leurs quartiers généraux, interdiction des journaux, offensive au Kurdistan, etc. Le Comité spécial d'épuration *(Hey'at-e pâksâzi)* — composé d'un représentant du préfet local, d'un autre du procureur révolutionnaire, d'un membre de la direction et d'un ouvrier —, chargé initialement d'écarter des usines les anciens agents de la SAVAK, a rapidement été détourné de sa première mission pour s'occuper de détecter les « *agents de l'impérialisme* » et les « *fauteurs de trouble* », c'est-à-dire de pourchasser les éléments « indésirables » et les militants actifs.

Aussitôt après la prise d'otages à l'ambassade américaine, la lutte ouvrière s'est intensifiée. La montée de l'agitation anti-impérialiste et les révoltes contre les intérêts des étrangers en Iran ont contraint le régime à assouplir sa position. Une commission tripartite, constituée par des délégués en nombre égal des ouvriers, de la direction et du Ministère du Travail, a été mise en place. Son rôle était de régler les conflits à l'intérieur des entreprises, mais elle n'avait toutefois pas la capacité de s'ériger en instance de décision.

La lutte pour le pouvoir au sein de la classe dirigeante a eu des conséquences directes sur la vie ouvrière. L'affaiblissement progressif des « libéraux » à la tête de l'Etat a facilité l'infiltration d'associations islamiques *(Anjomân-e Eslâmi)*, proches du PRI, dans les usines. Ces associations avaient pour objectif avoué aussi bien de s'opposer aux *shorâ* indépendants que de contrebalancer le pouvoir de la direction « libérale ».

Cependant, l'offensive décisive du régime islamique contre la classe ouvrière survient après le déclenchement des hostilités avec l'Irak en septembre 1980. L'invasion de l'Iran par les troupes irakiennes a été perçue par la grande majorité des travailleurs comme une *« agression impérialiste »* et *« contrerévolutionnaire »*. Le climat de mobilisation et de patriotisme ainsi créé a modéré les conflits sociaux. Et, surtout, elle a fourni au pouvoir, incapable de répondre aux aspirations populaires, un prétexte — l'effort de guerre — pour s'en prendre de front à la classe ouvrière : allongement de la durée du travail, annulation du congé le jeudi après-midi, prélèvements sur les salaires et les avantages en nature, suppression des parts ouvrières dans les bénéfices des entreprises et des primes de nouvel an.

Après la destitution de Bani Sadr, nombreux sont les membres de la direction libérale qui ont été écartés et remplacés par des *« maktabi »*. Si auparavant, les rivalités et les rapports de force entre les technocrates modernistes, proches de la bourgeoisie libérale, et les *maktabi*, appuyés par le PRI facilitaient en quelque sorte l'expression d'une cer-

taine autonomie d'action ouvrière, l'élimination des libéraux permettait d'imposer désormais plus efficacement l'ordre islamique dans le milieu du travail. Les *shorâ* indépendants ont été mis hors-la-loi et supplantés par des *shorâ* islamiques ayant pour objectif d'épauler la direction et de dénoncer les personnes « suspectes ».

Le comportement des autorités, cherchant par tous les moyens à étouffer les droits syndicaux et à imposer des mesures répressives, a provoqué un mécontentement général. Dès le début de l'année 1981, une série de grèves s'étend à plusieurs centres importants de production : Electricité de Téhéran, fabrique de chaussures *Kafsh-e melli* et papeterie *Pars* en mars et avril 1981, usine de montage automobile *Iran National (Talbot)* et *Mazda* en décembre 1981, industrie d'armement, sidérurgie et entreprises textiles à Chiraz et Ispahan, *Siemens* à Téhéran et verrerie de Qasvin en mars et avril 1982.

Cependant, ces grèves, qui survenaient dans un climat social particulièrement confus, resteront limitées, dispersées et sans véritable liaison entre elles. En dépit de quelques succès dans certains secteurs, elles n'ont, dans l'ensemble, pas pu résister à la répression et aux intimidations. De plus, le contrôle idéologique et l'islamisation des usines (prières obligatoires, voile de rigueur, présence de milices armées,...) ont accru le reflux du mouvement ouvrier.

Le recrutement et les nouvelles embauches sont supervisés par les associations islamiques et le *Bonyâd-e Shahid* (Fondation des Martyrs) qui, dans un climat de chômage chronique, sélectionnent les « vrais fidèles » de la République islamique et accordent souvent des privilèges aux familles des victimes de guerre, pour compenser la perte d'un de leurs proches sur le front.

Les mesures de « libéralisation » économique prises à la fin de 1982 par le gouvernement ont encore renforcé les pressions sur le monde ouvrier. Certes, l'éventualité de voir surgir des révoltes ouvrières spontanées n'est pas totalement exclue, mais il est indéniable que sous le régime islami-

que, le syndicalisme a subi, pour l'instant du moins, un cuisant échec.

Les insuffisances du syndicalisme en Iran

A l'évidence, le recul du mouvement ouvrier est lié à la politique sociale en cours. La répression a paralysé tout mouvement de contestation. De surcroît, le sous-emploi et le ralentissement du système productif rendent les conditions de lutte extrêmement difficiles. Plus grave encore est l'enlisement du conflit avec l'Irak. Le champ d'affrontement se situe au cœur des zones de concentration industrielle (pétrole, pétrochimie, métallurgie). La mobilisation et l'émigration d'une partie importante des ouvriers du sud et de l'ouest ont désorganisé le prolétariat. En outre, la guerre a favorisé le renforcement du mode de vie traditionnel, le retour à un système de subsistance et d'entraide, et le recours à la famille élargie. Ce repliement a accru le conservatisme parmi les travailleurs les plus mal organisés et facilité la propagation des idéaux intégristes. Par ailleurs, l'incohérence, les divisions et le sectarisme des organisations de gauche ont fait obstacle à la construction d'un front de lutte et ont déconcerté le prolétariat.

Cependant, ces arguments ne peuvent, à eux seuls, expliquer l'actuelle faiblesse du mouvement syndical iranien. Il existe des causes plus profondes, structurelles et historiques que nous allons décrire ici brièvement.

Les ruptures historiques

L'histoire du mouvement ouvrier en Iran est marquée par des affrontements sanglants qui témoignent d'une remarquable combativité, mais elle n'a pas cependant de véritable continuité organique[3] : le clivage entre les générations en lutte, engendré par la politique répressive des régimes pré-

cédents, est tel que les expériences du passé n'ont pas toujours pu se transmettre efficacement et servir de modèle.

Au début du XXe siècle, une large majorité de la population active travaillait dans l'agriculture. Le nombre des salariés urbains était assez faible (il dépassait à peine 100.000) et la plupart d'entre eux étaient employés dans des ateliers traditionnels[4].

Les trois foyers importants où a eu lieu la naissance de la classe ouvrière, au sens moderne du terme, ont été les provinces du nord, les champs pétrolifères du sud et les régions du centre.

Au nord, jusqu'en 1917, date à laquelle l'émigration vers la Russie a été stoppée, quelques centaines de milliers d'Iraniens travaillaient dans les villes du Caucase et dans les zones pétrolières de l'Azerbaïdjan. Beaucoup d'entre eux ont été les témoins actifs de la révolution d'Octobre et ont pris part au déroulement des événements. Par la suite, leur expérience a nourri les mouvements indépendantistes dans les provinces septentrionales de l'Iran.

Au sud, la recherche de gisements pétroliers à partir de 1901 et la mise en route de la production en 1908 ont fait progressivement de cette région l'un des principaux foyers industriels du pays. Au centre, surtout à Téhéran, le développement de l'industrie moderne a favorisé la concentration rapide de la classe ouvrière. Ainsi, le premier mouvement syndical connu est apparu en 1906 dans une petite industrie nouvelle : l'imprimerie de Téhéran.

Mais c'est au début des années 1920 qu'on peut réellement parler de syndicalisme. L'émergence du parti communiste à cette époque (en juin 1920) a encouragé de façon efficace la formation d'organisations ouvrières et l'union syndicale. En 1921, ce parti a fondé le Conseil Central des Syndicats Unifiés (CCSU — *Shorâ-ye Motahed-e Markazi*) qui regroupait aussi bien les salariés modernes (dans l'industrie textile, l'imprimerie et la pharmacie) et les ouvriers-artisans (dans la couture, la boulangerie, la cordonnerie) que les employés municipaux et administratifs. Il a également soutenu la création d'une vingtaine d'organisa-

tions syndicales au niveau des provinces, à Ispahan, Kerman, Rasht et Mashhad.

Cependant, cet essor rapide des syndicats fut sans lendemain et se heurta à la montée de la dictature de Reza Chah, dont l'ambition était d'instaurer un pouvoir central fort. En 1928, inquiet du développement du PC et des syndicats indépendants, il dissolvait les partis de gauche et interdisait les activités du CCSU.

La répression a très vite refoulé toute contestation et à l'exception de quelques arrêts de travail passagers — dont le plus important fut la grève de 1929 dans l'industrie pétrolière —, le mouvement ouvrier sombra dans la torpeur jusqu'à la fin du règne de Reza Chah.

L'abdication de ce dernier au profit de son fils, après l'invasion de l'Iran par les forces alliées en 1941 et l'affaiblissement du pouvoir qui en résulta, favorisa un climat de liberté provisoire propice au réveil syndical. Les intellectuels marxistes et les leaders ouvriers étaient libérés. Les anciens membres du PC se regroupaient et fondaient le parti Toudeh.

La situation économique et sociale de l'Iran est alors nettement différente de celle des années 1920. La force de travail s'est accrue considérablement. Le développement des infrastructures (chemins de fer, ports, routes) et l'extension de l'industrie moderne (fabriques de chaussures, raffineries de sucre, tabac, produits chimiques, textiles) ont conduit à une urbanisation accélérée et à l'élargissement des zones urbaines, et multiplié les pôles de concentration du prolétariat, qui va devenir une force politique déterminante juste après la Seconde guerre mondiale.

Le bouleversement politique, les luttes d'indépendance et surtout la crise économique provoquée par la guerre (le coût de la vie était multiplié par 7) devaient avoir des conséquences sociales capitales.

En 1942, le parti Toudeh entreprit la réorganisation d'une centrale syndicale qui obtint rapidement une audience nationale. Sous l'ancien nom de CCSU, cette nouvelle organisation regroupait un vaste secteur de la

population active (à l'exception de la paysannerie), en particulier des travailleurs du pétrole, des charbonnages, du textile et des chemins de fer. En 1946, dans la plupart des régions du pays, à Téhéran, à Ispahan, dans le Khouzistan, le Fars, le Guilan, le Mazandaran et le Khorassan, la majorité des grands centres industriels urbains étaient syndiqués et le CCSU prétendait compter 400.000 membres et contrôler 186 unités syndicales.

Les intellectuels marxistes et le parti Toudeh en particulier ont joué un grand rôle dans la coordination du mouvement ouvrier à cette époque ; mais en raison de la détérioration du niveau économique et de l'inflation persistante, ainsi que des conditions de travail insupportables (longues journées de travail, manque d'hygiène et de sécurité), les revendications sont, le plus souvent, venues de la base, qui poussait à la radicalisation du mouvement.

L'accord conclu entre l'Iran et l'URSS le 4 avril 1946 sur le retrait des troupes soviétiques en échange d'une concession pétrolière dans le Nord laissait au gouvernement le champ libre pour anéantir les luttes autonomistes au Kurdistan et en Azerbaïdjan. Par la suite, cette entente avec Moscou a même facilité l'éviction des leaders du Toudeh de la sphère des décisions politiques, au moment où ces derniers s'infiltraient de plus en plus au sein du pouvoir et où certains d'entre eux avaient même accédé à des postes ministériels.

Les mesures d'intimidation contre les syndicats indépendants reprennent alors de plus belle. La journée de grève générale du 12 novembre 1946 est sévèrement réprimée par l'armée. Des syndicalistes sont arrêtés et leurs publications interdites. La répression contre les ouvriers s'intensifie, surtout après l'attentat manqué contre le Chah en février 1949, qui donna un prétexte au gouvernement pour dissoudre le parti Toudeh et mettre hors-la-loi toutes les organisations syndicales.

Au début de l'année 1951, la tension sociale monte à nouveau. Le mécontentement s'accroît, surtout dans les centres pétroliers. La décision de la direction de l'AIOC (Anglo Iranian Oil Company) de réduire les salaires et les

primes annuelles déclenche une série de grèves qui vont s'étendre à l'ensemble du pays.

L'arrivée au pouvoir de Mossadegh en avril 1951 ne met pas un terme à l'agitation des travailleurs, soutenus par le parti Toudeh — entre-temps reconstitué et plus influent que jamais. Cependant, les revendications, qui avaient au départ une nature économique, prennent une tournure politique : les ouvriers exigent la nationalisation du pétrole. En cela ils rejoignent la ligne du mouvement nationaliste de Mossadegh, qui de 1951 à 1953 représente la force politique centrale de l'Iran.

Après le coup d'Etat de 1953 qui provoque la chute de Mossadegh, toutes les organisations syndicales sont à nouveau liquidées, les grèves interdites, les forces de gauche dissoutes, leurs dirigeants arrêtés et exécutés. Les entreprises publiques sont placées sous le contrôle de généraux retraités. L'Etat crée son propre syndicat, renforce la surveillance policière dans les usines et procède à l'extension des compétences des tribunaux militaires, de façon à prévenir les « *sabotages* » et les « *perturbations* » dans les centres de production.

Pendant deux décennies, le mouvement ouvrier cesse de jouer un rôle réellement actif. Cependant, les grèves et les manifestations, bien que souvent brèves et spontanées, ne se sont pas entièrement arrêtées.

Dans les années 1960, le Chah, cherchant à séduire la catégorie la plus privilégiée des travailleurs, lance une série de programmes sociaux qui garantissent à certains ouvriers une assurance sociale, de substantiels avantages en nature et diverses primes, dont le droit de participer aux bénéfices des entreprises. Cette dernière mesure sera même une source de conflit dans le milieu du travail, car elle aura incité les salariés à exiger un droit de regard sur les comptes de l'entreprise. En fait, ces « faveurs » permettaient de compenser le bas niveau des salaires dans les secteurs publics et quelques grands établissements privés et, surtout, elles présentaient l'avantage de pouvoir être supprimées en cas de crise économique.

Au milieu des années 1970, les troubles dans les usines reprennent. L'arrivée soudaine des capitaux pétroliers dans l'économie iranienne crée une certaine fébrilité des activités productives et accroît, pour un temps, la mobilité professionnelle, ce qui favorise une nouvelle vague de contestation ouvrière. De 1973 à 1977, on dénombre près de 150 cas de grèves. Des concessions économiques sont accordées çà et là. Par contre, les revendications relatives à la liberté syndicale et aux élections libres dans les usines sont sévèrement étouffées.

C'est au moment des agitations sociales de 1978 que la classe ouvrière revient en force sur la scène politique et prend activement part aux actions révolutionnaires.

Le recul épisodique du mouvement ouvrier a souvent été lié à l'aggravation de la situation économique, en particulier à la détérioration du marché du travail : ainsi en a-t-il été à la fin des années 1940 et après 1953, lorsque l'ouverture du pays vers le marché extérieur a affaibli l'industrie locale et conduit à la stagnation de la production et à l'accroissement du chômage. Mais la répression a été indéniablement le facteur fondamental qui a empêché l'essor du syndicalisme en Iran.

La formation récente

La majeure partie de la classe ouvrière provient de la conversion accélérée, depuis les trois dernières décennies, de la paysannerie en prolétariat industriel. Ce prolétariat nouvellement constitué s'appuie encore directement ou indirectement sur le monde rural. En effet, certains ouvriers étaient eux-mêmes paysans avant de devenir salariés dans l'industrie et la plupart des autres sont fils de paysans.

Après la Seconde guerre mondiale, l'agriculture regroupait plus de 75% de la force de travail. En 1956, ce chiffre est tombé à 58% et en 1976, date du dernier recensement, il était seulement de 34% [5]. Les inégalités importantes entre les régions rurales et les villes (niveau des revenus, santé,

éducation...) et surtout la faillite de l'agriculture sont les principales causes de l'exode massif de la paysannerie vers les centres urbains dans les années 1960 et 1970[6].

Vu l'essor limité de l'industrie dans les régions urbaines, cet afflux de ruraux ne pouvait être entièrement résorbé. En 1956, la proportion des travailleurs employés dans l'extraction, la transformation, la construction et les transports représentait 17,8% de la population active. En 1976, elle atteignait seulement 26,9%. Ainsi, une bonne partie des émigrants de la campagne sont restés hors du système de production et ont constitué une armée de réserve pour le marché du travail, un sous-prolétariat urbain vivant d'emplois précaires et instables.

Cependant, une fraction non négligeable de cette population migrante s'est engagée dans la production proprement dite, comblant la demande de main-d'œuvre non qualifiée de l'industrie. Ces ouvriers-paysans ne sont pas totalement libérés de leur dépendance à l'égard du monde rural, auquel ils sont attachés aussi bien sur le plan culturel qu'économique. Les bas salaires et le chômage chronique dans les villes ne leur permettent pas d'accéder à un niveau de vie décent et ils ont du mal à survivre sans le soutien de la campagne. Aussi sont-ils contraints, pour assurer leur autosubsistance, de préserver tant bien que mal des liens avec leur milieu d'origine, de s'en remettre à l'entraide de la famille élargie (la femme et les enfants vivent une partie du temps chez les parents paysans) ou de subsister grâce aux revenus provenant d'une culture familiale (eux-mêmes possèdent un lopin de terre cultivé par leurs proches).

Plus l'industrialisation a été tardive, comme c'est le cas dans certaines régions de l'Iran, plus ces liens de dépendance envers le secteur rural restent puissants. La persistance de ces attaches traditionnelles accroît la soumission de ces travailleurs, modère leurs mouvements revendicatifs et entrave la solidarité de la classe ouvrière. En effet, l'ouvrier-paysan cherchera d'autant moins à combattre les inégalités du monde du travail dans lequel il est largement exploité que sa subsistance est en partie assurée à l'extérieur : il se

sent peu concerné par les exigences du milieu ouvrier, auquel il n'est que partiellement intégré.

La diversité et les disparités

L'exode rural a eu une ampleur sans commune mesure avec le rythme du développement industriel. De surcroît, les branches professionnelles nouvellement créées manquaient plus de spécialistes et de techniciens que de main-d'œuvre non qualifiée. Bien que le nombre des grandes entreprises ait été multiplié par dix entre 1960 et 1970, elles n'ont pas été capables d'absorber les vagues croissantes de chômage chronique.

C'est donc vers les secteurs traditionnels et attardés de l'industrie que s'est dirigée une bonne partie des migrants. Ainsi, la transformation de la paysannerie en prolétariat industriel a profité principalement aux ateliers artisanaux dont le nombre a été centuplé. Mais, bien qu'ils regroupent la majeure partie de la force de travail, ils n'ont qu'une part assez faible dans la production intérieure du pays.

Le transfert de la population active des secteurs à faible productivité vers ceux à forte productivité a été très insuffisant. En outre, l'essor limité de l'industrie moderne n'a pas touché de façon harmonieuse toutes les branches industrielles. A cela s'ajoute une disparité de développement selon les zones géographiques. En effet, l'effort d'investissement dans les années récentes s'est davantage orienté vers les régions nanties : le Khouzistan, Ispahan, Téhéran, le Guilan et le Mazandaran[7], ce qui a provoqué une migration intense des zones pauvres vers les zones riches, de vastes territoires nationaux se trouvant ainsi vidés de leurs ressources humaines et économiques. C'est le cas du Kurdistan, du Lorestan, du Sistan et du Baloutchistan.

Ces progrès inégaux selon les secteurs d'activité et les zones géographiques sont à l'origine d'un décalage entre différentes catégories de salariés, de la disparité des conditions de vie et de travail, obstacles fondamentaux à l'unifica-

tion de la classe ouvrière et à la formation d'organisations de lutte sur le plan national.

Une brève analyse de la structure industrielle et de l'anatomie de la force de travail en Iran va nous permettre de mieux comprendre les principaux handicaps que rencontre cette unification.

— En 1976, sur un ensemble de 8,7 millions de personnes actives (estimées au début des années 1980 à 11 millions), près de 45% ne sont pas salariées[8] et parmi les salariés, un bon nombre (environ 19% de la population active) ne participent pas directement à la production et n'appartiennent pas à la classe ouvrière proprement dite, bien qu'ils fassent partie du prolétariat au sens large. Ces salariés non industriels (et non agricoles) : fonctionnaires de l'administration, militaires, membres de l'enseignement et des services de santé, employés de banque, de commerce, d'assurance, agents de bureau dans l'industrie, sont traditionnellement soumis au régime en place et ne partagent pas nécessairement les motivations de la classe ouvrière.

Sur les 3,4 millions de personnes engagées dans le secteur industriel (en 1976), environ 30% sont indépendantes et travaillent à leur compte. Les ouvriers proprement dits sont au nombre de 2,4 millions, soit 27% de la population active. Le retard du système productif et la transformation limitée de l'artisanat en industrie moderne expliquent en partie le nombre important de travailleurs indépendants.

C'est dans les métiers de transformation qu'on trouve la plus forte concentration d'indépendants. Presque la moitié des travailleurs de l'habillement, du textile, du tapis, du cuir, du bois, de l'ameublement sont des artisans. Ils possèdent leurs propres ateliers et sont parfois liés entre eux par des corporations ou des guildes, sans attache structurelle avec le reste du monde du travail.

— Les grandes entreprises (dix salariés ou plus), sont plus propices au développement du syndicalisme. Or, celles-ci, au nombre de 7.500, ne représentent que 0,9% de l'ensemble des 850.000 unités de production réparties dans tout le pays. Sur 2,4 millions de salariés industriels, seule-

ment 18% travaillent dans ces entreprises. La plus grande partie des ouvriers sont dispersés dans les quelque 840.000 petits ateliers traditionnels : ils vivent dans une situation difficile, sont surexploités et vulnérables.

Cette fragmentation et ce morcellement des unités de production sont également générateurs de conditions peu favorables à l'unité de la classe ouvrière.

— Le manque de coordination des travailleurs vient aussi de l'absence d'uniformisation des rémunérations. L'écart de salaire est grand entre un manœuvre et un ouvrier spécialisé, entre les ouvriers de même qualification d'une entreprise à l'autre, entre les travailleurs manuels et les cols blancs.

Cette disparité s'explique avant tout par les écarts de productivité dans chaque secteur et par la juxtaposition de deux systèmes de production non intégrés, appartenant à deux âges différents. Là où le rendement est plus élevé (dans le secteur moderne), les ouvriers sont plus favorisés, bénéficient d'un traitement supérieur et de meilleures conditions de travail.

Ainsi, dans l'industrie de pointe (pétrole, pétrochimie, sidérurgie, automobile), qui emploie environ 15% des salariés industriels[9], on trouve surtout des spécialistes ou des techniciens qualifiés, hautement privilégiés et mieux organisés, tandis que dans les autres branches industrielles, qui regroupent 85% des salariés, les ouvriers sont en général désavantagés, aussi bien du point de vue des salaires que des conditions de travail et ils sont faiblement protégés sur le plan social.

Les travailleurs les plus défavorisés sont ceux de la construction (qui, à elle seule, rassemble plus d'un million d'ouvriers) et de la majorité des secteurs de transformation, qui regroupent 40% du salariat industriel (894.000 personnes, dont 43% rien que pour le textile, l'habillement et le cuir).

Les disparités entre les ouvriers qualifiés et les autres se traduisent aussi au niveau du temps de travail hebdomadaire, qui peut atteindre dans certaines branches profession-

nelles 70 à 80 heures. De même, en ce qui concerne l'assurance sociale, seuls les salariés du secteur public et de quelques entreprises privées peuvent réellement en bénéficier.

Les inégalités sont également flagrantes en ce qui concerne le niveau d'instruction. Ainsi, 60 à 70% des travailleurs de la construction et de la transformation ne savent ni lire ni écrire, alors que ce chiffre tombe à 34% dans les secteurs d'extraction.

En conclusion, un ouvrier de la construction, en comparaison d'un travailleur de l'assemblage automobile, est moins instruit, gagne moins, travaille nettement plus, ne bénéficie d'aucune indemnité de chômage ni d'assurance-maladie. De plus, face à la fluctuation du marché du travail, il est plus vulnérable et, sauf dans les cas extrêmes, il est moins prêt à s'engager dans une lutte politique.

Ces inégalités freinent considérablement l'union des mouvements ouvriers : ne partageant pas les mêmes aspirations, du moins en matière économique, les travailleurs ne sont pas incités à prendre part à une action syndicale commune. L'alliance paraît donc difficile.

La nouvelle loi du travail

La politique sociale qu'entend appliquer le régime islamique et son attitude face à la classe ouvrière apparaissent clairement dans son projet de loi du travail, approuvé en 1982 par le Conseil des ministres et amendé une première fois en août 1983 par le Parlement. Les remous soulevés par la publication de ce texte (entre autres, les grèves dans la fabrique de verre de Qasvin, dans l'entreprise de montage de Renault et l'usine de cuivre de Sartcheshme en mars 1983, etc.) ont poussé le gouvernement à modérer quelque peu ses positions et à se montrer plus prudent, sans toutefois le faire renoncer à ses intentions.

Les amendements apportés au projet ne paraissent pas devoir en changer radicalement le contenu. Il s'inspire des lois non écrites de l'Islam et surtout de la pensée de Kho-

meiny lui-même (en particulier *Towsi al-masâ'el*, points 2173 à 2217) pour souligner avec insistance le caractère isolé et libre de l'individu sur le marché du travail. Aussi est-il révélateur à plus d'un égard de la conception économique du pouvoir islamique, qui cherche avec obstination à revenir à une sorte de libéralisme primitif, non totalement débarrassé de vestiges féodaux, et qui fait l'apologie de la libre initiative et des « lois naturelles » du marché.

La juridiction islamique du travail reconnaît explicitement les principes du *« louage de services »*, analogues à ceux qui ont prévalu en Europe depuis la naissance du capitalisme et tout au long du XIXe siècle et ont ouvert la voie à la surexploitation du prolétariat (Code Napoléon, articles 1780-1781). Elle se base sur la notion d'échange volontaire d'un travail contre un salaire. Ainsi, en contrepartie d'un revenu fixé au préalable et pour une durée déterminée, l'employé offre *« sa force de travail »* à un patron et accepte librement les conditions précisées lors de la signature du contrat : *« Etre embauché signifie se louer pour réaliser un travail en recevant un salaire »* (*Loi islamique*, article 9).

L'échange s'effectue théoriquement entre deux personnes *« libres »* et *« égales »*. L'intervention d'un tiers n'est pas jugée nécessaire et aucune revendication n'est permise pendant la durée du contrat, hormis celles concernant les conditions prévues au départ. S'il y a litige, ce sera à propos d'un éventuel non respect de ces conditions.

Le rapport de travail ainsi créé se fonde sur une logique simple : la liberté d'*« acceptation »* et de *« résignation »*. Celui qui offre l'emploi est seul maître pour fixer le contenu du contrat et le salarié n'a qu'à prendre ou laisser. Dans la loi islamique, l'employeur jouit d'une position doublement privilégiée : d'abord, il est considéré comme un citoyen *« libre »* de ses actions et de ses initiatives, ensuite on lui reconnaît un droit inaliénable à la propriété, y compris celui de posséder la force de travail des autres.

Les motivations humaines et historiques qui ont présidé à l'élaboration des législations universellement admises en matière de travail, à savoir soutenir les salariés, qui sont

dans une position de subordination sociale et économique, limiter le pouvoir exorbitant de l'employeur, protéger les catégories sociales les plus démunies, réduire les discriminations relatives au sexe et à l'âge, faire admettre au patron qu'il est tenu de compenser les préjudices subis par les travailleurs, sont presque entièrement ignorées dans cette loi. Les législateurs islamiques rejettent volontairement le principe d'une garantie sociale minimale (salaire minimum, limitation de la journée de travail, fixation de la durée du travail hebdomadaire et des congés payés...) et considèrent que l'intervention étatique ne peut qu'avoir des effets négatifs sur le marché et perturber l'offre et la demande d'emploi.

Ce texte est manifestement en régression par rapport à ceux de mars 1959 et de février 1965, en vigueur sous le régime impérial, dans lesquels l'obligation d'un contrat minimum était admise, du moins théoriquement, même si les insuffisances de ces législations étaient grandes, au niveau de leur contenu comme de leurs applications.

Dans un pays où la stagnation économique et la détérioration de la production ont fait chuter l'offre d'emploi à zéro et où le chômage touche 30 à 35 % de la population active, il est aisé de comprendre la gravité d'une telle loi et d'imaginer le rôle qu'elle va jouer dans la dévalorisation de la force du travail et l'asservissement de la classe ouvrière.

Passons en revue quelques aspects de ce texte et voyons les conséquences qu'il implique pour la vie ouvrière en Iran.

Le minimum social garanti

— *Les salaires* : la loi du 17 mars 1959 mentionnait clairement l'obligation d'un salaire de base. Selon l'article 22 de cette loi, « *le minimum de salaire d'un travailleur ordinaire (non qualifié), en considérant ses besoins essentiels et le niveau de vie dans les différentes régions du pays, doit être tel qu'il permette de subvenir à la vie d'un homme, d'une femme et de deux enfants* ». Cette disposition n'a jamais été véritablement respectée. En 1973, plus de 73 % des

ouvriers des entreprises de plus de 50 salariés avaient encore des rémunérations inférieures au salaire légal[10].

La loi islamique, qui annule la précédente, ne reconnaît pas la nécessité de rendre obligatoire l'établissement d'un salaire minimum vital. Le montant des rémunérations est déterminé dans l'accord bilatéral conclu entre l'employeur et l'employé. Le gouvernement n'interviendra pas en la matière, sauf exceptionnellement et « *en cas de nécessité* » (article 63).

— *La journée de travail :* dans la loi impériale, les horaires journaliers et hebdomadaires étaient fixés respectivement à 8 et 48 heures (Code du Travail, chapitre II, articles 11 à 13). En réalité, il en allait tout autrement. Dans les secteurs productifs, selon les données officielles de 1976, la durée du travail hebdomadaire dépassait 50 heures pour plus de la moitié des salariés et elle atteignait, dans certaines branches, 70 à 80 heures.

Le nouveau texte précise que le nombre d'heures de travail doit être mentionné dans le contrat, mais il exclut toute limitation de l'horaire journalier et laisse les intéressés libres de choisir. « *Dans le contrat, les horaires de travail aux différentes saisons et les temps de pause, de repos et de prière doivent être indiqués* » (article 41). Mais les temps de repos et de repas ne sont pas non plus obligatoirement comptés dans les heures de travail. La version révisée de ce texte voudrait être plus généreuse : elle accorde une demi-heure par jour pour la prière et, pour le Ramadan, concède une heure de repos ainsi qu'une réduction de 20 % du temps de travail (*Ettelâ'ât*, 31 juillet 1983).

— *Les congés :* sous le régime impérial, les salariés pouvaient théoriquement bénéficier d'un jour de repos par semaine, de 10 jours fériés rémunérés et de 12 jours de congés payés par an (chapitre II, articles 14-15). Bien que le projet modifié de la loi islamique paraisse plus modéré que sa version originale et admette le principe de la journée de repos hebdomadaire et de la rémunération des jours fériés (sans en préciser les conditions) (*Ettelâ'ât*, 31 juillet 1983), il ne dit pas un mot au sujet des congés annuels : lors de l'éta-

blissement du contrat, l'employeur et l'employé peuvent fixer « *une durée limitée* » pour les congés et s'entendre sur les modalités de la rémunération (article 47).

La protection sociale

— *Le travail des enfants :* la pauvreté a toujours contraint les parents à vendre la force de travail de leur progéniture. L'interdiction de faire travailler les enfants en raison des préjudices que cela cause à leur santé physique et psychique n'a jamais été efficacement respectée dans les faits. L'exploitation de très jeunes enfants dans les ateliers artisanaux, surtout dans le tissage des tapis, en est un exemple bien connu.

Le recensement de 1976 dénombrait parmi la population active plus de 600.000 jeunes de 10 à 14 ans, dont 130.000 entre 10 et 11 ans. Et il ne tenait bien sûr pas compte du travail des enfants de moins de 10 ans. En réalité, le Code du travail interdisait l'embauche de jeunes au-dessous de 18 ans, sauf dans le cas d'une formation professionnelle, pour laquelle la limite d'âge était fixée à 12 ans.

La loi islamique supprime toute restriction dans ce domaine et permet d'embaucher des enfants à condition d'obtenir l'accord de leur père ou de leur tuteur légal (article 52).

— *Le travail féminin :* les discriminations en fonction du sexe se sont considérablement accentuées sous le régime islamique. Le nouveau texte de loi le confirme sans réserve. Les femmes mariées peuvent travailler, à condition de ne pas perturber les « *droits conjugaux* » du mari et si l'emploi qu'elles choisissent n'est pas un travail nocturne (*Ettelâ'ât*, 31 juillet 1983). Quant à la protection des femmes enceintes, la durée du congé de maternité et d'allaitement est laissée à l'appréciation de l'employeur (article 54).

— *La sécurité de l'emploi :* la loi de 1959 rendait l'employeur responsable de tout licenciement arbitraire

(article 33). Dans le cas où un contrat à durée non limitée avait été conclu, il était tenu de verser une indemnité variant selon le salaire, l'âge, l'ancienneté et la situation de famille de l'employé. Cette clause, même si elle n'était pas entièrement appliquée, dissuadait dans une certaine mesure les licenciements abusifs. Le projet islamique impose un contrat minimum de trois ans. Après cela, l'employeur peut refuser de le renouveler. Il doit alors dédommager le salarié, mais suivant des modalités qui sont nettement moins favorables à celui-ci qu'auparavant.

— *Les droits sociaux* : en Iran, les législations concernant l'assurance sociale datent de 1931. Les acquis des luttes des ouvriers des chemins de fer se sont étendus par la suite à l'ensemble du secteur public, à l'administration d'Etat et à une partie des entreprises privées. Cependant, ces dispositions légales ne couvraient pas tous les travailleurs, notamment ceux de l'industrie traditionnelle, de la construction et de l'agriculture.

La loi islamique, elle, vise à décharger complètement l'Etat et l'employeur de leurs responsabilités en matière d'indemnisation en cas d'accidents du travail, de maladies professionnelles, maladies ordinaires, grossesses, invalidité et retraite. En revanche, elle tend à remplacer ces garanties légales par des mesures charitables. Suivant les règles islamiques, l'entretien des handicapés, des malades et des vieillards incombe à leurs descendants ou à leurs parents. Ceux-ci ont le devoir de leur porter secours et de les soutenir. Si, le cas échéant, ils n'ont pas les moyens suffisants pour assumer cette prise en charge, celle-ci sera subventionnée par les impôts religieux.

Ainsi, l'assurance sociale et la retraite n'ont pas de raison d'être, en tout cas elles ne seront pas obligatoires. « *Un travailleur peut, pendant la signature de l'accord, demander une clause particulière qui met l'employeur dans l'obligation de l'assurer pour la maladie, l'accident, l'invalidité, le décès, la retraite, etc.* » (article 22). L'employeur peut accepter ou rejeter la demande. C'est une affaire personnelle entre les deux signataires[11].

En cas d'accident du travail, le salarié peut être indemnisé si le patron est jugé directement responsable. L'âge de la retraite n'est pas davantage déterminé. Une seule limite d'âge est reconnue : celle qui est déterminée par l'incapacité totale de travail ou l'invalidité.

Les droits syndicaux

La philosophie qui sous-tend la loi islamique du travail repose sur l'idée de soumission et de résignation à la destinée, et l'acceptation des différences de richesse et de fortune, qu'il faut considérer comme des données naturelles. Entre les riches et les pauvres, entre le patron et l'ouvrier, il n'existe aucun conflit de principe. Tous sont égaux devant Dieu. Ainsi, la recherche d'une égalité matérielle est tenue pour dérisoire et mesquine. Les revendications pécuniaires poussées à l'excès sont perverses et indéfendables. Il ne manque à l'ouvrier ni le confort ni un niveau de vie meilleur, mais la spiritualité et l'ordre moral.

Dans cette optique, il est clair que le syndicalisme relève, pour le régime islamique, d'une « conception matérialiste » inculquée par l'Occident. Il crée des divisions dans la communauté des croyants et a des conséquences sociales néfastes.

L'Islam est la religion des déshérités. Le gouvernement qui applique ses règles est un gouvernement nécessairement juste, il n'y a donc pas lieu de le contester et de lui désobéir. Puisque sa seule volonté est d'établir la justice, rien ne doit venir troubler l'ordre social. C'est pourquoi les grèves, les arrêts de travail, l'agitation dans les usines sont considérés par les autorités chiites comme contraires aux principes de la République islamique. Néanmoins, il est admis que l'employeur doit également prendre en considération la situation de ses salariés et leur assurer un minimum de subsistance, sans qu'aucune mesure de contrôle ne soit toutefois imposée.

Nulle part dans le texte de loi le mot de grève n'est employé, mais il est remplacé par celui de « *conflit collectif* », lequel doit être réglé rapidement par l'administration locale du ministère du Travail ou les tribunaux.

Le pouvoir se fait des syndicats une idée manifestement plus réactionnaire que le régime précédent qui reconnaissait les droits syndicaux, au moins sur le papier. Le seul organe « syndical » admis par le nouveau régime est le *shorâ* islamique, dont les conditions de formation et le statut ont été adoptés en novembre 1983 par le Parlement et soumis au Conseil de surveillance pour approbation finale.

Ces *shorâ* s'apparentent singulièrement aux organisations syndicales en vigueur sous les régimes fascistes, où ouvriers et patrons doivent travailler la main dans la main (article 1) dans des sortes de corporations avec, pour motivation prédominante, l'accroissement de la productivité. Les *shorâ* islamiques n'ont pas de comptes à rendre aux salariés, mais seulement aux autorités. Leurs membres sont élus, mais l'éligibilité des candidats dépend du bon vouloir des représentants du gouvernement. Il faut que le candidat soit « *croyant, pratiquant, reconnaisse le velâyat-e faghih et soit fidèle à la République islamique* » *(article 2)* (Pour les membres des minorités religieuses, la fidélité à la Constitution islamique suffit). Il doit également prouver qu'il n'a aucun penchant pour les partis ou groupements « illégaux » qui sont les ennemis du régime[12].

Si l'un des rôles attribués aux *shorâ* est de faire « *un effort dans le sens de l'amélioration des conditions de travail et de la protection des droits des travailleurs* », celui-ci a un caractère purement accessoire et de propagande par rapport aux autres responsabilités que la loi leur assigne : coopérer avec les associations islamiques, élever le « *niveau de conscience* » des travailleurs en matière idéologique, collaborer avec la direction et lui recommander les éléments « *actifs et méritants* » (*Ettelâ'ât*, 15 octobre 1983).

En réalité, ces *shorâ* agissent comme des organes gouvernementaux et rappellent les anciens syndicats officiels, noyautés par des agents de la SAVAK, dont la fonction

principale était d'apaiser les conflits, de dénoncer les éléments suspects et d'épauler la direction des usines lors des troubles et des agitations.

La paysannerie et la révolution

Les mouvements révolutionnaires iraniens ont pris spécifiquement source dans les zones urbaines. Les campagnes, qui regroupent 53 % de la population, n'ont pas réellement participé à la révolution[13]. Pendant toute la période où les villes étaient ravagées par des émeutes et des massacres quotidiens, la paysannerie n'a guère manifesté d'hostilité au régime impérial. En fait, elle n'a commencé à s'affirmer en tant que force sociale autonome qu'après l'effondrement de l'appareil monarchique.

Le retard de la population paysanne dans la lutte politique s'explique par plusieurs facteurs.

— Les revendications en faveur de la liberté politique, le refus du despotisme ou la recherche d'une identité culturelle et sociale menacée par le « modernisme » et l'« occidentalisme » ne touchaient pas directement les paysans.

L'arbitraire du régime impérial avait affecté inégalement les campagnes. Certes, dans certaines régions, l'opposition envers le Chah a eu un écho favorable, surtout auprès des minorités ethniques victimes de discriminations (au Kurdistan), des nomades que l'on avait contraints à la sédentarisation (dans le Fârs) et des paysans chassés de leurs terres par la famille royale et les hommes liges de l'ancien régime (dans le Guilan et le Mazandaran). Mais ailleurs, le pouvoir imposant de l'appareil impérial était moins sensible, et les contraintes policières moins apparentes.

— Si la réforme agraire s'est soldée par une défaite économique incontestable, son impact politique et psychologique sur le monde rural neutralisait, par contre, ses méfaits. Elle a donné naissance à une nouvelle catégorie de petits exploitants, socialement stables. Pour ceux qui avaient bénéficié d'un lopin de terre — même s'il était souvent trop petit pour permettre l'entretien de toute une famille — le Chah était considéré comme une autorité protectrice, qui avait agi en leur faveur. C'est pour cette raison que certains paysans se sont parfois attaqués à des partisans de Khomeiny en pensant que la chute du Chah signifierait la perte de leurs terres et le retour des anciens féodaux.

— A l'exception de grandes unités agricoles réservées à l'agro-business, les régions rurales se sont faiblement ouvertes au monde capitaliste. Sur l'ensemble des unités agricoles, 51 % ne produisent pas suffisamment pour écouler des surplus sur le marché et seulement 26,7 % parviennent à vendre la moitié de leur production. Ainsi, à l'inverse de ce qui s'est produit dans les villes, la pénétration du système capitaliste a été limitée, épargnant le mode de vie traditionnel et laissant une certaine autonomie aux campagnes.

— La migration accélérée des jeunes vers les villes, en raison de l'appauvrissement croissant des zones rurales, a vidé les campagnes de leurs forces vives. Certes, cet exode varie selon les régions. Dans les villages situés à plus de 50 km d'une ville comprenant plus de 100.000 habitants, 65 à 90 % des jeunes ont émigré. Mais ce chiffre est plus faible (20 à 50 %) pour les villages proches de grands centres urbains : les jeunes préfèrent alors habiter à la campagne et faire quotidiennement la navette pour aller travailler dans la ville voisine[14].

— Pour la paysannerie, la pratique de la religion n'est pas formelle ni rigoriste, mais pragmatique, adaptée au travail journalier. Avant la révolution, la présence des mollahs dans les villages était faible et leur emprise sociale n'était pas aussi forte que dans les villes. La quasi-majorité des paysans vivant au-dessous du seuil de pauvreté, ils n'avaient pas les moyens de supporter la charge d'un religieux affecté spécia-

lement à leur village. Sur 70.000 villages, seulement 5.000 (soit 7%) avaient un mollah qui exerçait son ministère à temps plein.

Si les paysans sont rarement anticléricaux et respectent l'autorité des religieux à qui ils font volontiers appel pour diverses cérémonies (deuils, mariages...), il n'empêche qu'ils éprouvent une certaine défiance à leur égard. En effet, le mollah de campagne est généralement l'allié des propriétaires terriens, des commerçants, des notables du village et des usuriers, dont il dépend économiquement et socialement. Cette affinité suscite la méfiance des paysans pauvres, auxquels les religieux reprochent, en retour, de n'être pas des croyants assidus, comme ces commerçants dévoués et pieux qu'ils donnent en exemple. Ils leur font aussi grief de leur manque de respect et de leur inattention envers le détail des dogmes et des rites qu'ils ont des difficultés à suivre en raison de leurs charges quotidiennes et de leur travail astreignant.

Le courant révolutionnaire a fait son apparition dans les campagnes aussi bien grâce aux migrants de retour au pays que grâce aux intellectuels du village (instituteurs, étudiants), qui ont tous eu des contacts réguliers avec le milieu urbain. Leur témoignage sur la tyrannie, l'oppression dans les villes, leurs efforts pour faire comprendre les aspirations révolutionnaires de l'Islam chiite, leur plaidoyer pour la justice sociale et l'ordre moral ont ébranlé l'indifférence des paysans et les ont encouragés à accueillir favorablement ce nouveau langage.

Après la défection du pouvoir local et la fuite des notables et des agents gouvernementaux, ces mêmes intellectuels ont été les premiers instigateurs des Conseils de village *(shorâ-ye mahali)*, qui se sont proposé de régler les litiges et les problèmes locaux et d'assurer la sécurité.

La montée des mouvements populaires et la propagation d'idéologies nouvelles prônant la défense des déshérités et la protection des opprimés ont fait naître progressivement de profonds espoirs chez les paysans pauvres.

C'est au lendemain du renversement du régime impérial que l'on voit apparaître des luttes paysannes dans certaines régions de l'Iran, en particulier dans les provinces où prédominent les minorités ethniques (Kurdistan, Azerbaïdjan, Turkmène-Sahra, Baloutchistan) mais aussi dans le Fars, le Guilan et le Mazandaran, là où l'on trouve le plus grand nombre de propriétaires absentéistes. Des paysans se sont révoltés contre les féodaux et les grands propriétaires fonciers, se sont emparés des terres, qu'ils se sont partagées.

Le déferlement des révoltes est tel que les nouveaux dirigeants vont très vite chercher à en contenir les débordements. Ils s'opposent aussitôt à l'occupation des terres. Des *Pasdaran* viennent des villes pour rétablir l'ordre. Des paysans sont expulsés des propriétés nouvellement occupées, arrêtés et parfois exécutés. Les religieux prennent en main les Conseils de village et les comités locaux, ce qui facilite l'infiltration des notables, des commerçants riches et des propriétaires terriens, certes « *bons musulmans* », mais dont les villageois sont loin d'avoir oublié le comportement avant la chute de la monarchie.

Le clergé envoyé par Qom ou Téhéran s'occupe davantage d'imposer la légitimité du nouveau régime que de répondre aux aspirations nouvelles. L'activisme et le chauvinisme de certains religieux attisent la colère des minorités sunnites au Kurdistan et dans le Turkmène-Sahra où les féodaux, ralliés au *Pasdaran*, présentent l'action des paysans comme une atteinte à l'intégrité nationale et à la République islamique.

La « Croisade de la reconstruction »

Le nouveau régime a du mal à contrôler efficacement les campagnes et prend, dès 1979, certaines mesures pour apaiser les tensions et encadrer le monde rural.

Le 17 mai 1979, le gouvernement Bazargan lance la *« Croisade de la reconstruction » (Djahâd Sâzandegui),* dont le but à l'origine, est de mobiliser les jeunes pour aider à la construction et au développement des zones rurales, d'apporter un soutien matériel et financier aux paysans pauvres, d'accroître le niveau d'instruction et d'hygiène dans les campagnes et de propager les idéaux de la révolution islamique. Des lycéens, des bacheliers, des étudiants sans travail, mus par des convictions révolutionnaires, se portent volontaires pour cette cause. Leur activité est bénévole, les participants étant simplement nourris et logés.

D'emblée la *« Croisade »* a attisé les discordes entre les religieux, désireux d'élargir son rôle institutionnel, et le gouvernement Bazargan, qui entendait la réduire à une simple organisation bénévole, sans grands moyens financiers ni pouvoir de décision, afin qu'elle n'empiète pas sur les prérogatives des ministères et des administrations de l'Etat.

L'action de la *« Croisade »* a été, au départ, spectaculaire et bénéfique. Les jeunes, enthousiastes, ont construit des écoles, des bains publics, des routes, ont amélioré le système d'irrigation et aidé financièrement les agriculteurs. Dans certaines régions, ils ont même défendu la cause des paysans qui avaient maille à partir avec la grande bourgeoisie locale.

Mais après la défaite des libéraux, la *« Croisade »* devient un organe officiel et sa structure change. Noyautée par le PRI, elle subit plusieurs purges destinées à éliminer les sympathisants de la gauche et les libéraux. Elle se hiérarchise progressivement, recrute des salariés permanents et perd son caractère de volontariat. Rémunérer ses membres ne permet pas nécessairement de rassembler les individus les plus actifs et les plus motivés. La *« Croisade »* se trans-

forme ainsi en agence pour l'emploi, recrutant des partisans du régime à la recherche d'un travail régulier.

L'activisme et le sectarisme nuisent à son efficacité. Certes, elle a encore un rôle essentiel dans la construction de bâtiments publics, la distribution de crédits et l'aide technique. Mais elle devient surtout un appareil d'encadrement de la population rurale et un organe de propagation idéologique pour le régime islamique. Sur le plan local, elle se montre plus conciliante envers les féodaux et cherche à résoudre les conflits à l'amiable. A partir du déclenchement de la guerre, elle se met à fonctionner comme un centre de recrutement de « volontaires » qu'elle expédie sur le front. Le 28 novembre 1983, après l'approbation du *Majless,* la « *Croisade* » devient un ministère indépendant et prend place aux côtés des autres instances bureaucratiques du pouvoir islamique.

Controverses autour d'une réforme agraire

Les inégalités entre les paysans sont criantes. Parmi ceux qui ont la chance de détenir leur propre terre (c'est-à-dire environ la moitié des ruraux), 65% possèdent des lopins d'une superficie inférieure à 5 hectares, soit au total à peine 15% de la surface des terres cultivables, alors que la moyenne nécessaire pour faire vivre une famille paysanne varie entre 7 et 10 hectares. Ainsi, l'écrasante majorité de la paysannerie n'a aucun surplus annuel et ne peut effectuer aucune dépense pour améliorer les conditions matérielles de la production.

De l'autre côté, 18% des paysans et exploitants agricoles détiennent plus de 10 hectares et contrôlent 70% des sols cultivables. Les grandes fermes (plus de 50 hectares), qui couvrent au total 22% de l'ensemble des terres, sont détenues par seulement 1% de riches propriétaires.

Sous le régime précédent, les phases successives de la réforme agraire n'ont concerné que la moitié des terres cultivables. Les domaines mécanisés, les vergers, les plantations de thé ont échappé à la redistribution. Les grands pro-

priétaires fonciers ont pu faire jouer en leur faveur des clauses particulières de la loi impériale : ayant la possibilité de garder un village parmi tous ceux qu'ils possédaient, ils ont, naturellement, choisi le plus étendu et le plus fertile. Ils ont également su détourner la loi en cédant certaines de leurs propriétés à leurs enfants ou à des membres de leur famille.

En mars 1980, le Conseil de la Révolution approuvait une première loi de réforme agraire, notifiant que seraient distribués non seulement les domaines de la famille impériale et des fidèles de l'ancien régime, mais aussi les terres que les propriétaires refusaient de cultiver. Cette loi stipulait aussi que l'étendue des grandes propriétés devrait être réduite à une superficie moyenne égale au triple de celle qui est jugée suffisante pour permettre l'entretien d'une famille paysanne ordinaire.

Ce texte a aussitôt déclenché une levée de boucliers dans le milieu conservateur, aussi bien de la part des grands propriétaires fonciers que des religieux influents au sein de l'appareil islamique, tels que les ayatollahs Golpâyegâni et Rouhâni. A Qom, nombreux sont les ulémas qui se sont élevés contre toute redistribution des terres. Certains sont allés jusqu'à déclarer dans les mosquées : « *Cette loi est communiste. Dieu ne l'acceptera pas. Elle est contraire à l'Islam* ». Prendre la terre aux uns pour la donner aux autres serait, selon eux, un acte sans signification.

Au début de 1981, en raison de la guerre et de la crise intérieure, Khomeiny ordonne la suspension de ce texte. Un an plus tard, une seconde loi, plus modérée, est adoptée par le *Majless* et soumise à l'approbation du Conseil de surveillance. La redistribution ne concerne pas les *vaqf* (terres léguées aux fondations religieuses), les domaines mécanisés et les vergers. En outre, il fait de plus larges concessions aux grands propriétaires. Ceux-ci sont autorisés à posséder une surface agricole égale à 4 fois celle de la parcelle de base (qui permet de subvenir aux besoins d'une famille paysanne). Leurs enfants ont un droit de préemption pour l'achat des terrains en surplus. Mais ce texte est encore trop

radical. A la fin de 1982, le Conseil de surveillance le rejette, estimant qu'il est contraire aux principes fondamentaux de l'Islam et qu'il porte atteinte au droit à la propriété.

Le double jeu du régime qui, d'une part, défend âprement les possédants et d'autre part, prétend satisfaire les paysans a engendré scepticisme et désillusions. En raison de cette indécision, les principales questions de la société rurale restent en suspens et l'on ne voit pas comment le gouvernement pourra tenir son pari — assurer l'autosuffisance alimentaire, accroître la production agricole et inciter le retour des migrants à la campagne — s'il ne se résout pas à déterminer le statut de la terre.

Les femmes et le nouvel ordre moral

Les femmes sont les premières victimes de l'islamisation de la société iranienne[15]. Soumises à une longue tradition d'oppression et de discrimination sexuelle, maintenues constamment à l'écart de la vie sociale, elles subissent, depuis la chute du régime impérial, le joug d'un ordre moral encore plus humiliant.

Leur rôle dans la révolution a été considérable. Rares sont les mouvements révolutionnaires dans le tiers-monde auxquels autant de femmes ont participé. Vingt pour cent des prisonniers politiques du Chah étaient des femmes. Nombre d'entre elles ont pris directement part à la lutte armée, ont été torturées et exécutées. Au moment des révoltes populaires, leur présence massive dans les manifestations de rue et les rassemblements de foule a impressionné le monde entier. Souvent en tête du cortège, vêtues du *tchâdor* noir, avec un enfant dans les bras — peut-être pour dissuader les soldats du Chah de tirer —, elles ont laissé d'innombrables victimes — plus de 700 au cours du seul Vendredi Noir.

Lors des journées insurrectionnelles de Téhéran, bien qu'elles aient été à l'arrière-scène des combats de rue — tâche confiée aux hommes —, leur rôle a été particulièrement actif : elles ont construit les barricades, ramassé et soigné les blessés, transporté armes et munitions, établi des liaisons entre les combattants.

Durant toute la période des révoltes contre l'appareil monarchique, les femmes ont porté le *tchâdor*[16], symbole de l'identité nationale, moyen de lutte contre la domination culturelle de l'Occident et une fausse « modernisation ». Mais après la révolution, le *tchâdor* n'a pas tardé à devenir un instrument de répression.

Peu après la chute du Chah, les déclarations de quelques grands ayatollahs ont de quoi préoccuper les Iraniennes. Leurs propos visent implicitement à accentuer l'inégalité des droits au sein de la famille et à encourager la discrimination sexuelle. Le 7 mars 1979, à peine un mois après avoir accédé au pouvoir, Khomeiny décrète que le port du voile est obligatoire. Au même moment, le gouvernement Bazargan impose aux femmes fonctionnaires de se « couvrir » lorsqu'elles se présentent au travail. Ces décisions provoquent aussitôt un tollé général. Pendant cinq jours, du 8 au 12 mars, plusieurs milliers de femmes descendent dans la rue à Téhéran, Tabriz, Ispahan et dans d'autres villes pour protester contre l'obligation de porter le voile et revendiquer leurs droits sociaux, économiques et politiques. En peu de temps, plusieurs organisations féminines — certes liées pour la plupart aux divers partis et mouvement politiques — se font jour : Ligue des femmes iraniennes (Front National), Union nationale des femmes (groupements de gauche), Union démocratique des femmes (Parti Toudeh), Réveil des femmes (tendance maoïste).

Les soudaines protestations des femmes sont présentées par les autorités islamiques comme une provocation des partisans de l'ancien régime et des savakis. Les manifestantes sont conspuées, bousculées, molestées par des groupes organisés de *hezbollahi*, armés de couteaux et de bâtons, aux cris de *« Yâ rousari, yâ tousari »* (le foulard ou la raclée).

Cependant, l'ampleur de la contestation et de la colère des femmes fait reculer le régime et contraint les religieux à différer temporairement leur projet : le port du voile ne saurait être *« imposé »* mais *« conseillé »*. Khomeiny déclare alors qu'il s'agit d'un *« devoir islamique »* et *« non d'un ordre »*. Par la suite, la guerre des tendances, la dégradation du climat politique, la crise sociale et les révoltes des minorités ethniques relèguent le problème des femmes au second plan.

L'ascension du clergé au sein de l'Etat, au détriment de la bourgeoisie libérale, permet aux mollahs de revenir en force sur la question du *tchâdor*. Le port du voile, qui était *« conseillé »* en mars 1979, devient impératif en juillet 1980 pour toutes les femmes employées dans les établissements et les administrations d'Etat et, en avril 1983, pour toutes les femmes dans les lieux publics, quelles que soient leur religion et leur nationalité. Une circulaire du Conseil suprême de justice, datée du 15 avril 1983, stipule que toute personne vêtue de façon non conforme aux règles imposées et prise en flagrant délit devra être jugée devant un tribunal pénal et sera passible d'une peine d'un mois à un an de prison[17].

Le mouvement des femmes ne peut résister aux offensives ultérieures des religieux et s'épuise rapidement. L'absence d'organisations indépendantes de femmes, défendant spécifiquement la cause féminine, subordonne leur lutte aux partis et aux instances politiques. C'est pourquoi, autant que les contradictions s'accroissent dans le milieu politique, le mouvement des femmes se divise et se désagrège. Certains groupes de gauche (le parti Toudeh par exemple), soucieux de ne pas gêner le nouveau régime, se désolidarisent très tôt du mouvement de contestation, le considérant inopportun dans le climat de confusion post-révolutionnaire que connaît alors l'Iran. D'autres pensent que le problème des femmes a une importance secondaire en comparaison des multiples excès du pouvoir islamique, qui rendent impossible tout projet démocratique. Ils préfèrent choisir d'autres terrains de lutte contre l'arbitraire des mollahs.

En attendant, les voiles assombrissent les rues et les libertés des femmes, comme toutes les libertés, sont anéanties pour longtemps.

Tchâdor et milieu social

L'usage du *tchâdor* est lié, peut-être, à la sédentarisation — la population nomade iranienne ne le porte pas — mais surtout à l'urbanisation et au développement de la vie marchande. Il est essentiellement un signe du milieu urbain. La majorité des femmes paysannes portent un simple fichu qui ne cache pas entièrement les cheveux et a peu de signification religieuse. Le *tchâdor* est une entrave à la vie professionnelle et à l'activité des femmes rurales. Les travaux des champs, l'élevage du bétail, exigent une certaine liberté du corps et des membres, incompatible avec le port permanent d'un voile. Il n'est pas impossible que dans une société fortement patriarcale, le mercantilisme urbain ait transformé la femme en une valeur d'échange qui assure la circulation des biens et ait nourri la hantise de cacher les femmes et l'obsession de protéger leur virginité et leur « honneur ».

La politique de « modernisation » entreprise par les Pahlavi a affecté partiellement, d'une part, sur le plan économique, le système de commerce classique, d'autre part, sur le plan social, le mode de vie traditionnel.

L'intégration des femmes à l'activité sociale a donné naissance à une nouvelle couche de la population féminine, en partie débarrassée des entraves ancestrales : ces femmes sortent sans se voiler, ont un métier et choisissent l'homme avec qui elles veulent partager leur vie.

L'apparition de cette nouvelle catégorie de femmes « modernisées », *« bi-tchâdor »* (qui ne portent pas de voile) n'a pas été la conséquence d'une évolution progressive de la société iranienne mais a plutôt été provoquée à l'instigation de Reza Chah qui, en 1935, en quête d'une classe d'appui

et pour défendre la nouvelle bourgeoisie, avait entrepris une émancipation forcée des femmes. La police avait alors reçu pour consigne d'arrêter les femmes voilées et de déchirer les *tchâdors* dans la rue.

Mais cette émancipation apparente n'a pas pu réellement libérer les femmes iraniennes et n'a pas bouleversé en profondeur les traditions. Les femmes « modernes » sont minoritaires et appartiennent, pour la plupart, à la nouvelle classe moyenne. L'accès à l'éducation a favorisé également l'intégration d'une partie des femmes de la petite bourgeoisie aux activités professionnelles : secrétariat, banques, télécommunications, agents techniques dans les bureaux. Mais ces dernières vivent une contradiction déchirante : appartenant à une famille traditionnelle, elles sont contraintes de s'adapter au mode de vie moderne. Elles portent le *tchâdor* lorsqu'elles sont en contact avec leur entourage familial et sont obligées de l'abandonner au travail.

En fait, la participation féminine à la vie sociale demeure faible. Seulement 8 % des femmes sont actives, contre 48 % des hommes (à titre de comparaison, ces chiffres sont pour la France de 32 et 54 %). Elles constituent 13,8 % de l'ensemble de la force de travail (recensement de novembre 1976). Dans les villes, la plupart des femmes sont engagées dans le tertiaire : service public, enseignement, santé, etc... La réserve pléthorique de main-d'œuvre masculine déversée par les campagnes a limité l'emploi des femmes dans les secteurs industriels.

Par conséquent, une large proportion d'entre elles restent en dehors de la vie sociale, reproduisent les coutumes et les mœurs ancestrales et nourrissent l'idéal de la famille traditionnelle. Elles ne sont pas conscientes de leur exploitation et ne se sentent pas opprimées. Fières d'être de bonnes mères pour leurs enfants, des épouses dévouées et obéissantes pour leurs maris, elles ne sortent pas sans se voiler.

Cependant, toutes les femmes qui ont participé activement à la révolution et ont porté le *tchâdor* ne proviennent pas d'un seul milieu social. Au moment du soulèvement

populaire contre le Chah, le *tchâdor* a dissimulé les contradictions de classe. Les vraies « *tchâdori* », qui étaient présentes en masse dans les manifestations religieuses et les cérémonies de deuil, appartiennent, elles-mêmes, à des classes sociales très variées et proviennent de toutes les couches du monde traditionnel : aussi bien de la bourgeoisie traditionnelle (femmes de grands bazaris ou de religieux), de la petite bourgeoisie (femmes de boutiquiers et de petits fonctionnaires), que du sous-prolétariat (femmes pauvres du sud de Téhéran). Imprégnées par l'idéologie islamique, elles tentent de conserver l'héritage du passé et rejettent le mode de vie moderne et la culture occidentale. Elles considèrent l'« occidentalisation » de la société comme un signe de dégradation qui met en péril les valeurs suprêmes auxquelles elles sont attachées. Les autres, celles qui ne mettent pas, habituellement, de *tchâdor* et appartiennent à la classe moyenne et à la bourgeoisie libérale, ont accepté de porter, momentanément, le voile au moment de la lutte contre le Chah pour se solidariser avec les révoltes populaires et afficher leur commune hostilité envers le régime.

Après la chute du Chah, les contradictions éclatent au grand jour. Pour la plupart des femmes socialement actives, l'obligation de porter le *tchâdor* représente la première étape d'un projet politique qui tend à écarter les femmes de la vie publique et à renforcer l'inégalité entre les sexes, déjà flagrante en Iran. C'est pourquoi le mouvement contestataire des femmes a été largement appuyé par une partie non négligeable de la population féminine.

Il est vrai que les manifestations ont été initiées par la classe moyenne, s'inspirant des mouvements de libération des femmes en Occident. Cependant, elles regroupaient une bonne partie des étudiantes, des lycéennes, des employées et des petits fonctionnaires qui n'appartenaient pas nécessairement à cette classe.

La pensée du clergé sur la question du voile repose sur des préjugés particulièrement sexistes. Pour le clergé, la

femme est à l'origine de tous les maux de la société. Elle attise les passions, elle est un instrument de perversion, une source de péché, et propage le désordre dans les esprits. L'homme est, pour sa part, vulnérable, facile à corrompre et à détourner du droit chemin. Aux yeux des religieux conservateurs, la femme est ainsi conçue comme un danger potentiel, qui dégrade les mœurs et provoque des déviations sociales. Pour protéger la société des désirs coupables que déclenche cet être de séduction, cet objet de convoitise, il faut la cacher des regards malsains. «*La femme doit cacher son corps et sa chevelure au regard des hommes. Il est hautement recommandé qu'elle les cache même aux garçons impubères, si elle soupçonne qu'ils ont des vues luxurieuses*» (Khomeiny)[18].

Nombreux sont les *'olama* qui, soucieux d'apporter des justifications «scientifiques», sont d'avis que les cheveux des femmes émettent des radiations excitantes, qui risquent de perturber les âmes sensibles. C'est pourquoi il vaut mieux qu'elles soient couvertes lorsqu'elles communiquent avec les hommes.

Cette insistance à ne reconnaître en la femme que des caractéristiques sexuelles crée une telle culpabilité dans l'esprit public qu'elle rend impossible un contact normal et désintéressé entre les femmes et les hommes.

La condition féminine et l'idéologie islamique

L'oppression des femmes en Iran dépasse la seule obligation de porter la tenue islamique. La femme est, de longue date, victime de préjudices sociaux et économiques, amplifiés par l'arrivée du clergé au pouvoir. Le voile n'est que le symptôme apparent d'une inégalité profonde entre l'hom-

me et la femme, et l'idéologie islamique tend à maintenir et à reproduire cette inégalité.

Le Coran reconnaît, explicitement, la supériorité biologique, naturelle et sociale de l'homme sur la femme: «*Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci, et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises; elles conservent soigneusement pendant l'absence de leurs maris ce que Dieu a ordonné de conserver intact. Vous réprimanderez celles dont vous aurez à craindre l'inobéissance; vous les reléguerez dans des lits à part, vous les battrez; mais aussitôt qu'elles vous obéissent, ne leur cherchez point querelle. Dieu est élevé et grand*» (Coran, IV, Traduction Kasimirsky, Garnier Flammarion, p. 92).

L'obéissance et la dévotion sont les principaux devoirs des femmes. Elles doivent être, en permanence, à la disposition de leurs maris. Khomeiny lui-même a insisté plus que quiconque sur ce point: «*La femme qui a contracté un mariage continu n'est pas autorisée à sortir de la maison sans la permission de son mari; elle doit être à sa disposition pour chacun de ses désirs, et ne peut pas se refuser à lui sans une raison religieusement valable. Si elle lui est complètement soumise, le mari doit lui assurer sa nourriture, son habillement et son logement, qu'il en ait les moyens ou pas.*» (Khomeiny, *op. cit.*, p. 127)

La femme de la communauté islamique est gardienne d'un ensemble de valeurs conservatrices qui protègent l'unité familiale, fondement de la société traditionnelle. Sans enfants et sans mari, son existence est inconcevable. Elle est respectée pour son rôle de mère: élever des enfants est le plus noble des métiers, la tâche que la nature lui a léguée. En dehors du foyer, elle n'a aucun statut légal.

La condition féminine a connu une nette régression depuis l'avènement de la République islamique. Citons-en quelques exemples:

• **La polygamie**

L'ancien Code civil iranien, inspiré des lois islamiques, établissait depuis des décennies des droits inégaux au sein de la famille. En 1967, sous le régime impérial, une nouvelle législation, nommée « Loi de protection de la famille », cherche à réduire ces inégalités, sans toutefois les abolir. La loi islamique autorise un homme à épouser jusqu'à quatre femmes permanentes, pourvu qu'il ait les moyens matériels de les entretenir. Depuis 1967, la polygamie était restreinte à deux épouses. De plus, l'homme marié ne pouvait avoir une seconde femme sans le consentement de la première. Toute infraction était passible d'une peine de six mois à deux ans de prison.

La portée de cette loi était pourtant limitée : la condition d'une femme divorcée est particulièrement humiliante en Iran. Privée de la protection du mari, elle n'a aucun statut social reconnu. Habituée à vivre à la maison, sans qualification ni instruction suffisante, elle a peu de chances de trouver un emploi pour subvenir à ses besoins. La pension alimentaire qui lui est versée après le divorce est limitée, en principe, à cent jours ou, si la femme est enceinte, elle lui est allouée jusqu'à la fin de sa grossesse. La possibilité de se remarier est faible. Rares sont les hommes qui aiment les femmes divorcées. Dans la plupart des cas, la seule solution pour survivre est de retourner habiter chez les parents. Vu cette situation, la femme préférait, souvent, céder au désir du mari et consentir à ce qu'il prenne une seconde épouse, plutôt que de perdre son statut de femme mariée.

L'abrogation de la loi de protection de la famille par le régime islamique annule toute restriction de la polygamie. De même, le mariage temporaire, ou «*sigheh* » (sorte de concubinage) est encouragé[19]. Le mariage temporaire est une forme institutionnalisée et légalisée de la prostitution, laquelle est sévèrement prohibée par le pouvoir islamique. La durée en est limitée. Il n'y a pas d'obligation alimentaire de la part de l'époux, ni de question d'héritage. Une fois le délai expiré, l'homme et la femme se séparent sans forma-

lité légale. La femme est ainsi abandonnée à son sort, sans protection, à la recherche d'un nouveau client.

• L'âge du mariage

Il était fixé par le Code civil à 14 ans pour les filles, relevé à 16 ans en 1967. A la fin des années 1970, plus de 45% des filles âgées de 15 à 19 ans étaient mariées (contre 5% en France). Après la révolution, l'âge du mariage est fixé, conformément aux règles islamiques à 9 ans. Khomeiny lui-même a vivement conseillé de marier les filles le plus tôt possible : *« Il est hautement recommandé de se hâter de marier sa fille pubère. Un des bonheurs de l'homme consiste à ce que sa fille n'ait pas ses premières règles dans la maison paternelle, mais dans celle de son mari »* (Khomeiny, *op. cit.*, p. 135).

L'abaissement de l'âge du mariage compromet, à coup sûr, l'éducation des filles, qui était déjà assez négligée en Iran (80% des femmes ne savent ni lire ni écrire), et, bien sûr, encourage leur aliénation précoce à une condition d'existence dont elles auront peu de chance de sortir par la suite.

• Le divorce

Avant 1967, la femme ne pouvait prendre l'initiative de divorcer, sauf si le mari était atteint d'une maladie mentale ou d'une affection contagieuse grave. La loi de protection familiale donne le droit à la femme d'engager le divorce sous certaines conditions — tandis que l'homme conserve le droit de se séparer de sa femme sans justification aucune.

La femme pouvait demander le divorce dans les cas suivants :

— abandon par le mari du domicile conjugal ;
— refus ou incapacité de l'homme d'entretenir sa femme ;
— conduite irrespectueuse ou intolérable de l'époux ;

— stérilité ou impuissance sexuelle du mari due à une anomalie physique ;
— maladie incurable de l'époux si la vie commune présente un danger pour la femme ;
— non respect, par le mari, d'une décision de justice lui interdisant de s'engager dans une activité qui nuit aux biens de la famille et à l'honneur de son épouse ;
— mariage avec une seconde femme sans le consentement de la première ;
— condamnation du mari à une peine de prison de plus de cinq ans ;
— consentement mutuel.

Pour obtenir le divorce, la femme, aussi bien d'ailleurs que l'homme, devait s'adresser à la justice qui, avant de ratifier une décision finale, entamait une tentative de réconciliation. En cas d'échec de cette tentative, la Cour prononçait le divorce si la demande avait été faite par l'homme. Mais si la requête était effectuée par la femme, la justice ne pouvait prononcer un divorce effectif : elle adressait une sommation au mari, l'obligeant à demander lui-même le divorce, dont il gardait le droit absolu.

Cette loi de protection de la famille avait, à l'époque, provoqué la colère de l'ayatollah Khomeiny. Ainsi, il écrivait : *« La loi, dite de protection de la famille, en vigueur depuis quelque temps en Iran, est radicalement opposée à l'esprit islamique. Elle a été votée par les deux Chambres illégales, et toute femme qui, au terme de cette loi, a pu obtenir le divorce est considérée comme étant toujours mariée. Tout mariage ultérieur est un acte d'adultère. Celui qui l'épouse commet à son tour l'adultère et doit être puni selon les règlements islamiques. Les enfants nés de ces unions sont illégitimes et n'ont aucun droit d'héritage. Cela vaut dans n'importe quel cas où le tribunal a accordé à la femme le droit de divorcer contre la volonté du mari. »* (Khomeiny, *op. cit.*, p. 37-38)

Dès son arrivée au pouvoir, Khomeiny s'empresse d'enlever aux femmes ce droit — limité — au divorce, qu'on leur avait accordé depuis peu de temps.

• Le droit de garde des enfants

La garde des enfants est strictement laissée à la charge du mari. L'homme est jugé seul capable d'assurer la sécurité et l'entretien des enfants. Bien qu'accentuée par l'idéologie islamique, cette notion était déjà courante avant la révolution. Le Code civil donnait le droit à la femme de prendre en charge ses enfants, après le divorce, jusqu'à l'âge de deux ans pour les garçons et de sept ans pour les filles.

La nouvelle règle islamique n'autorise pas les femmes à garder leurs enfants, sauf s'ils sont encore nourrissons. Une fois cette période passée, les enfants doivent être confiés au père. En cas de décès du mari, ils sont élevés par leurs grands-parents paternels. Ainsi, bien que la seule fonction que la société reconnaisse aux femmes soit d'être de bonnes mères, elles n'ont aucun droit de prendre en charge leurs propres enfants.

• L'héritage

Les conditions d'héritage en Iran ont toujours été inégalitaires. La part des fils est deux fois plus élevée que celle des filles. En cas de décès du mari, la femme hérite d'un huitième de sa fortune, le reste revenant aux enfants, alors que, dans le cas contraire, l'homme reçoit un quart des biens de sa femme. Lorsqu'il n'y a pas d'enfants ou de petits-enfants, la femme hérite d'un quart des biens de son mari, l'époux, quant à lui, touche la moitié de la richesse de sa femme. Le reste va aux héritiers de second rang.

Sous le régime islamique, ces règles, n'ont, bien sûr, pas été modifiées et restent appliquées encore plus strictement qu'auparavant.

Une vie étouffante

La situation des femmes sur le marché du travail est plus qu'inquiétante. Non seulement un nombre important d'entre elles ont été suspendues de leurs fonctions : celles qui ont enfreint les consignes concernant la tenue islamique ou celles qui occupaient des postes réservés, selon les règles islamiques, spécifiquement aux hommes (par exemple la magistrature est interdite aux femmes), mais l'accès des femmes à l'emploi s'est, dans l'ensemble, nettement détérioré.

Il est vrai que la pression économique a joué et que le gouvernement islamique, en raison du taux élevé de chômage, tend à restreindre le nombre de personnes actives à une par foyer, en l'occurrence, l'homme. Néanmoins, le climat général est de dissuader le travail féminin. Les banques et les entreprises publiques refusent d'embaucher des femmes mariées. Le gouvernement recommande ouvertement aux femmes de travailler à temps partiel. Les activités « masculines » leur sont déconseillées. L'écartement des femmes des activités sociales a touché tous les secteurs, en particulier le service public, la télévision, les télécommunications, les transports, l'université. Seule, une partie des femmes appartenant à la petite bourgeoisie militante et pieuse, se situant dans le sillage des religieux conservateurs et des organes gouvernementaux, jouit de facilités professionnelles : nombre d'entre elles sont recrutées dans les services de santé, l'éducation, se sont engagées dans la « Croisade de la reconstruction » ou d'autres organisations révolutionnaires, où elles contribuent à propager l'idéal de la femme islamique.

Dans l'ensemble, les femmes ont à subir en permanence un ordre moral rigide. De sévères mesures menacent leur existence de tous les jours. Ne parlons pas des femmes lapidées pour délit sexuel ou exécutées pour prostitution. Tout un ensemble d'obligations et de règles réprime quotidiennement les femmes et accentue leur isolement. La mixité dans les écoles et les lieux publics est interdite. La femme ne peut

parler dans la rue à quelqu'un qu'elle ne connaît pas, serrer la main d'un homme, s'asseoir dans le bus à côté d'un homme autre que son mari, son fils, son frère ou son père. Elle ne peut pratiquer une activité sportive qui impose un habit « non conforme à la décence », ne peut utiliser une bicyclette. Elle est aussi privée d'activités artistiques et culturelles, ne peut ni chanter (si ce n'est des hymnes islamiques), ni danser...

Une existence opprimée et soumise, isolée et barricadée, submergée par des contraintes sociales écrasantes, tel est le sort des femmes dans l'Iran islamique.

NOUVELLE ERE DE PRAGMATISME

En dépit de ses objectifs de départ, le nouveau régime n'a pas pu faire obstacle à la domination économique de l'Occident en Iran. Bien que la lutte contre les intérêts occidentaux ait été l'un des éléments moteurs de la révolution iranienne, ceux-ci ne semblent pas avoir été réellement affectés. La pression du « monde libre », cherchant à tout prix à sauver une source indéniable de richesses et un territoire de haute importance stratégique, et le désarroi des nouveaux dirigeants, incapables d'endiguer une crise économique et sociale qui s'approfondit, ont favorisé la reconduction des structures du passé et la réarticulation de l'Iran sur le marché capitaliste.

La véhémence dont font preuve les autorités islamiques envers les pays occidentaux, en particulier envers les Etats-Unis, est purement verbale et, en réalité, les anciens rapports de dépendance n'ont pas été rompus. Il est vrai que le principe *« ni Est, ni Ouest »* prôné par l'imam Khomeiny ne s'applique qu'au domaine politique et ne concerne ni le commerce ni les échanges économiques.

L'élargissement du secteur public — nationalisation des banques le 8 juin 1979, des assurances le 25 juin, des secteurs industriels (chaînes de montage automobiles, mines, industrie alimentaire) en juillet 1979, de l'industrie pharmaceutique en juillet 1980, etc. — a renforcé la bureaucratie islamique et a jeté les bases d'un capitalisme d'Etat. Mais celui-ci, malgré ses intentions radicales, tolère le secteur privé, auquel il s'associe, et ne songe pas dans l'immédiat à remédier aux distorsions de l'économie nationale.

La poursuite de la guerre et l'effritement de son assise populaire ont poussé le régime à se convertir au « réalisme ». Dès 1982, il annonçait la fin de l'ère révolutionnaire, adoptait des mesures de « libéralisation » économique et décidait d'accélérer le rythme de ses importations pour faire face efficacement à la pénurie.

Le gonflement de la population urbaine et la stagnation de l'agriculture vivrière ont multiplié les besoins alimentaires (riz, blé, etc.). La prédominance des industries de montage et d'assemblage pousse à des demandes constantes de biens intermédiaires et de produits semi-finis. Le conflit avec l'Irak requiert de coûteux achats d'armements et d'équipements militaires. Or, cette inflation d'importations assujettit plus fortement le gouvernement au secteur pétrolier. L'Etat compte essentiellement sur les rentes du pétrole pour équilibrer son budget. Aussi est-il obligé d'exporter de plus en plus ce pétrole pour être en mesure de se procurer les produits dont il a un besoin urgent.

Quelles raisons économiques structurelles ont amené ce retour de l'Iran vers l'Occident et favorisé la reproduction de la dépendance ?

La langueur de l'économie nationale

La désorganisation des secteurs industriels, engendrée par la révolution, et la faiblesse de la production intérieure, due en particulier à la domination néo-coloniale qui pèse sur l'économie du pays, semblent persister, faute d'une orientation cohérente de la politique économique du nouveau régime.

L'extension de l'appareil bureaucratique islamique et les blocages institutionnels font gravement obstacle aux démarches gouvernementales. En outre, la destruction des infrastructures industrielles et pétrolières, ainsi que les dépenses militaires induites par le conflit avec l'Irak absorbent une large partie du budget de l'Etat. Des tâches qui lui paraissent dans l'immédiat plus urgentes mobilisent tous ses efforts, tandis que les mesures fondamentales que réclame le redressement de l'économie nationale sont reportées à plus tard.

Ainsi, cinq ans après la révolution, aucun indice significatif ne témoigne d'une remise en marche de l'appareil productif. Le redémarrage de l'industrie et la reconversion des secteurs traditionnels sont loin d'être obtenus — contrairement à ce que laisse entendre la propagande des nouveaux dirigeants. Ceux-ci ont tendance à mettre en avant les performances du PNB pour vanter leur réussite, alors que dans un pays monoproducteur, où le pétrole constitue en l'occurrence une part importante du produit national, cela n'indique en rien une reprise de la croissance, mais reflète surtout les variations de la production dans le seul secteur pétrolier.

En 1982-1983 (l'année iranienne débute le 21 mars et se termine le 20 mars de l'année suivante), pour la première fois depuis la révolution, les statistiques de la Banque centrale révèlent une amélioration «réelle» de la production, en hausse de 2,2%. La valeur ajoutée de l'industrie marque

une progression de 1,5%[1]. Même si l'on n'émet aucune réserve sur la crédibilité de ces chiffres, on remarque qu'ils coïncident parfaitement avec le doublement des exportations pétrolières depuis mai-juin 1982. En effet, ces exportations ont rapidement amélioré les recettes de l'Etat, ce qui a permis d'accroître substantiellement les importations et a provoqué une certaine fébrilité, surtout dans l'industrie d'assemblage et de montage (automobiles, appareils électroménagers, etc...), hautement dépendante en produits semi-finis, dont le volume a doublé depuis cette date.

Une industrie chancelante

Au lendemain de la révolution, l'industrie ne fonctionne qu'à 50% de sa capacité. La perturbation des activités industrielles conduit le gouvernement Bazargan à élargir les nationalisations non seulement à l'ensemble de l'industrie lourde (une grande partie était déjà sous le contrôle de l'Etat, comme le pétrole, le gaz, la sidérurgie et le cuivre), mais également à d'autres secteurs de production qui se trouvaient en difficulté. Quelque cinq cents sociétés et complexes industriels qui, pour des raisons diverses (faillite financière, dettes, statuts imprécis, fuite de leurs propriétaires), avaient cessé de fonctionner, tombent sous l'emprise d'un organisme étatique : *Sâzmân-e Sanâye-e Melli.*

Cependant, la pénurie de cadres spécialisés, surtout dans les branches lourdes, le manque de matières premières et de pièces de rechange, l'effervescence dans le milieu ouvrier, l'absence de directives au sein des entreprises entretiennent le désordre et la stagnation.

Alors que l'appareil productif, surtout le secteur moderne, est dépendant à 75% des produits achetés aux pays occidentaux, les importations destinées à l'industrie sont restées limitées tout au long des trois premières années de la période post-révolutionnaire. En effet, les contentieux avec les compagnies étrangères dont les filiales ont été nationalisées, les longs délais de règlement et l'obligation de

payer comptant ont au départ ralenti le flux des importations.

Par la suite, les sanctions des pays occidentaux de mai 1980 à janvier 1981 — même si elles n'ont été que relativement appliquées — et la pénurie de devises en 1981-1982 ont fait chuter à 30% la part des biens industriels et d'équipement dans l'ensemble des importations, au profit des produits de consommation courante, surtout alimentaires, et de l'armement.

Le conflit avec l'Irak a gravement compromis le rétablissement de l'industrie et a causé de multiples dégâts dans l'infrastructure économique. Après la destruction de la raffinerie d'Abadan, le manque d'électricité et d'énergie a pesé lourdement sur le niveau de la production. De même, une partie appréciable des nouvelles unités industrielles (chimie, pétrochimie, métallurgie), proches des zones de confrontation, ont été touchées.

Le gouvernement s'efforce, il est vrai, de promouvoir le développement du pays : théoriquement, les sommes destinées à cet effet sont considérables et représentent 30 à 35% du budget de l'Etat (14 milliards de dollars en 1983-1984 et 15,2 milliards de dollars en 1984-1985). Mais lorsqu'elles ne sont pas en réalité détournées au profit de la guerre et des achats d'armement, elles sont consacrées à des secteurs bien précis, en particulier à l'industrie lourde, et à la prise en charge des projets entrepris sous le régime impérial, alors même que les industries locales et artisanales, faute de crédits et de soutien, sont acculées à la faillite sur un marché saturé de produits étrangers.

La dépendance alimentaire

La situation de l'agriculture est encore plus préoccupante, en raison de la très forte dépendance alimentaire du pays. L'agriculture mobilise 35% de la force de travail, mais sa part dans le PIB ne dépasse pas 10 %. Alors que l'Iran était autosuffisant pour ses besoins alimentaires dans les

années 1960, la ruine de la paysannerie et l'abandon des zones rurales l'ont contraint à faire de plus en plus appel à l'extérieur.

A la fin du règne du Chah, l'Iran importait déjà un large éventail de denrées. Un an après la révolution, la valeur moyenne des importations alimentaires était en hausse de 47,2% par rapport à l'année 1978-1979[2]. Par la suite, les nouveaux dirigeants n'ont pas réussi à freiner la détérioration de la production agricole. Une grande partie des produits de base consommés par les Iraniens doivent encore être importés (20 à 30% du blé, 45 à 50% du riz, 70% des substances protéiques, de la viande et de l'huile végétale, 40% du sucre).

Les achats de blé (le blé assure 75% de l'apport énergétique de la population) étaient de l'ordre de 500.000 tonnes avant le changement de régime ; en 1979-1980, ils avaient doublé et, un an plus tard, ils atteignaient 2 millions de tonnes[3]. En 1982-1983, la production de sucre était, selon les données officielles, d'environ 712.000 tonnes, quantité insuffisante pour répondre à une demande annuelle de 1,2 million de tonnes. En 1983, le gouvernement a donc dû acheter 414.000 tonnes de sucre, principalement à la Turquie, au Pakistan et au Nicaragua[4]. En 1979-1980, le volume total des importations de viande s'élevait à 125.000 tonnes[5] : en 1983, l'Iran en importait environ 250.000 tonnes, dont 120.000 en provenance de la Nouvelle-Zélande.

Certes, les statistiques gouvernementales montrent depuis 1982 une certaine amélioration de la culture vivrière, mais à un rythme encore trop faible pour compenser une demande qui grimpe de 10 à 15% par an, en raison d'une forte croissance démographique et de l'augmentation de la consommation populaire. La valeur des commandes alimentaires est passée de deux milliards de dollars en 1980, à cinq ou six milliards en 1981-1982, soit la moitié du montant total des importations.

L'insuffisance de la production agricole a des causes structurelles : techniques de culture archaïques, mauvaise irrigation, pénurie d'engrais. Mais beaucoup d'entraves

sont également dues à la conjoncture économique : depuis deux décennies, l'instabilité des prix et la faiblesse de la rentabilité agricole ont dissuadé les paysans d'investir dans la terre. Sur 50 millions d'hectares de terres cultivables, seulement 36 % sont utilisés.

Sans doute, l'Etat islamique fait de louables efforts dans ce domaine. L'élévation relative des prix et la revalorisation des produits agricoles — quoique limitées par la crainte des effets pervers de l'inflation — ont eu des conséquences positives sur la production. Ainsi, en 1982-1983, les achats directs de céréales effectués par le gouvernement auprès des producteurs locaux ont connu une augmentation de 20 à 25 % par rapport à l'année précédente (chiffres officiels). Diverses mesures d'encouragement ont été adoptées. Les crédits alloués aux petits producteurs ont été généralisés. Des bonus en nature (thé, sucre, riz, blé) et des aides multiples ont été prévues pour soutenir les agriculteurs. Mais ces aides ont servi dans bon nombre de cas plutôt à compenser le manque de ressources des paysans et à rembourser leurs dettes qu'à améliorer la production.

L'attentisme et l'indécision du régime qui, comme nous l'avons vu, hésite à mettre en œuvre une réforme agraire et à déterminer le statut de la terre ne sont pas de nature à faire progresser le secteur agricole et à le rendre capable d'absorber l'abondant surplus de main-d'œuvre non qualifiée qui se masse dans les régions urbaines.

La vie chère

La chute de la production industrielle et agricole maintient de façon constante des poussées inflationnistes que les autorités ont beaucoup de mal à contenir. Les recettes pétrolières, faiblement absorbées par les secteurs productifs, demeurent en grande partie dans les sphères de la consommation immédiate. La redistribution des revenus sous

forme de revalorisation des bas salaires, d'aides et de subventions aux déshérités, a accru la demande, sans que la productivité locale progresse au même rythme; d'où un considérable renchérissement du coût de la vie.

D'après l'Organisation du Plan et du Budget, l'inflation était de 22,8% en 1981-1982 et de 19,2% en 1982-1983[6]. Officiellement, l'indice des prix à la consommation (1977-1978 = 100) est passé de 176,2 en 1978-1979, à 355,2 en 1982-1983, soit une augmentaion de 100%[7]. Cette augmentation est encore plus forte pour les produits alimentaires, qui ont progressé de 190% durant la même période[8].

Mais ces données, bien qu'elles soient déjà révélatrices, ne prennent pas en considération un marché noir très actif et sont calculées à partir des prix officiels de biens qui sont en partie rationnés et qu'on trouve sur le marché parallèle 4 à 5 fois plus chers (5 fois pour la viande, 3 à 7 fois pour le riz, 3 fois pour l'huile végétale, etc.). En réalité, l'inflation est de 40 à 50% par an et cela sans compter la chute du rial depuis la révolution, qui rend les produits importés encore plus onéreux.

L'augmentation du coût de la vie touche la population de façon inégale et les timides efforts du gouvernement pour protéger les couches défavorisées n'ont eu jusqu'à présent que des résultats limités. En principe, le secteur alimentaire est contrôlé par l'Etat. Des organismes gouvernementaux ont la charge de ramasser, de distribuer et de commercialiser les denrées, dont le rationnement depuis le début de la guerre avec l'Irak en septembre 1980 a été plutôt bénéfique pour la masse des démunis. Si les prix n'étaient certes pas à la portée de tous et si les réseaux de distribution des mosquées n'étaient pas toujours exempts de corruption et de détournements, cette mesure a néanmoins garanti à la population pauvre la possibilité de se procurer un minimum de produits de base auxquels elle n'aurait pas pu avoir accès autrement.

L'Etat cherche à maintenir artificiellement la stabilité des prix et à réduire les taxes à la consommation, sans cepen-

dant se donner les moyens adéquats de lutter contre l'inflation. Les réserves du gouvernement en denrées dont les prix sont indexés sont souvent insuffisantes pour qu'il les écoule à temps sur le marché et évite ainsi la spéculation. Il est donc constamment forcé de se tourner vers des pays fournisseurs. Ainsi, le recours aux importations crée épisodiquement une abondance fictive, sans permettre réellement de déjouer les tentatives de spéculation.

L'impuissance de l'équipe dirigeante à empêcher la flambée des prix la contraint parfois à des décisions maladroites et contradictoires, dont les résultats vont à l'inverse du but espéré. En juillet 1983, elle abandonnait le contrôle de la distribution du riz et mettait fin à son rationnement ; au bout de quelques jours, cette denrée avait complètement disparu du marché et son prix était passé de 100 rials le kilo lorsqu'il était rationné, à 700 rials (8,2 dollars). Le gouvernement dut alors commander d'urgence une quantité considérable de riz à l'étranger[9].

La pénurie artificielle, le stockage illicite et la multiplication des intermédiaires nourrissent en permanence le marché parallèle. Au cercle d'affairistes de l'époque impériale s'est substituée une caste de commerçants traditionalistes et de bazaris, tout aussi avides de profit, qui ont fait de l'import-export une activité des plus lucratives.

Le projet de loi sur la nationalisation du commerce extérieur a été invalidé par deux fois, à la fin de 1981 et en juin 1982, par le Conseil de surveillance. Le 22 avril 1984, le Parlement a adopté un nouveau texte, qui faisait de larges concessions au secteur privé. Bien qu'une partie importante des secteurs économiques, les banques, les assurances et 70% des industries aient été nationalisées, le circuit commercial est demeuré presque intact. En fait, la commercialisation de certaines gammes de produits, en particulier des denrées alimentaires et des biens d'équipement, est du domaine de l'Etat depuis l'époque du régime impérial. Pour les autres produits importés, il existe des centres de contrôle administratifs qui étudient les demandes des importateurs privés avant l'ouverture des lettres de crédit. Ces centres

supervisent l'approvisionnement en métaux, textiles, bois, papier, équipement électrique, produits chimiques, matières plastiques, matériel de construction, etc., et fixent le prix des produits importés avec une marge de 7 à 20 %. Mais ils ne s'occupent ni de leur commercialisation ni de leur distribution, qui sont entièrement aux mains du secteur privé. Ainsi, le pouvoir de contrôle de ces centres est très limité : n'étant pas eux-mêmes importateurs, ils ne peuvent régulariser le marché ni peser sur les prix.

Le refus des dirigeants de prendre en charge la totalité des achats en provenance de l'extérieur a créé une hypertrophie du commerce, seul domaine économique en rapide expansion, qui concentre une grande partie des capitaux disponibles. Ces capitaux nouvellement formés restent dans les sphères improductives et se dirigent de préférence vers des transactions spéculatives immédiatement rentables.

Pour s'opposer aux *« spéculateurs »* et dénoncer les *« crimes économiques »*, les autorités ont décidé de lancer une campagne retentissante. Des mesures particulièrement répressives ont été prises contre les trafics illicites. Si des grossistes et des commerçants stockent illégalement des produits durant plus de 30 jours, ou bien si des fournisseurs dissimulent leurs marchandises et ne délivrent pas de matières premières aux établissements demandeurs, ils sont considérés comme des traîtres à la République islamique et sont passibles de la peine de mort[10].

Cependant, la réaction du gouvernement envers les bazaris et les grands commerçants est mitigée. Evitant toute confrontation avec le Bazar, il s'efforce de faire comprendre qu'il ne saurait confondre les bazaris avec les *« profiteurs malhonnêtes »* et les quelques marchands isolés qui, pour des *« raisons politiques »*, perturbent le marché. Par ailleurs, il cherche à persuader les bazaris que le contrôle des prix et la multiplication des coopératives de distribution ne sont nullement une atteinte à la liberté des commerçants.

La tension sociale

La langueur de la situation économique, la dépression de l'activité industrielle et la détérioration du niveau de vie ont des répercussions sociales profondes : les inégalités s'aggravent. Les déshérités, dont seule une minorité bénéficie d'aides et de soutiens conjoncturels de l'Etat, doutent de voir leur condition s'améliorer d'ici longtemps.

Le chômage touche 30 à 35% de la population active. Selon une enquête effectuée par le ministère du Travail en 1982, environ 1,4 million de personnes dans les zones urbaines et plus d'un million dans les campagnes sont privées d'emploi[11]. Ces chiffres, vraisemblablement sous-estimés, ne prennent pas non plus en considération les deux millions de réfugiés de guerre qui ont fui leur foyer pour aller vivre dans des camps provisoires, en bordure des grandes villes du centre, ni le million et demi d'immigrés afghans qui ont alourdi le marché du travail depuis l'intervention soviétique en Afghanistan en décembre 1979. Le nombre des réfugiés afghans va d'ailleurs croissant en raison de la difficulté de contrôler les frontières de l'Est, cela malgré les initiatives prises par le gouvernement pour faciliter la surveillance, comme par exemple, depuis 1983, la délivrance d'une carte d'identité pour ces migrants et l'établissement d'un fichier centralisé.

La perspective du chômage demeure d'autant plus préoccupante qu'il n'a été établi aucun projet public cohérent pour y remédier. Le plan quinquennal du gouvernement (1983-1988) prévoit la création de 2,4 millions d'emplois d'ici la fin des années 80, alors que dans le même temps, selon les estimations officielles, la population passera de 40 à 55 millions et que la force de travail potentielle comptera 4,1 millions d'individus supplémentaires.

La migration vers les centres urbains, quoique ralentie, n'a pas totalement cessé. La population de Téhéran a doublé depuis 1979 : à la fin de 1983, elle était estimée à 8 millions d'habitants. Le développement des équipe-

ments sociaux ne suit pas la croissance des villes. Les écoles, les centres de santé sont insuffisants, les services publics défaillants. De mauvaises conditions d'hygiène engendrent la prolifération des maladies infectieuses. L'électricité et l'eau courante manquent. Les autorités feignent d'être dans l'immédiat très préoccupées par les zones rurales et le développement dans les campagnes, tandis qu'elles laissent la situation des villes se dégrader. Les pannes d'électricité et les arrêts dans la distribution d'eau courante y sont fréquents. En juillet 1983, une coupure d'eau a provoqué des protestations de rue dans les quartiers d'Afsarieh à Téhéran, rapidement étouffées par les forces de l'ordre.

La crise du logement est l'un des problèmes fondamentaux de la vie urbaine. Le ralentissement de la construction, l'augmentation du coût des matières premières — métaux, ciment, brique —, en hausse de 50 à 100% depuis 1981, ont de nouveau alourdi le montant des loyers, après une courte période d'accalmie, juste après la révolution. La politique de retour à la campagne est restée jusqu'à présent sans grand effet. Les dirigeants espèrent que les bidonvilles finiront par se dépeupler spontanément et semblent avoir renoncé à l'idée de «déplacer» la population des zones pauvres pour la reloger dans des habitations plus convenables; ils craignent que les places ainsi abandonnées attirent aussitôt de nouveaux arrivants. L'entassement dans les quartiers pauvres est souvent à l'origine d'accrochages et de frictions avec la population immigrée, en particulier avec les Afghans. En décembre 1983, les habitants du sud de Téhéran ont manifesté pour protester contre l'afflux de réfugiés afghans. Les affrontements avec la police ont fait plusieurs victimes[12].

Il est évident que la propagande idéologique et l'apologie de l'austérité islamique ne peuvent répondre indéfiniment à une situation économique chancelante et que la pauvreté et la frustration, même pour des gens habitués depuis toujours à la misère, ont une limite, au-delà de laquelle elles risquent de dégénérer en violence sociale.

La crise budgétaire de l'Etat

Depuis la révolution, le gouvernement islamique subit une crise financière presque permanente qui connaît des oscillations inquiétantes. De mars 1980 à mars 1984, le déficit budgétaire de l'Etat était en moyenne de dix milliards et demi de dollars par an, soit 25% du budget total.

Les réserves de devises (déposées actuellement en majorité dans des banques britanniques) s'élevaient à 14,5 milliards de dollars en 1979[13]; elles ont baissé progressivement pour arriver à 1 milliard de dollars deux ans plus tard, à la fin de 1981. Elles ont commencé à augmenter en 1982, grâce au gonflement des exportations pétrolières; atteignant environ 9 à 10 milliards de dollars dans les premiers mois de 1983 (réserves d'or de un milliard et demi de dollars incluses). Mais selon les estimations de la Banque des Règlements Internationaux, elles sont retombées à 6,5 milliards de dollars au début de mai 1983 et continuent à régresser.

La dégradation constante du budget renvoie à des causes aussi bien endogènes qu'exogènes. Parmi les premières, viennent d'abord la guerre, l'accroissement des dépenses sociales et de développement, et la mauvaise gestion des finances publiques: les prévisions sont souvent aléatoires, révisées en hausse ou en baisse, au gré des circonstances et selon la disponibilité des avoirs du gouvernement.

Les dépenses d'armement, les efforts requis par la guerre et ses conséquences engloutissent une partie importante du budget: officiellement 5,7 milliards de dollars en 1981-1982 et 6,9 milliards en 1982-1983. Mais ces chiffres sont largement inférieurs à la réalité et la somme véritable est vraisemblablement le double. A la fin de novembre 1983, le Premier ministre iranien déclarait que sur un budget de 48 milliards de dollars destiné à l'exercice fiscal du 21 mars 1984 au 20 mars 1985, 30% seraient consacrés aux affaires relevant directement ou indirectement de la guerre

(achats d'armements et d'équipements militaires, reconstruction des zones dévastées) [14].

Les causes extérieures sont au moins d'importance égale. Parmi les principales, notons la fluctuation du prix du pétrole sur le marché international et la hausse du coût des produits importés.

La dépendance à l'égard des ressources pétrolières est d'autant plus inquiétante qu'elle limite la marge de manœuvre du gouvernement et compromet les chances de réussite de tout projet économique, en le mettant à la merci des caprices du marché du brut.

L'augmentation du prix des produits importés — plus de 70% entre 1977 et 1983 [15] — est un autre handicap pour le régime islamique. Elle mine constamment les finances de l'Etat et contraint le gouvernement à s'appuyer davantage sur les revenus pétroliers et à aligner ses décisions fondamentales en matière d'économie sur les exigences du marché extérieur.

Pas de pétrole, pas d'Etat

La part des revenus pétroliers dans les recettes de l'Etat reste aussi grande que sous le régime impérial (74% en 1976-1977 et 72% en 1979-1980, contre 80% actuellement). Les statistiques gouvernementales font état de chiffres moins élevés (50 à 60%), mais elles ne tiennent pas compte du fait que la quasi-totalité des déficits est comblée par des ventes supplémentaires de pétrole, au rabais ou sur le marché des spots. Les exportations autres que le pétrole connaissent une chute progressive depuis l'avènement du régime islamique. De 1978-1979 à 1982-1983, leur valeur a régressé de 10,9% par an au prix courant et de 28% au prix fixe. Le déficit commercial non pétrolier est passé dans le même temps de 694 à 946 milliards de rials [16].

La première crise financière, la plus grave qu'ait connue la République islamique, remonte à 1981, lorsqu'au recul

de la production pétrolière (qui passait de 3,4 à 1,3 millions de barils par jour entre 1979 et 1980) s'est ajoutée l'accélération incontrôlée des importations. Ces dernières, soit l'équivalent de 800 millions de dollars par mois en 1980, atteignaient 1,3 milliards de dollars au début de 1981[17], alors que, dans le même temps, les revenus moyens de l'Etat connaissaient une nette régression et passaient de 1.500 à 500 millions de dollars par mois[18].

Au lendemain de la révolution, la production pétrolière avait chuté brutalement (elle tombait de 6 à 3,4 millions de barils par jour). Cette baisse était en partie liée à la volonté du gouvernement libéral de préserver la richesse nationale, mais elle résultait surtout de l'impossibilité technique d'assurer la production, au départ des spécialistes étrangers et aux purges parmi les techniciens et les cadres.

Néanmoins, cette réduction de la quantité de brut exporté n'avait pas réellement affecté le gouvernement post-révolutionnaire. La hausse accélérée du prix du pétrole — qui d'ailleurs n'était pas sans relation avec le bouleversement de la situation en Iran — avait accru les revenus pétroliers de 20,4% en 1979-1980 par rapport à l'année précédente, tandis que, dans la même période, les recettes de l'Etat provenant de sources autres que le pétrole connaissaient une baisse de 19%[19]. Le prix du baril était monté de 12,49 dollars en 1978 à 30,9 dollars en 1980[20], soit une hausse de 150%. L'augmentation des recettes gouvernementales, dépassant largement les prévisions, avait ainsi compensé la désorganisation de la production industrielle et la détérioration de l'économie et facilité la tâche du nouveau régime, qui traversait une longue période de crise institutionnelle et d'affrontements au sommet.

Cependant, les ventes anarchiques sur le marché des spots par quelques pays producteurs — y compris l'Iran — ont rapidement conduit à la surabondance de l'offre. La mévente du pétrole a ainsi fait chuter la production de l'OPEP de 13% en 1980 et de 16% en 1981. Les difficultés d'écoulement du brut sur le marché international ont eu une répercussion immédiate sur les revenus du gouvernement

iranien. Le déficit budgétaire a atteint 11,5 milliards de dollars en 1980-1981, ce qui équivalait à environ 30 % du budget de l'Etat[21], et 12 milliards l'année suivante.

Il faut rappeler que ce déficit était également lié aux dépenses que le gouvernement devait consacrer aux achats d'armement, aux allocations pour les réfugiés de guerre et à la reconstruction des installations détruites par les attaques irakiennes. De même, le recul de l'industrie, en particulier dans le secteur nationalisé, a nettement réduit les prélèvements fiscaux sur les activités des entreprises publiques.

En septembre 1981, l'Iran recevait 2 à 3 milliards de dollars sur ses avoirs bloqués dans les banques américaines à la suite de l'affaire des otages, mais ils ont été d'un faible secours. Les réserves de devises étaient presque complètement épuisées et le gouvernement envisageait même de céder ses investissements dans les sociétés occidentales (estimés à 6 milliards de dollars) ou d'emprunter à des organismes financiers internationaux. Selon le Premier ministre de l'époque, M. Radjaï, de mars 1978 à mars 1981, la dette globale de l'Iran avait doublé et atteignait 2.000 milliards de rials (27,4 milliards de dollars), dont la moitié provenait d'emprunts de la Banque centrale de l'Iran (13,7 milliards de dollars)[22]. Les liquidités en circulation avaient considérablement grossi, de près de 40% durant les six premiers mois de la guerre avec l'Irak.

Pour empêcher l'inflation, les autorités encouragent l'épargne et renforcent le contrôle des prix. En juillet 1981, la pénurie de devises contraint le gouvernement à rééquilibrer son budget à la baisse. Il supprime 3,5 milliards de dollars sur la défense et 3 milliards sur le développement. La Banque Centrale arrête pendant deux semaines tous les règlements aux compagnies étrangères et la plupart des commandes sont suspendues. Le gouvernement cherche à restreindre les importations, en particulier d'équipements industriels, et à réduire les dépenses courantes : diminution des salaires, suppression des primes, de diverses allocations et des avantages sociaux — source de confrontations dans le milieu du travail.

Une voie sans issue

Le revirement politique et la tentative de libéralisation économique qui s'amorcent au cours du second semestre de 1982 marquent l'abandon des « illusions révolutionnaires » et le retour au « réalisme ». Les conséquences en matière de politique pétrolière et de commerce extérieur ne se sont pas fait attendre. Plus question désormais de suivre les motivations antérieures, à savoir sauvegarder les ressources naturelles du pays et empêcher la dilapidation des richesses nationales! Les dirigeants islamiques découvraient, à l'instar du régime impérial, qu'il était impossible de survivre confortablement sans un élargissement suffisant des recettes pétrolières et sans une normalisation des relations avec l'Occident et que s'ils continuaient à privilégier l'idéologie au détriment de la vie matérielle, la pénurie risquait de provoquer une explosion politique irréversible. Ils ont donc choisi de « s'appuyer » sur le pétrole pour nourrir la population.

Au mois de mai 1982, alors que les pays pétroliers cherchaient à réduire leur production pour éviter une chute excessive des prix et tentaient d'équilibrer le marché, l'Iran doublait sa production de brut, qui passait de 1,1 à 2 millions de barils par jour, soit environ 11,4% de la production totale de l'OPEP. En dépit des décisions de cette dernière, Téhéran s'est arrangé pour écouler, coûte que coûte, son pétrole, souvent au rabais, ce qui a de nouveau fait chuter le prix du brut.

La rentrée des devises a rapidement remédié à une crise économique qui mettait l'Etat islamique au bord de la faillite. La vente de pétrole a rapporté quelque 20 milliards de dollars en 1982-1983, contre 12,5 en 1981-1982. Les réserves reconstituées, la situation financière du régime s'est améliorée. Mais si cet accroissement de la production du brut a sauvé l'appareil islamique, il est aisé de comprendre que l'effet ne pouvait être que provisoire. La dévaluation des pétrodollars et le besoin croissant d'importations contraindront le régime à maintenir de façon irréversible —

ou même à accroître — le rythme de la production pétrolière. Des investigations sont en cours et elles devraient permettre d'obtenir une production supérieure à 3,5 millions de barils par jour, ce qui apportera au pays, d'après une enquête prospective sur l'évolution de la situation pétrolière en Iran, un revenu annuel de 33,5 milliards de dollars[23].

Cependant, beaucoup d'indices montrent que les possibilités financières de l'Iran s'amenuisent à nouveau. La baisse des revenus pétroliers en 1983 a affecté une fois de plus ses devises, évaluées en octobre 1983 à environ 4 à 6 milliards de dollars. Selon la Banque Centrale, la dette extérieure de l'Iran est passée de 10 milliards de dollars, peu après la révolution, à 500 millions de dollars actuellement. Mais les organismes internationaux considèrent que l'Iran est encore redevable de 2,2 milliards de dollars et il est possible que le gouvernement fasse encore appel à des compagnies bancaires étrangères en raison du niveau élevé de ses dettes envers les milieux financiers intérieurs (actuellement 35 milliards de dollars).

Le plan quinquennal (mars 1983-mars 1988), premier plan post-révolutionnaire, établi en 1982, prévoyait une croissance annuelle des revenus pétroliers de 14% en termes réels : ils devaient atteindre 34 milliards de dollars en 1987-1988. Mais les calculs du gouvernement en ce qui concerne le prix du brut étaient trop optimistes et ses projets sont, une fois de plus, remis en cause. Il s'est vu obligé de réviser son plan en baisse de 10%. En effet, à la suite de la chute du prix du baril à 28,25 dollars en 1983, l'Iran a gagné sur la vente de son pétrole seulement 19 milliards de dollars au lieu des 23 milliards prévus.

Certains observateurs étrangers estiment que dans le cas où le prix du brut reste stable, la production pétrolière de l'Iran devra être supérieure à 3 millions de barils pour répondre aux besoins financiers de l'année fiscale 1984-1985 — dont le budget a été présenté au *Majless* le 29 novembre 1983 —, alors que le quota officiel de l'Iran, fixé en mars 1983 à Londres et reconduit à Genève le 9 décembre 1983, est de 2,4 millions de barils par jour. Par ailleurs, une aug-

mentation des prix établis par l'OPEP est exclue d'ici 1985 (sauf imprévu en raison du conflit du Golfe). L'Iran sera donc obligé soit de rééquilibrer son budget à la baisse, soit d'exiger un relèvement de son quota[24].

La restauration des projets économiques du Chah

Le retour à certaines options qu'avait privilégiées l'ancien régime risque d'enfoncer encore davantage l'Iran dans son assujettissement au marché capitaliste. Le Chah croyait que la réactivation accélérée des secteurs lourds de l'industrie (pétrole, gaz, pétrochimie, métallurgie) pourrait, dans un avenir proche, réduire la dépendance du pays envers les recettes pétrolières et constituer, à la longue, une source de richesse — une fois que le pétrole serait tari. Or, les expériences récentes ont montré que cette orientation, si elle n'est pas menée parallèlement au développement des autres secteurs nationaux de production — agriculture, petite industrie locale —, aboutit à la désarticulation totale du système économique.

Le vaste programme d'expansion industrielle entrepris par l'ex-souverain à la suite du quadruplement du prix du pétrole en 1973-1974 et de l'arrivée massive des pétrodollars avait été conçu au hasard des circonstances plutôt qu'en fonction des exigences réelles et organiques du développement national.

Après la révolution, le nouveau régime avait sévèrement critiqué le *«gigantisme»* et l'*«extravagance»* des projets impériaux, taxés de ruineux et jugés inappropriés aux besoins du pays. Les choix économiques d'alors allaient radicalement à l'encontre du mode de développement imaginé par le Chah. Le gouvernement révolutionnaire espérait mettre en place une économie autocentrée, limiter la

consommation intérieure, l'adapter à la production locale et obtenir une croissance raisonnable avec une planification industrielle modeste, en harmonie avec le reste de l'économie. Il envisageait de favoriser tous les moyens d'accroître la production agricole et surtout d'éviter la dévastation des ressources nationales (pétrole, gaz, etc.) en les utilisant pour une construction limitée et mesurée du pays.

Or, il semble qu'actuellement, après plusieurs années d'indécision et de désarroi, le gouvernement a été amené à reconsidérer ses options initiales, à faire siennes les priorités économiques de l'ancien régime et même à achever certains projets du Chah.

Dès le début de 1983, le gouvernement annonçait sa détermination de reprendre énergiquement en main le problème de l'industrie lourde. Une bonne partie du budget destiné au développement s'est orientée vers le financement de centrales énergétiques, d'infrastructures pétrolières et portuaires et de complexes pétrochimiques.

En principe, le plan quinquennal insiste beaucoup sur la nécessité de substituer au pétrole d'autres sources de revenus et de réduire la dépendance technologique envers les pays occidentaux. Bien qu'il se donne pour axe principal l'amélioration de la production agricole et alimentaire, l'agriculture est relativement négligée, au profit de l'industrie, qui absorbe plus de la moitié des dépenses publiques et privées. La part allouée à l'agriculture, qui était de 13,8% pour la première année du plan, doit atteindre 16,7% à la fin de l'exercice quinquennal. Celle de l'industrie, fixée à 54,7% en 1983, devrait être réduite à 50,3% en 1988[25]. Le plan privilégie en particulier l'industrie de base : pétrole, gaz, mines, secteurs qui, à eux seuls, se voient attribuer un quart du budget du développement destiné aux affaires économiques (pétrole 15%, gaz 4,8%, mines 4,3%)[26].

Cette décision d'implanter une industrie lourde et de reconsidérer les projets élaborés par le Chah n'est pas totalement négative. Certains d'entre eux, telle l'extension de la sidérurgie et des centrales électriques, correspondent parfaitement aux besoins de l'Iran. D'autres, par contre,

comme la construction d'une centrale nucléaire, l'achèvement des complexes pétrochimiques et le plan d'injection de gaz naturel dans les champs pétrolifères en vue d'accroître leur productivité sont d'une opportunité discutable. Ils risquent d'engloutir une grande part des fonds publics et de faire passer au second plan les autres branches industrielles.

L'importance que le gouvernement accorde à l'extension de la sidérurgie est aisée à comprendre. L'acier constitue un sixième de la valeur totale des importations iraniennes. Bien qu'il n'existe aucun chiffre sur les besoins réels du pays, il est certain que la quantité d'acier produite actuellement par la seule usine sidérurgique du pays, celle d'Ispahan (650.000 à 750.000 tonnes) ne peut satisfaire à la consommation intérieure. De surcroît, elle n'atteint pas ce niveau sans difficulté : le personnel technique manque, le charbon, utilisé comme source d'énergie, ainsi que le minerai de fer sont importés (quelque 400.000 tonnes proviennent d'un consortium suédois) en dépit des réserves appréciables de charbon (700 millions de tonnes) et de fer (650 millions de tonnes), principalement à Golbahâr près de Kermân.

Les mesures prévues visent, en premier lieu, à améliorer les installations déjà existantes. Tel est le cas pour l'usine d'Ispahan où l'on envisage d'élever d'ici peu la production à 1,9 millions de tonnes. Par ailleurs, les autorités ont décidé de reconduire les projets contractés sous le régime impérial, qui permettront l'implantation d'importants centres sidérurgiques à Ahwaz et à Mobarrakeh (ce dernier devait initialement être installé à Bandar-Abbas et, au départ, il était destiné en partie à l'exportation). La réalisation du projet d'Ahwaz a été confiée à une société ouest-allemande, chargée de mettre en place une usine d'une capacité de 2,5 millions de tonnes ; et celui de Mobarrakeh à des compagnies italiennes et japonaises[27].

Mais la guerre du Golfe a fait obstacle à la progression des travaux à Ahwaz et a contraint provisoirement les entrepreneurs à quitter les lieux. Quant aux Italiens et aux Japonais, ils n'en sont qu'au début de leur chantier. Or, la reprise de la construction du gazoduc Igat II vers la Turquie, le projet

d'injection de gaz et l'extension du réseau ferré vont multiplier la demande d'acier et, dans l'immédiat, l'Iran n'aura d'autre possibilité qu'acheter à l'étranger le fer et les produits ferreux dont il aura besoin.

Par contre, la poursuite du programme d'énergie nucléaire, cher à l'ancien monarque, révèle un grave revirement des autorités islamiques en faveur de projets coûteux, dont la rentabilité et l'utilité sont des plus incertaines.

En 1976, le Chah avait entrepris la construction de quatre centrales nucléaires dans la région du Golfe, deux à Bushher (1.200 mégawatts chacune, coût total : 6,9 milliards de dollars) sous la direction de *Kraft Werk Union (KWU)* et deux autres au nord d'Ahwaz, sur la rivière Karoun (990 mégawatts, prix total : 3 milliards de dollars), qui devaient être installées par la société *Framatome*.

Aussitôt après la révolution, ces projets avaient été rejetés en bloc par la République islamique et considérés comme des opérations ruineuses et catastrophiques pour l'Iran. Les adversaires du plan nucléaire avaient avancé différentes considérations, comme le coût élevé de la construction, l'insuffisance des moyens techniques pour évacuer les résidus radioactifs, le risque de fusion dans les réacteurs à eau légère (type d'appareil prévu pour l'Iran), l'installation des centrales sur les zones sismiques du Golfe et le fait qu'il existe en Iran de larges sources d'énergie (en particulier des réserves de gaz de 17.000 milliards de mètres cube, suffisant pour deux siècles au rythme actuel de la production). Ces arguments avaient été jugés suffisamment dissuasifs et les travaux avaient été abandonnés.

En mars 1982, en dépit du doublement du coût de l'opération, Téhéran revenait sur cette décision et autorisait KWU à finir l'un des deux réacteurs prévus à Bushher. La découverte récente de substantielles réserves d'uranium a peut-être été l'un des éléments qui ont encouragé les autorités dans ce sens.

Le retour au programme nucléaire, non seulement ne revêt aucun caractère urgent, mais il risque en plus d'accroître la tension dans la région et d'attiser les suspicions des

pays voisins, en particulier des Etats du Golfe, qui accusent déjà l'Iran de vouloir utiliser dans l'avenir ces installations à des fins militaires. Certains milieux occidentaux n'ont d'ailleurs pas écarté la possibilité que l'Iran produise un jour une bombe atomique[28].

Téhéran, qui a également l'intention de dépenser 3,5 milliards de dollars pour développer son industrie pétrochimique dans les cinq prochaines années[29] a pris des mesures urgentes pour compléter les plans du Chah dans ce domaine. Le plus important d'entre eux est la finition du complexe pétrochimique de Bandar-Khomeiny (ex-Bandar-Chapour), construit par l'*Iran-Japan Petrochemical Company*, « joint-venture » entre la *National Petrochemical Company* et un consortium japonais dirigé par *Mitsui*. Le conflit du Golfe avait découragé les Japonais, mais ils sont revenus sur le chantier, Téhéran ayant accepté de supporter toutes les dépenses afférentes à la guerre. Le coût de la réparation des dégâts matériels et des dommages consécutifs aux bombardements de l'aviation irakienne pourrait atteindre le milliard de dollars.

La production de ce complexe dépassera largement les besoins intérieurs; l'ambition du Chah était de pouvoir exporter une grande quantité de produits pétrochimiques vers les pays de la région dans les années 1990. Or, cette éventualité paraît maintenant exclue, en raison de la multiplication des usines pétrochimiques dans les Etats du Golfe. Les Japonais eux-mêmes manifestent désormais moins d'enthousiasme pour s'engager financièrement dans ce projet et préféreraient réduire leur participation. Certains milieux d'affaires nippons considèrent que l'ouverture de ce complexe peut nuire aux exportations japonaises et ruiner leurs propres entreprises pétrochimiques[30].

Parmi les autres desseins grandioses du Chah qui ont été repris partiellement par le régime islamique et ne répondent pas véritablement aux besoins immédiats du pays figure le programme d'injection de gaz, visant à augmenter la productivité de onze gisements pétroliers à faible pression[31]. Téhéran cherche à tout prix à améliorer techniquement sa

production pétrolière. Une branche du gazoduc Igat II (410 km), qui était prévue au départ pour alimenter l'URSS, va être construite pour orienter le gaz vers les sources pétrolières. Cette opération permettra d'accroître la capacité de production de l'Iran de 50 % : elle pourrait passer de 3 à 4,5 millions de barils par jour[32].

Ce revirement subit en faveur de l'industrie lourde et de la restauration des objectifs de l'ancien régime est d'autant plus inapproprié que l'étendue du marché intérieur est faible par rapport à l'ambition de ces grands projets (nucléaire, pétrochimie, etc.). De même les conditions de leur réalisation ne sont pas encore réunies : les infrastructures du pays sont défaillantes, les cadres techniques et le personnel qualifié insuffisants.

Une partie considérable (près de 80 %) des biens d'équipements, matériaux de construction et matières premières nécessaires à l'exécution de ces projets pénètrent en Iran par les voies maritimes. Or, l'engorgement des ports, problème majeur sous l'ancien régime, est devenu encore plus aigu, surtout depuis la destruction durant la guerre de Khorramshahr, un des principaux ports iraniens. En outre, les trafics sont réduits à Abadan et à Bandar-Khomeiny qui sont tous deux situés dans les zones d'affrontement.

Bien que des aménagements et de nouvelles constructions aient accru la capacité d'accueil de Bandar-Abbas de 80 % et celle de Bandar-Bushehr de 230 %, ces deux ports ne sont pas en mesure d'absorber les importations massives de marchandises qui, pour les neuf premiers mois de 1983, avaient déjà atteint 18 millions de tonnes, dont environ 4 millions sont en souffrance[33]. Selon le ministre des Routes et des Transports, le volume des produits importés pourrait s'élever à 23 millions de tonnes en 1983-1984. Le temps d'attente moyen à Bandar-Abbas est de 12 semaines et les cargos sont parfois détournés vers Bandar-Khomeiny, ce qui augmente les frais d'assurances et les pénalités.

Le gouvernement a adopté le 12 février 1984 des mesures pour accroître le tonnage de sa flotte marchande afin de

réduire les charges élevées que représentent les assurances et les dépenses supplémentaires occasionnées par les longs délais de déchargement. Un nouveau port a été ouvert à Tchâhbahâr, à l'extrême sud-est de l'Iran, mais peu de routes relient cette ville au reste du pays et les communications sont souvent difficiles.

Pour une superficie totale de 1,645 million de kilomètres carrés, le réseau routier iranien ne dépasse pas 45.000 km, dont seulement la moitié est utilisable en permanence, et à peine 13.000 km sont revêtus et conformes aux normes du trafic. L'engorgement des ports rejette une partie importante des marchandises sur les routes, ce qui provoque fréquemment encombrement et attente aux frontières turques et soviétiques.

L'Iran souffre aussi du manque de personnel spécialisé. La réalisation du nouveau plan quinquennal exige la participation de 130.000 cadres qualifiés, 30.000 ingénieurs, 7.000 agronomes, 83.000 techniciens et 8.500 médecins, alors qu'actuellement le nombre de ces spécialistes est seulement de la moitié.

Les écoles techniques et l'enseignement supérieur ont été particulièrement perturbés depuis la révolution. Les universités ont été fermées pendant plusieurs années (d'avril 1980 à octobre 1982). L'islamisation de l'enseignement et la sélection des étudiants par des concours qui incluent des questions portant sur les connaissances religieuses risquent de reléguer au second plan les qualités scientifiques des candidats. Mais, surtout, le faible niveau d'accueil des universités est alarmant. Sur 370.000 étudiants qui ont passé l'examen d'entrée en octobre 1983, seuls 28.000 ont été reçus.

L'orientation des responsables iraniens vers l'extension de l'industrie lourde et le transfert accéléré de technologie ont d'autres répercussions négatives sur la situation économique du pays. En effet, ces industries peuvent porter leurs fruits dans un avenir lointain, mais comme elles n'absorbent que peu de main-d'œuvre non qualifiée, elles n'offrent aucun secours contre le chômage croissant.

En outre, le transfert de technologie n'est pas innocent. Les importations d'équipements lourds venant des pays nantis se font en contrepartie de la dilapidation des ressources naturelles, qui devraient au contraire être préservées afin de pouvoir, ultérieurement, assurer le fonctionnement de cette même technologie. De plus, celle-ci vieillit, est rapidement dépassée et doit être en permanence renouvelée, ce qui perpétue le cercle inextricable de la dépendance[34].

Les dirigeants iraniens confondent développement et industrialisation tous azimuts. Or, la plupart des spécialistes sont d'avis qu'une stratégie d'autosuffisance ne peut aboutir sans une rupture, au moins temporaire, avec l'ordre capitaliste mondial, sans une réorganisation rapide des petites industries locales, sans l'adoption d'une réforme agraire susceptible de revitaliser la production agricole et sans une politique de répartition des revenus qui réduise les disparités, condition indispensable à la relance du marché intérieur.

UN MARCHE FLORISSANT

En mai 1983, les sept pays industriels réunis au sommet économique de Williamsburg aux USA ont accueilli avec bienveillance l'appel du gouvernement iranien qui leur demandait de l'aider à sortir de son isolement ; ils ont laissé entendre qu'ils feraient tout pour empêcher l'Iran de tomber sous l'influence soviétique[1].

La normalisation des relations avec l'Occident a nettement progressé depuis la fin de l'année 1982, date à partir de laquelle l'Iran a cherché à retrouver sa crédibilité sur la scène internationale et à rehausser son image, quelque peu ternie par son *« anti-américanisme »*, voire son *« anti-occidentalisme »* verbal. Les dettes extérieures ont été payées, les litiges avec les compagnies étrangères, qui avaient fait suite à la nationalisation de leurs filiales, ont été pour la plupart réglés et les réserves extérieures de l'Iran se sont sensiblement améliorées.

Le retour des dirigeants iraniens au « réalisme » semble avoir rassuré agréablement les Occidentaux, qui ne s'atten-

daient pas à voir Téhéran afficher si tôt son désir de rester dans le camp occidental et de ne pas s'éloigner du « monde libre ».

Il faut cependant noter que depuis la révolution, les pays occidentaux ont toujours partagé une appréciation plutôt optimiste, quoique prudente, quant à l'avenir de la République islamique. Au début de l'année 1979, un rapport détaillé sur les *« conséquences économiques de la révolution iranienne »*[2], réalisé sous le patronage du Congrès américain, avait pour objectif d'étudier toutes les perspectives sociales et économiques qui s'offraient au gouvernement révolutionnaire. Mettant en relief le haut degré de dépendance de ce pays, il stipulait qu'aucun régime ne serait en mesure de maintenir la stabilité, de conserver un certain soutien populaire et de faire face aux pressions intérieures sans continuer à exporter à une cadence élevée son pétrole, dont seuls les revenus lui permettraient de régler ses dépenses courantes, ses importations alimentaires et autres. L'Iran serait donc contraint, tôt ou tard, de se tourner vers l'Occident.

En 1981, des contacts secrets ont été pris entre des responsables américains, britanniques et français, afin de faire le point sur la situation iranienne et d'évaluer les chances de survie de la république de Khomeiny. Ils ont abouti à la conclusion que le régime en place possédait des atouts appréciables pour survivre et résister aux troubles internes. La répression contre les opposants et l'islamisation de la société relevaient, selon eux, des affaires internes et n'avaient que des conséquences limitées sur les relations extérieures de l'Iran. Il était donc temps de mettre un terme au climat de tension qui entravait les rapports avec ce pays, surtout depuis l'affaire des otages américains.

Les compagnies étrangères ont aussi tenté de calculer les risques d'instabilité auxquels était exposé l'Etat islamique à courte et à longue échéance : forces d'opposition, révoltes des minorités ethniques, divisions politiques, etc. Si elles nourrissent un certain pessimisme quant à l'évolution de la situation sociale et économique : chômage, inflation, diffi-

cultés de paiement, chute du PIB, elles trouvent, par contre, le terrain on ne peut plus favorable aux importations qui, elles, vont croissant au rythme de 15% par an. Si elles se gardent généralement d'effectuer des investissements et de s'engager dans des projets à long terme, elles se ruent en revanche sur le commerce et les contrats de ventes immédiats.

Les hommes d'affaires qui ont participé au *«market workshop»* organisé par la Chambre de commerce de Westminster le 30 juin 1983 afin de discuter des relations commerciales avec l'Iran ont tous reconnu le caractère très lucratif des échanges avec ce pays[3]. Les banquiers et les businessmen sont d'avis qu'on ne pouvait imaginer en Iran de meilleures perspectives commerciales que celles qui s'offrent actuellement. Les destructions provoquées par la guerre et la dévastation de l'industrie du pays en feront, dans les années à venir, le seul marché en expansion du Proche-Orient.

Pour tous, la République islamique est un partenaire idéal, préférable à tout autre régime et elle est même, selon certains, plus «rentable» que le gouvernement du Chah. L'opinion générale est aussi qu'un *«régime laïc dominé par les Moudjahedines pourrait être plus sévère encore pour les intérêts étrangers»*[4].

En réalité, la «réhabilitation» de l'Iran au sommet de Williamsburg avait un caractère purement formel et était destinée à lever les barrages institutionnels et politiques qui pesaient sur les échanges, restés jusque-là camouflés, discrets et prudents. Elle permettait ainsi une plus grande ouverture de l'Iran sur le marché capitaliste. Celle-ci paraissait d'autant plus souhaitable qu'à partir de 1981, les exportations destinées au Proche-Orient s'étaient mises à diminuer, en raison de la baisse du prix du brut et du fléchissement des pétrodollars. Par contre, depuis le doublement de sa production pétrolière à la fin de 1982, l'Iran accumulait un surplus de devises disponibles considérable.

En fait, l'orientation commerciale du gouvernement post-révolutionnaire a peu différé de celle en vigueur sous

l'appareil monarchique et malgré la dégradation des relations politiques avec l'Occident, surtout avec les Etats-Unis, les intérêts économiques des pays occidentaux (à l'exception des USA) n'ont pas réellement pâti : ceux-ci continuent à occuper une place prépondérante sur le marché iranien.

L'embargo économique imposé à l'Iran, d'avril 1980 à janvier 1981, n'a eu que des conséquences limitées sur le commerce avec l'Occident. Tout d'abord, il ne concernait pas les achats alimentaires (viande, blé, riz, sucre, etc.) qui se sont multipliés à cette époque aux dépens de ceux de biens industriels et d'équipement, qui sont alors tombés à un tiers seulement du total des importations. Ensuite, s'il est vrai que la part de l'OCDE sur la marché iranien est passée de 84% en 1978, à 60% à la fin de 1980[5], ce recul était dû, en grande partie, à la baisse des exportations américaines vers l'Iran qui, de 3,6 milliards de dollars sont passées à 22 millions de dollars durant la même période. En revanche, la part de la communauté européenne est restée relativement stable : de 42,9% en 1978, elle est descendue à 39,2% en 1980, soit une baisse de 4% seulement[6].

Il faut préciser que ces chiffres (fournis par l'OCDE) ne tiennent compte que des échanges directs avec l'Iran. En fait, pendant toute cette période, l'embargo a été tourné soit par la falsification des dates de contrat, soit par le biais de la réexpédition d'importations en provenance de la CEE et des USA par des pays tiers, tels le Pakistan et les Emirats du Golfe. Ainsi, de mai à juin 1980, la Grande-Bretagne augmentait de 38% ses exportations vers Dubai[7] et les Etats-Unis multipliaient par quatre leurs ventes destinées aux Emirats Arabes Unis. Or, à la même époque, l'Iran était au premier rang des acheteurs sur le marché des réexportations des petits pays du Golfe, en particulier de Dubai[8].

En outre, les sanctions ont permis à certains autres pays européens n'appartenant pas à la CEE, comme l'Espagne et la Suisse — qui étaient restés à l'écart de l'embargo contre l'Iran — de se partager le marché ainsi disponible. L'Espagne, qui fournissait 1% des importations iraniennes avant la révolution, en assurait 3% en 1980.

La tension politique pesante qui régnait lors de la détention des diplomates américains, amplifiée par l'embargo commercial, a contraint le gouvernement iranien à faire davantage appel aux pays de l'Est et au Tiers-Monde. Cette tendance s'est maintenue tout au long de 1981 et au début de 1982, période pendant laquelle le déficit financier du gouvernement l'a également encouragé à multiplier les contrats de troc (pétrole contre marchandises) avec le bloc soviétique et les pays en voie de développement. La part du commerce avec les pays de l'Est, qui n'excédait pas 5% en 1977-1978, avait atteint 15% en 1981[9] et, dans le même temps, celle du Tiers-Monde doublait, passant de 9,5% à 18,2%[10].

En 1981-1982, les achats d'armes et d'équipements militaires absorbaient une proportion importante du budget de l'Etat, tandis que la mévente du pétrole poussait celui-ci à puiser dans ses réserves. Les difficultés de paiement et la pénurie de devises décourageaient les Occidentaux de traiter avec la République islamique. S'ajoutant à la décision de l'Iran de restreindre ses importations, essentiellement les biens industriels, tout cela a contribué à faire tomber les exportations de la CEE à 3,6 milliards de dollars en 1982, contre 4,7 l'année précédente et celles du Japon à 943 millions de dollars (contre un milliard et demi).

A la fin de 1982, le doublement de la production pétrolière et l'accroissement des recettes gouvernementales ont élargi considérablement le marché iranien et facilité la ruée des hommes d'affaires. Abandonnant le commerce de troc et les contrats multipartites, le gouvernement a voulu être payé en devises fortes, lesquelles lui étaient indispensables aussi bien pour effectuer les achats d'armement que pour étendre le commerce avec l'Occident.

Les expériences limitées avec les pays de l'Est ont vite tourné court. Ces pays n'avaient tout simplement pas pu honorer leurs contrats et fournir la masse de marchandises que l'Iran leur demandait en échange de la livraison de son pétrole (c'est le cas, par exemple, de la Roumanie). Souvent eux-mêmes dans l'impossibilité de se procurer une telle

quantité de produits, ils étaient obligés de les acheter ailleurs. De plus, l'Iran se plaignait de la médiocrité des machines et des biens industriels reçus.

C'est surtout la nouvelle orientation de la politique de développement et la restauration des projets du Chah qui ont rendu l'Iran encore plus dépendant du marché occidental, seul capable de satisfaire aux besoins de l'industrie lourde du pays et de fournir les équipements nécessaires à la construction de routes, ports, centrales électriques, etc.

Cinq ans après la révolution, on constate que rien n'est venu bouleverser en profondeur la structure commerciale de ce pays, étroitement soumis au marché capitaliste. La valeur totale des importations est en hausse constante : de 11 milliards de dollars en 1980, elle est passée à 12,6 milliards en 1981, 14,6 milliards en 1982-1983 et 18 milliards en 1983-1984[11] — ceci bien que la Banque Centrale ait limité les lettres de crédit à 1,2 milliard de dollars par mois[12]. La balance commerciale de la CEE, qui était déficitaire avec l'Iran de 1976 à 1979, est devenue excédentaire à partir de 1980[13].

Certains efforts, il est vrai, ont été faits pour diversifier les sources d'approvisionnement : en particulier pour l'alimentation, le gouvernement a tenté de s'orienter davantage vers les pays du Tiers-Monde. Céréales, viandes, aliments pour le bétail, sucre, huile de soja ont été achetés au Nicaragua, au Brésil, à l'Uruguay, à l'Argentine, au Pakistan, à la Turquie, etc., mais ces pays n'ont pu répondre que partiellement aux besoins alimentaires de l'Iran et n'ont pas été davantage en mesure d'absorber une quantité importante de brut iranien.

Depuis l'époque impériale, quatre pays industriels (RFA, Japon, Grande-Bretagne et Italie) se livrent à une concurrence acharnée et se partagent presque la moitié du marché iranien (les Etats-Unis en couvraient pour leur part un cinquième). Bien qu'elle ait connu un recul au moment de la crise financière de l'Iran, force est de constater que cette emprise commerciale tend à être de plus en plus écrasante.

La République Fédérale Allemande

Depuis 1979, la RFA est en tête des fournisseurs de l'Iran, qui est devenu en 1983 son premier client au Proche-Orient, et précède désormais l'Arabie Saoudite et l'Irak. Ses exportations vers la République islamique ont atteint pour la même année 3 milliards de dollars, soit une hausse de 130 % par rapport à 1982[14], et ont dépassé le niveau record du régime impérial (2,5 milliards de dollars en 1978). En revanche, le montant de ses achats à l'Iran représentait seulement le quart de cette somme.

La banque allemande *Deutsch-Iranische Handelsbank*, par laquelle passe une partie importante des transactions commerciales avec l'Iran, a enregistré en 1982-1983 quelque 8,9 millions de dollars de profit, quatre fois plus que l'année précédente.

Les autorités iraniennes semblent d'ailleurs se réjouir de l'intensité des relations économiques entre les deux pays. En février 1984, M. Behzâd Nabavi, ministre de l'Industrie, ne cachait pas sa satisfaction de constater que les Allemands avaient enfin pris la place des Soviétiques et étaient devenus les principaux fournisseurs de l'industrie lourde en Iran[15]. Cependant, l'important déficit commercial avec la RFA (2,2 milliards de dollars en 1983) préoccupe le gouvernement islamique, qui cherche à faire pression sur Bonn pour qu'elle lui achète davantage de pétrole.

Bien qu'elles aient dû quelque peu s'effacer durant la période post-révolutionnaire, les compagnies allemandes n'ont pas été délogées des positions qu'elles occupent de longue date en Iran. Après quelques années d'absence, *Kraft Werk Union (KWU)* — la firme la mieux placée sur la liste des projets grandioses de l'ex-Chah d'Iran — est de retour et doit reprendre les travaux de construction de la centrale nucléaire de Bushehr. Le contrat, signé en 1976, avait tout d'abord été rejeté par le gouvernement post-révolutionnaire (voir plus haut, « La restauration des projets économiques du Chah »). En mars 1982, les autorités iraniennes revenaient sur cette décision et s'engageaient à

reprendre le projet. Le coût de cette centrale, déjà partiellement construite, avait été estimé à 3 milliards de dollars en 1978 ; il pourrait s'élever à plus de 6,9 milliards de dollars [16]. Pour sa part, la société *Friedrich Krupp* s'est engagée à mettre en place une raffinerie de cuivre à Sartcheshme et a obtenu en 1983 un contrat de 104 millions de dollars pour une usine de dessalement.

L'Iran a également décidé de maintenir ses placements, qu'il juge dans l'immédiat assez rémunérateurs, dans des compagnies allemandes, souscrits du temps du Chah, en particulier sa participation de 25,1% dans le capital de *Krupp* (évaluée à 71 millions de dollars) et ses investissements dans *Deutsche Babcok*.

D'autres firmes germaniques sont parvenues à conclure des contrats récents. L'une, *Pfaff*, doit mettre sur pied à 120 km de Téhéran une usine de machines à coudre qui produira sous licence 100.000 unités par an [17]. Une autre, *Standard Elektrik Lorenz*, va poser 700 km de câbles téléphoniques entre Téhéran et Ispahan (pour une valeur de 18,3 millions de dollars) [18]. Enfin, *Mercedes Benz* aura la charge d'installer des usines d'assemblage dans plusieurs villes d'Iran.

Le Japon

En dépit de la forte compétition des pays européens, le Japon connaît une expansion sans précédent sur le marché iranien.

Hautement dépendant du pétrole du Proche-Orient, il a importé en 1983 quelque 480.000 barils par jour de brut iranien, représentant environ 4,2 milliards de dollars, chiffre en progression de 65% par rapport à 1982 [19]. L'accroissement des importations pétrolières japonaises est notamment la conséquence d'un accord tacite avec la République islamique, qui oblige le Japon à exporter vers l'Iran l'équivalent d'environ la moitié de ses achats de pétrole. Or, si auparavant, Tokyo achetait 250.000 barils par jour à l'Iran, selon

les termes d'un contrat à longue durée, et s'en procurait 200.000 sur le marché des spots, pour équilibrer la progression de ses ventes à ce pays, il est désormais dans l'obligation de s'adresser de plus en plus à lui pour son approvisionnement en pétrole.

En effet, ses exportations vers l'Iran se sont accrues considérablement depuis ces dernières années. En 1983, elles s'élevaient à 2,8 milliards de dollars, soit le triple de l'année précédente, et atteignaient le niveau d'avant la révolution (2,6 milliards de dollars en 1978), cela sans compter les ventes de produits japonais par l'intermédiaire de Hong Kong.

L'Iran est le second client du Japon au Proche-Orient. Il absorbe 17 % des exportations industrielles de ce pays. La compagnie japonaise *Marubeni* assure presque 25 % du total des ventes (machineries, textiles, acier, voitures, pneus...). Les équipements lourds sont fournis en majorité par *Mitsubishi Heavy Industries* et *Sakaï Heavy Industries.*

L'implantation d'usines de montage nippones en Iran facilite l'écoulement d'une partie non négligeable de marchandises en provenance du Japon. Tel est le cas, par exemple, de l'entreprise *Saïpa,* située à l'ouest de Téhéran, qui assemble des camions « Nissan », importés sous forme de pièces détachées.

Les Japonais ont également récupéré quelques grands projets industriels, dont le plus important est le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeiny. *Iran Chemical Development Company (ICDC)* et le groupe *Mitsui*, qui est à la tête d'un consortium japonais, s'étaient associés pour en assurer la réalisation. Les travaux, commencés sous le régime impérial, avaient été stoppés après le déclenchement de la guerre avec l'Irak en septembre 1980. Le coût initial du projet avait été évalué à 3,5 milliards de dollars, mais la détérioration des équipements et les dégâts matériels occasionnés par les bombardements irakiens à la fin de 1980 ont alourdi ce coût de 0,5 à 1 milliard de dollars. Au départ, les Japonais avaient refusé de poursuivre les travaux tant que les hostilités n'auraient pas cessé. En juillet

1983, après que les autorités iraniennes eurent consenti à assumer tous les frais supplémentaires entraînés par la guerre, ils ont accepté de les mener à bien. Mais le chantier a été de nouveau bombardé par l'aviation irakienne le 12 février 1984.

La firme japonaise *Marubeni* travaille à la construction d'une centrale électrique d'une valeur de 500 millions de dollars sur un chantier situé à 60 km au nord-ouest de Téhéran, et à Mobarrakeh, près d'Ispahan, *Kobe Steel* participe à la construction d'une aciérie dont la capacité sera de 3,2 millions de tonnes par an.

La Grande-Bretagne

L'Iran absorbe aussi une large proportion des exportations britanniques à destination du Proche-Orient. En 1982, il était le cinquième marché de la Grande-Bretagne dans la région après l'Arabie Saoudite, l'Irak, les Emirats Arabes Unis et l'Egypte. Mais depuis 1983, le gonflement de ses commandes a été tel qu'il est passé au deuxième rang, après l'Arabie Saoudite.

En 1978, les importations iraniennes venant de l'Angleterre s'élevaient à plus de 1,1 milliard de dollars. Après un fléchissement dans les deux premières années post-révolutionnaires (366 millions de dollars en 1979), ces importations sont remontées progressivement jusqu'à environ 900 millions de dollars en 1983.

Une bonne partie de ces importations, hormis les produits pharmaceutiques et chimiques, les équipements de centrales électriques, comprennent des pièces à monter et des produits semi-finis, dont *Talbot* est le plus grand fournisseur. Celui-ci approvisionne depuis longtemps l'usine *Iran National* en pièces de voitures Peykan (Hillman Hunter) prêtes à assembler. En 1983, l'Iran était le plus grand acheteur d'équipement automobile britannique. Pour les six premiers mois de cette année, quelque 50.000 unités ont été vendues (ce qui représente une production de 250 voitures

par jour) contre 30.000 pour toute l'année 1982[20]. Ces livraisons ont même été d'un grand secours pour *Talbot*, qui enregistre depuis 1982 de substantiels bénéfices, alors qu'un an auparavant il était déficitaire. Le président de la firme lui-même a tenu à insister sur le caractère particulièrement fructueux des cinq années de commerce avec la République islamique[21].

A l'ouest de Téhéran, une autre entreprise iranienne, *Pars Khodrow*, est pourvue de 20.000 véhicules non assemblés (jeeps anglaises Land-Rover).

Absentes depuis la chute du Chah, les firmes britanniques ont également repris le chemin de l'Iran pour y poursuivre les travaux abandonnés. C'est le cas de *Humphreys & Glasgow* qui termine une usine d'ammoniaque à Chiraz, commandée par le Chah d'Iran en 1975, dont le prix dépasse actuellement le milliard de dollars.

L'Italie

Les échanges commerciaux avec l'Italie ont également connu un net essor ces dernières années. La présence des Italiens en Iran a été mieux tolérée que celle des autres ressortissants occidentaux.

L'Iran est le second fournisseur de pétrole de l'Italie (6,8 millions de tonnes pour les neuf premiers mois de 1983, le double de 1982), après l'Arabie Saoudite, et le montant de ses importations de produits italiens s'est élevé à 1,4 milliard de dollars en 1983.

Malgré la forte concurrence des Japonais et des Allemands, l'*IRI (Instituto per la Riconstruzione Industriale)* tend à s'infiltrer dans toutes les branches de l'industrie iranienne : transports, chemins de fer, agro-alimentaire, travaux publics...

La *Societa Italiana per Condotte d'Acqua*, filiale de l'*IRI*, poursuit la réalisation du complexe portuaire de Bandar-Abbas[22]. Elle entendait stopper les travaux après la révolution, mais elle a été contrainte par le gouvernement italien à

rester en Iran, dans l'attente de jours meilleurs, en dépit de pertes de 5,9 millions de dollars par mois. Le contrat signé en 1975, évalué initialement à un milliard de dollars, a été revu en baisse en août 1981, et depuis, l'Iran a autorisé la compagnie italienne à achever le projet[23].

Une autre filiale de l'*IRI*, la firme *Italimpianti*, participe depuis 1977 à l'édification d'une usine sidérurgique à Mobarrakeh (coût total : 4,7 milliards de dollars ; montant de la participation italienne : 1,3 milliard de dollars), qui sera opérationnelle en 1988[24].

Différentes autres entreprises sont impliquées dans des contrats de moindre importance. Ainsi, *Iveco*, filiale de Fiat, construit une usine de tracteurs d'une valeur de 300 millions de dollars. La compagnie *GIE* a été désignée pour monter une centrale électrique à Ispahan, d'un coût de 220 millions de dollars et la maison *Saipem* pour mettre en place dans le sud de l'Iran un complexe pour l'exploitation du gaz naturel, opération évaluée à 130 millions de dollars.

LE POUVOIR ISLAMIQUE ET LA GUERRE DU GOLFE

La guerre Iran-Irak — l'un des conflits les plus sanglants depuis la seconde guerre mondiale et le plus meurtrier de l'histoire récente du Proche-Orient — n'a attiré l'attention de l'opinion internationale qu'à partir du moment où les intérêts des pays nantis étaient en jeu et où l'escalade de la crise dans le Golfe risquait de menacer la route du pétrole.

Ce n'est pas la première fois que les puissances occidentales ont fermé les yeux sur l'existence d'une guerre limitée entre pays du Tiers-Monde. Si dans le cas présent elles n'en étaient pas directement les instigatrices, cette rivalité entre deux pays pétroliers riches n'était pas pour leur déplaire. Dans l'immédiat, elles voyaient s'ouvrir des débouchés pour leurs ventes d'armement et, dans l'avenir, elles avaient la promesse de fructueux contrats de reconstruction, étant donné l'étendue des dégâts et des destructions.

Les conséquences humaines et sociales de ce conflit sont particulièrement lourdes. Jusqu'à présent, il a coûté la vie à des centaines de milliers d'hommes, dont une proportion

importante de civils, victimes du bombardement des villes et des objectifs non militaires. Selon diverses estimations, 100.000 Irakiens et au moins 250.000 Iraniens auraient été tués. Le nombre des blessés et des mutilés atteint presque le double. D'immenses sacrifices ont été imposés aux deux peuples, sans compter la destruction des infrastructures industrielles et les retombées désastreuses de la guerre sur l'économie.

Depuis juillet 1982, date à laquelle l'Iran a réussi à consolider ses positions, à repousser les troupes irakiennes hors de ses frontières et même à porter la guerre en territoire ennemi, la République islamique est de plus en plus déterminée à poursuivre son offensive *«jusqu'à la victoire totale»* ; elle rejette toute forme de règlement négocié qui n'inclut pas la punition de l'agresseur. Cependant, les multiples attaques lancées depuis 1982 par les forces islamiques n'ont pas pu assurer une avancée décisive de l'Iran, en dépit de quelques succès limités.

Les opérations *Ramadan* en juillet 1982 dans le secteur sud du front, en direction de Bassorah, *Moslem Ibn Aqil* en octobre 1982, dans la région de Mandali (au centre) et *Moharram* en novembre 1982, vers la localité de Missan (au sud-est) n'ont pas permis d'atteindre les objectifs escomptés ni de marquer des percées notables. Elles se sont toutes heurtées à la résistance acharnée des forces irakiennes et elles ont été repoussées. Néanmoins, ces opérations ont conféré un avantage à l'armée iranienne : elles ont empêché les troupes adverses de se concentrer sur quelques points stratégiques du champ de bataille. Celles-ci, qui souffraient déjà d'une infériorité numérique, ont dû étirer leurs lignes sur toute la longueur du front, soit environ 1.200 kilomètres.

Les six offensives de grande envergure rassemblées sous le nom d'*Aurore (Val Fajr)*, déclenchées par l'Iran entre le printemps 1983 et le printemps 1984, n'ont pas abouti à de meilleurs résultats, malgré les immenses sacrifices humains consentis.

En juillet 1983 (Aurore II), les troupes islamiques s'emparaient de la localité de Hadj Omran, une hauteur stratégique de 10 à 15 km² qui domine les gisements pétroliers du nord de l'Irak, et prenaient le contrôle de la route Piranshahr-Rawandauz, coupant ainsi les bases d'approvisionnement des rebelles kurdes iraniens réfugiés dans les montagnes voisines. Du même coup, cette opération endiguait le flux des *Peshmerga* (combattants kurdes) qui se retranchaient dans cette région depuis les raids *«punitifs»* effectués par l'armée turque dans les territoires montagneux du nord de l'Irak — en accord avec ce dernier — pour anéantir les bases arrières des Kurdes de nationalité turque.

En octobre 1983 (Aurore IV), l'armée de Khomeiny parvenait à occuper environ 5 à 10 km² en direction de la localité irakienne de Panjwin et se rendait ainsi maître d'une autre colline dominante dans les provinces du Kurdistan irakien, à l'extrémité nord du front (au sud de Bâneh et au nord-ouest de Marivan).

En 1984, les forces iraniennes, dont la majorité avait été engagée tout au long de l'année précédente dans le secteur nord, redescendaient vers le sud et cherchaient à isoler Bassorah, grand centre industriel et seul port maritime irakien, situé dans la seconde province pétrolière de l'Irak, où se trouvent les importants gisements de Rumaila, Zubair et Nahr Oman.

En février 1984, les Iraniens avancent dans la région des marais, à la charnière entre la troisième et la quatrième division de l'armée irakienne, et ils coupent en plusieurs points la route stratégique qui relie Bassorah à Bagdad. Le 22 février, ils s'emparent de la majeure partie des îles Madjnoun, d'une superficie de 200 km², situées dans les marais de Hawise, à l'est d'Alqournah. Ces îles désertiques contiennent un gisement pétrolier de 7 milliards de barils, soit un sixième des réserves connues de l'Irak [1]. Les installations pétrolières avaient été mises hors d'usage avant l'arrivée des Iraniens.

Toutefois, ces combats particulièrement meurtriers sont loin d'avoir assuré une victoire décisive à l'Iran. Les percées

ont été insignifiantes, comparées à l'étendue des destructions et à l'importance des pertes humaines. L'équilibre des forces n'a pas été réellement rompu. Des villes ont été anéanties, des régions entières dévastées. Des enfants *«volontaires»* de 12 à 15 ans, équipés d'armes légères, ont été opposés aux tanks, bombardiers et hélicoptères irakiens. Au cours de l'offensive de février 1984, au moins 20.000 jeunes *Bassidji* ont été tués. N'étant pas protégés par une couverture aérienne, ils ont été pris au piège dans les marais et décimés loin de leur base par l'aviation irakienne, alors que l'armée régulière battait en retraite.

Bagdad cherche à employer tous les moyens possibles pour sortir d'une guerre qu'il a lui-même déclenchée et il ne cesse de pousser à l'internationalisation du conflit afin de contraindre les pays occidentaux et les Etats du Golfe à s'y engager plus activement pour mettre fin aux *«excès iraniens»*.

Le 26 mars 1984, un rapport d'experts des Nations Unies confirmait que l'Irak avait effectivement employé des gaz de combat et des agents innervants (ypérite et tabun) contre les soldats iraniens, en violation de l'accord de Genève de 1925, ratifié par Bagdad en 1931, qui interdisait l'usage des armes chimiques et bactériologiques[2]. L'indignation générale soulevée par cet événement n'a guère impressionné les dirigeants irakiens, plutôt satisfaits de la tournure que prenait cette affaire sur la scène internationale, attisant la mauvaise conscience des démocraties occidentales jusqu'alors totalement passives devant la prolongation absurde de cette guerre.

Par ailleurs, face à l'acharnement et l'intransigeance de la République islamique, Bagdad affirmait sa volonté d'accroître l'insécurité dans le Golfe et d'attaquer tout navire se rapprochant des ports de l'Iran. Depuis août 1982, l'Irak a périodiquement entravé le trafic maritime à proximité des côtes iraniennes, a décrété «zone d'exclusion» l'ensemble du secteur nord-est du Golfe, qui s'étend jusqu'au port de Bushehr, et il a menacé de détruire l'île de Kharg, par laquelle transitent 90% des exportations pétrolières iraniennes.

Les autorités islamiques n'envisagent apparemment pas de mettre fin aux hostilités par des moyens pacifiques. Engagées à fond et de manière irréversible dans un pari difficile, celui d'instaurer une république islamique en Irak, elles pressentent qu'un échec, même relatif, ou une paix partielle peuvent mettre en péril leur propre pouvoir. Conscientes des répercussions économiques et sociales graves de cette guerre qui s'enlise depuis quatre ans, elles ont décidé de tout mettre en œuvre pour obtenir une victoire rapide et définitive.

Pour atteindre cet objectif, l'Iran s'est lancé depuis le début de 1984 dans une surenchère belliciste et il tend à abandonner les limites *« morales »* qu'il s'était fixées, en tant que porte-drapeau de l'Islam. Devant le comportement *« déloyal »* de son ennemi, il semble désormais décidé à rendre coup pour coup et à employer les moyens dont l'Irak n'a pas hésité à faire usage.

Le 15 février 1984, pour riposter aux raids aériens dirigés contre 11 villes iraniennes, les forces islamiques ont bombardé pour la première fois les agglomérations d'Amora, de Kut, de Bassorah et les quartiers ouest de Bagdad. Depuis quarante mois de combats, l'armée de Khomeiny avait évité d'attaquer des objectifs civils et cherché à gagner la sympathie de la population irakienne, dans l'espoir de la voir se soulever contre le régime baassiste. Cette attente ayant été déçue, l'Iran a préféré adopter la tactique de son adversaire : créer la panique et la peur chez la population civile et provoquer ainsi le mécontentement général. Paradoxalement, les dirigeants irakiens ont tardé à réagir pour défendre leurs propres populations, surtout dans les villes chiites du Sud, en pensant servir ainsi leurs intérêts et neutraliser la propagande « humanitaire » et panislamique de Khomeiny.

De même, pour la première fois depuis le début du conflit, l'Iran a pris pour cible, le 13 mai 1984, un pétrolier koweitien et le 16 mai, un tanker géant saoudien (212.000 tonneaux) dans les eaux territoriales de l'Arabie Saoudite, près du port de Ras-Tanura. Il n'entendait pas laisser plus longtemps sans réponse les attaques répétées de l'aviation

irakienne contre ses installations portuaires et les navires qui viennent s'approvisionner dans ses ports. L'Iran annonçait alors qu'il paralyserait la circulation maritime dans le Golfe et n'épargnerait pas les eaux territoriales des pays riverains qui, malgré leur apparente neutralité, soutiennent politiquement et financièrement l'Irak depuis le début des hostilités.

Sur le terrain, peu de changements sont intervenus. Les soldats irakiens sont de plus en plus âpres à combattre sur leur propre territoire national et ils peuvent se prévaloir de leur supériorité technologique et d'un potentiel militaire plus important que celui des forces iraniennes.

L'aviation irakienne est puissante, bien équipée par la France et l'URSS. En plus des cinq Super-Etendard munis de missiles Exocet prêtés par la France en 1983, elle dispose de fusées soviétiques Scud B d'une portée de 130 kilomètres et probablement de missiles SS 12, capables d'agir dans un rayon de 800 kilomètres. Elle possède également des avions de combat MIG 23, des chasseurs britanniques Hunter et des Mirages F1 d'origine française.

La force aérienne de l'Iran, elle, est insuffisante. Sur un nombre appréciable d'avions de combat hérités du régime impérial : F-4 Phantom, F-5 Freedom et intercepteurs ultramodernes F-14 Tomcat, seuls quelques-uns sont opérationnels. De plus les pilotes et le personnel technique font défaut.

Par contre, les unités navales iraniennes sont quatre fois plus puissantes que celles de l'Irak et elles sont pourvues d'équipements modernes, de destroyers, de frégates et de missiles. Les forces terrestres de l'Iran ont également une supériorité considérable sur les troupes irakiennes : 450.000 soldats iraniens font face à 250.000 Irakiens (presque le double). En dépit de la lassitude de la population, le régime islamique est encore capable d'acheminer de nouveaux contingents de volontaires vers le front en vue de préparer une nième bataille, toujours présentée comme définitive, mais dont les conséquences sont imprévisibles.

Les origines

Le 17 septembre 1980, le président irakien Saddam Hussein annonçait unilatéralement l'abrogation de l'accord d'Alger qu'il avait lui-même signé avec le Chah le 6 mars 1975. Il déclarait que le Chatt el-Arab, voie d'eau reliant les ports de Bassorah et d'Abadan au Golfe Persique, devait revenir sous la domination des Arabes. Le 22 septembre, les troupes irakiennes envahissaient l'Iran et le conflit larvé qui avait donné lieu, depuis le début de 1980, à de multiples incidents de frontière se transformait en une guerre ouverte.

Assurément, les origines de cette guerre ne se limitent pas au seul litige territorial. bien que celui-ci n'ait cessé d'être un sujet de discorde dans l'histoire récente de ces deux pays.

La question territoriale

La frontière qui sépare l'Iran de l'Irak est constituée au nord et au centre par la haute chaîne des monts Zagros et au sud par le Chatt el-Arab, né de la réunion du Tigre, de l'Euphrate et de la rivière Karoun.

Depuis le XVIe siècle, l'empiètement de l'Empire persan sur la Basse-Mésopotamie a nourri des conflits périodiques avec l'Empire ottoman, qui régnait alors sur une vaste partie des territoires arabes et de l'Europe centrale. Le traité de Souhab, datant de 1639, et celui d'Arzeroum, conclu en 1847, qui faisaient passer l'extrémité méridionale de la frontière turco-persane par le Chatt el-Arab, ont souvent été remis en cause, en raison de leur imprécision quant aux droits de navigation et de l'absence de détermination explicite des limites territoriales, surtout dans l'espace compris entre le Tigre et la rivière Karoun.

A partir du XIXe siècle, ces désaccords vont progressivement faciliter l'intervention des puissances coloniales. En

1912, lors d'un nouvel accrochage, l'Empire ottoman porte l'affaire devant la Cour de La Haye et en 1913, sous la pression anglo-russe, un accord quadripartite entre la Perse, l'Empire ottoman, la Russie et la Grande-Bretagne est conclu. Connu sous le nom de « Protocole de Constantinople », il reconnaît la souveraineté ottomane sur l'ensemble du fleuve. Un an plus tard, une commission chargée d'établir le tracé détaillé de la frontière entre les deux pays fixe comme limite la rive est du Chatt el-Arab, tout en accordant quelques possibilités de mouillage à la Perse.

Le démantèlement de l'Empire ottoman à la suite du traité de Sèvres en août 1920 donne naissance à l'Irak, territoire qui s'étend sur environ 438.000 kilomètres carrés et dont les contours sont mal précisés. Au cours des années 1930, les incidents frontaliers reprennent. En 1934, l'Irak porte plainte auprès de la Société des Nations. La tension en Europe et la montée du pouvoir nazi incitent la Grande-Bretagne à réduire les conflits entre ses alliés orientaux. Sous sa pression, l'Irak est contraint de s'entendre avec Rezâ Châh. Un nouvel accord, un peu plus favorable à l'Iran, est signé le 4 juillet 1937, fixant à nouveau la frontière fluviale à la rive iranienne mais *« sur la ligne du niveau des basses-eaux »*, excepté à Abadan, où elle passe par le thalweg (milieu du cours d'eau au plus bas niveau navigable). Quelques jours plus tard, un traité d'amitié est établi entre le Chah et le souverain hachémite et, au même moment, dans le cadre du pacte de sécurité de Saadâbâd, l'Irak rejoint l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan, qui décident de resserrer leurs liens pour faire face au *« danger communiste »* et lutter contre les rébellions kurdes.

La chute de la monarchie hachémite, le 14 juillet 1958, et l'arrivée au pouvoir du général Kassem sont à l'origine de divergences politiques qui enveniment les rapports entre Téhéran et Bagdad et font rebondir les désaccords frontaliers.

Mais c'est surtout après le coup d'Etat de juillet 1968, consacrant la domination du parti Baas en Irak, que le con-

flit au sujet du Chatt el-Arab éclate au grand jour. Le 19 avril 1969, le Chah, fort de son autorité régionale, dénonce les accords du passé et affirme la souveraineté de l'Iran sur la moitié des eaux du Chatt. Le rapprochement de Bagdad avec Moscou en 1972 et l'entrée des communistes au gouvernement en 1973 creusent encore plus le fossé entre le régime impérial et le pouvoir baassiste.

L'ambition régionale de l'Iran irrite Bagdad. En novembre 1971, il proteste contre l'invasion par les troupes iraniennes des trois îlots du détroit d'Ormuz, Grande Tomb, Petite Tomb et Abou Moussa, appartenant aux Emirats du Golfe et abandonnés par les forces britanniques. Il rompt alors ses relations diplomatiques avec l'Iran.

Cependant, les difficultés intérieures du régime irakien, harcelé par la guérilla kurde dans ses provinces du nord, l'ont obligé à modérer ses positions vis-à-vis de l'Iran, d'autant plus que, depuis le début des années 1970, le Chah apportait un soutien massif aux rebelles kurdes, dans le but de déstabiliser le pouvoir baassiste. Les troupes iraniennes, appuyées par un équipement militaire moderne et une artillerie lourde, combattaient aux côtés des *Peshmerga*.

La guerre israélo-arabe d'octobre 1973 donnait un prétexte à Bagdad pour renouer des relations avec l'Iran. Deux ans plus tard, en mars 1975, lors d'une réunion au sommet de l'OPEP à Alger, Saddam Hussein, alors vice-président irakien, signait un accord avec le Chah, aux termes duquel l'Irak cessait de réclamer la souveraineté sur la totalité du Chatt el-Arab. La frontière fluviale était désormais fixée à la ligne du thalweg et les droits de navigation étaient partagés. En contrepartie, le Chah acceptait de mettre fin à son soutien aux Kurdes et les abandonnait à leur sort.

Le 25 septembre 1980, trois jours après la pénétration des forces de Bagdad en Iran, le ministre irakien de la Défense déclarait que son pays avait signé l'accord d'Alger en position de faiblesse : « *Nous n'aurions pas dû accepter si nous avions eu le choix.* »

L'enjeu politique

La révolution iranienne a réveillé l'ensemble des forces politiques d'opposition en Irak : militants kurdes, nationalistes arabes, parti communiste et surtout mouvements chiites tous réduits au silence par le pouvoir imposant du parti Baas.

Peu après la mise en place de la République islamique, les autorités religieuses de Téhéran ont appelé la population chiite d'Irak à *« se soulever contre le régime baassiste, athée, ennemi de l'Islam et du peuple irakien. »*

Le parti Baas, qui se réclame du socialisme et se veut le défenseur du nationalisme arabe, ne conteste pas la morale islamique, respecte la liberté des croyants et reconnaît le rôle social des ulémas, mais il s'oppose à leur militantisme politique et à l'intervention des religieux dans les affaires de l'Etat. Sur ce point, il est en contradiction radicale avec la pensée de Khomeiny, qui fait de l'Islam une entité idéologico-politique capable de gérer l'ensemble de la vie économique, morale et culturelle. Selon le Guide de la révolution, le nationalisme arabe et le socialisme baassiste ont avili l'Islam, encouragé le modernisme et la pensée laïque, causes de la défection des croyants et de la dégradation morale de la société.

La diversité ethnique et religieuse a toujours constitué une menace permanente pour le pouvoir central en Irak. Les chiites, qui représentent 55 à 60% de la population, habitent les provinces pauvres du sud et la banlieue de Bagdad. Les sunnites sont eux-mêmes partagés en deux ethnies : d'un côté les Arabes (25% de la population), vivant dans les régions centrales et septentrionales du pays, de l'autre les Kurdes (20%), qui occupent le nord et le nord-est.

En dépit de leur infériorité numérique, les Arabes sunnites ont dominé le pays depuis la naissance de l'Irak, aussi bien sous le protectorat britannique et à l'époque de la monarchie qu'après la révolution de 1958. Ils n'hésitent pas

à étouffer toute velléité nationaliste ou contestation religieuse mettant en cause leur hégémonie politique.

Le sous-développement et l'infériorité sociale dans lesquels sont maintenus les chiites irakiens sont les principales causes de leur tendance à la religiosité. Généralement tournés vers le commerce et l'artisanat, ils sont acculés à la pauvreté et vivent dans une demi-autarcie, à l'écart de l'Etat et de l'administration.

Seule une faible fraction d'entre eux ont une chance d'atteindre un niveau élevé dans l'échelle sociale. La concentration des écoles et des universités dans les régions où prédominent les sunnites et les possibilités qui sont offertes à ces derniers leur permettent d'avoir accès plus facilement aux études supérieures. Aussi est-ce parmi eux que sont recrutés les hauts fonctionnaires et les cadres supérieurs de l'appareil étatique.

Le mouvement chiite irakien est né au lendemain de la chute de la monarchie hachémite. L'extension du Parti Communiste dans les provinces populaires du Sud inquiétait les milieux religieux chiites. Pour barrer la route au communisme et empêcher la prolifération des idées laïcisantes, ils ont fondé leur première organisation politique, dénommée Al Da'wa. Son but était aussi bien d'œuvrer au réveil culturel islamique que de s'engager dans une action politique directe.

L'arrivée au pouvoir du parti Baas a accru la virulence de cette organisation, qui est devenue la cible de la répression. Les troubles qui se sont produits en 1974, 1977 et 1978 à Nadjaf et à Karbala, villes saintes de l'Islam chiite, ont été sévèrement réprimés et plusieurs membres de Al Da'wa ont été exécutés.

Les événements iraniens ont radicalisé le mouvement chiite en Irak et l'ont incité à une confrontation directe avec le pouvoir. Celui-ci, pour prévenir la contagion islamique, ne se prive pas d'user de la force. Alors qu'il tente de séduire les ulémas de second rang, qu'il augmente les subventions destinées à la construction de mosquées et d'établissements religieux et qu'il prend des mesures pour que les fonds

alloués aux affaires religieuses soient répartis équitablement et sans distinction entre chiites et sunnites, il refoule sévèrement les manifestations dans les villes à dominance chiite, dissout le parti Al Da'wa, qui était déjà en semi-clandestinité, et déclare passible de la peine de mort toute personne se réclamant de ce mouvement. En 1979, Mohammad Bâgher Sadr, un des ayatollahs les plus respectés de Nadjaf, est arrêté pour être exécuté le 4 avril 1980.

Toutefois, contenir l'activisme des mouvements islamiques et se prémunir contre le risque d'un soulèvement chiite dans le Sud ne sont pas les seules préoccupations du gouvernement de Saddam Hussein. Au Nord, il doit affronter l'irrédentisme des Kurdes, dont les exigences se sont nettement radicalisées depuis le renversement de la situation en Iran.

Les Kurdes ont toujours été sévèrement opprimés par les régimes en place, aussi bien en Irak qu'en Iran et en Turquie ; leurs droits nationaux et ethniques sont totalement méconnus et bafoués. En Irak, leur importance numérique (ils sont environ 3 millions sur une population de 14 millions d'habitants) et l'existence de riches gisements pétrolifères à Kirkouk, en territoire kurde, donnent plus de vigueur à leur lutte presque permanente pour obtenir le droit à l'autodétermination. Aussi le nationalisme kurde est-il plus actif en Irak que dans les pays voisins.

Après la révolution de juillet 1958, l'espoir d'accéder à l'autonomie s'est vite envolé. Dès 1961, des mouvements insurrectionnels se sont étendus dans toutes les provinces du Kurdistan. Pourchassés et déportés, les Kurdes ont subi des vagues d'extermination continuelles pendant presque dix ans. Le 11 mars 1970, après de longues négociations avec le Parti Démocrate Kurde (PDK) dirigé par Moullah Mustapha Barzani, le régime baassiste a reconnu au Kurdistan une relative autonomie, qui n'a en fait jamais été appliquée. La population kurde a été déplacée de force et les implantations d'Arabes dans la région pétrolière de Kirkouk se sont multipliées, ce qui a déclenché de nouvelles révoltes.

Les erreurs des dirigeants kurdes, qui ont voulu à tout prix trouver un *« protecteur étranger »* et se sont appuyés au début des années 1970 sur la CIA et le régime impérial, les ont menés une fois encore à une défaite sanglante. Ainsi, en 1975, après le rapprochement entre l'Irak et l'Iran et l'arrêt du soutien que le Chah apportait aux militants kurdes, le régime baassiste n'a eu aucun mal à venir à bout de la rébellion et à rétablir l'ordre au Kurdistan irakien.

La relance des mouvements autonomistes en Iran depuis la chute du Chah a réveillé la vigilance de Bagdad, qui coopère désormais étroitement avec la Turquie pour pouvoir mieux maîtriser la résistance kurde.

Une autre source de difficultés intérieures provient de la rupture avec les communistes, pourtant longtemps les alliés privilégiés du régime. Rappelons qu'au début des années 1970, l'alliance avec le PC et le rapprochement avec Moscou avaient facilité la tâche du pouvoir et lui avaient permis de frapper durement les opposants kurdes qui, jusque-là, bénéficiaient d'une certaine sympathie auprès des communistes.

Mais cette alliance n'a pas été durable. En 1977, les relations entre le Baas et le PC se sont détériorées. Un an plus tard, 21 militants communistes étaient exécutés pour avoir *« fomenté des troubles dans l'armée »*. Le PC dénonçait alors l'appareil répressif, la torture et les arrestations arbitraires et il condamnait l'orientation de la politique étrangère de l'Irak, trop encline, selon lui, à s'aligner sur les pays arabes conservateurs. En 1979, peu après la révolution iranienne, il rompait avec le pouvoir et passait dans la clandestinité.

L'isolement de l'équipe dirigeante atteint un degré critique lorsque, en 1979, les divisions à l'intérieur même du Baas conduisent à des dissidences et à la contestation du gouvernement en place. Le 16 juillet, Ahmad Hassan al-Bakr, Président de la République et secrétaire général du Baas, se démet de ses fonctions pour *« raisons de santé »* et transfère ses pouvoirs à Saddam Hussein, Vice-président du Conseil. Quelques jours plus tard, à la suite de la découverte, le 28 juillet, d'un *« complot syrien »*, plusieurs dizaines

de hautes personnalités du Baas sont arrêtées ; vingt et une d'entre elles sont condamnées à mort par des tribunaux d'exception siégeant à huis clos et exécutées le 8 août.

Le pouvoir central tend alors à se concentrer entre les mains d'hommes originaires de Takrit, ville natale du nouveau président, dont l'autorité est renforcée par l'élection de l'Assemblée le 20 juillet 1981. A cette occasion, les candidats « *désirables* » ont été sélectionnés parmi ceux des membres du Baas qui partageaient sans réserve « *les principes de la révolution du 17-30 juillet 1968* ». Les militants kurdes, communistes et chiites ont été soigneusement écartés.

Lorsqu'en septembre 1980 Saddam Hussein lance son offensive contre l'Iran, le régime irakien se trouve face à de graves problèmes internes. En butte à l'hostilité de l'ensemble des forces politiques du pays, encerlé et harcelé par des opposants de tous bords, trahi par ses amis de longue date, il devait de surcroît endurer les appels à la révolte que lançaient les autorités islamiques de Téhéran.

On comprend ainsi l'importance de l'enjeu politique de la guerre. Certes, l'Irak l'a présentée comme le résultat du contentieux séculaire entre Arabes et Persans, comme un combat légitime pour récupérer ses « *droits historiques* ». Mais, en fait, elle était un moyen pour le régime de dissimuler la dégradation du climat intérieur et de barrer la route au déferlement islamique qu'il redoutait. Elle répondait également à l'ambition qu'avait Bagdad de s'affirmer comme une puissance régionale et de combler le vide créé par l'effondrement du régime impérial.

L'invasion de l'Iran

Bagdad a été encouragé dans son dessein par l'isolement diplomatique où se trouvait l'Iran depuis la détention des otages américains et l'affaiblissement du régime islamique,

miné par une impitoyable lutte pour le pouvoir, ayant à affronter le mécontentement populaire et les révoltes des minorités ethniques, kurdes, arabes, etc. Son intention était d'asphyxier l'Iran en occupant, par une attaque surprise, une région économique et industrielle vitale, le Khouzistan, et peut-être de créer dans les «zones libérées» une base pour la droite monarchiste avec laquelle il avait noué des liens. Il espérait par là aboutir à la désintégration rapide de l'appareil islamique.

Le 22 septembre 1980, les forces irakiennes pénètrent en Iran et, au bout de quelques jours, occupent la ville frontalière de Qasr-e Chirin au nord du pays, et les localités de Mehran et Bostan au centre. Mais au sud, elles doivent affronter une résistance populaire inattendue, transformant ce que Saddam Hussein appelait une «*promenade militaire*» en une guerre d'usure qui va se prolonger pendant plusieurs années.

Il faut un mois de violents combats pour que la ville de Khorramshahr soit investie et les troupes irakiennes piétinent aux portes d'Abadan, Ahwaz, Susangerd et Dezfoul. Malgré sa supériorité militaire et l'effet de surprise, la progression de l'armée irakienne est lente. Le ralliement de la population arabophone du Sud, sur lequel misait Bagdad, n'aura pas lieu.

En novembre 1980, deux mois après le début des hostilités, le front est presque stabilisé. Les conditions climatiques et la réorganisation rapide des forces iraniennes font barrage à l'avancée des Irakiens, qui n'étaient pas préparés à une longue bataille et s'enlisent dans une sanglante guerre de positions. Pendant presque dix mois, aucune action d'envergure n'est menée ni d'une part ni de l'autre.

Les missions de bons offices et les diverses tentatives de médiation entreprises par l'ONU, les pays non alignés, la Conférence islamique, Cuba, l'Algérie et l'OLP se soldent par des échecs. L'Iran rejette catégoriquement toutes les demandes de cessez-le-feu et fixe comme condition préalable le retrait total des forces irakiennes de l'ensemble du territoire iranien.

Les contre-offensives de l'Iran, qui se multiplient à partir de septembre 1981, font perdre successivement à l'Irak les positions qu'il avait conquises lors de son agression «éclair». Le 27 septembre, Abadan est désenclavée, après presque un an de siège. Le 29 novembre, les forces islamiques libèrent la ville de Bostan, investissent la route stratégique qui servait au ravitaillement des bases irakiennes de Hoveizeh et Hamid et avancent dans la région du centre, coupant en deux un front continu et homogène qui s'étendait de Qasr-e Chirin à Khorramshahr.

Le 22 mars 1982, le déclenchement de l'opération *Fath ol-Mobine* dans la région de Dezfoul permet à l'Iran de remporter une grande victoire militaire sur l'Irak. Deux mille kilomètres carrés de territoire national sont récupérés. Plusieurs dizaines de brigades irakiennes sont désarmées et des centaines de soldats faits prisonniers. Le 24 mai, la ville de Khorramshahr, occupée depuis le 24 octobre 1980, est libérée et les troupes de Khomeiny reprennent presque toutes les zones conquises par l'adversaire.

L'Iran a désormais l'initiative des actions militaires et l'armée irakienne, démoralisée et peu motivée par cette guerre, bat en retraite. En juin 1982, effrayé par la percée des Iraniens et les répercussions intérieures de sa défaite militaire, le président Saddam Hussein, saisissant le prétexte de l'invasion du Liban par Israël, annonce unilatéralement un cessez-le-feu sur l'ensemble des secteurs du front et insiste sur la solidarité dont, selon lui, doivent faire preuve les peuples islamiques face à l'agression de l'Etat hébreu. Peine perdue!

Le 13 juillet, après avoir lancé l'opération *Ramadan*, l'armée iranienne franchit la frontière irakienne et progresse de quinze kilomètres en direction de Bassorah. Mais elle est stoppée par les forces de Bagdad et, dès lors, elle est réduite à piétiner, en dépit de sa volonté de revanche.

Les répercussions économiques et politiques de la guerre

L'impact économique

La guerre porte gravement préjudice à l'avenir des deux pays, tant sont lourdes ses conséquences économiques. Plusieurs années d'efforts consacrés à la construction et au développement national ont été réduites à néant. Outre les séquelles sur le plan humain, le retard cumulatif pris sur les planifications, la dilapidation des richesses nationales, l'élargissement de la pauvreté, la destruction de villes, de centrales électriques et de réseaux de communication, la mise hors d'usage des infrastructures industrielles et pétrolières ont brisé l'espoir de voir, à moyenne échéance, ces deux nations sortir de leur état de sous-développement et de leur dépendance envers les pays occidentaux.

Dans un rapport publié en 1983 par l'Organisation iranienne du Plan et du Budget (OPB) sous le titre : *Un aperçu des dommages économiques de la guerre imposée par l'Irak à l'Iran*, le gouvernement islamique évaluait à 90 milliards de dollars les pertes économiques du seul secteur public pendant les deux premières années du conflit (du 22 septembre 1980 au 22 septembre 1982), sans prendre en considération ni les dépenses d'armement et la destruction des objectifs militaires, ni le manque à gagner lié à l'arrêt ou au ralentissement de la production pétrolière. Le secteur pétrolier vient en tête avec une perte de 33,5 milliards de dollars, suivi par l'agriculture (21,8 milliards de dollars), l'électricité (2,3 milliards), les routes, les transports et les douanes (2,1 milliards)[3].

En raison du déroulement de la majeure partie des combats sur son sol, l'étendue des dégâts subis par l'Iran est impressionnante. Deux ports commerciaux importants,

Khorramshahr et Abadan, ont été presque entièrement détruits. Les villes de Ahwaz, Dezfoul, Susangerd. Shustar, Bostan, Yazd, Bakhtârân (ex-Kermânshâh), Bâneh, etc. ont été considérablement endommagées. Du fait qu'elle se trouve concentrée à proximité des zones d'affrontements, l'industrie lourde (pétrole, pétrochimie, sidérurgie) a subi d'énormes dégâts matériels et toute activité industrielle a pratiquement cessé.

Mais plus importants encore sont les dommages causés à la raffinerie d'Abadan, la plus grande de l'Iran, qui possédait une capacité de 628.000 barils par jour et comblait la majeure partie des besoins intérieurs. D'autres raffineries, de moindre capacité, à Ahwaz, Bakhtârân et Téhéran, ont également été détériorées par les raids irakiens, aussi l'Iran est-il actuellement contraint de s'approvisionner auprès de l'Italie, de Singapour, du Yémen du Sud et des pays de l'Est pour satisfaire à sa propre demande de produits raffinés[4].

La guerre a également été à l'origine du déplacement de deux millions de réfugiés qui ont pesé lourdement sur un marché du travail déjà très encombré (le chômage touche 30 % de la population active). Leurs conditions de vie et de logement sont souvent dramatiques. Selon la Fondation iranienne des réfugiés de guerre, 50 % d'entre eux vivent dans des bâtiments publics ou des mosquées, 30 % sous des tentes et seulement 20 % bénéficient d'une habitation décente.

Cependant, la capacité de production pétrolière de l'Iran est demeurée quasiment intacte, du moins jusqu'à la mi-1984. Ce qui lui a permis — rappelons-le — de doubler ses exportations à partir de mai 1982, afin de soutenir une économie moribonde et de combler un grave déficit budgétaire.

En Irak, par contre, la menace d'asphyxie a été plus grande. Dès les premiers jours du conflit, le bombardement des terminaux de Fao et des installations pétrolières de Bassorah a coupé son seul débouché sur le Golfe par lequel transitaient auparavant 60 % de ses exportations.

La rupture des relations diplomatiques avec la Syrie, suivie par la fermeture des frontières syro-irakiennes, l'a égale-

ment privé d'un de ses principaux oléoducs du nord, qui reliait le gisement de Kirkouk aux terminaux méditerranéens de Banias (Syrie) et de Tripoli (Liban) et dont la capacité était de 1,4 million de barils par jour (toutefois les exportations journalières transitant par cette voie ne dépassaient pas habituellement 400.000 barils par jour).

Seul l'oléoduc situé entre Kirkouk et le port de Dortyol en Turquie lui a permis d'écouler son brut. Ainsi, sa production pétrolière, qui était de 3,4 millions de barils par jour en 1979 (11,2% de la production de l'OPEP), est tombée en 1982 à 930.000 barils par jour (5% de celle de l'OPEP), dont 750.000 destinés à l'exportation.

Le déclin des exportations pétrolières a conduit à la chute des recettes de l'Etat, qui sont passées de 26,3 milliards de dollars en 1979-1980 à 10,2 milliards en 1982 et à environ 6 ou 7 milliards en 1983. L'Etat a dû puiser dans ses réserves de devises. Selon l'estimation de la Banque des Règlements Internationaux, celles-ci, qui s'élevaient à 30 milliards de dollars avant la guerre, ont été réduites à 9,5 milliards en juin 1982 (et probablement à 3 ou 4 milliards en 1983).

Jusqu'en 1981, le régime irakien a essayé d'éviter que la population ne ressente trop durement le poids de la guerre. Mais à partir de cette date, une sévère politique d'austérité a été instaurée : les nouveaux projets sont arrêtés, les importations réduites de 50% et les dépenses non indispensables supprimées. Des mesures sont prises pour limiter l'expatriation des revenus des immigrés (au moins 1.250.000 Egyptiens travaillant en Irak font sortir chaque année 4 milliards de dollars).

La baisse des ressources et la pénurie de devises mettent de plus en plus Bagdad à la merci de l'aide des pays arabes modérés, comme le Koweit et l'Arabie Saoudite, qui, entre autres, livrent à la France ou au Japon une partie de leur propre pétrole afin de rembourser les achats que l'Irak a effectués auprès de ces derniers.

Pris à la gorge par une guerre qui n'en finit pas, Bagdad a également été obligé de demander une assistance finan-

cière aux pays occidentaux, de façon à pouvoir couvrir ses dettes. Les prêts qui lui ont été accordés par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon lui ont permis de faire face à ses échéances civiles et militaires.

La guerre a également un autre inconvénient pour Bagdad, celui de draîner la force de travail. La mobilisation a touché pratiquement tous les centres de production industrielle et, pour pallier le manque de main-d'œuvre, le gouvernement a embauché, en accord avec Bangkok, 50.000 Thaïlandais au début de 1984[5].

Les conséquences sur la politique intérieure

La guerre a conduit à la montée du conservatisme et de la réaction dans les deux pays. Elle a servi à justifier toutes les restrictions des droits démocratiques élémentaires. Ses effets immédiats sur la politique intérieure de l'Iran ont été de consolider l'assise de la République islamique qui, à la veille des hostilités, commençait à être sérieusement ébranlée, et de favoriser l'islamisation de la société et le report *sine die* des réformes sociales. En Irak, elle a accentué l'omniprésence du parti Baas, renforcé le pouvoir du président irakien et accéléré le rapprochement de Bagdad avec les Etats conservateurs du Golfe.

A Téhéran, la fraction la plus dure du clergé a pu accentuer sa mainmise sur les institutions de l'Etat et sur les *Pasdaran*, dont les prérogatives étaient considérablement élargies: ceux-ci formaient désormais une véritable instance politique et militaire indépendante, ayant son ministère, son budget, recrutant ses propres soldats et négociant des achats d'armes à l'étranger.

Eloignée de la capitale, l'armée a été neutralisée et contrôlée par des commissaires religieux. Elle a subi des purges et des brassages multiples après la découverte de plusieurs *«complots militaires»*. Son encadrement a été réorganisé et homogénéisé, par le biais de mutations d'officiers et de

diverses promotions. Quant aux groupements de l'opposition, ils ont été pourchassés et impitoyablement réduits au silence.

Pour pouvoir maintenir l'effort de guerre, le régime a joué sur les sentiments religieux et nationalistes. Vouée au culte du martyre, la population avait moins tendance à rejeter sur le pouvoir la responsabilité des morts. Il a fallu une bonne dose de cynisme et de fanatisme aux autorités chiites pour inciter les enfants et la population pauvre à s'engager dans la bataille. Ainsi, pour prouver que la justice céleste était de leur côté, elles sont allées jusqu'à invoquer de mystérieuses *«apparitions»*. *«Nous nous appuyons sur des révélations divines»*, disait l'hodjatoleslam Rafsandjani, représentant de l'imam au Conseil supérieur de la Défense et président du *Majless*, lors d'une prière du Vendredi. *«Les autres ne comprennent pas ce problème. Nous avons des entretiens avec nos combattants blessés. Ils ont vu, de leurs propres yeux, des apparitions divines. Ils les ont touchées et il leur a même été possible de les filmer»*[6].

Cependant, si pour installer leur pouvoir les religieux radicaux ont pu largement bénéficier de la solidarité nationale et de l'«union sacrée» déclenchées par la guerre, celles-ci n'ont pas tardé à s'émousser. La lassitude de la population, surtout depuis que l'Iran mène la guerre en territoire ennemi, est de plus en plus manifeste. L'octroi de substantiels avantages matériels et financiers n'est désormais plus suffisamment persuasif pour que les parents acceptent d'envoyer leurs enfants au combat. Khomeiny lui-même est intervenu pour dire que l'autorisation des parents n'était pas obligatoire pour enrôler un enfant dans l'armée de l'Islam.

Le mécontentement suscité par la guerre va en s'approfondissant et se transforme peu à peu en hostilité directe envers le régime. En 1983, des manifestations dans les villes martyres de Dezfoul, Ispahan et Yazd ont dégénéré en émeutes et en affrontements avec les forces de l'ordre.

La gravité de la situation économique, le chômage et le poids social que représentent les réfugiés ne semblent pas

dans l'immédiat refroidir l'ardeur guerrière des autorités religieuses, qui se trouvent dans une impasse. Un recul de leur part ou une résignation à la paix risquent de menacer leur pouvoir, plus qu'une folle fuite en avant.

En Irak, le sanglant *«nettoyage»* qui s'est opéré à l'intérieur du parti Baas et l'élimination de tous ceux qui considéraient l'écartement du président comme la meilleure solution pour apaiser la colère des ayatollahs ont fortifié les positions de Saddam Hussein au sein d'un Etat bureaucratique hautement centralisé.

Les pertes en vies humaines sont mal ressenties par la population irakienne. Aucune famille n'a été épargnée. Les désertions dans l'armée se multiplient. Le *«volontariat»* de départ est devenu une obligation pour défendre le sol national. Des travailleurs égyptiens et tunisiens ont même été enrôlés de force. Les contraintes économiques et la sensibilité populaire ont beaucoup joué sur la décision de Bagdad de chercher à tout prix une paix négociée.

Les excès et le fanatisme des chefs religieux de Téhéran ont contribué à alimenter la propagande du gouvernement irakien qui cherche à noircir l'image de la République des ayatollahs. Le *«péril khomeiniste»* semble même désemparer les membres de l'opposition laïque, qui s'ils n'espèrent pas la victoire des Iraniens, ne sont pas mécontents de l'affaiblissement du pouvoir de Bagdad.

Une partie des adversaires du régime se sont directement ou indirectement ralliés au gouvernement de Téhéran. C'est le cas par exemple du PC qui a conclu un pacte avec le PDK de Massoud et Idris Barzani, lui-même lié d'une part au gouvernement islamique, de l'autre au parti Al Da'wa. Ce dernier s'est joint au Conseil suprême de la République islamique d'Irak qui s'est constitué à Téhéran, sous la présidence du leader religieux irakien Seyed Mohammad Bâgher Hakim.

L'activisme des mouvements chiites (Al Da'wa, Moudjahedines, Amal) a pris une singulière ampleur depuis la guerre. De multiples attentats ont été perpétrés: en août

1982 contre le ministère de l'Intérieur, en avril 1983 contre le quartier général de l'armée de l'air — opération qui a fait 130 victimes — et en novembre 1983 contre le centre d'approvisionnement de l'armée et la direction des Services de sécurité.

En même temps qu'ils intensifient la répression à l'égard des militants islamiques, les dirigeants assouplissent leurs positions envers les autres opposants, surtout les Kurdes, dont les révoltes ont paralysé les actions militaires menées dans le nord du pays pour riposter contre les offensives iraniennes. En décembre 1983, Saddam Hussein signe un accord avec Jalal Talebâni, leader de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), une des principales forces kurdes irakiennes. Selon cet accord, le gouvernement accepte des concessions importantes et garantit aux Kurdes une plus grande autonomie régionale : élections libres, création d'une assemblée et d'un Conseil exécutif régionaux, allocation de 30 % du budget de l'Etat à la reconstruction des régions du Kurdistan touchées par la guerre, inclusion dans la province kurde d'une partie du Tamin et de la ville de Khanaqin. En revanche, 4.000 *peshmerga* seront prêts *« à protéger le Kurdistan contre l'ennemi extérieur »*[7].

Grâce à cet apaisement, l'armée irakienne aura le libre accès à une région qui, depuis le début de la guerre, était contrôlée par les Kurdes. Les forces irakiennes bénéficieront aussi de renforts pour mieux résister à l'armée islamique, solidement établie depuis 1983 dans le secteur nord, autour de Hadj Omran et de Panjwin.

LES CRAINTES DES GRANDES PUISSANCES

La «stratégie préventive»

Depuis le renversement d'un de leurs principaux alliés au Proche-Orient et l'avènement de la République islamique, les Etats-Unis s'emploient à modifier leur programme stratégique dans cette région. La priorité que Washington accordait auparavant à la recherche de solutions politiques aux problèmes proche-orientaux, en particulier à la question palestinienne, fait place à la ferme volonté de privilégier dorénavant la réponse militaire pour résoudre les conflits qui déchirent cette partie du monde. La baisse de la crédibilité des Etats-Unis quant à leur capacité de défendre leurs partenaires en danger, surtout après la chute du Chah et l'invasion soviétique en Afghanistan, a suscité l'inquiétude des Etats arabes conservateurs qui espéraient un soutien américain plus actif.

C'est pourquoi, après le développement de la politique *«islo-navale»* des années 1960 — qui consistait à réduire le stationnement au sol et à créer des bases insulaires — et la mise en place de gendarmes régionaux au cours des années 1970, s'ouvre une nouvelle phase du redéploiement des forces américaines dans le monde : la *«stratégie préventive»*. Celle-ci a pour objectif d'accroître la capacité de défense des alliés chancelants et de développer des moyens d'accès et des bases militaires dans le Tiers-Monde, afin de faciliter une éventuelle intervention rapide des USA. Les Etats doivent désormais être en mesure de se défendre eux-mêmes, sous l'œil vigilant des forces américaines.

En fait, le renforcement de la puissance militaire des «pays amis» ne date pas d'aujourd'hui. Depuis le début des années soixante dix, le Proche-Orient accumule une quantité proprement colossale d'armement sophistiqué. Mais ce phénomène est plus net encore depuis la fin des années 1970. Les seules ventes du gouvernement américain aux pays de la région (d'Etat à Etat), menées dans le cadre des *«Foreign Military Sales»* (FMS), s'élevaient à 3,7 milliards de dollars en 1976 ; elles ont atteint 6,9 milliards de dollars en 1982. Le montant des commandes de l'Egypte durant cette période est passé de 3 millions à 1,3 milliard de dollars et celles de l'Arabie Saoudite de 900 millions à 4,4 milliards de dollars[1].

En 1983, sur la totalité des sommes que les Etats-Unis consacrent à leur assistance militaire dans le monde (10.823 millions de dollars), 65% sont réservés au Proche-Orient. Israël est en tête des bénéficiaires, avec 23% du total, suivi par l'Egypte (21,5%), la Turquie (7,6%) et le Pakistan (4,8%), tandis que l'ensemble des subventions militaires américaines accordées à l'Amérique centrale est inférieur à 500 millions de dollars (4,6% du total)[2]. Ces aides sont en nette progression par rapport à l'année 1982 : la somme allouée à Israël a augmenté de 13%, celle attribuée à l'Egypte de 23%, à la Turquie de 17% et au Pakistan de 348%[3].

La volonté de Washington de se porter au secours de ses alliés menacés a surtout été confirmée par l'annonce à la fin de juin 1979, quatre mois après la révolution iranienne, de la création d'une force de déploiement rapide (FDR), capable d'agir partout, au Proche-Orient comme dans le reste du monde. Cent mille hommes, faisant partie des unités extérieures de l'OTAN, sont susceptibles d'être mobilisés pour des opérations urgentes, avec une autonomie moyenne de 60 jours[4]. A cette occasion, des accords de coopération militaire ont été conclus avec l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Turquie, le Pakistan, le Sultanat d'Oman, la Somalie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie pour permettre d'étendre les facilités américaines.

La Turquie, qui constitue le front avancé de l'OTAN en Méditerranée et possède 2.000 kilomètres de frontières communes avec l'URSS, est l'un des alliés privilégiés des USA. Depuis l'effondrement de la monarchie Pahlavi. elle héberge une station d'écoute américaine géante, qui était auparavant installée en Iran. Les relations entre les deux pays avaient été quelque peu affectées à la suite de l'embargo sur l'armement destiné à la Turquie, décrété par Gerald Ford pour protester contre la position de celle-ci vis-à-vis de Chypre. Mais l'installation de la junte au pouvoir en septembre 1980 a accéléré le rapprochement turco-américain. En janvier 1981, après la signature d'accords militaires bilatéraux, la Turquie ouvre aux forces militaires américaines non seulement la base de l'OTAN située à Incirlik, mais également l'ensemble de ses ports, aéroports et routes.

Riverain de la mer d'Oman et voisin de l'Afghanistan, le Pakistan du général Zia sert également de base logistique irremplaçable. La vente de 40 avions F-16 autorisée par le Congrès américain en novembre 1981 et de substantielles aides matérielles et militaires ont permis en contrepartie de faciliter la présence des Etats-Unis, qui se sont vu offrir des possibilités d'accès au centre naval de Gwandar et à la base aérienne de Peshawar[5].

L'Arabie Saoudite, qui s'estime menacée par le conflit du Golfe, les troubles dans la Corne de l'Afrique et la *« subver-*

sion communiste», a grand besoin de ce soutien direct de Washington. En 1980, après le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le Pentagone y a envoyé, à la demande de Ryad, quatre avions radars AWACS (Airborne Warning And Control Systems), capables de détecter des attaques aériennes à basse altitude. Et en 1981, après un débat houleux, le Congrès américain a approuvé la vente à l'Arabie Saoudite de cinq appareils de ce type, d'une valeur totale de 8,5 milliards de dollars, qui seront livrés en 1985.

Les contrats de coopération militaire signés avec l'Egypte en 1980 comprennent, entre autres, l'aménagement d'un terrain sur les côtes de la Mer Rouge où seront construits une piste d'atterrissage de 4.000 mètres, destinée à recevoir des bombardiers géants, et un camp d'entraînement pour une division américaine de 16.000 hommes (base de Ras Banas). A cela, il faut ajouter les facilités portuaires et aériennes offertes aux forces américaines à Massirah, Salalah et Mascate (dans le Sultanat d'Oman), à Mogadiscio et Berbera (en Somalie) et enfin à Mombasa (au Kenya).

Les bases arrières de la FDR sont assurées par les groupes navals américains qui stationnent d'une part dans l'Océan Indien (24 navires de guerre, à la tête desquels se trouve le porte-avions Midway, susceptible de transporter 75 avions), de l'autre en Méditerranée (VIe flotte, comprenant environ 30 navires) et sont en liaison avec le plus grand réservoir militaire des Etats-Unis dans l'Océan Indien : l'île de Diego Garcia, située à 1.000 milles de la pointe de l'Inde.

L'importance économique du Golfe

Les impératifs économiques ont toujours orienté les prises de position des pays occidentaux lors des conflits en

Afrique, en Asie et au Proche-Orient, et à plus forte raison quand il s'agissait de la région du Golfe Persique : son importance commerciale et la richesse de son sous-sol en font le point le plus sensible et le plus convoité du monde.

Les inquiétudes des puissances occidentales quant à l'avenir du Golfe ne sont pas sans fondement. Les événements iraniens ont attisé les mouvements insurrectionnels anti-impérialistes qui couvaient en Arabie Saoudite, à Bahrein, au Koweït, au Dhofar et dans les Emirats Arabes Unis. L'occupation de la grande mosquée de La Mecque à la fin de 1979 (20 novembre), les émeutes dans les provinces saoudiennes, la tentative de coup d'Etat à Bahrein en décembre 1982, fomentée par *« des éléments subversifs entraînés en Iran »*, ont semé la peur dans les Etats conservateurs du Golfe, qui attendent une plus grande protection de leurs alliés occidentaux. De plus, l'extension de la guerre risque de déstabiliser encore davantage toute la région.

Il est vrai que la dépendance du monde industrialisé envers le pétrole du Golfe Persique s'est nettement réduite depuis quelques années. Si le Japon est encore largement tributaire de cette région, d'où il importe 65,3 % de son brut, les Etats-Unis et les pays européens ont su nettement diminuer leur part. Alors qu'en 1978, les Etats riverains fournissaient 57,4% des importations pétrolières de la CEE, ce chiffre est tombé à 29,6% en 1983. De même, les importations des Etats-Unis en provenance de ces pays ne représentaient plus que 14,3% de l'ensemble de leurs achats de brut en 1983 (contre 36% en 1978). Cette tendance à la baisse s'explique surtout par la récession économique de l'Occident, son orientation vers d'autres sources d'énergie et la diversification de ses fournisseurs.

Cependant, le Golfe détient encore une place non négligeable dans l'approvisionnement en pétrole des pays avancés. Il assure 22,1% de la production mondiale[6]. Recélant 54,7% de l'ensemble des réserves connues, il est la première région pétrolifère du globe. Au rythme de la production actuelle, son sous-sol pourra encore fournir du pétrole pendant 90 ans, alors que les puits des autres régions seront

taris : les réserves d'Amérique latine et d'Afrique ne vont pas durer plus de 40 ans, celles de l'Extrême-Orient, l'URSS et l'Europe, 20 ans, et celles des Etats-Unis 10 ans (à moins que de nouvelles sources ne soient découvertes).

En raison du sous-développement et du manque d'infrastructure industrielle de la région du Golfe, les pays riverains consomment très peu de leur propre pétrole. Ainsi, la majeure partie de la production est écoulée vers l'extérieur, ce qui fait de cette région le premier marché pétrolier mondial, où s'effectue 45 à 50% du commerce de brut.

La menace de blocus qui pèse sur le détroit d'Ormuz est un des principaux éléments qui ont attiré l'attention des pays occidentaux dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, et les ont déterminés à limiter son extension. Cependant, d'après les observateurs occidentaux, la fermeture de ce détroit, qui d'ailleurs serait techniquement difficile à réaliser, ne conduirait pas à une pénurie grave de pétrole — même si l'on peut redouter ses répercussions psychologiques sur les prix du brut[7].

Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), sur 8,7 millions de barils qui transitent chaque jour par le détroit d'Ormuz — représentant 26% de la consommation du « *monde libre* » (en moyenne 33,5 millions de barils par jour en 1983) — environ un tiers pourrait être acheminé par d'autres voies.

L'Arabie Saoudite peut faire passer une partie de ses exportations par le port de Yanbu (sur la Mer Rouge), utilisé actuellement au tiers de sa capacité, soit au total 1,85 mbj (millions de barils par jour). De plus, ce pays dispose de stocks flottants d'un volume de 60 millions de barils, accumulés dans des tankers au large des côtes de Fujairah et d'Oman, à la sortie du détroit, et dans les cuves de stockage du terminal de Yanbu. La Syrie pourrait également ouvrir l'oléoduc irakien passant sur son territoire, au cas où son fournisseur, l'Iran, serait dans l'impossibilité de lui faire parvenir son pétrole. L'Irak pourrait ainsi écouler ses exportations par l'intermédiaire des ports de Banias (1,65 mbj) et de Tripoli (0,5 mbj).

De plus, les pays de l'OPEP situés hors du Golfe ont presque tous une capacité de production sous-utilisée et pourraient compenser les pertes jusqu'à concurrence de 3 millions de barils par jour. La Libye dispose d'une marge de sécurité de 0,9 mbj, le Nigeria de 0,8 mbj et le Venezuela de 0,7 mbj ; l'Indonésie, l'Algérie et le Mexique peuvent chacun accroître leurs exportations de 0,2 mbj[8].

En outre, il existe actuellement dans les pays de l'OCDE une quantité substantielle de réserves stratégiques (ou autres) qui s'élèvent à 525 millions de barils (dont 350 millions uniquement aux Etats-Unis) et peuvent garantir pendant 95 jours la consommation des pays industrialisés.

Aussi, l'insistance avec laquelle les puissances occidentales s'efforcent de protéger ces voies d'eau stratégiques et d'assurer la perméabilité du Golfe tient-elle peut-être moins à leur crainte d'une pénurie pétrolière qu'à leur désir de maintenir ouvertes les voies d'accès à un marché d'exportation florissant, le seul actuellement dans le Tiers-Monde capable d'absorber 60 milliards de dollars de marchandises par an, dont la moitié provient de la CEE et un tiers des Etats-Unis. Les USA sont au premier rang des exportations vers l'Arabie Saoudite, le Koweït et au deuxième rang à Bahrein, dans les Emirats Arabes Unis et le Yemen du Nord. Parmi les pays de la CEE, la RFA et l'Italie constituent les principaux fournisseurs du Golfe et se partagent à eux seuls environ 40 % du marché.

Washington et la guerre Iran-Irak

La guerre a doublement servi les intérêts américains au Proche-Orient. D'une part, elle a neutralisé le risque de propagation de la révolution iranienne et affaibli le pouvoir de Téhéran à un moment où le danger de la *« contagion islamique »* était grand. De l'autre, elle a acculé à la faillite l'Irak,

un des pays arabes les plus radicaux du Camp de la Fermeté. Enfin, elle a facilité la présence des forces américaines dans une région particulièrement sensible du monde.

L'agression irakienne en septembre 1980, surtout après le cuisant échec du raid américain de Tabas, n'a pas été vue d'un mauvais œil par la Maison Blanche et certains sont même d'avis qu'elle a été directement mêlée à la préparation du conflit. Cependant, les Etats-Unis n'ont jamais espéré la victoire décisive de l'Irak. La disparition du régime islamique ne se ferait pas nécessairement dans un sens qui leur serait favorable. Une défaite de l'Iran risquerait d'attiser les révoltes des minorités, de provoquer une guerre civile et, pire encore, de conduire au démembrement de l'Iran. En outre, elle pouvait mettre en danger la vie des otages. En octobre 1980, un mois après le début des hostilités, Washington informait le gouvernement iranien qu'il était prêt à le soutenir, à lever les sanctions et à lui fournir des armes et des pièces de rechange en contrepartie du *« retour des otages »*.

Une fois l'affaire des otages oubliée, Washington a considéré qu'il était conforme à sa stratégie et à terme avantageux sur le plan économique de s'accommoder de la république de Khomeiny, sans prendre en considération la nature du régime.

En 1982, les contre-offensives de l'Iran, qui parvenait à repousser les forces irakiennes hors de ses frontières, ont rassuré la Maison Blanche qui, par contre, s'est irritée de l'acharnement de Téhéran à étendre la guerre en territoire ennemi, au risque de provoquer une explosion dans le Golfe et de déstabiliser les pays voisins. L'intransigeance et le comportement imprévisible des dirigeants islamiques inquiètent les Etats-Unis qui cherchent à éviter que l'un des belligérants — surtout l'Iran — ne l'emporte et sont conscients qu'une telle victoire peut engendrer un déferlement islamique, bouleversant l'équilibre politique et les rapports de forces au Proche-Orient.

Les relations entre Bagdad et Washington se sont nettement améliorées depuis le déclenchement du conflit et aux

yeux des conseillers du département d'Etat, l'Irak est jugé *« récupérable »*. En juin 1981, le président Reagan condamne le raid israélien contre le centre nucléaire irakien de Tamuz, censure Israël au Conseil de sécurité de l'ONU et suspend temporairement ses livraisons d'armes à Jérusalem[9]. En décembre 1982, la Commodity Credit Corporation autorise l'ouverture d'un crédit de 210 millions de dollars à l'Irak pour l'achat de produits agricoles américains[10]. C'était la première fois que Bagdad se voyait accorder un crédit commercial américain depuis la guerre israélo-arabe de 1967, date de la rupture des relations diplomatiques avec Washington. De plus, les USA rayent l'Irak de la liste des Etats qui contribuent au terrorisme international, levant ainsi les restrictions faites aux exportations vers ce pays. Cela a facilité la reprise des échanges commerciaux, qui s'élèvent actuellement à un milliard de dollars par an.

En décembre 1983, Donald Rumsfeld, envoyé spécial de la Maison Blanche au Proche-Orient, en visite à Bagdad après une tournée dans les pays du Golfe, remettait à Saddam Hussein un message du président Reagan, dans lequel ce dernier soulignait que la défaite de l'Irak dans cette guerre serait contraire aux intérêts américains[11].

Quelques mois plus tard, Washington hausse le ton à l'égard de l'Iran, condamne ses excès au Liban, l'inscrit sur la fameuse liste des pays qui exportent le terrorisme et prend des initiatives pour que ses approvisionnements d'armes soient réduits. En février 1984, selon des sources proches du Pentagone, les autorités américaines ont demandé à Israël, la Corée du Sud et la Grande-Bretagne de cesser de fournir des armes à l'Iran[12].

La montée de l'insécurité dans le Golfe laisse planer de plus en plus la menace d'une intervention directe des Etats-Unis. Washington a manifesté à plusieurs reprises sa volonté d'assurer la liberté de navigation dans le Golfe et de maintenir ouvert le détroit d'Ormuz, y compris par la force. Le 1er mars 1984, George Schultz, secrétaire d'Etat américain, déclarait devant une commission du Congrès : *« Nous devons prêter attention à nos intérêts, bien évidemment par*

des moyens diplomatiques, mais il y a aussi un rôle pour la force»[13].

Cependant, le comportement des dirigeants américains devant l'escalade de la violence dans le Golfe révèle une certaine perplexité quant à l'attitude à adopter. En mai 1984, en livrant 400 missiles *Stinger* à l'Arabie Saoudite en vue de neutraliser d'éventuelles attaques de l'aviation iranienne, ils ont voulu faire comprendre à leurs amis qu'ils seraient toujours présents en cas de danger. Pourtant, ils sont conscients de l'étroitesse de leur marge de manœuvre. Partagés entre la prudence et la fermeté, ils cherchent à éviter une intervention militaire hasardeuse, aux conséquences politiques incalculables, surtout à quelques mois des élections présidentielles. Cette prudence est d'autant plus nécessaire que leurs alliés occidentaux, la Grande-Bretagne et la France, se montrent réticents à s'engager directement aux côtés des Américains dans une bataille militaire, en particulier depuis le cuisant échec subi par les forces multinationales au Liban.

Les atermoiements des grandes puissances, qui hésitent à intervenir par la force dans le Golfe, dissuadent l'Irak de jouer son dernier atout : la destruction de l'île de Kharg, qui plongerait l'Iran dans une asphyxie économique totale. La vulnérabilité des Etats riverains, le danger encouru par les champs pétrolifères saoudiens situés à proximité des bases militaires islamiques et le risque d'accrochage entre l'Est et l'Ouest incitent les pays occidentaux à tout faire pour empêcher la catastrophe. Aussi s'efforcent-ils de maintenir la guerre dans des limites *«raisonnables»*, sans toutefois la bannir.

La réaction de Moscou

La prudence contemplative dont a fait preuve Moscou à l'égard du mouvement révolutionnaire iranien, jusqu'à la fin de l'année 1978, n'a pas facilité par la suite ses relations avec Téhéran.

Aussitôt après le renversement de la monarchie, l'URSS a reconnu le régime islamique et s'est montrée — non sans quelque circonspection — plutôt favorable à Khomeiny, s'efforçant même d'attirer ses bonnes grâces, directement ou par Toudeh interposé, avec l'intention de bénéficier politiquement du recul des Américains. Mais elle n'a jamais ouvertement cherché à infléchir le cours de la révolution à son profit. Sans doute a-t-elle préféré affermir ses positions en Afghanistan plutôt que s'engager dans une aventure risquée avec les ayatollahs.

Les nouveaux dirigeants iraniens, quant à eux, n'ont pas répondu avec beaucoup d'enthousiasme aux avances de Moscou. En 1979, le gouvernement Bazargan dénonçait l'une des clauses d'un traité bilatéral irano-soviétique signé en 1921, aux termes duquel l'Armée rouge pouvait intervenir en Iran si Moscou considérait que ses intérêts étaient menacés[14]. Les dirigeants soviétiques n'ont pas manqué de répliquer aussitôt à l'Iran qu'il ne pouvait rejeter seulement une partie de ce traité, que, à l'époque, cet accord effaçait une dette de la Perse (qui représente actuellement 16 milliards de dollars) et qu'il ne pouvait être annulé sans la ratification du *Majless* (laquelle avait été obtenue en 1921). Or, en 1979, l'Iran n'avait pas encore désigné son nouveau Parlement.

Toutefois, l'isolement de l'Iran durant la détention des diplomates américains a contribué à son rapprochement avec Moscou. Les relations économiques se sont nettement améliorées et Téhéran s'est tourné volontiers vers les pays de l'Est pour neutraliser l'embargo des pays occidentaux. Dès septembre 1980, Moscou se montre hostile aux initiatives du président irakien, considérant que l'affaiblissement du régime islamique, qui vient tout juste de sortir de la

sphère d'influence des Etats-Unis, le contraindra à retomber dans le giron des Occidentaux. De plus, les dirigeants soviétiques estiment que ce conflit crée des divisions dans le camp de leurs alliés arabes — Irak d'une part, Libye et Syrie de l'autre — et facilitera les agissements des Etats-Unis dans la région.

Bien que l'URSS cherche alors à se concilier les deux belligérants et insiste sur sa neutralité, elle ne veut pas néanmoins laisser sans secours la République islamique, dont elle ne souhaite pas la défaite — pas plus d'ailleurs que la victoire. La première conduirait vraisemblablement à la mise en place d'un régime libéral de droite ou d'une dictature militaire favorable aux Occidentaux, tandis que la seconde risquerait d'engendrer une montée de l'intégrisme qui remettrait en cause le statu quo, ferait tache d'huile dans ses républiques musulmanes du Sud et pourrait déstabiliser l'Afghanistan.

Ainsi, dès le début des hostilités, elle interrompt ses livraisons de matériel de guerre à l'Irak, accorde à l'Iran la possibilité de faire transiter des armes et des munitions par son territoire et autorise les pays de l'Est, ainsi que la Syrie et la Corée du Nord, à fournir à Téhéran des pièces de rechange et des équipements militaires.

Les persécutions dont sont victimes les membres du parti Toudeh au début de 1983 sont, certes, en partie liées au tournant de la politique extérieure de la République islamique, qui s'est montrée désireuse d'accroître ses liens avec l'Occident, mais elles témoignent aussi de la détérioration des relations entre Téhéran et Moscou. En effet, après le recul des forces irakiennes en 1982, les dirigeants soviétiques s'inquiètent de plus en plus de la tournure des événements. Ils font grief aux autorités islamiques de leur intransigeance et de leur insistance à poursuivre la guerre, leur reprochant notamment d'avoir établi des ententes privilégiées avec le Pakistan et la Turquie, alliés privilégiés des Etats-Unis dans la région.

Vers la fin de 1982, l'URSS reprend ses livraisons d'armes à l'Irak et décide d'accroître la capacité défensive de

ce pays — sans toutefois lui donner les moyens de l'emporter totalement. Geste qui déclenche la colère de l'imam contre les *« agents intérieurs de Moscou »*. Plus d'un millier de membres du Toudeh, dont le secrétaire général du parti, Kianouri, sont alors arrêtés ; l'Iran expulse les diplomates soviétiques, ferme les banques irano-russes et la maison de la culture soviétique.

Depuis la fin des années 1970, les rapports entre l'URSS et l'Irak avaient, pour leur part, connu un certain refroidissement. Ce dernier avait critiqué la politique soviétique en Ethiopie, soutenu le Mouvement de libération de l'Erythrée, au nom de la solidarité entre peuples arabes, et condamné l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Bagdad avait également réduit le nombre d'Irakiens entraînés dans des camps soviétiques pour empêcher leur *« endoctrinement marxiste »*. En outre, il ne cachait pas son intention de s'orienter davantage vers l'Occident pour satisfaire ses besoins commerciaux et se procurer des équipements militaires. L'exécution de militants communistes en 1978 était un pas supplémentaire vers la dégradation des relations entre les deux pays.

Pourtant l'« alliance » n'a jamais été totalement rompue. En novembre 1983, après la visite à Moscou de Tarek Aziz, ministre irakien des Affaires étrangères, le rapprochement entre les deux pays a été confirmé. Quelques mois plus tard, à la fin d'avril 1983, un accord de coopération *« économique, technique et scientifique »* a été signé entre l'Irak et l'URSS, qui acceptait de construire une centrale nucléaire en Irak, pour remplacer les installations de Tamuz, détruites par l'aviation israélienne le 7 juin 1981.

L'amélioration des relations avec Bagdad permettait au Kremlin de mieux contrôler l'évolution de la situation dans le Golfe, susceptible de rendre de plus en plus massive la présence des Américains dans cette région.

Qui a alimenté la guerre?

Il est toujours possible aux grandes puissances de mettre fin à une guerre limitée dans le Tiers-Monde, ne serait-ce que par le contrôle et la modulation du flux des armements, dont elles détiennent les clés. Le conflit Iran-Irak était, au départ, un incident susceptible d'être maîtrisé rapidement, surtout de la façon dont il a débuté. Mais beaucoup d'indices démontrent actuellement que l'Occident a laissé délibérément pourrir cette guerre, se contentant, tant que l'escalade ne risquait pas d'embraser le Golfe, de préciser les limites qu'elle ne devait pas dépasser. L'agression irakienne en septembre 1980 a été considérée comme une *«erreur fâcheuse»*, tandis que les offensives iraniennes en territoire irakien sont regardées comme une menace pour la paix du monde.

Reste à savoir quelle est alors l'utilité d'une telle guerre où toutes les grandes puissances se sont préalablement accordées pour qu'aucune des parties ne doive ni ne puisse l'emporter sur le terrain. Certes, les motivations politiques ont beaucoup joué dans le choix des pays occidentaux de défendre l'un ou l'autre des belligérants. Mais elles ont masqué les considérations d'ordre économique dont le poids était non moins décisif. En effet, la guerre a contribué à l'expansion d'un marché d'armements hautement rémunérateur et rentable et elle a comblé le déficit commercial de l'Occident au moment où celui-ci traversait une longue période de récession.

Dès septembre 1980, les Etats-Unis et l'URSS se sont déclarés neutres et ont invité les deux pays à cesser les hostilités. La Communauté européenne, pour sa part, a annoncé dans un communiqué, le 24 septembre 1980, qu'elle emploierait tous les moyens pour mettre un terme à ce conflit[15]. Or, ils ont tous participé à sa prolongation et contribué, plus ou moins secrètement, à l'alimenter.

D'après l'Institut international de la recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), dix-sept pays ont fourni des armes à l'Iran et dix-huit à l'Irak. Huit d'entre eux (dont les USA et l'URSS) ont approvisionné chacun des deux belligérants, directement ou par des voies détournées[16].

En dépit de l'embargo américain sur les ventes d'armes à l'Iran, décrété après l'affaire des otages, le département d'Etat a fermé les yeux, depuis le début de la guerre, sur les transactions irrégulières de firmes américaines qui fournissaient une large gamme d'équipements militaires et de pièces de rechange à l'Iran. Ces marchandises ont pu être livrées soit par la falsification ou la dissimulation de la nature ou de la destination des cargaisons, soit par l'intermédiaire d'un pays tiers (Corée du Sud, Israël, Grande-Bretagne, RFA).

En juillet 1983, le magazine *Time*, s'appuyant sur des rapports secrets de l'Office américain de contrôle des munitions, révèle la multiplication des ventes de matériel de guerre à la Corée du Sud, qui le réexpédie vers l'Iran. La compagnie Korean Air Lines et deux sociétés d'Etat de Séoul ont fait 60 achats séparés de missiles HAWK et de pièces détachées au cours de l'année 1982[17]. Des armes et des munitions ont également été vendues par des sociétés américaines à la compagnie britannique Lovaux, qui les a réexportées directement en Iran[18].

Mais une bonne partie des équipements militaires fournis à l'Iran avec l'autorisation de Washington proviennent d'Israël, dont l'intention est, entre autres, d'affaiblir l'Irak et d'éterniser un conflit qui divise le monde arabe[19]. Le besoin urgent qu'a l'Iran de se procurer une quantité appréciable de matériel américain l'oblige — souvent en contradiction avec les principes de sa politique extérieure — à négocier des transactions avec des marchands d'armes de quelque bord qu'ils soient. Jérusalem était bien placé du fait que son équipement militaire est du même type que celui de l'Iran (qui avait été livré par les Etats-Unis durant les dix dernières années). La longue amitié qui unit officiers iraniens et israéliens n'a pas été rompue après la révolution et a facilité les

démarches. Du matériel ultramoderne en provenance d'Israël (missiles sol-air MIM et sol-sol MGM 52 Lance, équipement électronique, obus Copperhead et Herap, pièces d'artillerie, etc.) a transité par les ports européens avant d'être expédié à destination de Bandar-Abbas[20]. De son côté, l'Irak a également bénéficié de l'armement américain offert par la Jordanie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite.

Aussitôt après la libération des otages américains et la levée des sanctions contre Téhéran, les pays européens se sont précipités pour récupérer une partie du marché iranien. La Grande-Bretagne a approvisionné régulièrement la République islamique en matériel de rechange et en pièces détachées destinés aux chars de conception anglaise Chieftain et Scorpion, hérités de l'arsenal militaire du Chah. Elle a également signé un contrat avec Bagdad pour entretenir ces mêmes chars, capturés par les forces irakiennes.

Pour sa part, l'Italie a vendu à l'Iran des hélicoptères Chinook CH 470, des missiles Seakiller, du matériel électronique et des pièces de rechange pour les hélicoptères Augusta Bell[21].

En ce qui concerne le bloc soviétique, il a, depuis le début du conflit, procuré des armes légères, des missiles sol-sol et sol-air aux forces terrestres iraniennes, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Corée du Nord, de la Syrie et de la Libye. Ces deux dernières ont, quant à elles, soutenu Téhéran pour des raisons de politique régionale. Mais en 1982, dès le renversement de l'équilibre des forces sur le front, l'URSS a repris, après un an d'interruption, ses livraisons vers l'Irak. Les forces irakiennes ont reçu une large quantité de matériel militaire : avions Mig 25, hélicoptères de combat Mi 24, chars T 55, T 62, T 72, ainsi que des véhicules pour le transport des blindés, qui ont permis d'accroître la mobilité des troupes irakiennes sur les 1.200 kilomètres du front. Ces fournitures d'armes se sont multipliées à la suite de la signature, en novembre 1983, d'un important accord entre Moscou et Bagdad.

La Chine approvisionne elle aussi les deux belligérants : des tanks T 69 (version modifiée des T 54 soviétiques)

munis d'équipements lasers et infrarouges sont expédiés en Irak via l'Arabie Saoudite (la première livraison a eu lieu en août 1982)[22], tandis que l'Iran est doté de chars identiques et d'avions par l'intermédiaire de la Corée du Nord.

De même, des sociétés suisses et canadiennes commercent aussi bien avec Bagdad que Téhéran. La firme helvétique Pilatus Flugzeugwerke et la compagnie canadienne Prat & Whitney Aircraft vendent à l'Irak des avions et des équipements aériens[23], alors qu'au même moment d'autres sociétés suisses équipent les DCA iraniens de canons Oerlicon[24] et que des firmes canadiennes munissent l'armée islamique de pièces de rechange.

C'est Paris le plus grand fournisseur occidental de l'Irak. Depuis longtemps, la France ravitaille l'Irak en matériel militaire moderne. Mais c'est la première fois qu'elle vend des armes à un pays en guerre et, de surcroît, initiateur de la guerre. Une bonne partie des commandes irakiennes (missiles air-air Super 530, anti-tanks SS II, avions de transport C 160, hélicoptères Gazelle et Puma, hélicoptères lourds Super-Frelon) ont été livrées entre 1980 et 1982.

Au début de 1983, la liste des achats s'est nettement allongée. En effet, l'Irak a demandé à la France de lui fournir 29 Mirage 21, s'ajoutant à 60 chasseurs bombardiers déjà commandés, 100 tanks MX, 200 missiles Exocet et des missiles Roland surface-surface. Le 7 octobre 1983, Paris lui prête cinq avions d'attaque Super-Etendard, prélevés sur un contingent de 71 appareils construits pour la marine française et qui font partie de la panoplie nucléaire tactique de la France[25]. Capables de lancer des missiles surface-surface Exocet AM-39 (dont Bagdad est déjà doté), ces appareils renforcent puissamment l'aviation de combat irakienne[26].

Déterminée à rétablir l'équilibre des forces dans le Golfe et à jouer sur l'aspect dissuasif de son engagement en faveur de l'Irak, la France est le seul pays occidental à avoir choisi ouvertement son camp (bien que par ailleurs elle s'efforce de tempérer la colère des dirigeants islamiques et d'améliorer ses relations diplomatiques avec l'Iran) et peut-être aussi

l'un des rares qui souhaitent réellement la fin du conflit. Mais ses maladresses peuvent, malgré elle, conduire à l'extension des hostilités et à élargir le champ de bataille.

Cependant, Paris ne semble pas non plus oublier l'enjeu économique de cette guerre. Son soutien politique et militaire à l'Irak a, jusqu'à présent, été particulièrement fructueux pour les exportations françaises. De septembre 1980 à mars 1983, Bagdad a acheté plus de 40 milliards de francs d'armements à la France.

En outre, les initiatives de celle-ci ont été accueillies avec satisfaction par les Etats riverains du Golfe qui, souhaitant diversifier leurs sources d'armements, tendent à s'adresser davantage à la France. Ainsi, à la fin de 1983, celle-ci a signé avec le Koweït et les Emirats Arabes Unis des contrats (d'un montant total égal respectivement à 140 et 590 millions de dollars), par lesquels elle s'est engagée à leur fournir des avions et des équipements de défense aérienne. En janvier 1984, l'Arabie Saoudite a conclu un accord du même type, moyennant la somme de 4,1 milliards de dollars[27]. L'Irak et l'Arabie Saoudite absorbent à eux seuls 70 à 80 % des exportations de matériel de guerre français et concourent largement à faire vivre une industrie d'armements qui emploie plus d'un million de Français.

TEMOIGNAGE SUR LA REVOLUTION IRANIENNE

par Paul BALTA

De septembre 1978 — date de mon retour d'Algérie où j'avais passé cinq ans comme correspondant du journal *Le Monde* — à mars 1979, j'ai été, comme mes confrères étrangers, un des témoins privilégiés de la Révolution iranienne. Pendant les semaines décisives où se jouèrent la chute de la dynastie des Pahlavi et l'abolition d'une monarchie vieille de 2.500 ans, les grèves paralysaient la plupart des secteurs d'activité, y compris la presse iranienne ; de ce fait, les envoyés spéciaux des grands journaux internationaux furent promus au rang d'historiographes de ce que je considère comme le plus ample soulèvement social des temps modernes. Ni la Révolution d'Octobre en Russie, ni la Révolution chinoise couronnant la longue marche de Mao Zédong — dont l'importance idéologique et le rayonnement se font sentir jusqu'à nos jours — n'ont réussi, pendant leur gestation, à faire descendre dans la rue des millions de personnes.

Dans ma carrière, j'ai vécu quelques journées révolutionnaires qui ont modifié le cours des choses dans un pays ou dans une région et exprimé une revendication commune à des centaines de millions de personnes, mais elles ont généralement été conçues ou provoquées par de petits états-majors. Je pense, en particulier, à l'avènement des « officiers libres » en Egypte, en 1952, et à la nationalisation en 1956, par Gamal Abdel Nasser, de la Compagnie universelle du Canal de Suez, qui ouvre la voie à la formulation du Nouvel Ordre international, en 1974, par Houari Boumediène ; je pense aussi au renversement de la monarchie en Irak, le 14 juillet 1958, qui marque le refus des hégémonies étrangères à la région et aboutit à l'arrivée du parti Baas qui entrera en guerre avec l'Iran de Khomeiny. Les « émeutes du pain » en Tunisie, en janvier 1984, qui s'inspiraient des techniques utilisées à Téhéran contre le Chah, avaient un caractère plus spontané et elles exprimaient le désir partagé par de plus en plus de peuples du tiers-monde de bénéficier de régimes véritablement démocratiques.

Je pourrais citer d'autres explosions populaires, révoltes sans lendemain ou révolutions en profondeur. Aucune, cependant n'est comparable à ce que fut le séïsme iranien. La prise de la Bastille le 14 juillet 1789 est devenue un symbole en Europe, puis dans le monde. Or, pendant des mois, de Téhéran à Abadan, d'Ispahan à Meched, un peuple aux mains nues a affronté la cinquième armée du monde et tenu tête à la première puissance mondiale, pour faire tomber de multiples bastilles. Comment sa lutte n'aurait-elle pas été un symbole pour le tiers-monde et sa victoire un espoir? A part quelques observateurs qui dénigrent systématiquement l'Islam et le tiers-monde, affichant leur scepticisme devant tout ce qu'ils entreprennent, la plupart des journalistes qui ont vécu l'exaltation du peuple iranien ont souvent partagé son émotion et parfois son enthousiasme.

J'ai rendu compte de ce soulèvement au jour le jour dans *Le Monde* puis dans un livre, *l'Iran insurgé*[1] publié « à chaud » mais dont les sous-titres exprimaient déjà à la fois

nos certitudes et nos perplexités. *« Un tournant du monde » :* à coup sûr si l'on en jugeait par la modification du rapport des forces dans le Golfe, les répercussions sur le conflit israélo-arabe et surtout l'impact de cette révolution sur les masses islamiques comme j'ai pu le constater au cours de reportages au Maghreb, au retour de Téhéran. *« 1789 en Islam ? » :* l'interrogation doit être soulignée car elle a surgi dans nos esprits au cours des journées révolutionnaires à l'occasion de discussions avec les religieux et s'est confirmée au lendemain de la victoire des forces révolutionnaires lorsqu'il est apparu que le groupe clérical entendait exercer son hégémonie. Les questions se posaient en ces termes : la Révolution de 1789 a bouleversé la société française et transformé l'Europe (*« Le bonheur est une idée neuve en Europe »*, disait alors Saint-Just) qui en porte encore la marque, la Révolution iranienne qui peut lui être comparée par l'amplitude populaire aura-t-elle la même importance sur le plan des idées et des mœurs ? Provoquera-t-elle un renouveau de la pensée islamique ? Sera-t-elle un levain pour le tiers-monde ? Ouvrira-t-elle, comme elle le prétend, une ère nouvelle dans un univers où le matérialisme a suscité un besoin de spiritualité ? Partagé entre l'espoir et le doute, j'avais néanmoins voulu croire que les forces de progrès l'emporteraient sur les pesanteurs sociologiques, les carcans de l'histoire et le conservatisme du « clergé ».

A quelques années d'intervalle, quel jugement porter sur ces événements ? Comment et pourquoi la Révolution iranienne s'est-elle muée en Révolution islamique ? Pourquoi celle-ci n'a-t-elle pas tenu ses promesses ? Comment expliquer les dérapages, les lacunes et les erreurs du régime actuel ? Etaient-ils prévisibles ? Inéluctables ? Me suis-je trompé ou ai-je été trompé ? Pour répondre à ces questions, il me faut rappeler brièvement la façon dont j'ai vécu cette révolution qui n'avait pas de « modèle » ailleurs et à laquelle on pouvait difficilement appliquer les schémas — marxistes, tiers-mondistes ou autres — généralement utilisés pour décoder ou analyser les phénomènes socio-politiques.

La phase révolutionnaire proprement dite commence en mai 1977 avec la lettre ouverte au Chah de l'écrivain Ali Ashgar Sayed Djavadi, surnommé le *« Sakharov iranien »*. Elle sera jalonnée par une série de manifestations, de défilés et de soulèvements qui seront autant de temps forts qui culmineront dans les journées insurrectionnelles des 10, 11 et 12 février 1978. Ce que furent ces mouvements de foule jamais vus auparavant, les images projetées alors à la télévision en ont donné une idée fidèle certes mais qui reste très en deçà de ce qu'ont ressenti ceux qui ont suivi ces flots incessants de millions de personnes décidées mais disciplinées, unies dans leur diversité.

Dans ce pays de poètes, il n'est pas indifférent que la première grande manifestation publique ait été organisée par des intellectuels — en faveur de la liberté d'expression et contre la censure : à la mi-octobre 1977, des écrivains qui réclamaient un local qui leur est refusé, organisent des « soirées culturelles » à l'Institut Goethe. Les participants — qui passent de 3.000 à 15.000 en dix jours — occupent les rues adjacentes, installent des haut-parleurs et écoutent avec recueillement des vers glorifiant la liberté, avant de faire un triomphe au poète Soltanpour qui venait de passer quatre années en prison[2].

La tension monte jusqu'au *Vendredi Noir* (8 septembre 1978). Pour la première fois, depuis des années, une foule énorme descend dans la rue clamer qu'elle en a assez. C'est le *« Cortège de l'avertissement »*. En tirant sur les manifestants au risque de faire de nombreux morts, l'armée donne un coup d'accélérateur à la révolte populaire. Le *« Dimanche Rouge »* (5 novembre 1978) permet à des groupes organisés de tester les techniques insurrectionnelles de la guerilla urbaine. La troupe tire à nouveau ouvrant le cycle des émeutes, sanglantes ou non, à Téhéran et dans les grandes villes du pays. A Tassoua, veille du grand deuil chiite de l'Achoura, commencent les gigantesques processions qui drainent des millions de personnes. A Tassoua (10 décembre 1978) ce fut le *« Cortège de la protestation »* : il a été autorisé *in extremis* par le Chah qui craignait qu'une

interdiction ne provoque un carnage et une explosion incontrôlable, mais pose comme condition que son nom ne soit pas conspué. Les organisateurs font respecter la consigne. Le 11, ce fut le *« Cortège du défi »* : la foule qui avait sagement défilé la veille, a pris conscience de sa force ; plus nombreuse et plus frondeuse, elle scande *« Marg bar Chah »* (A mort le Chah). A Arbaïne (quarante jours après l'Achoura), à la mi-janvier, après le départ du Chah, ce fut le *« Cortège de la première victoire »* et, pour le retour de Khomeiny, le 1er février 1979, le *« Cortège du lyrisme »*. Enfin, le 8, c'est le *« Cortège de la Révolution »* : les slogans sont plus durs, plus politiques tandis que les manifestants en plus grand nombre portent le linceul ou un ruban blanc autour de la tête pour signifier qu'ils sont prêts à mourir.

Jusqu'alors, contrairement à ce qu'on a voulu faire croire, le rôle des religieux, bien qu'important n'est pas dominant et encore moins exclusif. Les différentes composantes sociales et politiques participent à la lutte, chacune avec ses techniques propres. Engagés dans la lutte armée depuis une dizaine d'années, les mouvements de guerilla (Moudjahedine du peuple, musulmans, Fedayin du peuple, marxistes et quelques autres) sont le fer de lance. Viennent ensuite les partis politiques : le Front national et ses rameaux (Front national démocratique, Ligue socialiste, etc.), le Parti de la nation d'Iran, le Mouvement de libération de l'Iran de Mehdi Bazargan et, évidemment, le Parti Toudeh (communiste) malgré ses ambiguïtés. Les universitaires, très actifs, jouent également un rôle majeur de même que des démocrates et des laïcs qui gravitent autour de l'Association iranienne pour la défense des libertés et des droits de l'homme créée par Bazargan, futur Premier ministre de Khomeiny.

Et les religieux ? D'abord, ils disposent d'un réseau redoutablement efficace. La communauté chiite compte, en effet, 600.000 *sayyeds*, descendants de la famille du Prophète, et 500.000 *mirzas* ou demi-*sayyeds* par leur mère. Elle comprend également 180.000 mollahs (religieux) divisés en plusieurs catégories, bien que l'institution religieuse

ne prévoie pas à proprement parler une organisation pyramidale. De même, il n'y a pas de clergé au sens chrétien du terme, puisque l'administration de sacrements n'existe pas en Islam ; toutefois, la structure, l'influence et le nombre de mollahs sont tels en Iran qu'on peut parler d'un « clergé » et même d'une « puissance cléricale ». Celle-ci s'exerce d'ailleurs à travers 80.000 mosquées et sanctuaires qui ont fonctionné comme de véritables cellules politiques et prouvé leur capacité de propagande et de mobilisation.

Certes, le mouvement n'est pas monolithique : il compte des « progressistes », des « centristes » et des « conservateurs », pour reprendre une terminologie occidentale qu'il conviendrait de nuancer. Car sous ce dernier qualificatif on classe aussi bien le mollah qui a collaboré avec le régime du Chah que celui qui, tout en lui étant hostile, a des intérêts à défendre et le pauvre qui est à la fois contre le despotisme et prisonnier d'une vision traditionaliste de la société. Et comment définir les fidèles de l'imam Khomeiny engagés dans le combat pour l'indépendance, contre l'impérialisme, mais qui ont une conception passéiste de l'histoire et de la religion ?

Le camp « progressiste » est aussi riche en diversité. Les plus radicaux sont peut-être les Moudjahedine du peuple. Pour sa part, Ali Shariati[3], mort en 1977, a une pensée audacieuse, prospective, problématique, alors que celle de Khomeiny est rigoriste, institutionnelle, normative. On doit au premier *Recherche sur l'idéologie et le Chiisme rouge*, au second *le Gouvernement du docte*[4] et *le Gouvernement islamique*[5] et c'est là toute la différence. Citons Jacques Berque, pour illustrer notre propos : *« La mission rénovatrice que Shariati entend confier aux hommes de Dieu postule une réforme qui les affranchisse de tout cléricalisme. Il ne voit pas dans la modernité une sécrétion de l'Occident mais une phase nécessaire à toute culture »*, tout comme *« il entend soustraire les siens au dilemme pernicieux de l'avenir sans racine ou de l'authenticité passéiste »*[6].

J'avais également été impressionné par mes conversations avec Taher Ahmadzadeh, père des fondateurs des

Fedayin du peuple, mais qui était lui-même d'une parfaite orthodoxie. En prison, il avait toutefois réfléchi à la manière dont l'Islam devrait répondre aux exigences du monde moderne. « *Une république islamique*, me disait-il, *ne peut que proscrire sept points fondamentaux contraires à sa nature : l'exploitation ; la dictature ; l'impérialisme et le colonialisme qui sont ses manifestations modernes ; l'ignorance et l'immoralité ; la réaction qui fait obstacle au progrès de l'humanité ; les classes sociales, synonymes d'inégalité ; les parasites, symboles d'injustice. En revanche, elle doit être fondée sur sept principes : l'égalité des chances ; la démocratie qui implique la liberté et la consultation ; la répartition raisonnable et rationnelle des richesses ; la connaissance et la vertu ; la révolution continue qui garantit l'évolution et le progrès ; l'égalité, la fraternité et la préservation des droits de l'homme ; la productivité bénéfique qui empêche un citoyen de s'enrichir abusivement au détriment de la communauté.* » Je pense aussi à l'ayatollah Taleghani qui aimait à répéter ces paroles d'Ali : « *Elevez vos enfants de sorte qu'ils comprennent leur époque et non pas celle de leur père.* » Mais Taleghani est mort, Ahmadzadeh, arrêté par les religieux après avoir été gouverneur du Khorassan, est à nouveau en prison et les œuvres de Shariati, sans être interdites, sont tout simplement introuvables... Mais n'anticippons pas.

En 1978, les différentes composantes du mouvement religieux font cause commune face au pouvoir du Chah : Mohamed Reza Pahlavi est le seul chef d'Etat musulman à les avoir traités avec un mépris qui lui a coûté cher. « *La réaction noire*, affirmait-il dès 1962, *est composée de gens incultes et malintentionnés : sa pensée n'a pas évolué depuis mille ans.* » Et encore : « *Les chefs religieux se vautrent dans leurs excréments, ils grouillent comme des vers dans la souillure et dans la boue. S'ils ne se réveillent pas de leur sommeil, la poigne de la justice les frappera comme la foudre* »[7].

En outre, les religieux ont une revanche à prendre sur l'histoire moderne. En effet, il est une des constituantes de la

vie politique iranienne que les Européens connaissent peu mais qui éclaire l'évolution du pays: chaque fois que le Chah, abusant de son pouvoir absolu, fit preuve d'un arbitraire insupportable à l'égard du peuple, tout en plaçant le pays dans la dépendance d'une ou de plusieurs puissances étrangères, il a provoqué la réaction de quatre forces coalisées à savoir, les religieux, le bazar, les intellectuels progressistes et les travailleurs. Ce fut, entre autres, le cas en 1891 lorsque l'ayatollah Chirazi ordonna la «grève du tabac» contre les Anglais qui avaient obtenu d'incroyables concessions, en 1906 quand fut adoptée la Constitution mettant fin au pouvoir absolu et en 1951 pour soutenir Mossadegh qui nationalisa le pétrole et que la CIA renversera deux ans plus tard. Or, depuis de XIXe siècle, à chacun des soulèvements populaires, les religieux ont finalement dû soit s'incliner devant le pouvoir autocratique et moderniste du Chah (notamment Reza khan), soit céder le pas à l'opposition nationaliste et moderniste qui préconisait le pluralisme et une démocratie, laquelle, sans renier les valeurs islamiques, s'inspirerait du modèle qui s'est développé en Occident.

Cette fois, l'appareil clérical n'entend pas recommencer les erreurs du passé. Il décide donc de ne pas se laisser frustrer de la victoire qui est à sa portée mais qui n'est pas encore acquise et que d'autres forces entendent partager. Animé par l'esprit de revanche, celui qu'on appelle encore l'ayatollah Khomeiny, montre qu'il est un extraordinaire animal politique. Il agit en habile stratège pour mener ses troupes au succès même s'il doit, pour y parvenir, confisquer la révolution en utilisant à son profit la désorganisation que provoque tout grand bouleversement et qu'il contribue lui-même à intensifier. Son attitude — et celle des religieux qui le soutiennent — est d'ailleurs assez différente avant et après la chute de la monarchie. Savonarole de l'Islam, il a un côté ascétique. Il vit simplement et semble indifférent au monde, mais c'est un froid calculateur.

En France, je l'avais approché à deux ou trois reprises. Il savait qui j'étais par Bani Sadr et les membres de sa famille

lui résumaient les articles de la presse française sur l'Iran et il avait demandé qu'on lui traduise intégralement les miens. Je le lui avais rappelé lors de notre premier entretien et avais proposé que nous parlions en arabe — proposition que tous les autres ayatollahs avaient accueillie avec sympathie et intérêt — mais il était demeuré impassible ; il n'avait même pas souri et après quelques instants de silence, il s'était exprimé en farsi, sans un mot d'explication. Dans l'avion qui nous ramenait à Téhéran dans la nuit du 31 janvier au 1er février 1979, j'avais été autorisé avec deux ou trois confrères à aller lui parler une heure avant l'atterrissage. Penché vers le hublot, il regardait d'un air méditatif. Je lui demandais ce qu'il éprouvait au moment de fouler sa terre natale après tant d'années d'exil. Il hésita puis répondit : *« rien »*. C'est tout ce qu'il dit. Le pensait-il ? Voulait-il éviter de longues explications ? En tout cas, ce fut une terrible réponse.

En Iran, après la victoire, il est devenu plus distant. Installé sur un balcon, il saluait la foule qui défilait en contrebas. Puis les techniciens avaient installé de subtils jeux de lumières colorées qui donnaient l'illusion d'une apparition céleste. On s'est mis systématiquement à l'appeler imam et à lui décerner d'autres titres tels que : *« Vaillant combattant, Chef suprême, Guide sublime, Moïse de notre époque, Briseur d'idoles, Exterminateur de tyrans, Libérateur de l'humanité. »* La presse a commencé à mettre l'accent sur le caractère universaliste de la révolution et sur sa vocation à reconstituer la *oumma* (communauté des croyants) autour de l'Iran qui en serait le « centre ».

A Neauphle-le-Château, le *« guide de la révolution »* tient un double langage en faisant des déclarations susceptibles de ne pas heurter les mentalités occidentales et de rallier les forces de progrès. Qu'on en juge : *« Après la disparition du régime du Chah nous présenterons notre programme inspiré des grandes idées progressistes de l'Islam et tout le monde verra l'étendue de l'intoxication que les traîtres ont créée par des accusations mensongères contre l'Islam en ce qui concerne les droits et les statuts des femmes et des mino-*

rités religieuses. » Ou encore : « *Nous ne sommes pas contre la télévision, le cinéma, la modernisation, nous sommes contre l'impérialisme... La véritable modernisation consiste à former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants qui sachent résister à la domination extérieure, à l'injustice et au pillage.* » « *Comment le Chah prétend-il moderniser l'Iran s'il fait emprisonner et tuer les intellectuels... Nos femmes se sont battues comme des lions. Dans la République islamique elles auront la place à laquelle elles ont droit* », nous avait-il déclaré. Phrases ambiguës qu'Européens et Iraniens progressistes interprétaient dans un sens positif. De même, à Noël 1977, adresse-t-il un message aux Chrétiens dans lequel il déclare notamment : « *Je vous demande, nation du Christ, grande nation, de prier pour notre peuple aux prises avec un roi qui l'opprime et pour demander sa délivrance.* »

En revanche, sur quelques points essentiels qui relèvent de sa stratégie politique, il tient avec une remarquable constance un langage simple et clair qui tranche sur celui des politiciens iraniens et lui vaut l'impressionnante popularité qui a médusé le monde entier. A Neauphle-le-Château, il affirme laconiquement : « *Le Chah doit partir. La monarchie doit tomber!* ». La plupart de ses proches collaborateurs sont sceptiques et prônent des mesures de transition comme l'abdication du souverain en faveur de son fils ou une régence. Mais il tient bon et gagne. Il affirme encore : « *Les Américains doivent quitter l'Iran* ». Même Mehdi Bazargan, son futur Premier ministre, estime l'exigence irréaliste et trop ambitieuse. Il imagine des aménagements, des étapes. Mais l'ayatollah s'obstine et gagne encore. Par la suite, avec la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis, il infligera une nouvelle humiliation au premier des supergrands (en attendant d'en faire autant avec l'URSS, notamment en démantelant le Toudeh). Le lamentable échec de l'expédition de représailles conçue par l'administration du président Carter sera un élément de plus utilisé par les religieux pour persuader les masses que l'imam est infaillible et qu'Allah est avec lui.

Sur le plan tactique, les religieux font preuve d'un pragmatisme efficace et donnent l'impression de maîtriser la modernité. Le téléphone devient une arme : il est utilisé pour transmettre les mots d'ordre qui sont immédiatement appliqués dans tout l'Iran. Les cassettes auront aussi été pour Khomeiny ce que l'imprimerie a été pour Calvin, selon l'expression de Bruno Etienne. Les appels du *« guide de la révolution »* sont enregistrés à Neauphle, reproduits à des centaines de milliers d'exemplaires et aussitôt diffusés. Ainsi, ces cassettes se transforment-elles en « artillerie lourde » tirant en rafales contre le pouvoir. Lors des défilés et des cortèges, les religieux se présentent à la fois comme des organisateurs minutieux et d'extraordinaires metteurs en scène. Ils savent se montrer assez souples pour s'assurer la collaboration des autres forces politiques et suffisamment adroits pour occulter l'apport souvent décisif de certains groupes, comme les mouvements de guerilla. Ainsi se présentent-ils comme les principaux sinon les seuls maîtres d'œuvre de la Révolution. Cette tactique sera particulièrement évidente lors de l'insurrection. J'y reviendrai.

Dès lors, Khomeiny apparaît comme le meilleur drapeau. Au fil des semaines, à Téhéran, à Ispahan, à Meched, à Abadan, à Ahwaz, bref, du nord au sud, d'ouest en est, j'ai vu toutes les corporations — journalistes, médecins, avocats, ingénieurs, fonctionnaires etc. — et les différentes couches de la population, mis à part les chefs militaires et une poignée de fidèles du Chah, basculer les unes après les autres dans la révolution au cri de *« Doroud bar Khomeiny »* (Vive Khomeiny). Même ses adversaires idéologiques s'étaient rangés sous sa bannière. Le monde entier a été frappé par cette lame de fond populaire, par la volonté collective de ce mouvement sans précédent dans l'histoire contemporaine. Cette unanimité — fût-elle apparente — a impressionné tous les observateurs étrangers[8] qui ont vécu les événements. Laïcs, modernistes, marxistes et même de bons musulmans iraniens qui n'adhéraient pas à la notion de République islamique, ont été emportés — et souvent se sont consciemment laissé emporter — par cette

vague. Lucides, ils savaient pourtant que sa victoire donnerait une coloration différente à l'avenir et le déterminerait ; ils ont néanmoins apporté leur concours à Khomeiny, estimant que l'essentiel était de gagner, au risque de se retrouver plus tard minoritaires, pour que le peuple puisse définir son projet de société. D'autres, au contraire, persuadés que les religieux seraient incapables de gérer l'Etat, croyaient qu'ils pourraient récupérer le mouvement ou tout au moins infléchir les orientations de la révolution pour en faire la République iranienne, voire la République islamique démocratique. «*Aujourd'hui,* nous a confié l'un d'eux à l'occasion du cinquième anniversaire de la proclamation de la République islamique le 31 mars 1979, *ma seule consolation est de me dire qu'il y a un pouvoir national à Téhéran.*» Maigre consolation ! Pourtant, même à cette époque, le jeu restait ouvert, encore qu'il se fût considérablement restreint.

Il ne faut pas oublier — et c'est là un point capital — que l'insurrection de février 1979 n'a pas été l'œuvre des religieux, du moins de l'état-major de Khomeiny et du gouvernement de Mehdi Bazargan[9]. Rappelons les faits. Dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 février, les Djavidan (Immortels) de la Garde impériale donnent, sans le savoir, ni le vouloir, le signal du soulèvement. Ils descendent dans sept camions de la caserne de Soltanabad pour infliger une «*correction*» aux Homafars (techniciens de l'Armée de l'air), coupables de regarder le film sur le retour de Khomeiny projeté par la télévision d'Etat. La fusillade, intense, se poursuit jusqu'à l'aube. Des Homafars, sans armes, bravent les fusils-mitrailleurs qui les déciment aux cris de «*Allah Akbar*» (Dieu est le plus grand), mais ceux qui parviennent jusqu'aux Djavidan les étranglent de leurs mains. Une clameur envahit la ville : «*Allah Akbar*».

Les Fedayin Khalq ont rassemblé samedi à 9 heures quelque 100.000 personnes à l'université pour un défilé politique. Ils ignorent alors les événements de la nuit. Soudain des messagers surgissent en criant: «*C'est le massacre! L'armée tire!*». Dès lors, les militants aguerris des mouve-

ments de guerilla seront le fer de lance du soulèvement qui prend de court Khomeiny, lequel poursuit des négociations secrètes avec les chefs militaires. Dans la matinée, il confirme l'interdiction du recours aux armes et déclare que l'heure du Djihad (guerre sainte) n'a pas encore sonné. Ses partisans obtempèrent tandis que les autres occupent les points stratégiques. La capitale se hérisse de barricades. La radio annonce, en fin de matinée, la proclamation de la loi martiale et du couvre-feu à 16 h. 30. La radio «pirate» des religieux s'empresse alors de prendre le train en marche en dénonçant ces *« mesures illégales et illégitimes »*.

16 h. 30 : le soleil brille. La ville en fièvre défie le couvre-feu. Comme obéissant à un mot d'ordre, rues, places et avenues se couvrent de brasiers. Les techniques testées le *« dimanche rouge »*, se déploient spectaculairement : elles seront par la suite utilisées au Liban, en Tunisie, au Maroc etc. Les pneus qui brûlent en dégageant une fumée dense et noire — à la fois écran protecteur et signe de ralliement — font leur apparition. Des hommes à mobylette vont de groupe en groupe donner des directives puis siphonnent leur réservoir et utilisent l'essence pour allumer des incendies. Parfois, ce sont des voitures qui déposent des émissaires ou des organisateurs à des endroits stratégiques puis viennent les récupérer avant d'aller plus loin. Pas un quartier n'échappe à l'émeute.

Le dimanche 11 sera décisif. Vers 5 heures du matin, quelque 50.000 personnes cernent la manufacture et le dépôt d'armes près de la place Jaleh où se produisit le massacre du *« vendredi noir »*. La technique est impressionnante. Obéissant à des mots d'ordre lancés aux bons endroits la foule s'approche. Des volontaires se détachent pour lancer des cocktails molotov. Les militaires tirent en l'air. La foule reflue. Puis elle revient à la charge en se rapprochant un peu plus. Nouveau tir. Nouveau reflux. Nouveau flux. Et ainsi de suite pendant trois heures. La pression se fait chaque fois plus étouffante. A intervalles réguliers, des émissaires vont parlementer avec les militaires assiégés. Ces derniers finissent pas se rendre compte que, même s'ils

tirent sur la foule qui a doublé de volume, ils ne l'empêcheront pas de donner l'assaut et de les massacrer. La tension devient insupportable. Finalement, ils cèdent, en échange de la vie sauve. C'est alors la curée : rejoints en hâte par des mollahs mitraillette en bandoulière, les militants des mouvements de guerilla emportent les armes pour les mettre à l'abri, mais en utilisent quelques-unes pour attaquer d'autres cibles. Les mots d'ordre passent de bouche à oreille : *« A la radio ! »*, *« A la police militaire ! »*... Casernes, bâtiments administratifs, palais impériaux tombent les uns après les autres. Khomeiny donne l'ordre de déposer les armes saisies à son QG : il ne sera entendu que par ses partisans et les isolés! Une course de vitesse commence alors entre les religieux et les autres mouvements politiques pour la véritable prise du pouvoir.

Aussitôt Khomeiny durcit le ton. *« Nous allons détruire les vestiges de l'Occident qui nous a ruinés (...). Les grandes puissance ont peur de l'Islam parce qu'il édifie l'homme complet. »* Il condamne la musique qui a pourtant fait le succès des cortèges révolutionnaires, affirme que pour les femmes la *« tenue islamique est un devoir »*, rétablit la répudiation selon le code coranique, supprime la mixité dans les écoles, fait juger sommairement les hommes de l'ancien régime et ordonne qu'on les fusille aussitôt sur son propre toit, impose une sévère censure aux journaux, rejette *« l'expression démocratique qui est un mot occidental »*, dénonce les mouvements de gauche...

Rien ne traduit mieux la transformation du climat que l'article que j'ai dicté le 28 février 1979 et qui a été publié dans *Le Monde* daté 2 mars. Je le reproduis *in extenso*.

« *Téhéran*. « Nous ne nous sommes pas débarrassés d'une monarchie pour la troquer contre une mollahrchie. » *Ce jeu de mots[10] fait fortune chez les intellectuels, les laïcs et les modernistes qui voient se développer l'activisme inquiétant des mollahs conservateurs dans l'entourage de Khomeiny ou à la tête des comités portant son nom. Ainsi,*

aucune loi votée ou rendue publique n'interdit la vente ou la consommation d'alcool. Pourtant, des jeunes gens surpris à boire ont été fouettés sur une place de la ville. Dimanche dernier, des miliciens d'un Comité Khomeiny ont débarqué au Park Hôtel où résident les journalistes français et italiens et se sont livrés à une inspection des lieux. Le jour même, la «prohibition» entrait en vigueur.

«Les miliciens expliquent qu'ils «appliquent la loi de l'Islam». On leur fait remarquer qu'elle n'interdit pas aux non-musulmans de boire et qu'elle défend, en tout état de cause, de s'emparer du bien d'autrui. Peine perdue. Pourtant, lors des émeutes des 4 et 5 novembre, lorsque des débits de boisson avaient été détruits, les mollahs avaient utilisé notre argument pour expliquer que les agresseurs étaient des agents de la SAVAK sans foi ni loi, qui voulaient se faire passer pour des manifestants afin de «donner une mauvaise image du mouvement religieux». Il ne reste plus qu'à citer ces vers du poète Hafez : «Ils ont fermé la porte de la taverne; Oh Seigneur! ne tolère pas qu'on ouvre à sa place la maison de l'hypocrisie et du mensonge.»

«Dans différents secteurs se constituent des groupes de pression qui font régner la «terreur intellectuelle : au nom des principes religieux et de la «volonté du peuple». Tout récemment, dans un institut médical, un conférencier ayant développé des thèmes qui «n'ont pas plu» (à qui?), les organisateurs ont été priés de demander désormais son avis à un comité d'imams avant d'inviter qui que ce soit. Des affiches ont commencé à apparaître dans les rues : se prévalant du consensus populaire, elles critiquent la presse iranienne accusée bien hâtivement d'être «communiste» à cause de sa liberté de ton.

«Pourtant, c'est dans un de ces journaux que l'ayatollah Makaren a lancé cet avertissement à ses «frères d'armes marxistes» : «Je suis en contact, écrit-il dans Ayandegan, avec toutes les couches des musulmans du pays et je sais que ceux-ci sont prêts à lutter de tout leur être pour empêcher la suppression du qualificatif islamique du nom de la nouvelle République... Evidemment, notre éducation, la

raison et la logique nous font une obligation de faire preuve du maximum de tolérance, mais si vous provoquez un accrochage avec nous, sachez que les musulmans sont prêts à sacrifier plus d'un million de martyrs pour défendre la République islamique. »

« En fait, un peu partout, nombre de mollahs et de Comités Khomeiny prennent des décisions en se référant à un pouvoir occulte, le plus bel exemple étant le Conseil de la Révolution dont la composition n'a toujours pas été rendue publique alors qu'il joue le rôle du Parlement. Nombre de musulmans s'inquiètent de ce goût du secret, tout comme ils ont été surpris par une récente initiative de l'ayatollah Khomeiny qui a demandé la suspension de la loi sur la protection de la famille. Adoptée en 1975, elle permet notamment à une femme de demander le divorce et son article 16 réprime sévèrement la polygamie. Monsieur Entezam, porte-parole du gouvernement, a alors annoncé que le Ministre de la justice allait rédiger et soumettre au Conseil de la Révolution un texte « plus conforme au Coran ». *De nombreuses associations féminines, constituées dans la lutte de ces derniers mois, ont aussitôt réagi et protesté.*

« Autre élément inquiétant : les pressions ouvertes ou insidieuses exercées sur la presse. Le secrétaire du syndicat des journalistes ayant pris la défense des confrères critiqués par le directeur de la télévision, une centaine de membres des Comités Khomeiny ont fait le siège du journal Etela'at en criant des aménités du genre : « Descends si tu es un homme ». *Citons aussi le cas de nominations à des postes de responsabilité de fonctionnaires de l'ancien régime qui prétendaient avoir été* « brimés » *alors qu'ils avaient été mis sur la touche pour* « médiocrité ». *Ils compensent aujourd'hui leur incompétence par un excès de zèle islamique.*

« C'est dans ce contexte que l'ayatollah Taleghani a pris ses distances à l'égard du Conseil de la Révolution. Il aurait notamment critiqué la présence autour de Khomeiny de « mollahs savakis » *ralliés de fraîche date à la révolution. A la suite d'une explication de deux heures et demie, le chef spirituel lui aurait confié la direction des affaires de la capitale.*

La tâche de Taleghani ne sera pas aisée, le Conseil des ulémas de Téhéran étant dominé par des conservateurs qui ont la haute main sur la plupart des miliciens des Comités Khomeiny. « Si on continue dans la voie actuelle, le pays ira vers un populisme fascisant », *nous a dit un des universitaires les plus respectés.* »

Constatons aujourd'hui, à quelques années d'intervalle, que Nasser Pakdaman, dont j'avais volontairement tu le nom, avait fait preuve d'une remarquable lucidité.

Il convient de distinguer deux phases dans l'attitude des religieux. Jusqu'à l'insurrection, les critiques qu'ils font du pouvoir impérial sont justes et font mouche à tous les coups. En outre, non sans habileté, ils mettent l'accent sur la violation des droits de l'homme par le régime du Chah, ce qui leur vaut la sympathie des organisations humanitaires et internationales dont ils contesteront la représentativité lorsqu'elles dénonceront leurs propres abus. Comment oublier cette déclaration du Premier ministre Mehdi Bazargan : *« Notre future République islamique ne sera en rien comparable aux régimes de Libye ou d'Arabie Saoudite. Elle sera juste et tolérante, elle sera un modèle pour le monde! »*. Combien de mollahs et d'ayatollahs n'avons-nous entendu proclamer : *« Quelle iniquité! Quand nous aurons le pouvoir, jamais vous ne verrez cela »*, en parlant des arrestations arbitraires, des exécutions sommaires, de la détention des corps des « martyrs » par la police, du refus de sépulture, de la SAVAK, de la torture, des condamnations pour délit d'opinion, de la censure etc. Mesures qu'ils qualifiaient de *« fascistes, inhumaines et contraires à l'esprit de l'Islam »*. Mesures que, hélas! la République islamique victorieuse a pratiquées à son tour et avec quelle ampleur!

Interrogés sur leur projet de société et sur la façon dont ils conçoivent la gestion de l'Etat, une fois la victoire acquise, mollahs et ayatollahs se montrent peu loquaces et s'en tiennent à des généralités du genre : *« Nous avons le Coran pour nous guider »* ou *« Nous nous inspirerons des gouverne-*

ments de Mohamed et de Ali». Leur fait-on remarquer que la société du XXe siècle est radicalement différente de celle du VIIe, ils répondent que l'imamat est précisément un apport inappréciable du chiisme puisque l'imam est là pour expliquer et adapter les préceptes religieux aux exigences du monde moderne, puisque, selon l'excellente formule d'Henri Corbin, *« Le Coran est l'imam muet et l'imam le Coran parlant»*. Au demeurant, ces religieux ne rusaient pas vraiment : ils n'avaient pas eu le temps de réfléchir à tous ces problèmes et rien, dans leur univers, ne semblait les y inciter. Depuis la mort de l'Egyptien Sayyed Qotb, théoricien du *«socialisme islamique»*, (pendu par Nasser en 1966) le mouvement fondamentaliste n'a, en effet, guère innové. En tout cas, il n'a pas produit d'œuvres marquantes.

Mais, face à ce vide, il y avait tout de même dans le camp des religieux, des groupes ou des individus qui, tout en restant fidèles à l'orthodoxie, faisaient preuve de non conformisme et cherchaient à faire évoluer une pensée qui s'était figée depuis Ibn Khaldoun, lorsque les théologiens ont banni l'esprit critique. Bien que minoritaires, les Moudjahidine du peuple, les disciples d'Ali Shariati, des penseurs individuels comme Taher Ahmadzadeh, nous semblaient être un levain. En outre, dans le bouillonnement révolutionnaire, des universitaires étaient allés à la rencontre d'ouvriers grévistes et des formules originales avaient été élaborées pour remettre en marche des usines ou définir des structures syndicales nouvelles. Dans la lutte, intellectuels, économistes, écrivains, poètes, commençaient à «penser» l'avenir.

Bref, devant les qualités d'invention et de créativité dont tous les groupes faisaient preuve dans l'action, je me demandais si, en dehors des idéologies dominantes, les Iraniens ne parviendraient pas à dégager leur voie propre en puisant dans leur héritage social, culturel et spirituel. N'en avaient-ils pas maintes fois apporté la preuve depuis les temps les plus reculés? Adeptes du chiisme, n'avaient-ils pas été les «inventeurs» du zoroastrisme et du mani-

chéisme ? Certes, toute société comporte et ses poids d'inertie et ses forces de progrès ; la République islamique n'échappait pas à la règle. Mais la puissance de la ferveur révolutionnaire, la profondeur du bouleversement social étaient telles que l'on pouvait légitimement se demander si l'Iran ne chercherait pas à entrer dans la modernité et à faire face à ses luttes sociales, non plus selon des schémas importés — conçus à une époque donnée et dans un contexte étranger à son histoire — mais selon son génie propre. Grâce à son identité reconquise, la civilisation iranienne n'était-elle pas en mesure d'inventer une dialectique sociale originale, différente de celles des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique, et susceptible d'inspirer d'autres sociétés du Tiers-Monde ? Nous nous posions ces questions à la fin de *l'Iran insurgé*, paru en mai 1979, en ajoutant, il est vrai *« il va sans dire qu'une telle recherche ne se fera pas sans contradictions, sans heurts et sans déchirements »* (pages 289-290).

Pourtant, au fil des mois, l'espoir d'une telle renaissance s'est estompé. En effet, alors que la plupart des organisations politiques iraniennes s'interrogent sur le contenu à donner à la révolution et sur ce que devrait être la politique étrangère de la République islamique naissante, le « clergé », et plus particulièrement un noyau décidé autour de l'imam Khomeiny, organise systématiquement la prise de contrôle du pouvoir. Ces religieux ont indéniablement le sens de l'Etat : ils n'oublient pas que le pouvoir c'est, d'abord, les moyens de coercition. Dans ce but, ils récupèrent aussitôt après l'insurrection de février 1979, les anciens de la SAVAK, prennent le contrôle des Comités révolutionnaires constitués des déshérités des villes, puis créent la Fondation des familles de martyrs qui a la haute main sur le trafic du petit marché noir (cigarettes et autres produits) et constitue un formidable réseau d'indicateurs. Dans un deuxième temps, ils s'emparent du pouvoir législatif et de tout l'appareil judiciaire. Enfin, ils épurent l'éducation nationale et ferment l'université au printemps 1980 en vue de l'islamiser.

Parallèlement, les religieux neutralisent et éliminent leurs rivaux et leurs adversaires les uns après les autres, en commençant par les maillons les plus faibles : universitaires laïcisants et modernistes, défenseurs d'une conception occidentale des droits de l'homme, militants du Front national et des autres partis. L'affaire des otages, en novembre 1979, fait des religieux les champions de la lutte contre l'impérialisme américain et leur permet de pousser plus loin leur avantage : ils écartent les réformistes comme Mehdi Bazargan avant de concentrer leurs attaques sur leurs rivaux les plus dangereux, les Moudjahedine Khalq : ce sont des musulmans et, comme on l'a vu, ils ont un projet de société, ils ont été les éléments les plus actifs de l'insurrection, ils disposent d'importants stocks d'armes, ils sont bien organisés et sont habitués à la clandestinité. Leur tort est de s'être aperçus trop tard que les religieux avaient organisé un appareil répressif efficace. Une question se pose : les religieux ont-ils pris le pouvoir pour servir l'Islam ou se sont-ils servis de l'Islam pour s'emparer du pouvoir ?

En politique étrangère, la République islamique se présente comme le *«centre»* dynamique de *«l'Islam politique»*. Son audience est réelle dans une partie des masses musulmanes, mais une partie seulement, l'autre, plus tentée par la modernité, ayant été déçue par l'absence d'un grand projet de société en Iran. La plupart des régimes en place dans le monde arabe et islamique reprochent à Téhéran — qui les accuse de trahir l'Islam — d'animer une *« internationale islamique »*, largement fondée sur *« l'intégrisme »* et ne récusant pas le recours à la subversion et au terrorisme. Néanmoins, pour l'essentiel, les efforts du gouvernement de Téhéran sont mobilisés par la guerre avec l'Irak.

En s'obstinant à réclamer le départ du président Saddam Hussein et la disparition du parti Baas irakien pour faire la paix, Khomeiny est fidèle à sa logique : n'avait-il pas prouvé l'excellence de ses analyses et la supériorité de l'Islam en réclamant et en obtenant la chute du Chah et le départ des Américains d'Iran ? Or, sur le double plan de la stratégie et de l'idéologie (plutôt que de la religion), une déroute de

l'Irak aurait des conséquences incalculables : après cette victoire de l'islamisme sur l'arabisme, les régimes de la péninsule arabique — ventre mou du Golfe — seraient probablement balayés[11] et ceux du Proche-Orient et du Maghreb plus directement menacés. Toutefois, en attendant cette hypothétique victoire, la prolongation de la guerre — laquelle a assuré dans un premier temps la consolidation du gouvernement de Téhéran — risque de ruiner l'Iran et de miner la République islamique. Du moins, le nouveau *«contrat social islamique»* promis par les religieux serait sérieusement compromis. On est loin, on le voit, des grandes espérances nourries par le peuple iranien à la fin de 1978 et au début de 1979. Pourquoi et comment en est-on arrivé là ? Quelle est, aujourd'hui, la réalité de l'Iran ? Chapour Haghighat nous l'a montré, grâce à une analyse claire, précise et rigoureuse, dans la première étude consacrée à l'évolution du pouvoir islamique en Iran depuis cinq ans.

Paul Balta.
30 juillet 1984.

NOTES

La politique sociale

1 A propos de la naissance des *shora* après la révolution, voir: Chris Goodey, «Workers' Councils in Iranian Factories», *MERIP Reports* Middle East Research & Information Project), juin 1980 et Assef Bayat, «Worker's Control after the Revolution», *MERIP Reports*, mars-avril 1983.

2 Voir C. Haghighat, *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain*, Anthropos, 1980, p. 88.

3 Sur l'histoire de la classe ouvrière: Ervand Abrahamian, «The Strengths and Weaknesses of the Labor Movement in Iran, 1941-1953», in Michael E. Bonine et Nikki R. Keddie (éd.), *Modern Iran*, State University of New York Press, 1981, pp. 211-232; Fred Halliday, «Trade Unions and the Working Class Opposition», *MERIP Reports*, octobre 1978; Sepehr Zabih, *The Communist Movement in Iran*, University of California Press, 1966; T. Jalil, *Workers of Iran. Repression of the Fight for Democratic Trade-Unions*, CRTUI, Londres, 1976.

4 En 1914, par exemple, ce nombre était estimé à 126.300 (F. Halliday, *art. cit.*).

5 En 1956, la proportion de paysans dans la population active était de 41 %, celle des salariés agricoles de 17 %. En 1976, ces chiffres passaient respectivement à 26 % et 8 %.

6 En ville, le niveau moyen des revenus était en 1969 jusqu'à cinq fois celui de la campagne. Cette disparité s'est accrue considérablement dans les années 1970

(sur ce sujet voir Fahrad Kazemi, *Poverty and Revolution in Iran: The Migrant Poor Urban Marginality and Politics*, New York University Press, 1980). Mais les inégalités à l'intérieur des villes ont augmenté encore plus qu'à l'intérieur des campagnes en raison du déplacement de la population pauvre vers les régions urbaines. Jusqu'en 1970, les disparités dans les villes étaient moins importantes que dans les campagnes. Après 1970, la tendance est inversée, même si les revenus les plus bas se trouvent encore dans les zones rurales. Pour la même catégorie professionnelle, le chômage est deux fois plus important à la ville qu'à la campagne (Ahmad Jabbari et Robert Olson, *Iran, essays on a revolution in the making*, Mazda Publishers, 1981).

7 A. Jabbari, *op. cit.*

8 Centre statistique de l'Iran, *Bulletin de recensement*, 1977. Ce recensement, bien que plus fiable que celui de 1956, présente encore certains défauts: étant donné que l'âge d'activité est légalement fixé à 10 ans, il n'a pas été tenu compte du travail des enfants de moins de 10 ans. De plus, le travail féminin est sous-estimé. Voir aussi l'analyse faite à ce sujet dans Behrang, *Iran, le maillon faible*, Maspero, 1979.

9 Environ 95.000 personnes travaillent dans le pétrole, la pétrochimie, la chimie et le caoutchouc, dont 48.000 uniquement dans le secteur pétrolier. La sidérurgie et la métallurgie emploient 49.500 personnes.

10 Voir à ce sujet Marcel Barang, «L'Iran, renaissance d'un empire», *Le Monde diplomatique*, mai 1975.

11 Les protestations qu'a suscitées le projet de loi ont contraint le gouvernement à prendre une position plus souple sur cette question. En juillet 1983, l'ancien ministre du Travail, M. Tavakoli déclarait que l'Islam avait tous les moyens de protéger ses fidèles mais tant que ses principes ne seraient pas instaurés entièrement, les conditions actuelles des assurances sociales resteraient en vigueur (*Ettelâ'ât*, 31 juillet 1983).

12 Texte approuvé par le Majless le 11 octobre 1983, *Ettelâ'ât*, 12 octobre 1983.

13 Sur la paysannerie et la révolution, se référer à: Manijeh Dowlat, Bernard Hourcade, Odile Puech, «Les paysans et la révolution iranienne», *Peuples méditerranéens*, janvier-mars 1980; Eric Hooglund, «Rural Participation in the Revolution», *MERIP Reports*, mai 1980 et «Rural Iran and the Clerics», *MERIP Reports*, mars-avril 1982. Voir aussi: Farhad Kazemi et Ervand Abrahamian, «The Non-Revolutionary Peasantry of Modern Iran», *Iranian Studies*, XI (1978).

14 Eric Hooglund, *art. cit.*

15 Parmi les rares documents existant sur la condition des femmes en Iran, se référer à Haleh Afshar: «Khomeini's Teachings and Their Implications for Women», *Feminist Review*, Londres, n° 12, 1982; Shahnaz Sadjadi et Marianne Hedin-Pourghasemi: «Law and the Status of Women in Iran», *Law and the status of women, an International Symposium*, United Nations, 1977; Azar Tabari: « The Enigma of the Veiled Iranian Woman», *MERIP Reports*, n° 103, février 1982. Voir aussi: *«Rapport du Comité International du Droit des Femmes (CIDF) en Iran»*, 19-22 mars 1979 (présidé par Simone de Beauvoir); «Iran. La révolution des femmes a commencé», *Les cahiers du féminisme*, avril-mai 1979, n° 9; «Le vêtement de la révolution pour les femmes, c'est le voile...», *Le temps des femmes*, mai 1979.

16 Le *tchâdor* traditionnel est différent du *hedjâb* islamique. Le premier est un large rectangle de tissu léger, posé sur la tête et tombant jusqu'aux pieds, ne cachant pas nécessairement la totalité des cheveux. Le *hedjâb*, lui, est un habit long jusqu'aux chevilles, couvrant entièrement la tête et la majeure partie du

visage, laissant simplement une ouverture au niveau des yeux, recouverte d'un voile transparent.

17 La tenue islamique obligatoire se compose de :
— un long foulard d'environ un mètre carré, de couleur sombre (bleu marine, marron ou noir), couvrant entièrement les cheveux et enveloppant la tête, noué sous le menton ;
— une robe ample et large, ne soulignant pas la forme du corps, à manches longues, en principe de la même couleur ;
— des bas épais, non transparents.

18 *Principes politiques, **philosophiques, sociaux et religieux***, Editions Libres-Hallier, 1979, p. 131.

19 Le mariage temporaire est interdit par les Sunnites et les Chiites non duodécimains.

Nouvelle ère de pragmatisme

1 Source: Bank-e Markazi-e Iran (Banque Centrale de l'Iran), *Rapport annuel*, 21 mars 1982 - 20 mars 1983.

2 Bank-e Markazi-e Iran, *Annual Report and Balance Sheet*, 21 mars 1979 - 20 mars 1980.

3 Patrick Clawson, «Iran's Economy: Between Crisis and Collapse», *MERIP Reports*, juillet-août 1981.

4 *MEED (Middle East Economic Digest)*, 6 January 1984.

5 Rapport de la Bank-e Markazi-e Iran, 1979-1980.

6 D'après M. Mohammed Taghi Banki, directeur de l'Organisation du Plan et du Budget, *Ettelâ'ât*, 9 août 1983.

7 Déclaration du ministre de l'Economie, *Ettelâ'ât*, 7 août 1983.

8 *Bulletin mensuel de statistique*, Nations Unies, janvier 1984.

9 *MEED*, 29 juillet 1983.

10 *MEED*, 29 juillet 1983.

11 *Keyhân*, 7 août 1983.

12 *MEED*, 16 décembre 1983.

13 *Statistiques Financières Internationales*, FMI. Annuaire 1983.

14 *MEED*, 2 décembre 1983.

15 *Arabia*, juillet 1983.

16 *Ettelâ'ât*, 9 août 1983.

17 *MOCI*, 14 décembre 1981.

18 *Financial Times*, 10 mars 1982.

19 Bank-e Markazi-e Iran, *Rapport 1979-1980*.

20 Statistiques de l'ONU, *op. cit.*

21 Déclaration du Premier ministre Ali Radjaï devant le Parlement, *Le Monde*, 23 avril 1981.

22 *Le Monde*, 23 avril 1981.

23 Bijan Mossavar-Rahmani et Fereidun Fesharaki, «Oil dependance and Mega Projects: Return to Economic Normalcy in Iran», *MEES (Middle East Economic Survey)*, 21 février 1983.

24 *Pétrole et Gaz Arabes*, 15 décembre 1983.

25 *MEED*, 27 juillet 1983, d'après la Bank Markazi et l'organisation iranienne du Plan et du Budget.

26 *Ettelâ'ât*. 16 août 1983. Premier plan quinquennal du gouvernement.

27 *Financial Times*, 15 avril 1981.

28 *Jane's Defense Weekly*, 25 avril 1984.

29 *MEED*, 12 août 1983.

30 *MEED*, 12 août 1983.

31 *Pétrole et Gaz Arabes*, 1er février 1983.

32 *MEES*, 16 mai 1983.

33 *MEED*, 3 février 1984.

34 *The New International Division of Labour, Technology and Underdevelopment*, sous la direction de Dieter Ernst, Campus Verlag, Francfort-New York, 1980.

Un marché florissant

1 Le message a été adressé aux ambassadeurs des pays occidentaux, en particulier à ceux de la RFA et du Japon. L'Iran demandait une discussion spéciale pour améliorer ses relations économiques, politiques et culturelles avec l'Occident (*Le Monde*, 5-6 juin 1983).

2 «*Economic consequences of the Revolution in Iran*», rapport établi à l'instigation du «*Joint Economic Committee*», en collaboration avec les services de recherche du Congrès, US Government Printing Office, Washington, 1980. Voir surtout l'étude réalisée par Bernard Reich, «*The United States and Iran: an overview*», p. 5-21.

3 *MEED*, 27 mai 1983.

4 «Iran, Perspectives économiques», *MOCI*, 2 janvier 1984. (CISI-WHARTON, octobre 1983).

5 *Financial Times*, 10 mars 1982.

6 *Financial Times*, 5 juin 1981.

7 Philip Shehadi, «Economic Sanctions and Iranian Trade», *MERIP Reports*, juillet-août 1981.

8 *An-Nahar Arab Report & MEMO*, 30 juin 1984.

9 *Financial Times*, 10 mars 1982.

10 *MEED*, 29 octobre 1982.

11 Selon les données gouvernementales. D'après des sources non officielles, ce chiffre aurait atteint 23 milliards de dollars en 1983-1984.

12 *Financial Times*, 28 avril 1983.

13 Rodney Wilson, «The Middle East and the EEC: An Analysis of Trade Flows», *Intereconomics*, mai-juin 1982.

14 *MEED*, 11 mai 1984.

15 *MEED*, 10 février 1984.

16 *Pétrole et Gaz Arabes*, 15 février 1984.

17 *MEED*, 25 février 1983.

18 *MEED*, 29 avril 1983.

19 *MEED*, 10 février 1984.

20 *MEED*, 19 août 1983.

21 *MEED*, 6 janvier 1984.

22 *MEED*, 14 octobre 1983.

23 *Pétrole et Gaz Arabes*, 15 février 1984.

24 *MEED*, 4 novembre 1983.

Le pouvoir islamique et la guerre du Golfe

1 *Financial Times*, 1er mars 1984.
2 *Le Monde*, 28 mars 1984.
3 *Official IRNA New Agency, 8 mai 1983 (MEES*, 16 mai 1983).
4 *Financial Times*, 2 décembre 1983.
5 *Pétrole et Gaz Arabes*, 15 février 1984.
6 *Ettelâ'ât*, 30 juillet 1983.
7 *MEED*, 6 janvier 1984.

Les craintes des grandes puissances

1 «Military Transactions in the US International Accounts, 1976-1982», *Survey of Current Business*, mai 1983.
2 Sheila Ryan, «The Reagan Budget: Money is Policy», *MERIP Reports*, mai 1982.
3 *Ibid*.
4 Chapour Haghighat, *op. cit*.
5 *New York Times*, 5 mars 1981.
6 La production des autres régions par rapport à la production mondiale est la suivante: URSS: 22,9 %, USA: 18,7 %, Amérique latine 11,7 %, Afrique: 8,3 %, Europe: 6,2 %, Extrême-Orient: 3,1 % (*Le Monde*, 6 mars 1984).
7 Voir: *MEES*, le 17 octobre 1983, *Business Week*, mars 1983, *An-Nahar*, 17 octobre 1983.
8 Source: *IEA* (International Energy Agency).
9 *Washington Post*, 19 juin 1981.
10 *Washington Post*, 16 février 1983.
11 *MEED*, 6 janvier 1984.
12 *Le Monde*, 28 février 1984 (d'après *Newsweek*).
13 *Le Monde*, 3 mars 1984.
14 L'article 5 du traité de 1921 stipule: «*Si un tiers voulait se servir du territoire persan comme d'une base d'opérations contre la Russie, ou menacer ses frontières, et si le gouvernement persan ne pouvait, à la demande de la Russie, mettre un terme à une telle menace, la Russie aurait alors le droit de faire avancer ses troupes à l'intérieur de la Perse, afin d'y conduire les opérations militaires nécessaires à sa défense. Elle s'engage, cependant, à retirer ses troupes dès que le danger aura disparu.*»
15 *Le Monde*, 26 septembre 1980.
16 Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Annuaire 1983*.
17 *Le Monde*, 21 juillet 1983.
18 *MEED*, 24 juin 1983.
19 *Le Monde*, 14-15 février 1982.
20 *Libération*, 7 février et 12 juillet 1983.
21 *Libération*, 7 février 1983.
22 *MEED*, 21 janvier 1983.
23 *MEED*, 21 janvier 1983.
24 *Libération*, 7 février 1983.
25 Destinés aux porte-avions *Foch* et *Clémenceau*, ils sont conçus pour porter une charge nucléaire de 15 à 25 kilotonnes.
26 *Le Monde*, 4 novembre 1983.
27 *An-Nahar*, 23 janvier 1984.

1 Paul Balta et Claudine Rulleau, *L'Iran insurgé. 1789 en Islam? Un tournant du monde*. Ed. Sindbad, coll. Les Grands documents, Paris, 1979.

2 Salué comme *«l'étincelle de la révolution»* en 1978, Saïd Soltanpour a été assassiné en 1981 par un régime qui déclarait alors: *«Rien ne sera plus comme au temps du Chah quand nous serons au pouvoir»*.

3 *Histoire et destinée*, Sindbad, Paris, 1982. C'est le seul ouvrage de Shariati disponible en français.

4 Extraits dans *Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux de l'ayatollah Khomeiny*, Ed. Hallier, Paris, 1979.

5 Fayolle, Paris, 1979.

6 Préface à *Histoire et destinée*, op. cité.

7 *Les déclarations du Chah*, Téhéran, 1967, à l'occasion du couronnement, éd. persane.

8 On lira, entre autres, l'entretien avec Michel Foucault qui clôt le livre de Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran, la révolution au nom de Dieu*, Ed. du Seuil, Paris, 1979.

9 Mehdi Bazargan a raconté comment, dans la nuit du samedi au dimanche 11 février, le service d'ordre de Khomeiny, craignant un coup d'Etat militaire, avait mis à l'abri les principaux dirigeants qui ont passé la nuit à veiller, s'attendant à être arrêtés d'un moment à l'autre. Cf. *L'Iran insurgé*, op. cité, p. 96.

10 Inventé par un de mes amis iraniens, le terme *mollahrchie* est apparu ainsi pour la première fois dans la presse. Par la suite, les confrères l'ont repris en écrivant «mollarchie».

11 *Quelle sécurité pour le Golfe?* ouvrage collectif, Ed. Institut français des relations internationales, Paris, 1984, 204 pages.

CHRONOLOGIE

1906	Révolution constitutionnelle
1921	
21 février	Le colonel Reza Khan, aidé par les Britanniques, participe à un coup d'Etat. Il devient ministre de la Guerre.
12 décembre	Reza Khan se proclame Chah d'Iran, mettant fin à la dynastie des Qadjar et fondant celle des Pahlavi.
1934	
31 décembre	La Perse prend officiellement le nom d'Iran.
1939	L'Iran se déclare neutre dans le deuxième conflit mondial, mais il entretient des relations économiques avec l'Allemagne nazie et abrite de nombreux experts et agents allemands.
1941	
25 août	Occupation de l'Iran par les Britanniques et les Soviétiques à la suite du refus du gouvernement iranien d'expulser les Allemands de son territoire.
16 septembre	Reza Chah est contraint à abdiquer au profit de son fils Mohammed Reza.
1944	
8 août	Accord entre Anglais et Américains sur le partage des zones pétrolifères.
6 septembre	L'URSS demande la concession d'une exploitation de pétrole dans le nord de l'Iran.
2 décembre	Le *Majless* accepte un projet de loi présenté par Mossadegh, interdisant aux ministres de signer tout accord de concession pétrolière.
1945	
12 décembre	Proclamation de la République Autonome d'Azerbaïdjan.
1946	
5 avril	Négociation sur le retrait des troupes soviétiques en échange d'une concession pétrolière. Ce retrait permettra la liquidation de la République d'Azerbaïdjan (le 8 décembre).

1949	
automne	Elections législatives. Le nouveau *Majless* comprend une forte opposition nationaliste rassemblée derrière Mossadegh sous le nom de «Front National».
1951	
28 avril	Le *Majless* ratifie un projet de loi sur la nationalisation du pétrole. Mossadegh devient Premier ministre.
1953	
3 et 10 août	Référendum populaire. 99% des suffrages favorables à l'action de Mossadegh.
17 août	A la suite d'un putsch manqué contre Mossadegh, fuite du Chah pour Rome.
19 août	Un coup d'Etat appuyé par la CIA renverse Mossadegh (remplacé par le général Zahedi) et permet le retour du Chah (le 22).
1955	
octobre	«Pacte de Bagdad». Transformé en CENTO en 1959 après le retrait de l'Irak.
1956	
mai	Création de la SAVAK.
1963	
26 janvier	Référendum destiné à faire approuver le programme de réformes du Chah baptisé *Révolution Blanche*, comprenant une réforme agraire, la promotion de l'instruction, l'émancipation des femmes...
22 mars	Attaque de l'école Feysiyé à Qom. Khomeiny est arrêté.
4 et 5 juin	Nombreuses émeutes dans toutes les villes de l'Iran, sévèrement réprimées (plusieurs milliers de morts). Un an plus tard (le 4 novembre 1964), Khomeiny est exilé en Turquie, puis en Irak, à Nadjaf.
1971	
13 octobre	Célébration des «2.500 ans de l'Empire Perse» à Persépolis. Khomeiny demande à la population de protester contre ces fêtes. Renforcement de l'appareil policier et de la répression. Nombreuses arrestations.
1975	
2 mars	Création d'un parti unique, le *Rastâkhiz* (Parti du Renouveau).
6 mars	Accord d'Alger: réconciliation entre l'Iran et l'Irak sur la question du Chatt el-Arab.
1977	
mars	A la suite des déclarations du président Carter sur les droits de l'homme, les intellectuels iraniens réclament une libéralisation politique. Lettre ouverte au Chah de l'écrivain Ali Asghar Djavadi.

juin	Lettre au Chah sur la situation sociale et économique du pays adressée par K. Sandjabi, D. Forouhar et C. Bakhtiar. Quarante intellectuels et écrivains dénoncent le manque de liberté d'expression.
juillet	64 avocats et juristes réclament l'indépendance de la justice et la suppression des juridictions d'exception.
6 août	Le Premier ministre, Amir Abbas Hoveida, est remplacé par Djamchid Amouzegar.
7-9 octobre	Manifestations religieuses à Rey et à Qom. Affrontements avec la police.
16-16 novembre	Révoltes à l'Université.
31 décembre	Visite du président Carter en Iran; il affirme que le Chah partage ses vues sur les droits de l'homme.
1978	
8-9 janvier	Manifestation à Qom en faveur de Khomeiny, insulté par la presse pro-gouvernementale *(Ettelâ'ât)*. Nombreuses victimes.
18-19 février	Quarante jours après les émeutes de Tabriz, affrontements à Yazd. Plusieurs dizaines de tués.
mai	Série de manifestations à Téhéran, Chiraz, Babol, Kachan, Kerman et Tabriz.
9-10 mai	Journée de deuil national (40 jours après les massacres de Qom).
22-25 juillet	Violents affrontements à Mashhad faisant environ 200 morts.
11 août	Loi martiale décrétée à Ispahan après la manifestation du 10 (ayant fait une centaine de morts). Le 13, elle est étendue à Nadjafâbâd et Homâyyounshahr. Les bazars des grandes villes sont fermés.
19 août	Incendie volontaire du cinéma Rex à Abadan. Près de 400 victimes.
27 août	Changement de gouvernement. Djafar Charif-Emami remplace Amouzegar.
30 août	Khomeiny lance un appel d'Irak incitant la population à continuer «jusqu'au renversement du régime d'oppression et de dictature».
4 septembre	Fin du Ramadan. Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent à Téhéran. Scènes de fraternisation avec l'armée.
7 septembre	Grande manifestation à Téhéran. La population demande le départ du Chah. Dans la nuit du 7 au 8 la loi martiale est proclamée pour six mois à Téhéran et dans onze autres villes.
8 septembre	«Vendredi noir». Plusieurs milliers de morts à Téhéran.
10 septembre	Carter assure le Chah de son soutien.
14 septembre	Journée de deuil. Grève générale.

1er octobre	Grève d'un jour lancée par le Front National, largement suivie dans les Bazars et les administrations.
6 octobre	Arrivée de Khomeiny à Paris.
18 octobre	Les ouvriers de la raffinerie d'Abadan se mettent en grève.
4 et 5 novembre	Violentes émeutes à Téhéran.
6 novembre	Instauration d'un gouvernement militaire. Le général Azhari, chef de l'état-major, succède à Charif Emami. Le président Carter soutient cette décision.
10 et 11 décembre	A l'occasion de l'Achoura, un million et demi de personnes défilent dans la capitale.
31 décembre	Démission du général Azhari. Chapour Bakhtiar, un des dirigeants du Front National, accepte de former un gouvernement civil.

1979	
6 janvier	Bakhtiar présente son gouvernement au Chah.
8 janvier	Manifestation contre le nouveau gouvernement, organisée par l'opposition. Bilan : une dizaine de morts.
11 janvier	A Washington, le secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, annonce que le « Chah a décidé de quitter l'Iran pour prendre des vacances à l'étranger ».
16 janvier	Après avoir formé un Conseil de régence (le 13), le Chah part pour l'Egypte où il est accueilli par le président Sadate.
17 janvier	Graves incidents à Ahwaz. Plusieurs centaines de victimes.
19 janvier	A Téhéran, plusieurs millions de personnes manifestent pour réclamer la démission du Premier ministre et du Conseil de régence.
1er février	Retour de l'ayatollah Khomeiny à Téhéran, accueilli par des millions de manifestants.
5 février	Khomeiny nomme Mehdi Bazargan Premier ministre.
8 février	Participation de militaires en uniforme de l'armée de l'air à la manifestation de soutien au gouvernement révolutionnaire.
10-11 février	Insurrection à Téhéran. Les partisans de Khomeiny et une partie de l'armée prennent d'assaut les bâtiments officiels. La population s'empare des armes trouvées dans les casernes.
12 février	Victoire de la révolution. Installation du gouvernement provisoire islamique. L'URSS et les Etats-Unis reconnaissent le nouveau régime.
18 février	Rupture des relations avec Israël.
19 février	Création du Parti de la République Islamique (PRI) par des personnalités proches de Khomeiny.

4 mars	Rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.
5-6 mars	Manifestations à la mémoire de Mossadegh. M. Matine-Daftari annonce la création d'un Front National Démocratique.
8 mars	Plusieurs milliers de femmes manifestent pour faire respecter leurs droits et sont violemment attaquées par des *hezbollahi.*
13 mars	L'Iran annonce son retrait du CENTO.
14 mars	Bazargan dénonce les procès expéditifs organisés par les comités Khomeiny.
18 mars	Violents affrontements au Kurdistan entre les *Pasdaran* et les autonomistes kurdes.
26 mars	Révoltes turkmènes à Gonbad Kavous.
30-31 mars	Référendum pour ou contre la République islamique. Selon les autorités, 98% des votants se sont prononcés favorablement. Dans les provinces réclamant l'autonomie, les opérations ont été perturbées ou boycottées. Dans la nuit du 1er au 2 avril, Khomeiny proclame la République islamique.
16 avril	Démission de Karim Sandjabi, ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement.
20-23 avril	Violents affrontements à Nagadeh, au Nord du Kurdistan. Le cheikh Hosseini, dignitaire religieux kurde, accuse l'armée et les comités révolutionnaires de commettre des atrocités contre la population kurde.
30 avril	Rupture des relations diplomatiques avec l'Egypte.
30 mai	Sanglants accrochages à Khorramshahr, au Khouzistan, entre population arabophone et forces de l'ordre.
21 juillet	A Téhéran, 50.000 personnes manifestent à l'appel des formations laïques, nationalistes, libérales et des partis de gauche.
3 août	Election de l'Assemblée d'experts *(Majless-e Khebregân)* chargée de mettre au point le texte de la constitution. Boycottée par le Front National, les formations de gauche et les minorités kurdes et arabes. Les candidats sont, pour la plupart, issus du PRI.
6 août	Nouvelle loi sur la presse interdisant aux journaux de publier des articles «outrageants ou calomnieux» sur la révolution islamique.
7 août	Fermeture du quotidien libéral *Ayandegan,* qui donnera lieu le 12 à de violentes manifestations à Téhéran.
13 août	Des miliciens islamiques prennent d'assaut le siège d'organisations progressistes (Fedayins, Moudjahedines).
19 août	Dissolution du PDKI.

3 septembre	Siège de Mahabad faisant environ 600 morts.
9 septembre	Mort de l'ayatollah Taleghani, qui souhaitait la légalisation des partis de gauche et la laïcité de l'Etat.
4 novembre	Occupation de l'ambassade américaine par les « étudiants islamiques ». Ils prennent en otage le personnel diplomatique et réclament l'extradition du Chah, hospitalisé pour un cancer depuis le 22 octobre à New York.
6 novembre	Démission du Premier ministre Bazargan. Le Conseil de la Révolution prend en main les affaires de l'Etat.
12 novembre	Carter annonce l'arrêt des importations américaines de pétrole iranien.
14 novembre	Gel des avoirs iraniens aux Etats-Unis.
15 novembre	L'Assemblée d'experts adopte le texte de la constitution, qui assujettit l'Etat au pouvoir suprême du clergé chiite *(velâyat-e faghih).*
2-3 décembre	Référendum destiné à faire approuver la constitution. Faible taux de participation.
6 au 10 décembre	Insurrection à Tabriz. Opposition entre les partisans de Khomeiny et ceux de Chariat Madari. Le 10, l'armée reprend le contrôle de la ville.
15 décembre	La Cour internationale de justice de La Haye exige la libération immédiate des otages.

1980

11 janvier	Après une semaine de révoltes à Tabriz, des partisans de l'ayatollah Chariat Madari sont arrêtés et fusillés.
25 janvier	Election du premier président de la République islamique. Abolhassan Bani Sadr l'emporte avec 75,7% des voix.
13 février	Cherchant à s'opposer au pouvoir des « étudiants islamiques », Bani Sadr annonce que l'Iran n'exige plus l'extradition du Chah en contrepartie de la libération des otages.
14 mars	Premier tour des élections législatives. Victoire du PRI.
5-8 avril	Montée de la tension entre l'Iran et l'Irak après deux attentats commis à Bagdad. Expulsions de chiites d'origine iranienne.
7 avril	Carter annonce des sanctions contre l'Iran après que Khomeiny ait déclaré que les « otages resteraient entre les mains des étudiants islamiques jusqu'à la réunion du Parlement ». Rupture des relations diplomatiques entre Washington et Téhéran.
11 avril	Grandes manifestations anti-américaines dans tout le pays, surtout à Téhéran.

18 avril	Le Conseil de la révolution ayant ordonné à toutes les organisations politiques de fermer leurs bureaux installés dans les universités, de violents affrontements ont lieu entre *hezbollahi* et étudiants de gauche pendant quatre jours, faisant des dizaines de morts.
19 avril	Reprise des combats à Saqqez, Sanandadj et Paveh (au Kurdistan).
22 avril	Les membres de la CEE annoncent des sanctions contre l'Iran, qui seront appliquées à partir de la mi-mai.
24 au 25 avril (nuit du)	Echec d'une opération américaine aéroportée à Tabas qui devait permettre la libération des otages.
9 mai	Second tour des élections législatives. La première réunion du *Majless* aura lieu le 28 mai.
27 juin	Khomeiny critique l'« inaction » du président Bani Sadr et des ministres.
7 juillet	Instauration du « nouvel ordre islamique » : épuration dans les universités et les administrations, attaques contre les partis de gauche, port obligatoire de la « tenue islamique » pour les femmes fonctionnaires...
17 juillet	Formation du Conseil de surveillance *(Shorâ-ye negahbân)*, chargé de veiller à ce que les lois soient conformes à l'Islam. Dissolution du Conseil de la Révolution.
27 juillet	Mort du Chah en Egypte.
31 juillet	Exécution massive d'opposants kurdes à Baneh.
11 août	Le Parlement désigne Mohammed Ali Radjaï, proche du PRI, au poste de Premier ministre, en désaccord avec Bani Sadr.
10 septembre	Le *Majless* ratifie la nomination au gouvernement de 14 ministres sur les 21 choisis par Radjaï.
12 septembre	Khomeiny pose quatre conditions à la libération éventuelle des otages : restitution des biens du Chah, abandon des plaintes judiciaires déposées par des sociétés américaines contre l'Iran, garanties de non ingérence, déblocage des avoirs iraniens gelés.
17 septembre	Le président irakien Saddam Hussein dénonce l'accord d'Alger signé en 1975.
22 septembre	Déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran.
28 septembre	Le Conseil de sécurité des Nations Unies demande la cessation des hostilités. L'Irak accepte un cessez-le-feu immédiat mais Téhéran le refuse.
24 octobre	Le port pétrolier de Khorramshahr est pris par l'armée irakienne.
20 novembre	Les Etats-Unis acceptent les conditions iraniennes pour la libération des otages. Des négociations

vont s'engager à Alger pour en déterminer les modalités, aboutissant à un accord le 19 janvier.

1981

20 janvier — Libération des 52 otages américains qui sont accueillis le 21 à Wiesbaden par l'ex-président Carter (Reagan a été élu président le 4 novembre 1980).

11 mars — Le Parlement vote une loi autorisant Ali Radjaï à nommer des ministres sans l'approbation du Président de la République.

16 mars — Constitution d'une commission de médiation pour arbitrer les conflits entre le chef de l'Etat et le Premier ministre.

1er juin — La commission de médiation accuse Bani Sadr d'entretenir l'agitation dans le pays.

10 juin — Khomeiny retire à Bani Sadr le commandement de l'armée.

12 juin — Bani Sadr passe en clandestinité et appelle le peuple « à résister au despotisme ».

20 juin — A Téhéran, Moudjahedines et partisans de Bani Sadr s'opposent violemment aux forces de l'ordre.

21 juin — Le Parlement vote la destitution de Bani Sadr. A partir de cette date, des centaines d'arrestations et d'exécutions auront lieu dans les milieux de l'opposition.

28 juin — Attentat au siège du PRI faisant 72 victimes, dont de nombreuses personnalités au pouvoir : l'ayatollah Behechti, chef du PRI, 4 ministres et 20 députés.

24 juillet — Mohammad ALi Radjaï est élu président.

29 juillet — A. Bani Sadr et M. Radjavi (chef de Moudjahedines) s'enfuient d'Iran et obtiennent l'asile politique en France.

30 août — Le président Radjaï, le Premier ministre Bahonar et le chef de la police, Vahid Dastgherdi, périssent dans un attentat au siège du Conseil des ministres. Le 31, plus d'un million de personnes assistent à leurs obsèques. La répression s'intensifie et les attentats deviennent quotidiens.

27 septembre — Les forces iraniennes déclenchent une offensive dans le Khouzistan. Le siège d'Abadan est levé.

2 octobre — Nouvelles élections présidentielles : un religieux, l'hodjatoleslam Ali Khameneï, secrétaire général du PRI depuis le 31 août devient président de la République.

12 octobre — Selon Amnesty International, il y aurait eu au moins 1.800 exécutions depuis les quatre derniers mois.

29 novembre — Libération de Bostan.

1982	
22 mars	Déclenchement de l'opération *Fath ol-Mobine* (victoire évidente), l'offensive iranienne la plus importante depuis le début du conflit. Le 28 mars, deux mille kilomètres carrés de territoire sont reconquis.
24 mai	Succès de l'opération *Jérusalem* (déclenchée le 29 avril). Libération de Khorramshahr. Les Iraniens contrôlent désormais presque toute la province pétrolière du Khouzistan.
9 juin	L'Irak décrète unilatéralement un cessez-le-feu sur tous les secteurs du front.
13 au 14 juillet (nuit du)	L'armée iranienne pénètre en territoire irakien, en direction de Bassorah (opération *Ramadan*).
15 août	Bagdad annonce le blocus du terminal pétrolier de Kharg et les jours suivants, l'aviation irakienne coule plusieurs cargos qui se dirigent vers les ports iraniens.
16 septembre	Exécution de Sadegh Ghobtzadeh, un des fidèles partisans de Khomeiny, durant son exil à Paris.
1er octobre	Nouvelle offensive iranienne surnommée *Moslem Ibn Aqil* en direction de Mandali, à 100 kilomètres de Bagdad. Pas d'avancée sensible.
21 octobre	L'ambassadeur d'Israël à Washington fait état de livraisons d'armes israéliennes à l'Iran, en accord avec les Etats-Unis.
26 octobre	L'Irak accepte officiellement de revenir aux frontières définies en 1975 par l'accord d'Alger.
début novembre	L'opération *Moharram*, au Nord du Khouzistan, permet aux forces iraniennes une pénétration de 10 kilomètres de profondeur dans les territoires irakiens.
10 décembre	Election au suffrage universel des 83 membres de l'Assemblée d'experts chargée de désigner le *faghih* après la mort de Khomeiny.
1983	
5 février	Arrestation de Noureddine Kianouri, secrétaire général du parti Toudeh, accusé de trahison et d'espionnage pour le compte des Soviétiques.
6 février	Début de l'opération «Aurore» *(Val Fajr)* dans la région de Fakkeh (100 kilomètres au Sud de Dezfoul).
4 mai	Dissolution du parti Toudeh. Expulsion de 18 diplomates soviétiques pour espionnage et intervention dans les affaires intérieures de l'Iran. Dans les jours qui suivent, arrestation de 1.500 membres du Toudeh, dont la plupart de ses cadres.
22 juillet	Deuxième phase de l'offensive *Aurore* dans le Kurdistan irakien. Occupation de zones stratégiques dans la région de Hadj-Omran.

29 juillet	Opération *Aurore III* dans la partie centrale du front (région de Mehran) visant Bagdag à 150 kilomètres. Attaque repoussée après de violents combats.
7 octobre	La France livre à l'Irak cinq avions de combat *Super-Etendard.*
13 octobre	Washington précise que les Etats-Unis «prendraient les mesures nécessaires pour protéger leurs intérêts» si la liberté de navigation dans le Golfe était compromise.
20 octobre	Offensive *Aurore IV* au nord-est du Kurdistan en direction de Panjwin (au sud de Bâneh et au nord-ouest de Marivan).
1984	
15 au 16 février (nuit du)	Attaque iranienne massive *(Aurore V)* sur le front du centre.
24 février	L'armée iranienne occupe les îles Majnoun *(Aurore VI)*, qui détiennent un sixième des réserves pétrolières de l'Irak.
25 février	Exécution de dix membres de la «branche militaire» du Toudeh.
29 février	Présentation à la presse étrangère de soldats iraniens atteints par des armes chimiques employées par l'armée irakienne.
26 mars	La commission d'experts de l'ONU confirme que l'Irak a utilisé des armes chimiques, en violation du protocole international de Genève de 1925.
15 avril	Secondes élections législatives depuis l'instauration de la République islamique. 270 députés à élire. Environ 1.200 candidats se présentent, la plupart proches du PRI. Le deuxième tour aura lieu le 17 mai.
mai	Montée de l'insécurité dans le Golfe. Suite aux bombardements répétés de l'aviation irakienne contre des navires se rapprochant des ports iraniens, l'Iran réplique en paralysant la circulation dans les eaux territoriales des Etats du Golfe (13 et 14 mai: bombardement de deux pétroliers koweïtiens; 16 mai: attaque d'un pétrolier près du port saoudien de Ras Tanura).
28 mai	Washington annonce que les Etats-Unis ont envoyé 400 missiles anti-aériens *Stinger* et 200 lanceurs à l'Arabie Saoudite.

BIBLIOGRAPHIE

ABRAHAMIAN Ervand: *Iran Between Two Revolutions*, Princeton University Press, 1982.

ABRAHAMIAN Ervand: «The Opposition Forces», *Middle East Research & Information Project* (MERIP), mars-avril 1979.

AFRACHTEH Kambiz: «The Predominance and Dilemmas of Theocratic Populism in Contemporary Iran», *Iranian Studies*, été-automne 1981, pp. 189-213.

AKHAVI Shahrough: *Religion and Politics in Contemporary Iran: Clergy-State Relations in the Pahlavi Period*, State University of New York Press, Albany, 1980.

AMIN Samir: «Y a-t-il une économie politique du fondamentalisme islamique?», *Peuples Méditerranéens*, octobre-décembre 1982, pp. 181-197.

ANTOUN Richard T.: «The Complexity of the Lower Stratum: Sharecroppers and Wage-Laborers in an Iranian Village», *Iranian Studies*, été-automne 1981, pp. 215-246.

ASHRAF Ahmad: «Bazaar and Mosque in Iran's Revolution», *MERIP Reports*, mars-avril 1983, pp. 16-18.

BALTA Paul et RULLEAU Claudine: *L'Iran insurgé*, Sindbad, 1980.

BAYAT Assef: «Workers' Control after the Revolution», *MERIP Reports*, mars-avril 1983, pp. 19-23.

BAYAT Mangol: «The Iranian Revolution of 1978-1979: Fundamentalist or Modern?», *The Middle East Journal*, hiver 1983, pp. 30-42.

BEHRANG: *Iran. Le maillon faible*, Maspéro, 1979.

BENNIGSEN Alexandre: «Soviet Muslims and the World of Islam», *Problems of Communism*, mars-avril 1980, pp. 38-51.

BILL James A.: «Power and religion in revolutionary Iran», *The Middle East Journal*, hiver 1982, pp. 22-47.

BONINE Michael E. et KEDDIE Nikki R. (éd.): *Modern Iran. The Dialectics of Continuity and Change*, State University of New York Press, Albany, 1981.

BRIERE Claire et BLANCHET Pierre: *Iran: la révolution au nom de Dieu*, Seuil, 1979.

CALDER Norman: «Accommodation and Revolution in Imami Shi'i Jurisprudence: Khumayni and the Classical Tradition», *Middle Eastern Studies*, janvier 1982, pp. 3-20.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène: «L'URSS et la guerre du Golfe», *Politique Internationale*, printemps 1982.

CHABRY Laurent et Annie: «Le conflit irako-iranien. De l'anathème au compromis?», *Maghreb Machrek*, janvier-février-mars 1982.

CHUBIN Shahram: «Leftist Forces in Iran», *Problems of Communism*, juillet-août 1980, pp. 1-25.

CHUBIN Shahram: «The Soviet Union and Iran», *Foreign Affairs*, printemps 1983, pp. 921-949.

CLAWSON Patrick: «Iran's Economy: Between Crisis and Collapse», *MERIP Reports*, juillet-août 1981, pp. 11-15.

DARVICH Djamchid et CAMPBELL W.R.: «Mobilization, Participation and Governance in an Authoritarian Setting: Iran under the Shah and under Ayatollah Khomeini», *Southeastern Political Review*, printemps 1982, pp. 37-87.

DJALILI Mohammad-Reza: *Religion et Révolution. L'islam shi'ite et l'Etat*, Economica, Paris, 1981.

DOWLAT Manijeh, HOURCADE Bernard et PUECH Odile: «Les paysans et la révolution iranienne», *Peuples Méditerranéens*, janvier-mars 1980, pp. 19-42.

ECHGHI Leili: «La culture islamique arme du peuple dans la révolution iranienne», *Peuples Méditerranéens*, janvier-mars 1980, pp. 3-17

EL AZHARY M.S.: «The attitudes of the superpowers towards the Gulf War», *International Affairs*, automne 1983, pp. 609-620.

FATEMI Khosrow: «Leadership by distrust: The Shah's *modus operandi*», *The Middle East Journal*, hiver 1982, pp. 48-61.

FERDOWS Emad: «The Reconstruction Crusade and Class Conflict in Iran», *MERIP Reports*, mars-avril 1983, pp. 11-15.

FISCHER Michael M.J.: *Iran. From Religious Dispute to Revolution*, Harvard University Press, Cambridge, 1980.

GASTIL Raymond D.: *Freedom in the World. Political Rights and Civil Liberties 1981*, Clio Press, Oxford.

GOODEY Chris: «Workers' Councils in Iranian Factories», *MERIP Reports*, juin 1980, pp. 5-9.

HAGHIGHAT Chapour: *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain*, Anthropos, 1980.

HALLIDAY Fred: «The Gulf Between Two Revolutions», *MERIP*, février 1980, pp. 6-15.

HALLIDAY Fred: «Trade Unions and the Working Class Opposition», *MERIP*, octobre 1978, pp. 7-13.

HETHERINGTON Norriss S.: «Industrialization and revolution in Iran: Forced progress or unmet expectation?», *The Middle East Journal*, été 1982, pp. 362-373.

HOOGLUND Eric: «Rural Iran and the Clerics», *MERIP Reports*, mars-avril 1982, pp. 23-26.

HOOGLUND Eric: «Rural Participation in the Revolution», *MERIP Reports*, mai 1980, pp. 3-6.

JABBARI Ahmad et OLSON Robert: *Iran. Essays on a revolution in the making*, Mazda Publishers, 1981.

KASSICIEH S.K. et NASSAR J.R.: «Political Risk and the Multinational Corporation: A Study of the Impact of the Iranian Revolution on Saudi Arabia, Kuwait and the United Arab Emirates», *Management International Review*, 22(3), 1982, pp. 22-32.

KATOUZIAN M.A.: «Oil Versus Agriculture. A Case of Dual Resource Depletion in Iran», *The Journal of Peasant Studies*, avril 1978, pp. 347-369.

KATOUZIAN Homa: *The political economy of modern Iran. Despotism and Pseudo-Modernism, 1926-1979*, New York University Press, New York, 1981.

KAZEMI Farhad: *Poverty and Revolution in Iran: The Migrant Poor, Urban Marginality and Politics*, New York University Press, 1980.

KEDDIE Nikki R.: *Roots of Revolution: An interpretive history of modern Iran*, Yale University Press 1981.

KHOSROKHAVAR Farhad: «Le Comité dans la révolution iranienne. Cas d'une ville moyenne: Hamadan», *Peuples Méditerranéens*, octobre-décembre 1979.

KUKLAN Hooshang: «The Administrative System in the Islamic Republic of Iran: New Trends and Directions», *IRAS*, mars 1981.

MOSSAVAR-RAHMANI Bijan et FESHARAKI Fereidun: «Oil dependence and mega-projects: Return to economic normalcy in Iran?», *Middle East Economic Survey*, 21 février 1983 (supplément).

MOTAMEN Homa: *Expenditure of Oil Revenue. An Optimal Control Approach with Application to the Iranian Economy*, Frances Pinter, Londres, 1979.

MOZAFFARI Mehdi: *La naissance de la bourgeoisie commerçante en Iran*, Université d'Aarhus, Institut d'Etude Politique, 1981.

NASHAT Guity: *The Origins of Modern Reform in Iran*, University of Illinois Press, Urbana, 1982.

RAD-SERECHT Farhad: «L'expansion du secteur tertiaire en économie iranienne», *Tiers-Monde*, juillet-septembre 1976, pp. 739-749.

RICHARD Yann: *Le shi'isme en Iran. Imam et Révolution*, Maisonneuve, Paris, 1980.

RONDOT Pierre: «Défense américaine dans la région du Golfe», *Etudes*, novembre 1981, pp. 449-464.

RONDOT Pierre: «La guerre du Golfe, *Etudes*, juillet-août 1983, pp. 5-20.

RUBIN Barry: «Iran's Year of Turmoil», *Current History*, janvier 1983, pp. 28-31.

SHARIATI Ali: «Civilisation et Modernisation», *Peuples Méditerranéens*, juillet-septembre 1981, pp. 51-69.

SHARIATI Ali: *Histoire et destinée*, Sindbad, 1982.

SIDDIQUI Kalim (éd): *The Islamic revolution in Iran*, The Muslim Institute, Londres, 1980.

SKOCPOL Theda: «Rentier State and Shi'a Islam in the Iranian Revolution», *Theory and Society*, mai 1982, pp. 265-283.

STEMPLE John: *Inside the Iranian Revolution*, Indiana University Press, Bloomington, 1981.

STORK Joe: «The War in the Gulf», *MERIP Reports*, juin 1981, pp. 3-18.

VAZIRI Chahrokh : *Le pétrole et le pouvoir en Iran. Du ghanat à l'oléoduc*, Piantanida, Lausanne, 1978.

VIEILLE Paul : *La féodalité et l'Etat en Iran*, Anthropos, 1975.

VIEILLE Paul : «L'institution shi'ite, la religiosité populaire. Le martyre et la révolution», *Peuples Méditerranéens*, juillet-septembre 1981.

ZABIH Sepehr : *The communist movement in Iran*, University of California Press, 1966.

ZABIH Sepehr : *Iran Since the Revolution*, Croom Helm, Londres, 1982.

ZUBAIDA Sami : «The ideological conditions for Khomeini's doctrine of government», *Economy and Society*, mai 1982, pp. 138-171.

GLOSSAIRE

Achoura : Grand jour de deuil chiite en commémoration de la mort de l'imam Hossein à Karbala.
Anjomân-e Eslâmi : Associations islamiques.
Arbaïn : Quarantième jour de la mort de Hossein.
Ayatollah : « Signe de Dieu », distinction donnée aux plus grands chefs religieux, ceux qui sont dignes de pratiquer officiellement l'interprétation des textes islamiques.
Bazar : Centre commercial urbain traditionnel. Par extension : monde du commerce.
Bazari : commerçant.
Bouyâd-e shahid : Fondation des martyrs, destinée à aider les familles des victimes de guerre.
Djahâd (ou Jihad) : Guerre sainte.
Dajhâd-e Sâzandegui : « Croisade » de la reconstruction.
Djavidan : « Immortels », soldats de la garde impériale.
Eïd-e fetr : Fête célébrant la fin du Ramadan.
Emamieh : Groupe politique partisan de la « ligne de l'imam ».
Faghih : Expert en loi islamique, juriste religieux le plus qualifié, c'est-à-dire le plus juste et le plus instruit.
Fedayin-e khalq : Groupe de guérilla urbaine, de tendance marxiste-léniniste.
Front National (FN) : Parti nationaliste, d'obédience mossadeghiste.
Hedjâb : Vêtement islamique cachant entièrement le corps et le visage, laissant simplement une ouverture au niveau des yeux, recouverte d'un voile transparent.

Hey'at-e pâksâzi: Comité d'épuration.
Hezbo**llah**: Parti d'Allah.
Hezbollahi: Membre du parti d'Allah.
Hodjatieh: Groupe religieux ultra-conservateur, anti-communiste et anti-bahaï.
Hodjatoleslam: «Preuve de l'Islam», titre donné aux leaders religieux de seconde importance, après les ayatollahs.
Homafar: Officiers de l'armée de l'air.
Imam: Titre accordé aux douze premiers descendants du Prophète. Par extension, nom donné à un leader religieux charismatique.
Komaleh: Groupe de combattants kurdes de tendance marxiste.
Majless: Assemblée, Parlement iranien.
Majless-e khebregan: Assemblée d'experts islamiques.
Maktabi: Homme pieux et intègre (également adjectif).
Marja'-e taqlid: *«Source d'imitation», «modèle à imiter»*, qualificatif décerné à des chefs religieux de grande notoriété publique. La population suit leurs avis en ce qui concerne l'application des règles, la pratique des dévotions et se soumet aux solutions juridiques qu'ils apportent aux problèmes de la vie quotidienne (Y. Richard).
Moharram: Mois de deuil chiite.
Mollah: Théologien situé au plus bas niveau dans la hiérarchie cléricale, ayant fait quelques années d'études coraniques. Par extension, désigne les religieux.
Mostazafine: Déshérités.
Moudjahedine-e Khalq: Groupement de gauche islamique.
Pasdaran: Gardiens de la Révolution.
Peshmerga: Combattant kurde.
Ramadan: Mois de jeûne musulman.
Rastakhiz: «Résurrection», parti unique créé en 1975 sous le régime impérial.
SAVAK (Sâzmân-e Ettelâ'ât va Amniat-e Keshvar): «Service de renseignement et de sécurité du pays», police secrète du Chah.
Senf: Corporation.
Shorâ: Association, conseil.
Shorâ-ye mahali: Conseil de village.
Shorâ-ye motahed-e markazi: Conseil central des syndicats unifiés (CCSU), fondé par le Parti Communiste en 1921.
Shorâ-ye negahbân: Conseil de surveillance. Il veille à ce que les décisions du Parlement soient conformes aux lois islamiques.
Shorâ-ye velâyat: Conseil de «guidance», groupe collégial de religieux chargé de diriger le pays.
Sigheh: Mariage temporaire.
Tassoua: Veille de l'Achoura.
Tchâdor: Voile traditionnel, formé par un large rectangle de tissu couvrant les cheveux et tombant jusqu'aux chevilles.
Tchâdori: Qui porte le tchâdor.
Toudeh: «La masse», parti communiste iranien pro-soviétique, fondé en 1941.
Uléma ('olamâ): Savant théologien.
Vaqf: Terres léguées aux fondations religieuses.
Velâyat-e faghih: Régence des religieux.

INDEX

EDITIONS COMPLEXE

la mémoire du siècle

Collection animée par André Versaille

1. GERARD CHALIAND ET YVES TERNON
1915-1917, LE GENOCIDE DES ARMENIENS

2. HENRI MICHEL
1939, LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE COMMENCE

3. MARC FERRO
1917, L'OCCIDENT DEVANT
LA REVOLUTION SOVIETIQUE

4. FRED KUPFERMAN
1944-1945, LE PROCES DE VICHY:
PUCHEU, PETAIN, LAVAL

5. OLIVIER CARRE
1970, SEPTEMBRE NOIR
Refus arabe de la résistance palestinienne

6. HENRI MICHEL
1944, LA LIBERATION DE PARIS

7. PIERRE BROUE
1940, L'ASSASSINAT DE TROTSKY

8. KAREL KAPLAN
1952, PROCES POLITIQUE A PRAGUE

9. HENRI ARVON
1921, LA REVOLTE DE CRONSTADT

10. ROLAND LEW
1949, MAO PREND LE POUVOIR

11. MICHEL LAUNAY
1919, VERSAILLES, UNE PAIX BACLEE?
Le XXème siècle est mal parti

12. FRANÇOIS FEJTO
1956, BUDAPEST, L'INSURRECTION
La première révolution anti-totalitaire

13. JEAN-PIERRE RAGEAU
PRAGUE 48
Le rideau de fer s'est abattu

14. YVES TERNON
1917-1921,MAKHNO, LA REVOLTE ANARCHISTE

15. PAVEL TIGRID
1953-1981, REVOLTES OUVRIERES A L'EST

16. GEORGES GORIELY
1933, HITLER PREND LE POUVOIR

17. GORDON GOLDING
1925, LE PROCES DU SINGE
La Bible contre Darwin

18. ARTHUR FUNK
1945, DE YALTA A POTSDAM
Des illusions à la guerre froide

19. CLAUDE DELMAS
COREE 1950
Paroxysme de la guerre froide

20. JEAN-PIERRE ALEM
1917, LA DECLARATION BALFOUR
Aux sources de l'Etat d'Israël

21. ALEXANDRA KWIATKOWSKA-VIATTEAU
1940-1943, KATYN
L'ARMEE POLONAISE ASSASSINEE

22. PIERRE DAIX
1964, L'AVENEMENT DE LA NOMENKLATURA
LA CHUTE DE KHROUCHTCHEV

23. FRED KUPFERMAN
1917, MATA-HARI
Songes et mensonges

24. MARC FERRO
1956, SUEZ
Naissance d'un Tiers-Monde

25. JEAN-MARIE BROHM
1936, JEUX OLYMPIQUES A BERLIN

26. PAUL DUMONT
1923, MUSTAPHA KEMAL
Invente la Turquie moderne

27. ANDRE KASPI
1974, LE WATERGATE
La démocratie à l'épreuve

28. RENE REMOND
1958, LE RETOUR DE DE GAULLE

29. ADELIN GUYOT ET PATRICK RESTELLINI
1933-1945, L'ART NAZI
Un art de propagande
Préface de Léon Poliakov

30. MAURICE VAISSE
1961, ALGER, LE PUTSCH

31. CLAUDE DELMAS
1961-1962, CRISES A CUBA

32. MARIE-FRANCE TOINET
1947-1957, LA CHASSE AUX SORCIERES

33. JEAN RABAUT
1914, JAURES ASSASSINE

34. HELENE CARRERE D'ENCAUSSE
1956, LA DESTALINISATION COMMENCE

35. ALEXANDRA KWIATKOWSKA-VIATTEAU
1944, VARSOVIE INSURGEE

36. MOHAMMED HARBI
1954, LA GUERRE COMMENCE EN ALGERIE

37. JEAN LACOUTURE
1962, ALGERIE LA GUERRE EST FINIE

à paraître

FRANÇOIS BEDARIDA
1940, LA BATAILLE D'ANGLETERRE

FRANÇOIS-XAVIER COQUIN
1905, LA REVOLUTION RUSSE MANQUEE

PATRICK MICHEL
1944-1948, LA POLOGNE PASSE A L'EST

ANNE-MARIE LE GLOANNEC
1961, UN MUR A BERLIN

JACQUES VANDERLINDEN
1960-1961, LA CRISE CONGOLAISE

CLAUDE DELMAS
1945, LA BOMBE ATOMIQUE

ANNE DE TINGUY
1972, USA-URSS, LA DETENTE

Couverture: Caricature de David Levine
NYREV-OPERA MUNDI 84

Imprimé en Belgique (Scorpion)
en février 1985
ISBN-2-87027-152-2
D/1638/1985/4

S.P.R.L. Diffusion-Promotion-Information
24, rue de Bosnie, 1060 Bruxelles

N°183

1979 LA MEMOIRE DU SIECLE

IRAN, LA REVOLUTION ISLAMIQUE
De la chute du Chah
à la prise de pouvoir des mollah
Avec un témoignage de Paul Balta

Dans la nuit du 11 février 1979, après deux jours d'émeutes et de violents combats, la population insurgée, appuyée par des unités de l'armée favorables à l'imam Khomeiny et par des groupes de guérilleros, investit entièrement Téhéran et s'empare des points stratégiques de la capitale. L'appareil impérial, vieux de 2 500 ans, s'effondre sous les coups d'une foule en délire. La révolution a triomphé.

Au fil des mois, alors que la plupart des organisations politiques iraniennes s'interrogent sur le contenu à donner à cette révolution, le «clergé» et plus particulièrement le noyau décidé autour de Khomeiny, s'empare du pouvoir et érige un ordre social et politique nouveau, basé sur une conception intégriste de l'Islam.
Aujourd'hui le pouvoir chiite est solidement installé et la société islamique instaurée. Pourquoi et comment en est-on arrivé là ? Quelle est aujourd'hui la réalité quotidienne de l'Iran ?
Après avoir rapidement brossé les conditions de la chute du Chah et de l'avènement des mollah, Chapour Haghighat nous propose la première analyse de l'évolution du pouvoir islamique et des nouvelles structures imposées aux Iraniens depuis 1979.

Chapour Haghighat est Iranien. Après avoir suivi des études de sciences sociales à l'Université de Paris V, où il a obtenu son doctorat, il a enseigné pendant plusieurs années à la Sorbonne. Opposant au régime du Chah, il a soutenu la révolution iranienne mais a très tôt pris position contre l'orientation du nouveau régime, comme en témoigne son premier livre consacré à l'Iran : *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain* (Anthropos, 1980), où il analysait également la situation du pays dans le contexte international. Il poursuit actuellement des recherches aux Universités de Paris et de New York.

Texte inédit